Gérard Dussouy

professeur agrégé de géographie, chercheur au Centre d'analyse politique comparée
de l'Université Montesquieu de Bordeaux

(2006)

Traité de relations internationales.

Tome I.

Les théories géopolitiques.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie retraité du Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gérard Dussouy

professeur agrégé de géographie, chercheur au Centre d'analyse politique comparée de l'Université Montesquieu de Bordeaux

Traité de relations internationales. Tome I. Les théories géopolitiques.

Paris : Éditions L'Harmattan, 2006, 368 pp. Collection "Pouvoirs comparés", dirigée par Michel Bergès.

[Autorisation formelle accordée le 4 mai 2011 par l'auteur et le directeur de la collection "Pouvoirs comparés" chez L'Harmattan, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriels : gerard.dussouy@wanadoo.fr

Michel Bergès : michel.berges@free.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 21 août 2011, revue le 3 novembre 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Gérard Dussouy

professeur agrégé de géographie, chercheur au Centre d'analyse politique comparée
de l'Université Montesquieu de Bordeaux

**Traité de relations internationales.
Tome I. Les théories géopolitiques.**

Paris : Éditions L'Harmattan, 2006, 368 pp. Collection "Pouvoirs comparés",
dirigée par Michel Bergès.

[2]

Pouvoirs comparés

Collection dirigée par Michel Bergès

*Professeur de Science politique
à l'Université Montesquieu de Bordeaux*

Nathalie Blanc-Noël (sous la direction de)
La Baltique. Une nouvelle région en Europe

David Cumin et Jean-Paul Joubert
Le Japon, puissance nucléaire ?

Dmitri Georges Lavroff (sous la direction de)
La République décentralisée

Michel Louis Martin (sous la direction de)
Les Militaires et le recours à la force armée. Faucons, colombes ?

Constanze Villar
Le Discours diplomatique

Gérard Dussouy
Les théories géopolitiques. Traité de relations internationales (I)

[4]

« La vérité est le nom que nous donnons à tout ce qui se révèle avantageux au regard de nos croyances, pour des raisons définies et assignables ».

William James

L'illustration de la couverture reproduit une peinture de Madeleine Martinez- Ubaud.

[5]

Sommaire

Quatrième de couverture

Chapitre introductif

Les enjeux épistémologiques du système mondial

1. Visions, paradigmes, représentations, théories et images en relation internationales

A. Ethno-égocentrisme et conception de la nature humaine

L'impossible impasse sur la nature humaine

Le retour du culturel et de l'ethnocentrisme dans l'histoire du monde

B. Représentations du monde et compréhension du réel (théorie de la correspondance ou de la cohérence ?)

C. Les six paradigmes occidentaux des relations internationales : grotien, hobbesien, lockéen-smithien, kantien, marxiste, pragmatiste-constructiviste

Le paradigme grotien : le droit international et l'équilibre des puissances

Le paradigme hobbesien et la géopolitique classique

Le paradigme kantien : le libéralisme idéaliste

Le paradigme hobbesien et le réalisme

Le paradigme lockéen-smithien : libéralisme pragmatique et transnationalisme

Le paradigme marxiste ou néo-marxiste

Le paradigme constructiviste entre le néo-kantisme habermasien et le pragmatisme

2. Herméneutique et interparadigmité

A. Le cercle herméneutique

B. Interparadigmité, réflexivité et contextualisme

3. Système international, société internationale, système mondial, société mondiale, empire : quel ordre mondial ?

A. L'Histoire du monde : une succession d'empires ?

Les types d'empires et le cycle des grandes puissances
L'exceptionnalité européenne : la succession des trois ordres
Un empire ou un système américain ?

B. Un monde sans ennemis ?

La contingence de la culture de paix
Globalisation et changement du monde : l'hypothèse de la société mondiale

C. Quel objet d'étude : relations internationales ou système mondial ?

Épistémologie de la géopolitique

Chapitre 1.

La rivalité terre-mer, à l'origine de la géopolitique

1. Aux origines de la géopolitique : la relation entre l'histoire et l'espace

- A. Frédéric Ratzel et la « découverte » de l'espace comme ressort de l'histoire
- B. A.T. Mahan, théoricien de l'hégémonisme naval

2. La pensée de Mackinder précède la géostratégie globale

- A. L'inquiétude de Mackinder : le déclin britannique
- B. Le stress du Heartland et de la domination mondiale
- C. La discussion autour de la notion du Heartland et ses critiques
- D. Révision et actualité de Mackinder

3. La géopolitique allemande

- A. De Kjellen à Haushöfer, la représentation alarmiste de la sécurité de l'Allemagne
- B. La mise en scène mondiale de la lutte des impérialismes
- C. La géopolitique classique allemande et la politique extérieure de Hitler
- D. La mythologie de l'espace et le rejet étranger de la géopolitique classique allemande

Conclusion

- A. Terre-mer : l'antinomie fondatrice de la géopolitique
- B. L'espace mondial et son partage

Chapitre 2.

Les itinéraires de la géopolitique

1. **La géopolitique nord-américaine de la guerre froide à nos jours**
 - A. La réinterprétation de Mackinder par Spykman : la priorité au Rimland
 - B. La controverse entre « spykmaniens » et « mahanistes »
 - C. Les États-Unis triomphants face à l'Eurasie
 - D. La géostratégie américaine au XXI^e siècle : « néo-mahanisme cosmique » et nouvel unilatéralisme

2. **Les transferts de la géopolitique allemande**
 - A. La géopolitique au Japon
 - B. La géopolitique en Italie

3. **Mimétisme et activisme géopolitiques en Amérique latine**
 - A. Les limites de la géopolitique obsessionnelle latino-américaine
 - B. Une géopolitique opérationnelle : le cas du Brésil contemporain
 - C. Le Mercosur, un nouveau départ ?

4. **La nouvelle géographie politique américaine : une science sociale plus qu'une doctrine**
 - A. L'approche géohistorique de Derwent Whittlesey
 - B. L'approche fonctionnelle
 - C. L'apport du béhaviorisme à la géopolitique : la reconnaissance du rôle primordial des représentations
 - D. La géographie politique systématique du territoire et de l'État

Le territoire national : formes, dimensions, situation
L'espace maritime
Nations et ethnies : la question récurrente de l'identité culturelle
 - E. Modélisation et analyse quantitative en relations internationales (QIR)

5. **La nouvelle géopolitique française**
 - A. La géopolitique et les militaires : de la « géostratégie insulaire » à la « géopolitique-géostratégie complexe » du général Poirier
 - B. La géopolitique de la Nation d'Yves Lacoste

Conclusion

Chapitre 3.

Les géopolitiques implicites

1. **La géosophie russe : une géopolitique implicite d'essence culturelle**
 - A. L'interaction entre la pensée et l'espace politique russes au XIX^e siècle
 - B. L'eurasisme : de « l'entre deux mondes » au « nouveau monde »
 - C. Une problématique de nouveau actuelle : la Russie définitivement européenne ?
2. **L'emblématique géopolitique séculaire de la Chine**
 - A. Les linéaments géopolitiques de la vision maoïste du monde
 - B. La mise en sommeil des objectifs géopolitiques et des revendications territoriales en raison de la priorité donnée au développement
 - C. Les nouvelles préoccupations géostratégiques de la Chine depuis le 11 septembre 2001
3. **Les « cercles des États » dans la géopolitique hindoue**
 - A. Les contraintes géostratégiques du « grand cercle »
 - B. Durcissement ou fin de la polarisation régionale ?
4. **Le monde musulman : les visions géopolitiques arabes et turques**
 - A. La Umma al Islamiyya : géocentrisme religieux et géodémographisme
 - B. Les visions géopolitiques arabes
 - C. Les visions géopolitiques turques

Conclusion du tome I

Traité de relations internationales.
Tome I. Les théories géopolitiques.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour au sommaire](#)

Ce traité marque une date intellectuelle pour l'analyse des relations internationales en France. À partir de textes jusqu'ici négligés, l'auteur dresse un historique des théories de la « géopolitique » mondiale, c'est-à-dire des représentations de l'espace par les démocraties (Grande-Bretagne, USA, France, Allemagne, Italie...), les dictatures (Allemagne nazie), les régimes contemporains autoritaires (Russie, Chine, monde musulman) ou émergents (Inde, Brésil, Turquie, Chili...).

On découvre qu'au-delà de ses versions explicites ou implicites, la géopolitique détermine les politiques étrangères et les systèmes d'alliances des États. Parties d'Angleterre, les conceptions fondatrices de Sir Halford J. Mackinder (que ce dernier a fait évoluer) ont été adaptées, non sans critiques et révisions, par les dirigeants, les états-majors militaires, les *managers*, les conseillers, les universitaires... de tous les pays. Pourrait-on comprendre la stratégie planétaire des USA, par exemple, sans faire référence à l'influence de Mahan, de Brzezinski, ou, plus récemment, du « néo-mahanisme cosmique »

Ce travail novateur illustre brillamment la nouvelle École de relations internationales de l'Université Montesquieu de Bordeaux, interdisciplinaire et pluraliste. Il éclaire aussi, en creux, les limites d'une science politique française tétanisée par « le 11 septembre » 2001. Peut-on comprendre la complexité du

monde en usant de concepts qui dissimulent la réalité de la puissance, ou en entonnant des antiennes iréniques, idéologiquement connotées, qui ignorent la géopolitique ? Peut-on encore laisser croire que les relations internationales relèvent seulement de catégories juridiques, philosophiques ou micro-sociologiques ? Deux autres tomes suivront : le second sera consacré aux théories des relations interétatiques, le troisième, aux théories de la mondialisation.

Gérard DUSSOUY est professeur de géopolitique à l'Université Montesquieu de Bordeaux. Chercheur au CAPCGRI (Centre d'Analyse politique comparée, de Géostratégie et de Relations internationales), il a publié aux Éditions Complexe, *Quelle géopolitique au XXI^e siècle ?*, ainsi que divers articles, notamment dans *l'Annuaire français de Relations internationales*.

[9]

Traité de relations internationales.
Tome I. Les théories géopolitiques.

Chapitre introductif

Les enjeux épistémologiques du système mondial

[Retour au sommaire](#)

Tout récit a une couleur, comme toute théorie a un horizon qui les situent tous les deux et qui précisent *a priori* leurs limites dues à la subjectivité de leur auteur. En effet, aucun penseur ne possédant la connaissance objective et parfaite du monde sur lequel il s'interroge, se pose d'emblée le « problème des préjugés » analysé en profondeur par Hans Georg Gadamer ¹, lequel est inhérent à toutes les visions du monde et à tous les paradigmes afférents. Dans la lignée de l'épistémologie allemande de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, et plus précisément de son courant herméneutique, qui depuis Wilhem Dilthey considère que les productions de la pensée humaine sont liées aux circonstances historiques et à l'expérience vécue ², Gadamer pense que le problème en question se subdivise de la façon qui suit.

¹ Hans-Georg Gadamer, *Vérité et méthode. Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Éditions du Seuil, 1976 et avril 1996, p. 286-312.

² Julien Freund, *Les Théories des sciences humaines*, Paris, PUF, Collection « Sup », p. 79-93.

En premier lieu, il se trouve que toute compréhension relève précisément du préjugé, c'est-à-dire d'une pré-opinion qui résiste ou non à l'épreuve des faits. Le philosophe allemand estime que les penseurs des Lumières ont commis l'erreur de déprécier systématiquement le préjugé, et de croire qu'eux-mêmes lui échapperaient. Une opinion assez partagée par Hannah Arendt qui faisait remarquer que les Grecs « découvrirent que le monde que nous avons en commun est habituellement considéré d'un nombre infini de situations différentes, auxquelles correspondent les points de vue les plus divers »³. En tout cas, affirme Gadamer, parce que l'homme appartient à l'histoire et parce qu'avant de connaître le passé il comprend de [10] manière spontanée le milieu dans lequel il vit, « les préjugés de l'individu, bien plus que ses jugements constituent la réalité historique de son être »⁴. En second lieu, et c'est le plus important, tout théoricien, comme tout acteur, est impliqué dans une *situation*, c'est-à-dire dans un lieu où il se tient et qui limite les possibilités de sa vision. En découle le concept d'« horizon » que Gadamer définit comme « le champ de vision qui comprend et inclut tout ce que l'on peut voir d'un point précis »⁵.

Cette limite concerne naturellement l'observateur de la vie internationale dont la vision du monde qui lui aura été le plus souvent inculquée⁶ est nécessairement située. Tout autant, elle frappe la philosophie dont le principe de raison, expliquent Gilles Deleuze et Félix Guattari, est un principe de raison contingente car « il n'y a de bonne raison que contingente, il n'y a d'histoire universelle que de la contingence »⁷. Elle atteint aussi les sciences de la nature elles-mêmes puisque, à nouveau selon Hannah Arendt qui fait écho à Werner Heisenberg, « l'homme, chaque fois qu'il essaie de s'instruire sur des choses qui ne sont pas lui-même et ne lui doivent pas non plus leur existence, ne rencontre finalement que lui-même, ses propres constructions, et les modèles de ses propres actions »⁸. Il faut donc en convenir avec le politologue américain Robert W. Cox qui se reconnaît une obédience marxiste-gramscienne étrangère aux herméneuticiens :

« Une théorie est toujours pour quelqu'un et pour quelque chose.
Toutes les théories ont une perspective. Les perspectives dérivent d'une

³ H. G. Gadamer, *op. cit.*, p. 298.

⁴ Hannah Arendt, *La Crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Paris, Gallimard, « Folio », 1972, p. 71.

⁵ H. G. Gadamer, *op. cit.*, p. 324.

⁶ *Ibid.*, p. 193.

⁷ Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Qu'est-ce que la philosophie ?* Paris, Les Éditions de Minuit, 1991, p. 90.

⁸ H. Arendt, *op. cit.*, p. 115.

position dans le temps et dans l'espace, particulièrement dans le temps et l'espace politiques et sociaux. Le monde est perçu d'un point de vue définissable en termes de nation ou de classe sociale, de domination ou de subordination, de puissance montante ou déclinante, d'immobilité ou de crise, d'expérience vécue et d'espoirs et d'attentes pour le futur ⁹.»

Au bout du compte, tout regard sur le monde est ethnocentrique, voire égocentrique en raison de la poussée de l'individualisme et de la crise concomitante des nations. En effet, les technologies récentes et les sortes de prothèses qu'elles procurent à l'individu créent chez lui l'illusion de l'autonomie et de la connaissance spontanée. Bien entendu, si toute prétention à l'universel [11] est un ethnocentrisme hypertrophié, comme l'a soutenu Tzevan Todorov pour l'ensemble des grands penseurs français ¹⁰, alors, il conviendrait de faire le tour des pensées politiques occidentales et non-occidentales pour embrasser toutes les visions du monde. Toutefois, en matière de relations internationales, les théories sont plutôt rares et presque toujours d'origine anglo-américaine. Cela réduit le spectre et le teinte d'occidentalisme. Le souci de corriger ce regrettable défaut explique que les politologues redécouvrent ces derniers temps les cultures nationales et les civilisations. C'est que la connaissance de « l'esprit des nations » ¹¹, en ce qu'il infère sur les visions des acteurs, constitue une donnée de plus en plus essentielle à la compréhension des enjeux d'un monde qui ne cesse de se globaliser.

1. Visions, paradigmes, représentations, théories et images en relations internationales

[Retour au sommaire](#)

Il se trouve, remarque l'économiste et philosophe américain Thomas Sowell, que toutes les visions, qu'elles se prétendent universalistes ou non, se partagent d'abord sur la question de la nature humaine. Parmi d'autres, cet auteur s'est efforcé de montrer comment, depuis le XVIII^e siècle, un clivage fondamental

⁹ Robert W. Cox, « Social forces, states and world orders : beyond international relations theory », in *Neorealism and its critics*, Robert O. Keohane, New York, Columbia University Press, 1986, chap. VIII, p. 204-249.

¹⁰ Tzvetan Todorov, *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1989.

¹¹ Laurent Murawiec, *L'Esprit des nations. Cultures et géopolitique*, Paris, Odile Jacob, 2002.

sépare sur ce point la pensée occidentale entre d'un côté, une conception contraignante, c'est-à-dire tragique ou pessimiste, et de l'autre, ouverte, c'est-à-dire utopique ou optimiste ¹². Or, précise Sowell, c'est de ces deux visions avant tout instinctives de l'homme que dérivent les paradigmes qui persistent à travers les siècles dans les sciences politiques, économiques et sociales ; sachant qu'il perçoit ces derniers comme des systématisations des variantes, nuancées ou extrêmes, de chacune des deux visions opposées ¹³. Avant de revenir très vite sur ce point essentiel, il convient d'apporter quelques premiers éclaircissements à des notions pas toujours très aisées à distinguer dans le langage des différents auteurs.

Selon Sowell, la vision est la « matière première » à partir de laquelle les théories sont construites et les hypothèses déduites, étant donné que dans les sciences sociales l'évidence ne va pas [12] de soi. De son côté, au terme d'une réflexion consacrée à l'application au domaine des relations internationales du concept de « paradigme », tel que l'a réhabilité Thomas Kuhn (soit le cadre de raisonnement général qui conditionne, à un moment donné, ce qu'il appelle une science « normale » ¹⁴), John Vasquez le définit comme l'ensemble des présomptions fondamentales que les chercheurs cultivent sur le monde qu'ils étudient ¹⁵. Il s'agit, selon lui, d'une matrice culturelle et idéologique qui produit une représentation du monde. Tandis que Judith Goldstein et Robert O. Keohane conservent l'expression « vision du monde » pour définir à peu près la même chose puisque pour eux celle-ci est profondément imprégnée « du symbolisme d'une culture et profondément marquée par des types de pensée et de discours » ¹⁶. Ils en font dériver deux catégories d'idées. D'une part, les concepts principiels ou normatifs, qui font le lien entre la vision et l'action, c'est-à-dire les politiques spécifiques ¹⁷. D'autre part, les concepts causaux qui expliquent les relations entre la vision consensuelle d'une société ou d'un groupe et l'autorité de ceux qui les dirigent ¹⁸.

Même si ce n'est pas le cas de tous, les auteurs ne sont pas loin de confondre les paradigmes, les visions du monde et autres *Weltanschauungen*, d'essence

¹² Thomas Sowell, *A Conflict of Visions. Ideological Origins of Political Struggles*, New York, Basic Books, 2002.

¹³ *Ibid.*, p. 224.

¹⁴ Thomas S. Kuhn, *La Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1972.

¹⁵ John A. Vasquez, *The Power of Power Politics. From Classical Realism to Neotraditionalism*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1998.

¹⁶ Judith Goldstein et Robert O. Keohane, *Ideas and Foreign Policy Beliefs, Institutions, and Political Change*, New York, Cornell University Press, 1993, p. 8.

¹⁷ *Ibid.*, p. 9.

¹⁸ *Ibid.*, p. 10.

historico-culturelle, qui doivent plus à l'intuition qu'à l'intelligence (si l'on accorde à ces qualités les sens que leur octroie Henri Bergson). En effet, nous explique ce dernier, tandis que l'intuition, vision directe de l'esprit, commence d'ordinaire par être obscure, c'est le concept, lequel est d'origine intellectuelle, qui apporte la clarté ¹⁹. Étant entendu néanmoins que « l'intelligence déforme, transforme, construit son objet, ou n'en touche que la surface, n'en saisit que l'apparence » ²⁰. De ce progrès dans la précision du pensé résulte que le concept est, insistent Deleuze et Guattari, un construit mental, synthèse de propriétés et de composantes qui renvoie nécessairement à une problématique en fonction de laquelle il est créé ²¹. Il est « autoréférentiel », c'est-à-dire qu'« il se pose lui-même et pose son objet, en même temps qu'il est créé » ²². À ce titre, il se trouve à l'origine des représentations qu'un individu ou qu'une collectivité peut se faire du monde ainsi que des propositions susceptibles d'être [13] émises quant à l'organisation de ce dernier. C'est ce processus de re-présentation qu'étudient les sciences cognitives, c'est-à-dire de l'intelligence humaine ²³. Il s'effectue de façon inévitablement sélective parce que le chercheur concentre son attention sur certains phénomènes, qu'il interprète ces derniers *via* certains concepts, et que des propositions naissent des relations spécifiques qu'il établit entre ceux-là. Mais, ce n'est qu'en dernier lieu, en liant d'autres rapports entre ces propositions, que chaque chercheur construit sa théorie.

La notion de « théorie » définissant l'association d'une axiomatique et d'une méthode capables de proposer des hypothèses ou des modèles en congruence avec

¹⁹ Henri Bergson, *La Pensée et le mouvant*, Paris, PUF, édition 2003, p. 30-33. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

²⁰ *Ibid.*, p. 35.

²¹ Deleuze et Guattari, *op. cit.*, chapitre I, « Qu'est-ce qu'un concept ? ».

²² *Ibid.*, p. 27.

²³ Michel Imbert, « Neurosciences et sciences cognitives » dans *Introduction aux sciences cognitives*, sous la direction de Daniel Andler, Paris, Gallimard, Folio, 1992, p. 51-76. S'il ne fait de doute que « les phénomènes cognitifs dépendent des mécanismes cérébraux dans le sens où l'on peut dire, par analogie, que le traitement de l'information par un programme informatique dépend du détail des circuits électroniques de l'ordinateur sur lequel il est, à un moment donné, exécuté », comme l'écrit Michel Imbert (p. 51), l'incertitude demeure par rapport à l'interaction cerveau/environnement quant à ce qui revient exactement à la « matière », le cerveau proprement dit, dans l'élaboration de la pensée (cf. le débat entre Dan Sperber « Les sciences cognitives, les sciences sociales et le matérialisme », p. 397 à 420, et Lucien Scubla, « Sciences cognitives, matérialisme et anthropologie », p. 421-445). Quoi qu'il en soit, « le système cognitif de l'homme est caractérisé par des états internes ou mentaux et par les processus qui conduisent d'un état au suivant. Ces états sont représentationnels : ils sont dotés d'un contenu renvoyant à des entités externes » précise Daniel Andler dans son *Introduction*, lequel ajoute que « les états ou représentations internes sont des formules d'un langage interne ou "mental" proche des langages formels de la logique ».

le réel, pour Vasquez comme pour Sowell, on ne saurait donc confondre un paradigme avec elle et encore moins avec une méthode. De la même façon qu'une vision de l'homme infère différents paradigmes, un même paradigme est généralement à l'origine de plusieurs théories.

On se trouve ainsi en présence d'un emboîtement intellectuel dont les théories sur les relations internationales seraient les produits finaux des déclinaisons et des croisements des différentes propositions issues de l'une des deux conceptions de la nature humaine et des multiples horizons des observateurs. Au demeurant, théories et visions seraient toujours susceptibles d'être rétroactivement modifiées en fonction des résultats des stratégies qu'elles auraient éventuellement inspirées aux différents acteurs qui interagissent sur la scène mondiale.

Le souci de prendre en considération les idées qu'élaborent les acteurs sur le monde, précisent Goldstein et Keohane, ne veut pas dire qu'elles mènent le monde car dans le cheminement intellectuel quelque peu idéal, à l'instant exposé, interfèrent des images simplifiées de la vie internationale ²⁴. Celles-ci, dont la formation des versions nationales est connue depuis les travaux pionniers de Kenneth Boulding ²⁵, ne sauraient être confondues ni avec des théories ni avec des modèles parce qu'une image « n'est pas une proposition raisonnée ; elle n'est qu'une impression ou une suggestion de quelque chose d'important, abandonnant une large marge d'interprétation au lecteur. Elle dessine ce que nous devons considérer comme un fait important. Elle cherche à simplifier, à influencer et à décrire une réalité complexe », précisent Greg Fry [14] et Jacinta O'Hagan ²⁶. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elles exercent un pouvoir de persuasion souvent plus fort que celui des théories les mieux élaborées en fournissant les présupposés des décideurs politiques et en façonnant le possible dans « l'esprit public » ²⁷ – ce qui est sans nul doute très probable des images péremptoires (toutes celles notamment qui annoncent la fin de quelque chose).

Dans l'interaction entre les visions du monde d'une part et les stratégies des acteurs d'autre part, les images sont des raccourcis faciles dont les incidences ne sont pas à prendre à la légère. Les travaux de Robert Jervis ont mis en évidence,

²⁴ J. Goldstein et R. O. Keohane, *op. cit.*, p. 3, p. 11.

²⁵ Kenneth Boulding, *The Image : knowledge in Life and Society*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1956.

²⁶ Greg Fry et Jacinta O'Hagan, *Contending Images of World Politics*, Londres, Macmillan Press, 2000, p. 5.

²⁷ *Ibid.*, p. 10.

justement, les risques de fausse appréciation du décideur ²⁸ en montrant comment il pouvait arrêter sa stratégie sur une interprétation erronée de la vision de l'autre et comment, régulièrement, les perceptions des gouvernants sont conditionnées par des images du passé, assimilées à des « leçons de l'Histoire » qui tendent à forcer les analogies avec les expériences immédiates. Ces images ne sont que lentement corrigées, rectifiées, et quand elles le sont, c'est souvent de manière assez marginale. Ceci parce qu'elles confèrent au groupe humain concerné – souvent la nation – une identification positive et une estime propre, ce qui est un phénomène constaté par tous les anthropologues. Aussi, la tendance naturelle des peuples et de leurs décideurs est-elle d'intégrer les informations nouvelles dans leurs représentations déjà établies, et de distinguer en priorité dans leur environnement international ce à quoi ils s'attendent.

En déduction de ces premières considérations, il apparaît que toute représentation reste contextuelle et que toute théorie est intentionnelle, qu'elle ait un but pratique ou normatif. Et que l'observateur, à la fois sujet et objet de l'histoire, soumis aux pressions et aux contraintes de son contexte de vie, ne se débarrasse jamais complètement de ses préjugés. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les théories relatives aux relations internationales aient donné lieu à une querelle de paradigmes à l'instar de celles que connaissent les sciences sociales, mais aussi la philosophie politique dont émanent leurs prémisses respectives. En particulier, quand une question aussi polémique que celle de la nature humaine, trop vite évacuée de la réflexion politique note avec [15] juste raison Steven Pinker, revient en force ²⁹. Cela, à la suite des découvertes des sciences cognitives et des neurosciences, ou encore des sciences génétiques du comportement et de la psychologie de l'évolution, toutes en plein développement. Des sciences qui concernent, à la fois, les rapports entre la biologie et la culture et entre le biologique et le mental. Ces rapports, la science politique ne pourra pas continuer à les ignorer indéfiniment, tant il est vrai que les recherches sur l'ADN, entre autres, sont source de révélations toujours plus étonnantes. Dès lors, la complémentarité plutôt que l'opposition des approches devrait s'imposer. On devrait rechercher le dialogue interparadigmatique, si tant est que l'on puisse espérer un échange entre des éléments de pensée jugés par beaucoup incommensurables.

²⁸ Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

²⁹ Steven Pinker, *The Blank Slate. The Modern Denial of Human Nature*, Londres, Penguin Books, 2002.

Mais pour cela, au préalable, faudrait-il ne plus concevoir les théories que comme construites de façon à résister aux assauts des autres courants de pensée. Très récemment, certains auteurs viennent de relever le défi. C'est notamment le cas de Samuel Barkin qui entend démontrer la compatibilité des approches réalistes et constructivistes de même que la virtualité d'un « constructivisme réaliste », en expliquant que l'acceptation de la centralité de la puissance en politique internationale n'est contradictoire ni avec le rôle des idées ni même avec l'existence et le changement des normes internationales ³⁰. Ce que n'aurait pas démenti un Raymond Aron qui écrivait dans son fameux *Paix et guerre entre les nations* que « le vrai réalisme, aujourd'hui, consiste à reconnaître l'action des idéologies sur la conduite diplomatico-stratégique » ³¹.

La position de Barkin paraît d'autant plus sensée que nous l'avons, à notre façon, adoptée et expérimentée dans le cadre d'une approche géopolitique systémique ³². Il nous semble tout à fait recommandé d'aborder les relations internationales d'un point de vue pluraliste et global ou, selon l'expression empruntée à Richard Rorty, sous l'angle d'un « holisme pragmatiste » ³³. Autrement dit, d'une systémique stochastique, interethnocentrique et contradictoire. En cela réside la meilleure façon de tenir compte d'un double constat de Robert Jervis ; à savoir que, d'une part, « le langage familier de nos États et de nos diplomates n'est pas universel, non plus que les motivations et les idéologies [16] qui ont caractérisé les politiques internationales occidentales des deux derniers siècles » ³⁴, et d'autre part, que « cela implique, bien sûr, que les moyens de la puissance furent différents aussi bien à cause des différences matérielles... qu'à cause des différences en matière de visions du monde et de légitimité » ³⁵.

A. Ethno-égocentrisme et conception de la nature humaine

³⁰ J. Samuel Barkin, « Realist Constructivism », *International Studies Review*, no 5, Arizona, États-Unis, p. 325-342.

³¹ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 587.

³² Gérard Dussouy, *Quelle géopolitique au XXI^e siècle ?* Bruxelles, Paris, Complexe, Coll. « Théorie Politique », 2001. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

³³ Richard Rorty, *Objectivisme, relativisme et vérité*, Paris, PUF, 1994.

³⁴ Robert Jervis, « Variation, change, and transitions in international politics » dans Michael Cox, Tim Dunne, and Ken Booth, *Empires, Systems and States. Great Transformations in International Politics* Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 285.

³⁵ *Ibid.*

[Retour au sommaire](#)

Les assertions des herméneuticiens allemands, en particulier les conclusions de Gadamer, sont confirmées par les sciences cognitives qui font de l'esprit humain et de ses perceptions leur spécialité, mais ceci reste mal accepté par les sciences sociales. Pour Steven Pinker, cette résistance, assimilable à une surdité ou à une cécité volontaires, s'explique facilement par les « quatre grandes peurs » des « modernes » face à ce problème : celle de l'inégalité, celle de l'imperfectibilité, celle du déterminisme et celle du nihilisme ³⁶.

Des peurs désormais injustifiées, d'après le psychologue et cognicien canadien, depuis que la publication des études scientifiques les plus récentes a écarté les interprétations les plus extrêmes. Mais des études qui n'en concluent pas moins à l'existence d'une nature humaine, laquelle présente sept caractéristiques universelles, ainsi résumées par Steven Pinker :

- « 1. *La primauté des liens familiaux dans toutes les sociétés humaines et l'inclination conséquente au népotisme et à l'hérédité.*
- 2. *La portée limitée de l'action solidaire dans les groupes humains, la morale la plus courante étant celle de la réciprocité, avec le phénomène conséquent d'une indifférence sociale et d'un affaiblissement de la contribution à la chose publique quand la réciprocité n'est pas avérée.*
- 3. *L'universalité de la domination et de la violence dans les sociétés humaines (y compris les sociétés primitives supposées parfois pacifiques) et l'existence de mécanismes génétiques et neurologiques qui sous-tendent cette double tendance.*

[17]

- 4. *L'universalité de l'ethnocentrisme et de différentes formes d'hostilité entre groupes dans les sociétés, et de la facilité avec laquelle toute hostilité peut surgir entre les gens dans nos pro-pres sociétés.*
- 5. *L'hérédité partielle de l'intelligence et de tendances antisociales profondes qui implique l'existence inévitable d'un certain degré d'inégalité, même dans des systèmes économiques parfaitement*

³⁶ Cf. les quatre chapitres consacrés par Steven Pinker à chacune de ces « grandes peurs », *op. cit.*

équitables. Ce qui nous met en face d'un choix permanent entre l'égalité et la liberté.

6. *La prévalence des mécanismes de défense, des prédispositions à l'autosatisfaction et à une acquisition limitée de connaissances, qui entraîne que les individus se trompent sur eux-mêmes et en ce qui concerne leur autonomie, leur sagesse, et leur intégrité.*
7. *Les penchants de l'humain, pour une préférence pour ses parents et ses amis, pour une sensibilité aux tabous mentaux, et pour confondre la moralité avec la conformité, le rang, la pro-preté et la beauté.* ³⁷ »

Ces résultats, provisoires quant à leur amplitude, incitent à reprendre trois discussions essentielles : celle de l'ambivalence de la nature humaine à une époque où la violence terroriste se déchaîne à travers le monde ; celle de l'ethnocentrisme culturel et de l'égo-centrisme des acteurs, tous les deux exacerbés par la mondialisation ; celle de la portée des représentations cognitives du monde des acteurs qui se résument le plus souvent à de simples images. Ceci non pas en raison d'un intérêt irrépressible pour la métaphysique, sachant que tout un chacun est prêt à admettre l'existence chez l'homme de pulsions contradictoires, mais parce qu'il faut bien constater dans le discours politique contemporain une idéalisation de l'individu et une absolutisation du concept d'humanité qui confinent à la superstition. Tandis que le premier est, par avance, exonéré de la responsabilité de tous les dysfonctionnements du monde actuel, au contraire imputés aux structures et aux organisations qu'il a pourtant lui-même façonnées, la seconde, à qui est voué le nouveau culte, voit son existence constamment démentie par les actions humaines et par la permanence d'un ethnocentrisme confirmé par les sciences cognitives.

[18]

L'impossible impasse sur la nature humaine

Pour Steven Pinker, c'est bien Thomas Hobbes (1588-1679) qui avait raison contre tous ceux qui, après lui, ont cru ou espéré que la nature humaine est originellement vierge, innocente, et constitue, en somme, une « page blanche »

³⁷ Steven Pinker, *ibid.*, p. 294.

(*Blank Slate*) sur laquelle la société éducatrice inscrit son empreinte³⁸. Or, l'homme apparaît essentiellement égocentrique et la violence est inhérente à son être. Moins parce qu'il se montre « solitaire, pauvre, méchant, brutal et brusque », comme aurait eu tort de l'écrire en termes trop crûs le philosophe anglais, remarque Pinker, que parce que cette violence « est une propension quasi inévitable à tous les organismes sociaux et rationnels intéressés »³⁹. D'ailleurs, souligne-t-il, Hobbes, à l'occasion d'une analyse subtile et d'une certaine manière plus tragique, a bien montré que la violence résultait de l'interaction d'êtres animés principalement par trois sentiments : l'esprit de compétition, la défiance ou la crainte, et la gloire⁴⁰. Aujourd'hui comme hier, l'homme poursuit d'abord son propre intérêt, et il est conduit à s'opposer à ses semblables quand il veut parvenir à ses fins. On le voit bien quand il s'agit de prendre les mesures qui permettraient sinon d'éviter, car il est déjà trop tard, les dérèglements climatiques, mais d'en réduire l'amplitude et les répercussions négatives. Et cela, quand bien même elles concerneraient des usages dont on sait qu'ils sont des facteurs aggravants (climatiseurs ou 4 x 4 automobiles, par exemple). C'est pour surmonter le désordre ou l'anarchie de « l'état de nature » (sur la signification duquel nous nous pencherons plus loin) qu'un tel comportement humain engendre, que Hobbes préconisa l'édification de l'État moderne, le *Léviathan*⁴¹.

Dans la continuité de Hobbes, mais aussi de Leibniz (1646-1716), qui percevait l'intelligence comme une forme de l'information, Steven Pinker défend l'idée qu'il est nécessaire de développer une nouvelle conception de la nature humaine « connectée vers le bas avec la biologie, et vers le haut avec les humanités et les sciences sociales ; cette nouvelle conception reconnaissant son dû à la culture en évitant toute ségrégation entre des univers parallèles »⁴². Soit, au final, une connexion [19] entre la biologie et la culture, grâce à la médiation des quatre sciences déjà citées, qui permet de reconsidérer l'ancien débat et de croire à « une nature humaine à face humaine ». Le rétablissement de cette nécessaire connexion aurait l'immense avantage de mettre un terme, enfin, à la lourde équivoque créée et entretenue par les « modernes », dénoncée par Bruno Latour, quant à la séparation illusoire de la nature et de la société, dont les implications épistémologiques ont été redoutables puisqu'elles ont interdit toute

³⁸ *Ibid.*, p. 5-9.

³⁹ *Ibid.*, p. 329.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 318.

⁴¹ Thomas Hobbes, *Leviathan. Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*, traduit de l'anglais, annoté et comparé avec le texte latin par François Tricaud, Paris, Sirey, 1971.

⁴² Steven Pinker, *op. cit.*, p. 31.

« anthropologie symétrique »⁴³. C'est qu'en dissociant ce qui, d'un côté, relèverait de la « chose en soi », de ce qui de l'autre incomberait « aux hommes entre eux », les « modernes » n'ont pu que produire deux représentations asymétriques de la même réalité, et ignorer par-là même l'essentiel, c'est-à-dire le monde hybride de l'interaction entre les deux pôles.

L'opposition entre les deux visions classiques de l'homme repose moins, comme on le pense trop souvent, sur un jugement moral qui relève du débat métaphysique, que sur l'importance accordée aux causes sociales. Dans la vision pessimiste, la caractéristique essentielle de n'importe quel système social réside dans l'ensemble des incitations qui poussent les individus à la confrontation. Celles-là relèvent aussi bien du matériel que du psychique, c'est-à-dire de la culture et des valeurs. Sachant que la nature humaine ne peut fondamentalement changer, l'environnement social détermine ensuite les efforts individuels. Dans une perspective systémique, écrit Sowell, « la vision contraignante prend la nature humaine comme donnée, et voit les conséquences sociales comme une fonction (1) des incitations offertes aux individus et (2) des conditions sous lesquelles ils interagissent en réponse à ces dernières »⁴⁴. L'idée de totalité est présente chez Hobbes en particulier. Mais les interactions, à la fois conflictuelles et coopératives, sont trop complexes pour que leur produit dépende des seuls choix des acteurs, et les rapports de force entre les différents groupes restent déterminants quant à l'évolution du système social. La seule question qui se pose alors est de savoir si ce sont les meilleures solutions qui ont été imposées. Dans la vision optimiste, au contraire, la nature humaine elle-même est modifiable, [20] donc perfectible, elle constitue même la variable centrale qui peut changer et doit être changée. La preuve en est donnée par le fait que nombre d'individus ou de groupes ont accédé à un haut niveau d'éducation, de moralité, de compassion envers les autres... Selon les différents auteurs souscrivant à cette approche, les obstacles à la généralisation d'un tel état sont surmontables car ils tiennent à un mauvais ordre social, à des rapports économiques inégaux ou à l'indifférence et à l'aveuglement des nantis. D'où le caractère souvent normatif et prescriptif de leurs analyses. Les interprétations de la nature humaine et de ses limites au sein des deux grandes visions sont à l'origine des courants de pensée, plus ou moins éloignés, qui traversent la philosophie politique.

⁴³ Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte/Poche, 1997.

⁴⁴ Thomas Sowell, *op. cit.*, p. 89-90.

Hobbes, rappelle François Rangeon ⁴⁵, précise bien dans la préface du *De Cive* que l'étude de la nature humaine est un préalable nécessaire à l'étude du politique. Or, l'homme ne se distingue de l'animal, avec lequel il partage son origine, que par le langage. Les « hommes naissent animaux » ⁴⁶, ce qui fait qu'ils ne sont ni bons ni mauvais, mais ce sont leurs passions et leurs désirs, et les luttes qu'ils doivent mener pour les assouvir qui les rendent méchants. Cependant, comme l'homme est également craintif, qu'il redoute par-dessus tout la mort violente, désirs et craintes se combinent pour pousser les individus à rechercher la paix, en même temps qu'ils s'entre-tuent. Ce qui fait dire à Hobbes qu'il n'est pas utile de combattre les passions, qui ne sont ni bonnes ni mauvaises en elles-mêmes, mais qu'il convient d'en analyser les conséquences en vue d'en tirer le meilleur parti ⁴⁷. C'est cette suggestion qu'a suivie sans difficulté Adam Smith (1723-1790) que Thomas Sowell range pourtant parmi les pessimistes. On note que dans son premier livre, la *Théorie des sentiments moraux* ⁴⁸, Smith ne fait que rarement référence à Hobbes, et quand c'est le cas, il souligne qu'il ne le suit guère ⁴⁹. Cela ne surprend pas quand on sait que l'auteur, rendu célèbre par son *Enquête sur la nature et la richesse des Nations* ⁵⁰, s'inquiète avant tout de la sociabilité de l'homme, comme son aîné et ami David Hume (1711-1776) ⁵¹. C'est ce qui l'amène à mettre en exergue le sentiment de sympathie qu'il conçoit comme un concept social opératoire. C'est-à-dire que ne se faisant pas trop [21] d'illusions sur la nature humaine, et plutôt que d'essayer de la changer, Smith s'efforce de découvrir chez l'homme des sentiments qui permettraient d'éviter que la satisfaction individuelle des désirs n'engendre un conflit permanent. Il pense avoir trouvé la solution dans le concept de sympathie. À ce titre, elle doit

⁴⁵ François Rangeon, *Hobbes. État et droit*, Paris, J.-E. Hallier, Albin Michel, 1982, p. 34.

⁴⁶ *De Cive*, préface, p. 65, cf. Rangeon, *op. cit.*, p. 69.

⁴⁷ Rangeon, *ibid.*, p. 70.

⁴⁸ Adam Smith, *Théorie des sentiments moraux*, traduction de Michaël Bizou, Claude Gauthier et Jean-François Pradeau, Paris, PUF, col. « Léviathan », 1999.

⁴⁹ *Ibidem*. Citations de Hobbes dans la septième partie, section III, chapitres I et II, p. 421, 424, 425. Avec cette remarque quant à la pensée hobbesienne : « Pourtant, cette explication globale de la nature humaine qui déduit tous les sentiments et toutes les affections à partir de l'amour de soi et qui a tant fait de bruit dans le monde, mais qui, pour autant que je sache, n'a jamais été complètement et clairement justifiée, cette explication, dis-je, me paraît naître d'une incompréhension du système de la sympathie », p. 423.

⁵⁰ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations*, Paris, Gallimard/Folio, 1976. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

⁵¹ Léo Strauss et Joseph Cropsey, *Histoire de la philosophie politique*, article « Adam Smith », rédigé par Joseph Cropsey, Paris, PUF, « Quadrige », 1999, p. 704. Smith écrit : « Si égoïste que l'on puisse supposer l'homme, il y a évidemment quelques principes dans sa nature, qui le font s'intéresser au sort des autres, et rendent leur bonheur nécessaire pour lui, bien qu'il n'en tire rien sinon le plaisir de le voir », citation p. 707.

être comprise, comme l'ont indiqué ses traducteurs, comme la « régulation des intensités affectives » ⁵², comme « le mécanisme de communication des passions d'un individu à l'autre » ⁵³, sachant, d'après Smith, que les hommes ressentent un fort besoin d'approbation pour toutes leurs actions.

Un phénomène de mimétisme en somme, explique Jean Pierre Dupuy ⁵⁴, qui conduirait les hommes vers « un plaisir de la sympathie réciproque » ⁵⁵. Soit, par conséquent, le mécanisme de modération, par excellence, même si René Girard soutiendra plus tard que le « désir mimétique » est lui-même hautement conflictuel ⁵⁶. Et ce n'est sans doute pas par hasard que Smith sépare l'homme entendu comme animal social de l'homme entendu comme animal politique, qu'il admet l'animosité latente de la sociabilité politique, et qu'il va se découvrir, enfin, une prédilection pour le monde du commerce. Pragmatique, Smith constate que les gens qui en diverses occasions sacrifient leurs intérêts propres à ceux des autres, le font moins pour l'amour du prochain qu'au nom des principes moraux ou des principes d'honneur et de noblesse qu'ils revendiquent avec les autres. La communication des passions et des désirs faisant que chaque individu est ainsi persuadé de rehausser sa propre image en contribuant au bien être d'un autre, Smith devait transposer, avec le succès que l'on sait, sa démarche intellectuelle (l'échange ou la division du travail suppléant la sympathie) à son traité d'économie sur la richesse des nations. Ainsi, la société en général devait bénéficier de la participation involontaire des individus au produit global, grâce à l'économie de marché et sous la pression de la concurrence et de la recherche du gain individuel. Désormais, « le but de Smith, une vie libre, raisonnable, confortable et tolérante pour toute l'espèce, avait son espoir son fondement et son expression dans la science de l'économie telle qu'il l'a dans une mesure considérable inaugurée » ⁵⁷. Elle seule était capable de garantir la sociabilité de « l'animal repu ».

[22]

En somme, de la même vision pessimiste de la nature humaine procèdent deux paradigmes, l'un hobbesien qu'on appellera réaliste, l'autre smithien, réaliste aussi à la base, mais pragmatique, que l'on voudra, plus tard, libéral. La principale

⁵² *Théorie des sentiments moraux*, Introduction des traducteurs, *op. cit.*, p. 8.

⁵³ *Ibid.*, p. 23, note 1.

⁵⁴ Jean-Pierre Dupuy, *Le Sacrifice et l'envie*, Paris, Hachette, 1992.

⁵⁵ *Théorie des sentiments moraux*, *op. cit.*, titre du chapitre II.

⁵⁶ René Girard, *Quand les choses commenceront*, Entretiens avec Michel Treguer, Paris, Arlea, 1994, p. 27-48.

⁵⁷ Leo Strauss, *op. cit.*, p. 719.

différence tient à ce que le premier s'en remet à l'État pour assurer la sécurité et la prospérité des hommes regroupés en communautés, quitte à ce que cet État se retranche pour sortir de l'état de nature, tandis que le second joue de l'interaction involontaire des individus et se fonde sur l'avènement d'une société civile régulée par l'échange.

Bien des auteurs ont soit adhéré, soit contribué à la pérennisation des deux paradigmes. Parmi les partisans du premier, Edmund Burke (1729-1797) est sans doute l'un des plus systématiques quand il parle « de l'infirmité radicale de toutes les initiatives humaines »⁵⁸ inhérente à la nature des choses, quand on sait combien il a voulu éreinter l'idéologie révolutionnaire française⁵⁹. Dans le second cas, John Locke (1632-1704), né un siècle avant Adam Smith, a anticipé sur lui, sans approfondir pour autant la question de la nature humaine. En effet, si d'un côté, Locke est l'auteur de la métaphore de la « page blanche », parce que l'esprit humain serait à l'origine « dépourvu de tous caractères et de toutes idées », que l'expérience et la réflexion permettent seules de remplir, d'un autre côté, il le voit demeurer « au stade de la médiocrité, incapable d'omniscience et de perfection »⁶⁰. De toutes les façons, pour lui comme pour Hobbes, « la seule force très puissante dans la nature de l'homme, et par conséquent la seule qui soit très importante pour la compréhension politique, est le désir de conservation de soi »⁶¹.

Cette tendance ne saurait être éradiquée et il convient de l'orienter dans le bon sens car si elle est le plus grand obstacle à la paix entre les hommes, elle est aussi la plus grande force pour y aboutir. Mais si l'intention de Locke n'a jamais été de s'opposer à Hobbes⁶², sa vision de la nature humaine est moins tragique. Il ne dit pas de tout homme qu'il est le meurtrier en puissance de tout autre homme. C'est pourquoi, contrairement à son prédécesseur, il ne confond pas état de nature et état de guerre. Il affirme clairement :

[23]

⁵⁸ Edmund Burke, *The correspondence of Edmund Burke*, Chicago University Press, vol. VI, 1967, p. 48.

⁵⁹ Edmund Burke, *Réflexions sur la révolution en France*, présentation de Philippe Raynaud, Paris, Hachette Pluriel, 1989.

⁶⁰ Sheldon S. Wolin, *Politics and Vision. Continuity and Innovation in Western Political Thought*, Boston, Little Brown and Company, 1960, p. 296.

⁶¹ Leo Strauss et Joseph Cropsey, *op. cit.*, article « John Locke », rédigé par Robert A. Goldwin, p. 560.

⁶² John Locke, *Traité du gouvernement civil*, Paris, Flammarion, 1992, introduction de Simone Goyard-Fabre, p. 59. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

« C'est un état de parfaite liberté, un état dans lequel, sans demander la permission à personne, et sans dépendre de la volonté d'aucun autre homme, ils (les hommes) peuvent faire ce qu'il leur plaît, et disposer de ce qu'ils possèdent et de leurs personnes, comme ils jugent à propos, pourvu qu'ils se tiennent dans les bornes de la loi de la Nature. C'est aussi un état d'égalité... ⁶³. »

Cependant, l'état de nature peut devenir le lieu, et le seul, de l'état de guerre car la force est couramment utilisée en dehors du droit. Selon Locke, le barrage à cette dérive est le gouvernement civil ou l'État, mais mieux encore la propriété privée, parce qu'elle seule est à même d'apporter l'abondance susceptible de satisfaire les passions de l'homme, de pacifier la société politique, toujours proche de l'état de guerre, par le biais du non-politique. C'est dans cet investissement dans l'économie (on prête à Locke le mérite d'avoir esquissé la forme première de la loi de l'offre et de la demande ⁶⁴) que Smith le rejoint. La propriété privée et le commerce seraient pour ainsi dire les clefs d'un paradigme lockéen-smithien, assis sur la conception d'une nature humaine dangereuse, mais apaisée par la prospérité.

Bien au-delà de la pensée de Locke, mais tout en récupérant une partie de son héritage, les tenants d'une vision ingénue de la nature humaine, ceux que Sheldon Wolin appelle les radicaux ⁶⁵, tels Tom Paine et William Godwin en Angleterre, Jean-Jacques Rousseau et Condorcet en France, récuserent tout pouvoir coercitif. Globalement, ils soutenaient l'hypothèse d'une société reposant sur la coopération spontanée, la satisfaction pacifique de tous les besoins, et l'absence d'un contrôle central à l'avantage d'une communauté souveraine. Dans son livre de 1793, *Enquête relative à la justice politique*, qui rencontra un immense succès lors de son édition, mais qui fut vite délaissé et occulté en raison des guerres entre l'Angleterre et la France révolutionnaire ⁶⁶, Godwin explique que l'intelligence de l'homme le prédispose à participer intentionnellement au bien commun. Il considérerait l'intention de chacun de faire profiter les autres comme étant « l'essence de la vertu », celle qui conduit au bonheur des humains. À la différence d'Adam Smith, dont la sociabilité de l'individu repose sur l'attente

⁶³ John Locke, *Traité du gouvernement civil*, *ibid.*, chapitre II, p. 143. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT,]

⁶⁴ Léo Strauss *et alii*, *op. cit.*, p. 537.

⁶⁵ Sheldon Wolin, *op. cit.*, p. 313.

⁶⁶ Thomas Sowell, *op. cit.*, p. 15.

d'une réciprocité, Godwin pense celui-ci [24] désintéressé. Il récuse l'idée que l'égoïsme est une constante et une donnée naturelle de l'homme. Comme Condorcet (1743-1794), il croit qu'il s'agit là d'une vision fautive de l'« homme naturel », malheureusement confondu avec l'homme actuel « corrompu par les préjugés, les passions artificielles et les coutumes sociales » ⁶⁷.

L'Anglais et le Français sont d'accord sur le fait que « la perfectibilité de l'homme est réellement indéfinie » ⁶⁸, et ils s'indignent du pessimisme de Locke autant que de celui de Hobbes. Thomas Sowell constate que c'est cette idée de « perfectibilité » des auteurs radicaux qui est la mieux restée parmi leurs diverses spéculations, et qu'elle a traversé les âges pour être très présente parmi les penseurs contemporains qui partagent la vision optimiste de l'homme. Cependant de cette idée en découle une autre, caractéristique des idéologies du XX^e siècle, qui est la croyance à la transformation de l'être humain et de son monde, au prix de quelques sacrifices, pour trouver une solution définitive aux errements, aux injustices et aux inégalités des sociétés existantes. En politique internationale, cette assurance des idéalistes explique largement leurs discours péremptoirs, leur jusqu'au-boutisme juridique, et leur propension à l'aventurisme, qui tranchent avec la prudence des réalistes. Le moralisme est enfin une dernière de leurs spécificités. Ainsi, William Godwin distinguait les actions humaines entre celles qui sont positives et celles qui sont nuisibles, puis, il divisait chaque catégorie, celles qui sont intentionnelles et celles qui ne le sont pas. De la combinaison des deux classements, il déduisait l'existence de trois attitudes humaines dominantes : la vertu, ou la bonne action intentionnelle, le vice, c'est-à-dire la mauvaise action intentionnelle, et la négligence, sorte de sous-vice, résultant d'une action négative mais inintentionnelle ⁶⁹. Mais il omettait complètement l'activité positive inintentionnelle qui fondait le système smithien. Cet oubli, sans doute volontaire, stigmatise ce qui peut séparer libéraux idéalistes et libéraux pragmatiques, c'est-à-dire ceux qui veulent réformer le monde et ceux qui, grâce à la coopération internationale, recherchent l'équilibre entre intérêts conflictuels et intérêts mutuels.

[25]

⁶⁷ Antoine-Nicolas de Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, cité par Sowell, *ibid.*, p. 17. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁶⁸ *Ibid.*, p. 18.

⁶⁹ William Godwin, *Enquiry Concerning Political Justice*, Toronto, Toronto University Press, 1969, vol. 1, p. 152.

Malgré la conviction de Godwin, et la fermeté de ses propos, ni son nom, ni celui de Condorcet, ne symbolisent l'idéalisme social et encore moins l'utopisme en matières de relations internationales. Jean-Jacques Rousseau y supplée dans le premier champ, mais point dans le second, tant il est vrai qu'« il n'y a pas chez Rousseau d'ouverture au cosmopolitisme et à la loi internationale, mais un repli sur le patriotisme et même sur le chauvinisme qui l'emporte, dans l'ordre politique, sur la conscience d'appartenir à l'humanité » ⁷⁰.

C'est pourquoi, à tort ou à raison, et sans doute parce qu'il est l'auteur du très fameux *Projet de Paix Perpétuelle* ⁷¹, Emmanuel Kant (1724-1804) représente plus que tout autre la figure emblématique des idéalistes internationalistes. Bien plus certainement que les juristes, hollandais, Hugo Grotius (1583-1645), allemand, Samuel Pufendorf (1632-1694) suisse, Emmerich de Vattel (1714-1767). Ces derniers, parce qu'ils pensaient l'homme comme un animal rationnel et social, et qu'ils croyaient à la vertu du droit, ont imaginé que les nations pouvaient vivre dans une relative harmonie, sans aller jusqu'à pouvoir songer à l'éradication de la guerre, mais seulement à sa codification et à sa limitation à une « guerre juste », ce dont Kant va les tancer. De leur hypothèse ou de leur suggestion d'une régulation des relations entre les États par le droit et la diplomatie, le politologue britannique Martin Wight a fait un des trois paradigmes (avec l'hobbesien et le kantien) des analyses des relations internationales ⁷². Depuis, on parle d'un paradigme grotien (par déférence à l'antériorité ?).

Pour en revenir à Kant, qui n'hésite pas à dénoncer « l'insociable sociabilité humaine », l'égoïsme et l'antagonisme apparaissent comme les deux caractéristiques premières de la nature humaine. Ce qui crée chez l'homme une tendance à faire un usage illicite de sa liberté, à prendre ses désirs pour des droits, et à essayer, en permanence, à s'exonérer des obligations de la vie en collectivité. Finalement, c'est l'insociabilité qui l'emporte et Kant incline à penser, comme Hobbes, que la société est constamment au bord de la guerre de tous contre tous. Pourtant, en dépit de la méchanceté de la nature humaine, le Prussien, qui est piétiste, croit, contrairement à l'Anglais, à la perfectibilité [26] de l'homme grâce à la raison confortée par la morale, mais aussi grâce à la nature qui ruse avec les hommes. N'utilise-t-elle pas à leur insu leurs antagonismes pour les mettre au

⁷⁰ Frédéric Ramel et Jean-Paul Joubert, *Rousseau et les relations internationales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, collection « Raoul Dandurand », 2000, Introduction de Jean-Paul Joubert, p. 32.

⁷¹ Emmanuel Kant, *Projet de paix perpétuelle*, Paris, Hatier/Profil, 1988.

⁷² Martin Wight, *International Theory. The Three Traditions*, Leicester, Leicester University Press, 1991.

service d'une paix sans laquelle la satisfaction de leurs intérêts deviendrait impossible ? À tel point d'ailleurs que sa vision de l'humanité s'avère téléo-logique, puisque la paix universelle et perpétuelle constitue la fin qui doit éclairer l'histoire humaine ! Pour Pierre Hassner, il est évident que la doctrine politique de Kant est « la création d'une "constitution politique parfaite" sur le plan intérieur de l'État comme sur le plan extérieur » ⁷³. Même si l'histoire est décevante de ce point de vue, l'expérience ne saurait décider de ce que l'humanité sera un jour. Quand les hommes comprendront les exigences de la raison qui leur commande de conformer leurs actions au droit et à la dignité de chacun, quelle que soit sa condition, et que cela est dans l'intérêt de tous, ils saisiront que la paix perpétuelle est à leur portée. Et ce qui vaut pour les individus à l'intérieur d'une société, vaut également pour les États au sein de la communauté internationale, bien que, admet Kant, le droit n'a pas entre les nations la même force contraignante qu'entre les personnes. C'est pourquoi le philosophe mise sur la moralité à laquelle l'espèce humaine doit croire, au risque sinon de désespérer de tout progrès et de se perdre car c'est la morale qui ordonne aux États de se transformer et de transformer leurs relations.

Constatant alors l'hétérogénéité des deux inspirations kantienne, l'inspiration morale et l'inspiration « réaliste », Hassner émet ce jugement réservé :

« Par le fait qu'elle ne peut jamais devenir une certitude théorique, l'espérance d'une conversion morale de l'humanité, loin de remédier aux déficiences de l'ordre juridique en permettant par son intervention une solution définitive du problème politique que celui-ci n'assure pas par lui-même, ne fait au contraire que rendre plus manifeste l'impossibilité d'une pareille solution définitive. Réciproquement, l'utilisation historique et juridique du mécanisme des passions rend impossible une solution morale ⁷⁴. »

Il faut dire que l'illusion moraliste de Kant a été balayée par Arthur Schopenhauer (1788-1860), auteur, selon John Gray, de la [27] première et indépassable critique de l'humanisme des Lumières ⁷⁵. Schopenhauer partageait le scepticisme philosophique de Kant et pensait comme lui le monde inconnaissable. Mais il s'en différenciait radicalement en considérant que sa philosophie était toujours dominée par les préjugés du christianisme et qu'il avait

⁷³ Leo Strauss, *op. cit.*, article « Emmanuel Kant », rédigé par Pierre Hassner, p. 644.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 685.

⁷⁵ John Gray, *Straw Dogs. Thoughts on Humans and Other Animals*, Londres, Granta Books, 2002, p. 38.

donc commis la grande erreur de croire que l'homme pouvait se distinguer des autres animaux. Comme le précise Jean Lefranc, la vision hobbesienne et pessimiste de l'homme, qui est aussi celle de Schopenhauer, procède moins de son tempérament personnel que de son idéalisme athée ⁷⁶. Elle l'amène à analyser « le monde comme volonté », tandis que sa piètre opinion de l'intelligence humaine le convainc de ce que, pour chaque individu considéré, « le monde est ma représentation ». Le titre de son célèbre ouvrage, lequel réunit judicieusement les deux formules (*Le Monde comme volonté et comme représentation* ⁷⁷), mérite vraiment qu'on s'y arrête un instant.

C'est qu'il résume, à notre sens, l'objet des relations internationales, si l'on veut bien faire entrer sous le vocable « volonté » les actions humaines et les stratégies. En effet, en premier lieu, du point de vue des théories ou des représentations qui en tiennent lieu, on est d'accord avec Schopenhauer pour dire que « tout le monde objectif est et demeure représentation, et est absolument et éternellement conditionné par le sujet... » ⁷⁸. En second lieu, si le monde de Schopenhauer est un « vouloir-vivre individualisé dans un monde qui est une volonté universelle » ⁷⁹, on peut le comprendre comme la résultante de l'inter-action des stratégies qui le configurent. Sachant qu'il met dans la notion de volonté toute la vie affective de l'individu et qu'elle ne correspond pas nécessairement à une intention rationnelle. Mais toutes les stratégies le sont-elles ? D'autres phrases comme « toute volonté est la volonté de quelque chose ; elle a un objet, un but de son effort » ⁸⁰, ou encore : « ainsi, l'homme a toujours un but et des motifs qui règlent ses actions... » ⁸¹, accréditent la dimension stratégique d'un monde dont on n'a jamais qu'une représentation subjective. Pessimiste, on le sait, Schopenhauer soutenait que « la base de tout vouloir est besoin, manque, donc douleur... » ⁸², et qu'un progrès réel de l'humanité est inconcevable ; qu'au fond, « l'histoire des peuples est [28] comme un kaléidoscope qui, chaque fois qu'on le tourne, montre une nouvelle configuration, alors que nous avons toujours la même chose devant les yeux » ⁸³. Ce qui en fait un réaliste avant la lettre !

⁷⁶ Jean Lefranc, *La Métaphysique*, Paris, Armand Colin, col. « Coursus », 1998, p. 166.

⁷⁷ Arthur Schopenhauer, *Le Monde comme volonté et comme représentation*, Paris, PUF, traduction d'A. Burdeau, 1998.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 39.

⁷⁹ Jean Lefranc, *op. cit.*, p. 166.

⁸⁰ Schopenhauer, *op. cit.*, p. 214.

⁸¹ *Ibid.*, p. 215.

⁸² *Ibid.*, p. 216.

⁸³ *Histoire des grandes philosophies*, sous la direction de Lucien Jerphagnon, Toulouse, Privat, « Bibliothèque historique », 1987, p. 287.

Cependant, ni la désespérance schopenhauerienne ni la prudence de Kant lui-même qui utilisait la formule de la « chose en soi » pour désigner l'objet inaccessible à l'entendement du sujet, pour signifier le fossé infranchissable entre le réel et ses représentations, n'ont altéré l'optimisme des « modernes » et leur aspiration à accéder à « l'homme en soi ». Si bien que l'esprit des Lumières est à l'origine d'un humanisme abstrait qui, résume Robert Legros, « définit l'homme par une capacité de s'extraire hors de sa société et de son histoire, d'être par là même capable de surmonter les préjugés liés à son mode de coexistence et à son époque, de devenir dès lors autonome, et ainsi de pouvoir organiser ses relations à ses semblables selon sa propre volonté » ⁸⁴. Or, en dépit du fait que « cette définition de l'homme est égarante car elle méconnaît que l'homme est historiquement et politiquement engendré » ajoute ce philosophe, cette conception d'une humanité universelle et indéterminée n'a cessé de se diffuser. Malgré l'opposition des roman-tiques renforcée par la critique des herméneuticiens et des philosophes pragmatistes, elle est devenue le fondement de l'idéologie contemporaine des Droits de l'homme.

Pourtant, si dans l'arrachement à la nature ou à toute humanité particulière – et ethnocentrique cela va de soi – réside la possibilité pour l'homme « d'accéder à la position du sujet, c'est-à-dire d'une pensée capable de se soustraire à tout ce qu'elle a reçu de tradition, de s'extraire de toute insertion dans une époque et une forme de société... d'atteindre à une position d'extériorité à l'égard du monde » ⁸⁵, il faut admettre que cette perspective apparaît aujourd'hui fort brouillée.

Car, dans la mesure où l'on a pu considérer que la conception des Lumières avait fini par s'imposer (ce qui n'est pas sûr pour tout le monde parce que, comme le dit John Gray, il y a déjà longtemps que Charles Darwin « a fait tomber l'humanité de son piédestal » ⁸⁶), les sciences de l'intelligence humaine militent plutôt pour une re-naturalisation. C'est que, d'abord, à écouter Jacques Monod, l'un des fondateurs de la biologie [29] moléculaire, il est probable que l'humanité résulterait, tout simplement, d'un accident dans la mutation et la sélection de répliquions chimiques ⁸⁷.

Ensuite, les travaux les plus récents répertoriés par Steven Pinker, sans parler des expériences actuelles et de certaines hypothèses relatives à des modifications

⁸⁴ Robert Legros, *L'Idée d'humanité. Introduction à la phéno-ménologie*, Paris, Grasset, 1990, p. 52.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 73.

⁸⁶ John Gray, *op. cit.*, p. 31.

⁸⁷ Jacques Monod, *Le Hasard et la nécessité*, Paris, Éditions du Seuil, 1970.

génétiques ou à des prothèses cérébrales, plaident sans conteste pour le retour, après « l'âge de la raison », à une conception à connotation naturaliste de l'homme. Tellement il est devenu impossible de continuer à penser l'esprit humain, s'il existe (ce dont doute Richard Rorty et d'autres avec lui ⁸⁸), comme originellement innocent. Qu'au contraire, le monde mental est enraciné dans le monde physique par les concepts d'information, d'imputation, et de rétroaction.

Cela implique deux conséquences essentielles :

- 1) « *Les représentations mentales sont des états cérébraux décrits en termes fonctionnels, et ce sont les interactions matérielles entre cerveaux et environnement qui expliquent la distribution de ces représentations* » ⁸⁹ : elles sont contextuelles ;
- 2) il convient de « considérer les représentations sociales non pas comme des “représentations collectives” au statut ontologique indéfini, mais comme des représentations mentales et publiques rendues sociales par leur distribution » ⁹⁰, ce qui veut dire que les mécanismes mentaux peuvent entraîner des variations notables entre les cultures.

Il s'avère que d'un côté, une série infinie de comportements peut être générée par une combinaison finie de programmes dans l'esprit, comme le précise Steven Pinker, et que d'un autre côté, comme l'expose Dan Sperber, les représentations mentales sont épidémiologiques, c'est-à-dire sont le fait d'une transmission d'idées et de pratiques d'un individu à un autre. En somme, les dernières avancées des sciences cognitives semblent corroborer la pertinence de la combinaison des deux principes ethnocentrique et holiste, sur lesquels nous serons amenés à insister. À savoir que le contenu des croyances et des valeurs est strictement ethnocentrique, qu'il est une émanation personnelle et culturelle spécifique, mais qu'il évolue et qu'il s'interprète en fonction d'un contexte spatio-temporel, d'un Tout (*Holon* en grec) social et politique.

⁸⁸ Richard Rorty, « L'invention de l'esprit » dans *L'Homme spéculaire*, Paris, Éditions du Seuil, 1990. Explicitant sa perspective anticartésienne de l'homme, parce que dualiste, et wittgensteinienne de la nature humaine, le philosophe américain a cette remarque, p. 57 : « Laisser entendre que l'esprit c'est le cerveau, c'est suggérer que nous sécrétions théorèmes et symphonies comme notre rate sa bile ».

⁸⁹ Dan Sperber, « Les sciences cognitives, les sciences sociales et le matérialisme », *op. cit.*, p. 413.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 418.

[30]

*Le retour du culturel et de l'ethnocentrisme
dans l'histoire du monde*

Le fait que, depuis 1945, la majorité des conflits se sont déroulés à l'intérieur des États, et que depuis 1989 les guerres interethniques se sont multipliées, tandis que les actes terroristes d'origine religieuse, que l'on croyait engloutis dans la nuit des temps, redoublent, a entraîné un retour et une redécouverte des facteurs d'essence culturelle en relations internationales. Redécouverte est bien le mot parce que l'étude approfondie des travaux des géopoliticiens du début du ^{xx}e siècle montre que leurs démarches intégraient déjà les faits culturels et civilisationnels. On en veut pour preuve l'analyse comparée des « valeurs occidentales » et des « valeurs germaniques » que conduit Rudolf Kjellen dans son opuscule intitulé *Les Idées de 1914* ⁹¹, ou celle des cultures sociales anglaise et allemande réalisée par Halford Mackinder ⁹², ou encore les thématiques civilisationnelles qui parcourent les textes de tous les géopoliticiens russes. Quant aux historiens, il y a belle lurette qu'ils ont fait, eux aussi, de la culture un facteur clef de leurs analyses.

Il faut donc comprendre que parler de « retour » de la culture et de l'identité dans l'étude des relations internationales, n'a de sens que par rapport au débat interne à l'école américaine hégémonique qui, après avoir pendant de longues années focalisé la discussion entre néoréalistes et néolibéraux sur les dimensions militaires et économiques de la vie internationale, gravite aujourd'hui autour du rôle des idées et de la culture dans un face à face entre rationalistes « néo-néo » (les deux écoles précédentes) et constructivistes, néoidealistes.

Comme le remarque Yosef Lapid, ce dernier débat est concomitant de la dialectique mondiale évidente qui l'impose, à savoir celle de l'homogénéisation-fragmentation (sur les hétérogénéités de ce même monde) ⁹³. Et quand la controverse met en jeu l'identité, elle est marquée par « une tension entre la notion selon laquelle l'identité est essentielle, fondamentale, unitaire et

⁹¹ Rudolf Kjellen, *Die Ideen von 1914. Ein Weltejeschichtlicher Perspective*, Berlin, 1915.

⁹² Halford Mackinder, *Democratic Ideals and Reality*, Londres, Pelican Books, 1919, réédition de 1944.

⁹³ Yosef Lapid et Friedrich Kratochwil, *The Return of Culture and Identity in IR Theory*, Londres, Lynne Rienner Publishers, 1996, p. 7.

inchangeable, et la notion d'après laquelle les identités sont construites et reconstruites au cours de l'histoire » ⁹⁴.

La globalisation des relations internationales, autrement dit aussi la géopolitique au sens plein du terme, nécessite donc [31] la prise en charge d'un champ culturel extrêmement vaste et complexe dont l'interprétation requiert une mise en phase interethnocentrique fort subtile quand on sait, par exemple, que là, où la culture occidentale cherche à « dire le plus directement les choses : de choisir de parler le plus en face, de vouloir cerner le plus précisément la "vérité" » ⁹⁵, la « structure corrélatrice du monde chinois » s'exprime, nous explique François Jullien, par le « détour ou l'un renvoie à l'autre et communique avec lui, parce qu'ils vont de pair et sont corrélés » ⁹⁶.

Certes, l'on peut croire à une relative homogénéisation transnationale des valeurs sous l'effet du consumérisme mondial, de l'uniformisation des modes de vie, et de la stratégie d'inculcation qui sous-tend la rhétorique des médias. Mais, à l'inverse, on peut penser que ce mimétisme, parce qu'il est lui-même source de tensions et de conflits larvés dans la sphère socio-économique et qu'il ne saurait faire table rase des inégalités de toutes natures, entraîne, comme le soutient Immanuel Wallerstein, que la culture devient « le champ de bataille idéologique du système-monde moderne » ⁹⁷.

Pour cet auteur, la « géoculture » ⁹⁸, désignée ainsi « par analogie avec la géopolitique, non pas parce qu'elle est supralocale ou supranationale, mais parce qu'elle représente l'arrière-plan culturel dans lequel opère le système mondial » ⁹⁹, n'est pas loin d'absorber la géopolitique elle-même en tant qu'espace privilégié de la lutte pour l'hégémonie mondiale. Si la mondialisation capitaliste est un fait acquis, les résistances, qui proviennent d'abord des nationalismes d'essence économique et sociale se nourrissent aussi de l'exacerbation des différences culturelles par la mondialisation et de la

⁹⁴ *Ibid.*, p. 8.

⁹⁵ François Jullien, *Le Détour et l'accès. Stratégies du sens en Chine, en Grèce*, Paris, Grasset, Le Livre de poche, 1995, p. 352.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 351.

⁹⁷ Immanuel Wallerstein, « Culture as the Ideological Battleground of the Modern World-System », in Mike Featherstone, *Global Culture : Nationalism, Globalization and Modernity*, Londres, Sage, 1990, p. 3- 55.

⁹⁸ Sur la multiplication du préfixe « géo » devant une série de substantifs et de qualificatifs, cf. notre article « Vers une géopolitique systémique » dans la *Revue internationale et stratégique*, no 47, automne 2002.

⁹⁹ Immanuel Wallerstein, *Geopolitics and Geoculture. Essays on the changing World System*, Cambridge, Cambridge University Press, Royaume Uni, 2001.

« menace » que celle-ci fait planer sur les identités. La capillarisation de la violence, *via* la résurgence des ethnonationalismes, comme des désordres, *via* la montée des égocentrismes des individus et des firmes, attestent du besoin d'une anthropologie de la mondialisation susceptible de nous permettre de mieux comprendre la diversité de comportements humains, souvent inattendus, au travers du « plurivers » des cultures ¹⁰⁰.

De la coprésence des ethnocentrismes à tous les niveaux, du global au local, au cœur des processus de la globalisation [32] économique, politique et culturelle découle une double nécessité. D'une part, celle d'une théorisation de la tension entre l'homogénéisation du monde et ses hétérogénéités, dont la complexité ne saurait être résumée à une dialectique trop limitée à la recherche de couples de contraire et trop portée sur les conflits. Et à laquelle, nous préférons substituer, pour notre part, une « trialectique » qui surpasse la polarisation classique en ajoutant la possibilité d'une coexistence des opposés dans le cadre d'une homogénéisation adaptatrice des spécificités ¹⁰¹. D'autre part, celle de la reconnaissance de l'hétérogénéité des approches civilisationnelles si l'on entend, comme Robert W. Cox, favoriser l'émergence d'un « nouveau multilatéralisme » susceptible de générer la paix ou de créer les conditions d'une bonne gouvernance mondiale parce qu'il serait respectueux des différents horizons et des différentes images du monde produites à partir de ceux-ci ¹⁰².

B. Représentations du monde et compréhension du réel (théorie de la correspondance ou de la cohérence ?)

[Retour au sommaire](#)

La prédisposition des individus à l'autosatisfaction et à une acquisition limitée des connaissances, attitude que Steven Pinker a recensée comme l'une des caractéristiques fortes de la nature humaine, incite à penser que ceux-là se

¹⁰⁰ Comme se le propose Constantin von Barloewen, *Anthropologie de la mondialisation*, Paris, Éditions des Syrtes, 2003, selon lequel, p. 251 : « Une culture est toujours l'horizon total d'un univers de vie déterminé, dans lequel on définit la réalité de l'être humain. Il ne peut jamais, par conséquent, exister de culture mondiale absolue, mais uniquement la revendication d'une ouverture face au pluralisme des cultures ou, plus clairement, face au phénomène de la culturalité, considérée comme l'élément fondamental, le dénominateur commun de l'existence humaine ».

¹⁰¹ Gérard Dussouy, *Quelle géopolitique au XXI^e siècle ?*, op. cit.

¹⁰² Robert W. Cox, *The New Realism. Perspectives on Multilateralism and World Order*, New York, Mac Millan Press, 1997, introd., p. XV-XXX.

déterminent dans l'espace public en fonction d'images du monde et de représentations mentales conditionnées par leurs horizons culturels. Cela sous-entend deux choses : une simplification du réel complexe, d'une part, qu'une réalité donnée puisse prendre des significations différentes auprès de groupes distincts d'êtres humains, d'autre part ¹⁰³. Cette limite et cette divergence des perceptions posent ensemble le problème de la compréhension du réel sur lequel les épistémologues se partagent. Peut-on l'expliquer ou doit-on seulement se contenter de l'interpréter ¹⁰⁴ ? Et si, après s'être demandé s'il faut « décrire ou construire la réalité » ¹⁰⁵, l'on opte, à l'instar de Philippe Braud pour le second terme, alors, comme lui-même l'indique, il est impératif de montrer une « vigilance épistémologique » de tous les instants quant aux théories [33], modèles, artefacts... utilisés. Il s'agit de s'enquérir notamment de ce que soit vérifiée l'exigence première de la philosophie nominaliste, laquelle « impose aux signes de désigner une réalité, aux théories formelles d'admettre des modèles » ¹⁰⁶. Au départ d'un tel scepticisme, il y a que les « représentations intuitives » propres à chaque individu, comme les désigne Schopenhauer ¹⁰⁷, varient en fonction des schèmes, c'est-à-dire « des paquets d'information pré-organisée qui permettent de faire des inférences dans des situations stéréotypées » ¹⁰⁸ contenus dans les cerveaux. Qu'ensuite, ces premières représentations deviennent « abstraites », chez Schopenhauer, en se conceptualisant et en entrant en interaction avec d'autres, ou « publiques », selon Dan Sperber, parce qu'elles sont communiquées d'un individu à un autre. Dès lors, « par le moyen de la communication, certaines représentations se répandent ainsi dans une population humaine et peuvent même l'habiter dans toute son étendue, et pendant plusieurs générations. Ce sont ces représentations répandues et durables qui constituent par excellence les représentations culturelles » ¹⁰⁹.

¹⁰³ Hilary Putnam, *Représentation et réalité*, Paris, Gallimard/NRF, 1990, p. 45.

¹⁰⁴ Cette question est examinée de manière approfondie par Raymond Boudon dans *Le Sens des valeurs*, Paris, PUF, « Quadrige », 1999. Au final, il tranche en faveur d'un « positivisme doux » dont les attitudes intellectuelles qu'il infère ne sont pas très éloignées de celles que d'autres déclinent d'un « relativisme tempéré ».

¹⁰⁵ Philippe Braud, *Sociologie politique*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1992, p. 406.

¹⁰⁶ René Poirier, préface au livre de Jean Largeault, *Enquête sur le nominalisme*, Louvain/Paris, Ed. Nauwelaerts, 1971, p. 7.

¹⁰⁷ Arthur Schopenhauer, *op. cit.*, p. 71.

¹⁰⁸ Paul Smolensky, « IA connexionniste, IA symbolique et cerveau » dans *Introduction aux sciences cognitives*, *op. cit.*, p. 97.

¹⁰⁹ Dan Sperber, *op. cit.*, p. 411.

Dire ou sous-entendre que tout est représentation, parce que toute analyse dépend d'un point de vue particulier, lui-même motivé par des facteurs personnels et conditionné par un contexte historico-culturel, cela équivaut-il à nier l'existence d'un monde indépendant de nos représentations ? Et s'il existe, celui-ci est-il connaissable ou non ? Cet antique et vénérable débat, dans la ligne pyrrhonienne, continué aujourd'hui par des auteurs comme John R. Searle ¹¹⁰, d'un bord, et Richard Rorty ¹¹¹, de l'autre, semble avoir basculé, à la fin du XX^e siècle, du côté du relativisme, devenu prédominant au grand désappointement des positivistes ¹¹². En réalité, il avait déjà connu une grande acuité à la fin du XIX^e siècle à l'occasion de la controverse entre les pragmatistes, héritiers du scepticisme de Schopenhauer par le truchement de Nietzsche, et les rationalistes, et au sujet de laquelle on dispose de l'intéressant état dressé par Émile Durkheim lui-même dans un cours professé juste avant la première guerre mondiale ¹¹³. Il mérite d'être rappelé, dans ses grandes lignes, pour deux raisons essentielles.

La première est que le pragmatisme y apparaît comme le réel précurseur du constructivisme contemporain, bien que l'épistémologue [34] autrichien Ernst Von Glaserfeld en attribue la paternité à Gianbattista Vico ¹¹⁴. Quant à Jean-Louis Le Moigne, adepte du constructivisme dans les sciences de la gestion, il trouve à celui-ci un prédécesseur, Léonard de Vinci, et un continuateur, Paul Valéry, pour qu'ils forment ensemble « les trois V du constructivisme » ¹¹⁵. Dans les trois tomes qu'il consacre à ce courant épistémologique, Le Moigne accorde d'ailleurs une place limitée au pragmatisme, bien qu'il en partage totalement les fondements. Il est à noter qu'il en est beaucoup plus proche que de la tendance constructiviste néokantienne, dominante aujourd'hui dans les relations internationales.

¹¹⁰ John R. Searle, *The Construction of Social Reality*, Londres, Penguin Books, 1995.

¹¹¹ Outre *L'Homme spéculaire*, et *Objectivisme, relativisme et vérité*, on peut se référer à la position que Richard Rorty défend dans deux autres livres : *Conséquences du pragmatisme*, Paris, Éditions du Seuil, 1993, et *Science et solidarité. La vérité sans le pouvoir*, Paris, Éditions de l'éclat, 1990.

¹¹² Raymond Boudon et Maurice Clavelin, *Le Relativisme est-il irrésistible ? Regards sur la sociologie des sciences*, Paris, PUF, 1994.

¹¹³ Émile Durkheim, *Pragmatisme et sociologie*, cours inédit prononcé à La Sorbonne en 1913-1914 et restitué par Armand Cuvillier d'après des notes d'étudiants, dans la collection « Les classiques des sciences sociales », de la Bibliothèque Paul-Émile Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi, Canada. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹¹⁴ Ernst Von Glaserfeld, « Introduction à un constructivisme radical », in Paul Watzlawick (dir.), *L'Invention de la réalité*, Paris, Éditions du Seuil, 1988.

¹¹⁵ Jean Louis Le Moigne, *Le Constructivisme. Tome I. Les Enracinements*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 20.

La seconde raison est que dans son cours, Durkheim insistait sur la question fondamentale de la *vérité* : doit-elle être correspondance (copie du réel) ou cohérence ¹¹⁶ ? Or, le mouvement pragmatiste initié par Charles S. Peirce (1839-1914), mais dont les deux principales figures furent William James (1842-1910) et John Dewey (1859-1952), ce dernier fondateur de l'École de Chicago, défendait que « la pensée, liée à l'action, crée, en un sens le réel lui-même » ¹¹⁷ et que « les choses sont ce que nous nous les représentons » ¹¹⁸. Ceci implique une critique radicale du rationalisme dogmatique (l'idée vraie comme la copie d'une réalité extérieure), sinon du positivisme, à laquelle le fondateur de la sociologie française souscrit, sans qu'il adhère toutefois à la conclusion la plus ultime du pragmatisme ou de la variante idéaliste du constructivisme actuel, à savoir que la croyance crée la réalité même. Selon lui, la sociologie, justement, se doit d'adopter une voie moyenne. Durkheim précise là :

« Autre chose est de révoquer en doute la correspondance des symboles et de la réalité, autre chose de rejeter, avec le symbole, la chose symbolisée ¹¹⁹. »

Dans cette même optique, il ne fait pas de doute, pour John Searle, qu'il existe « une réalité indépendante de nous », laquelle justifie, parmi les attitudes philosophiques possibles, un « réalisme externe », à savoir la démarche qui consiste, d'une part, à vouloir comprendre le monde au-delà des représentations, celui qui est en dehors d'elles, et d'autre part, à maintenir une version de la théorie de la vérité comme correspondance. Searle distingue à cet effet entre les « formes intrinsèques », celles qui émanent [35] de la nature, du monde physique, et les « formes relatives à l'observateur », celles qui procèdent de son intentionnalité comme de celle des acteurs ¹²⁰. À la première catégorie appartiennent les faits bruts, comme le Mont Everest, écrit-il, mais également, et

¹¹⁶ Telle qu'elle est exposée, par exemple, par Léna Soler, *Introduction à l'épistémologie*, avec une préface de Bernard d'Espagnat, Paris, Ellipses, 2000, p. 43-45. Ou de manière plus polémique, par Richard Rorty lui-même dans *L'Espoir au lieu du savoir. Introduction au pragmatisme*, Paris, Albin Michel, 1995.

¹¹⁷ Émile Durkheim, *op. cit.*, p. 30.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 47.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 72.

¹²⁰ John Searle, *op. cit.*, p. 9 et p. 153-160.

cela à l'encontre des tenants de la construction sociale de la réalité ¹²¹, les faits institutionnels, tel que la pré-sence d'un tel ou d'un tel à la Maison Blanche ¹²².

La répartition des mers et des terres, les montagnes d'Afghanistan, les rizières du Vietnam, et demain les changements climatiques, la variation du niveau des océans, mais encore la distribution des populations, la portée et le nombre des missiles, ou la détention de capitaux sont, effectivement, autant d'éléments matériels évidents avec lesquels les stratèges et les politiques ont appris, parfois à leurs dépens, à compter. Leur appartenance à la classe des faits bruts ne souffre aucune contestation. Ils constituent la matérialité du monde, ce que nous avons appelé l'infrastructure géopolitique des relations internationales. Mais, John Searle est obligé de concéder qu'ils sont eux-mêmes matière à créer un problème d'images : en termes de représentation cartographique du monde liée à la problématique des projections (Searle évoque le fait que sur les planisphères le Groenland apparaît plus vaste que le Brésil) ¹²³ ; en termes d'image mentale aussi, parce que l'environnement naturel et matériel n'est pas perçu de façon homogène par tous les acteurs.

Quant aux institutions elles sont, à son avis, des « blocs construits ». Ce qui laisse libre cours à deux interprétations. D'un côté, on peut assimiler leur persistance, leur solidité, leur résistance au temps et aux événements, ce qui se vérifie, selon Searle, quand elles sont le fruit d'une « intentionnalité collective », aux qualités du monde « physique » ¹²⁴. Une proposition qui a emporté la conviction de l'école néoinstitutionnalisme internationaliste, d'après laquelle l'institutionnalisation des normes et des comportements crée entre les partenaires des contraintes mutuelles des interdépendances indépassables.

Mais, d'un autre côté, tant qu'il s'agit de constructions humaines, on est porté à croire que, tôt ou tard, les institutions sont mises en cause en fonction des changements dans les représentations du monde des acteurs. Bien que l'expérience laisse à penser [36] que les croyances, qui sont par définition des inventions de l'esprit, peuvent se « fossiliser » et former des rocs, insensibles à l'usure du temps, et sur lesquels peuvent se briser bien des politiques. En somme,

¹²¹ C'est le livre souvent cité de Peter Berger et Thomas Luckmann, *La Construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 1996, qui insiste p. 86-87, sur ce « qu'il est important de garder à l'esprit que l'objectivité du monde institutionnel, même si elle apparaît massivement à l'individu, est une objectivité produite et construite par l'être humain ». Il est intéressant de rappeler que le titre de l'ouvrage de Searle est *La Construction de la réalité sociale*...

¹²² John Searle, *op. cit.*, p. 27.

¹²³ *Ibid.*, p. 167.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 120.

la réalité du monde serait un complexe formé par un réel matériel ou matérialisé par réification et par une multitude de représentations qui relativisent le premier. Ce qui entraîne, qu'en toutes hypothèses, « que l'on ne connaît jamais l'essence du monde, la chose en soi » ¹²⁵. Faut-il admettre alors, avec Rorty, que si la connaissance totale de la réalité est inaccessible, le monde en soi n'existe pas ? Ou bien l'expérience de l'échec, de la déception, de la souffrance avertirait simplement l'acteur que sa stratégie correspond à une représentation inadéquate de ce dernier, et non pas à son inexistence, qu'il lui faut s'en départir, en changer. Sans trop se faire d'illusion. Faut-il, par conséquent, abandonner tout espoir de vérité par correspondance, c'est-à-dire tout espoir de voir naître une théorie des relations internationales qui serait la copie du monde réel ?

Cela a été tôt admis par Raymond Aron ¹²⁶. Aux États-Unis également l'illusion qu'il pourrait exister une « théorie pure des relations internationales » s'est dissipée ¹²⁷. C'est, qu'au final, la complexité, les dédales du monde en soi, celui que l'homme n'est pas capable de spécifier, et dont il ne peut que dresser des esquisses à la lumière des paradigmes dont il dispose, font qu'il doit se contenter d'une vérité (!) comme cohérence. Laquelle implique qu'« une théorie est vraie si elle est exempte de contradictions, et un énoncé est vrai s'il s'intègre sans contradiction à un ensemble préalablement admis d'autres énoncés » ¹²⁸.

L'observateur ne pouvant opérer que par approximation, nous avons essayé pour notre part, de concrétiser cette démarche dans des modèles configurationnels alternatifs du système mondial ¹²⁹. Si l'on en croit Martin Hollis et Steve Smith, la majorité des spécialistes ont opté finalement pour l'interprétation ¹³⁰. Malgré tout, l'inépuisable ethnocentrisme occidental, régulièrement paré des habits de l'universalisme, lui-même associé à l'indéracinable essentialisme (qui veut que « l'équation "vérité = vérité-correspondance" est – résultat d'une longue tradition – presque automatique pour le locuteur occidental » ¹³¹), font ensemble que l'étude des relations internationales [37] offre trois grands traits : la normativité, la cyclicité et, suprême paradoxe, la contingence.

¹²⁵ Schopenhauer, *op. cit.*, p. 528.

¹²⁶ Raymond Aron, « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? », *Revue française de science politique*, Paris, octobre 1967, p. 837-861.

¹²⁷ Yale M. Ferguson et Richard W. Mansbach, *The Elusive Quest. Theory and International Relations*, Columbia, University of South Carolina Press, 1988.

¹²⁸ Léna Soler, *op. cit.*, p. 44.

¹²⁹ Gerard Dussouy, *op. cit.*, chapitre II.

¹³⁰ Martin Hollis et Steve Smith, *Explaining and Understanding International Relations*, Oxford, Clarendon Press, 1990, rééd. 2003.

¹³¹ Léna Soler, *op. cit.*, p. 111.

En premier lieu, les deux visions, optimiste et pessimiste de la nature humaine, constituent une double matrice qui, bien que déconstruite, remaniée puis finalement renforcée par l'introduction des méthodes des sciences sociales a transporté les conflits idéologiques internes dans le champ des relations internationales, explique Jean-Louis Martres ¹³². Et, ajoute ce dernier, l'emprunt de nouveaux moyens aux disciplines proches a bien donné naissance à toute une série de nouvelles démarches sans que pour autant la science politique des relations internationales y ait gagné en confiance. Cela va jusqu'à créer le sentiment « qu'il y a un seul point sur lequel les théoriciens des relations internationales sont d'accord, à savoir de ne travailler ni sur le même objet, ni grâce aux mêmes méthodes. Ils se disputent sur l'existence d'une discipline dont ils sont incapables de dire si elle concerne le pouvoir mondial, les relations entre États ou les flux transnationaux publics et privés, ou tout cela en même temps » ¹³³.

En second lieu, on ne peut que s'interroger sur l'étroite dépendance des théories proposées par rapport au contexte mondial, tant il est vrai que la querelle entre idéalistes et réalistes, qui constitue le principal ressort de tout le débat théorique américain, révèle une récurrence des deux courants concurrents qui se manifeste au gré des grands événements internationaux. Tandis que les réalistes et néoréalistes ont trouvé dans la guerre froide l'accréditation de leurs thèses, en retour, la soudaine implosion de l'URSS leur a porté un coup presque fatal, fautifs qu'ils étaient de ne l'avoir pas prévue. La fin du monde bipolaire offrit ainsi l'occasion aux idéalistes et aux libéraux, réunis sur les thèmes de l'interdépendance et de la transnationalité, de se faire entendre après une longue éclipse et de proclamer le tournant définitif de l'histoire.

Cependant, leur euphorie a été de courte durée car les attentats du 11 septembre 2001, s'ils n'ont pas anéanti la thèse transnationaliste, ont largement entamé son crédit. Ils ont ramené la question de la sécurité (concept de « sécurité globale ») au premier plan des préoccupations et ils ont provoqué le retour de la culture ou de l'identité dans la théorie des relations internationales. [38] Une telle contingence conduit Jean Louis Martres à suspecter que ce qui nous est offert comme une « théorie » n'est, la plupart du temps, qu'une extrapolation abstraite née de la politique étrangère, dont le ton général est donné par les puissances

¹³² Jean Louis Martres, « De la nécessité d'une théorie des relations internationales » dans le no 4 de l'*Annuaire français des Relations internationales* (AFRI), Bruxelles, Éditions Bruylant, 2003.

¹³³ *Ibid.*, p. 20-21.

dominantes ¹³⁴. Ce constat, les réalistes, en ce qui les concerne, ont fini par l'admettre puisqu'ils soutiennent que leurs modèles valent surtout pour les États-Unis, ou pour les grandes puissances.

Toutes ces difficultés à approcher le monde réel rendent plus que nécessaire une clarification épistémologique des représentations ou des théories dont celui-ci est l'objet. Pour être juste, il faut reconnaître que l'école anglaise des relations internationales a été pionnière en la matière en débattant, au cours de son histoire récente, de la pertinence des concepts de système international, de société internationale, et de société mondiale, en tant que cadres paradigmatiques fondamentaux.

Tout en développant sa conception propre de la société mondiale, sur laquelle nous reviendrons, Barry Buzan a montré comment des enjeux théoriques, tels la nature des acteurs internationaux, la prégnance des États ou de la société humaine, l'étendue et le type des normes partagées, avaient sollicité les principaux auteurs britanniques divisés entre les « trois traditions » (hobbésienne, grotienne et kantienne) ¹³⁵. La coexistence et l'interaction de ces trois courants de l'école anglaise lui ont permis de suivre une *via media* entre le réalisme et le libéralisme, entre le pluralisme et le cosmopolitisme, appelé aussi solidarisme. De ce fait, elle aurait tôt anticipé le débat interparadigmatique actuel. Les trois cadres théoriques déjà cités existant simultanément, le politologue anglais considère que l'on peut postuler la réalité d'une société mondiale qui englobe les deux premiers et qui, certes, ne répond pas à la définition qu'en donnent les transnationalistes, mais qui procure le moyen de relancer la discussion entre le pluralisme et le solidarisme. Il constate également certaines lacunes de son école comme la surévaluation du global et l'absence de toute réflexion sectorielle, sur l'économie mondiale en particulier, ainsi que, corrélativement, la négligence de l'approche régionale des problèmes [39] de la société mondiale. C'est pourquoi, au final, il plaide pour un retour à la géographie. Sachant que toute théorie par correspondance avec la mondialité s'avère impossible, il y a donc de la place pour des paradigmes qui sont à la fois concurrents et complémentaires. Aux trois mis en œuvre par l'école anglaise, on en ajoutera trois autres que l'on peut repérer dans les différents ouvrages sur les relations internationales.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 32-34.

¹³⁵ Barry Buzan, *From International to World Society ? English School Theory and the Social Structure of Globalisation*, Cambridge Cambridge University Press, 2004.

***C. Les six paradigmes occidentaux
des relations internationales :
grotien, hobbesien, lockéen-smithien, kantien,
marxiste, pragmatiste-constructiviste***

[Retour au sommaire](#)

L'éclatement des approches donne raison à Philippe Braillard quand il observe que « l'étude des relations internationales renvoie plus aujourd'hui l'image d'un champ déstructuré, dans lequel s'affrontent des modèles explicatifs et des approches théoriques difficilement conciliables, que celle d'un domaine éclairé par un savoir dont les éléments s'inscrivent dans un tout cohérent et procédant d'une démarche cumulative » ¹³⁶.

Cette impression d'incompatibilité est largement imputable aux inhibitions idéologiques perceptibles notamment chez certains « politistes » français somme toute assez scolastiques. Ceux-ci, politisés de surcroît, considèrent comme hérétique, voire « dangereux », d'en concéder à leurs contradicteurs, surtout quand ces derniers axent leurs études sur les conflits et la polémologie, ou font appel à la géopolitique. Toute tentative de tirer des bénéfices cumulatifs de l'ensemble des recherches risque ainsi d'être compromise. Au moins jusqu'à il y a peu, car au sein du courant très éclaté et appelé, à tort ou à raison, « postmoderne », se dessine chez quelques-uns, une orientation favorable à l'interparadigmité.

Celle-ci met en œuvre une logique contradictoirelle qui se retrouve dans la pensée hétérodoxe occidentale minoritaire (anti-essentialiste et anti-manichéenne), qui va des présocratiques à Stéphane Lupasco, mais encore à Edgar Morin qui a emprunté à ce dernier l'essentiel, c'est-à-dire sa conception dialogique du [40] monde. Cependant, il reste symptomatique du présent constat que les travaux des géopoliticiens du début du XX^e siècle, à l'origine de l'autonomisation des relations internationales en tant qu'objet propre sont toujours reniés par la science politique officielle française. Cet ostracisme, fondé sur une méconnaissance académique, est d'autant plus mal venu que la filiation entre la géopolitique anglo-américaine de l'entre-deux-guerres et l'école réaliste

¹³⁶ Philippe Braillard, « Nature et possibilité de la théorie des relations internationales : une nécessaire réévaluation », in dossier du *Trimestre du monde*, Paris, 3^e trimestre 1991, Université René Descartes, *Les Théories des relations internationales à l'épreuve des faits. Bilan et perspectives d'une discipline*, p. 14.

aux États-Unis a été clairement établie. Et il est d'autant plus inacceptable que, comme Carl Schmitt l'a montré, tout ordre politique ou juridique du monde est d'abord un ordre spatial ; chaque époque de l'histoire a son *nomos*, son organisation spatiale de la terre ¹³⁷. Autrement dit, en un langage plus actuel, sa configuration systémique qui est l'objet de la géopolitique moderne. Ceci rappelé, la vie internationale ayant existé avant d'être expliquée, la représentation juridique des diplomates a précédé toutes les autres. Tandis que le courant idéologique alternatif du XX^e siècle, le marxisme, a décliné des interprétations du monde qui en ces temps de globalisation retrouvent un certain intérêt. Les imbrications qui lient entre eux les différents courants de pensée rendent très aléatoire tout classement chronologique, car il n'existe aucune « loi de succession » et parce que leur relative cyclicité n'exclut en rien les chevauchements. Aucun paradigme n'efface complètement le précédent. Mieux, les théories et les modèles que chacun suggère, et qui s'échelonnent dans le temps, empruntent tellement aux autres que nombre de catégorisations ou de filiations pourraient apparaître artificielles. Mais, justement, parce que nous attachons plus d'importance à l'interaction des visions et des concepts qui structurent les trois grands types de représentations qui caractérisent l'étude des relations internationales (géopolitiques, interétatiques, transnationales), que nous ne cherchons pas à faire une histoire des idées, nous pouvons présenter succinctement les différentes strates des paradigmes répertoriés dans l'ordre suivant : grotien, géopolitique classique (hobbésien), idéaliste (kantien), réaliste (hobbésien), libéral-transnationaliste (lockéen-smithien), marxiste/néomarxiste, constructiviste (dans ses deux variantes principales, néokantienne/habermasienne et pragmatiste).

[41]

Le paradigme grotien : le droit international et l'équilibre des puissances

Dans tous les domaines, la Renaissance a fondamentalement modifié la perspective des Européens. Le strict ordre médiéval a cédé la place au doute, à l'incertitude, et à un profond sens de l'insécurité entretenu par les guerres de religion. En même temps, l'émergence du concept d'individu, de l'individualisme

¹³⁷ Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du Jus Publicum Europaeum*, traduit de l'Allemand par Lilyane Deroche-Gurcel, révisé, présenté et annoté par Peter Haggemacher, Paris, PUF, « Léviathan », 2001, p. 170-183.

et de l'état royal ou princier a entraîné les premières réflexions sur l'équilibre des puissances et sur la nécessité d'un « droit international » afin de circonscrire la guerre et même de l'éviter.

Selon Michael Sheehan ¹³⁸, c'est chez Nicolas Machiavel (1469-1527) que l'on trouve une première contribution à la notion d'équilibre des puissances lorsque celui-ci analysa les rapports mutuels des cinq pouvoirs (Venise, Milan, Florence, Naples et la Rome pontificale) qui formaient à l'époque ce qu'Herbert Butterfield a appelé le premier système interétatique européen ¹³⁹.

Parallèlement, les juristes espagnols de l'école de Salamanque, Francisco Vitoria (1483-1546), Francisco Suarez (1548-1617) et Balthazar Ayala (1548-1584), ou italiens, principalement Albericus Gentili (1552-1608), s'efforcèrent de dépasser la doctrine des « guerres justes » pour jeter les bases de la diplomatie ou pour affirmer des principes comme celui de la liberté de circulation des biens et des personnes. Ils sont à l'origine de ce que l'on va appeler, en Occident, le *jus gentium* ou droit des gens, droit naturel, inspiré par Dieu, chez les uns (Vitoria), droit positif, posé par la coutume, les usages des hommes, chez les autres (Suarez).

De son côté, Jean Bodin (1529-1596) fut le premier à définir avec précision la « souveraineté ». Il la conçoit absolue, perpétuelle, irrévocable. Source du pouvoir royal, elle est aussi source du droit des traités qui vient délimiter son champ d'action et son exercice. Elle va de pair avec l'équilibre des pouvoirs sans lequel le respect du droit rencontre vite ses limites ¹⁴⁰. Finalement, si l'on qualifie de « paradigme grotien » cette esquisse d'une société internationale ou société des États codifiée par des règles de droit international, c'est moins parce que [42] Hugo de Groot, ou Grotius (1583-1645), a été son inspirateur génial, que parce que l'école anglaise des relations internationales l'a consacré dans ce rôle.

¹³⁸ Michael Sheehan, *The Balance of Power. History and Theory*, Londres, Routledge, 1996, rééd. 2000, p. 30.

¹³⁹ Herbert Butterfield, « The Balance of Power », 1966, cité par M. Sheehan, *ibid.*, p. 30.

¹⁴⁰ Selon Jean Paul Joubert, « Bodin dégage deux lois qui deviendront bientôt des classiques. La première porte sur la nécessité d'avoir des États de puissance à peu près égale... La seconde insiste sur le fait que la souveraineté des princes réside en un contrepoids égal de cette puissance. Pour que les princes ne soient pas mis dans l'alternative de céder à un prince puissant ou de lui faire la guerre, ils doivent se liguer tous ensemble pour empêcher que la puissance de l'un fasse ouverture à son ambition pour asservir les plus faibles... », in Jean Paul Joubert, « Bodin et la théorie des relations internationales », *Actes du colloque sur Jean Bodin*, Maison Rhône-Alpes des Sciences de l'Homme, novembre 1997, p. 6, cité par Frédéric Ramel, *Philosophie des Relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 92.

En tenant compte de l'apport, à l'origine, de Martin Wight, qui distingue dans la réflexion sur les relations internationales la tradition réaliste (Hobbes), la tradition rationaliste (Grotius), la tradition idéaliste ou « révolutionniste » (Kant) ¹⁴¹ et celui d'Hedley Bull, qui poursuit cette typologie ¹⁴², notons que selon Carl Schmitt, c'est à tort que Grotius passe dans l'opinion pour le fondateur du droit des gens « moderne » ¹⁴³. Ce n'est pas un novateur, sa dette envers les juristes espagnols et italiens et envers Jean Bodin est immense, quand, par exemple, il sépare du droit naturel qu'il laïcise en le faisant découler de la sociabilité naturelle de l'homme, le *jus gentium*, qu'il conçoit comme le droit volontaire qui doit sa force obligatoire à l'accord des nations ¹⁴⁴.

Dans son livre de 1625, *Le Droit de la guerre et de la paix* ¹⁴⁵, Grotius, qui accepte le principe de la souveraineté des États, entend limiter les horreurs de la guerre (le livre est publié en pleine guerre de Trente Ans, 1618-1648) grâce à la loi internationale. Il veut défendre la paix, et il propose les moyens juridiques d'empêcher la guerre. Toutefois, de l'avis de ses derniers éditeurs français, « Grotius semble moins soucieux d'ouvrir la voie, comme on l'a souvent répété, au droit international moderne que d'inaugurer, par une révolution épistémologique, une science du droit systématique et rationnelle » ¹⁴⁶.

Pour Bull, et pour ceux qu'il est convenu de qualifier à sa suite de « néogrotiens », l'ordre juridique va de pair avec l'équilibre des puissances qui le garantit contre toutes les aspirations hégémoniques. Ainsi, le « Concert européen » qui s'installe après les traités de Westphalie (1648) et après 1815 représente la meilleure traduction de la perspective ici offerte d'un équilibre international reposant à la fois sur l'équilibre militaire, le droit international, la médiation, le respect des autres et la poursuite d'objectifs limités en politique étrangère.

Sans doute est-ce cette approche trop pragmatique qui rebute Friedrich Kratochwil, lequel, dans la perspective d'un monde enfin pacifié et régulé par des normes et par des règles, voit plus [43] en Pufendorf qu'en Grotius le fondateur d'une pensée du droit naturel réellement en mesure d'apporter une solution à

¹⁴¹ Martin Wight, *op. cit.*

¹⁴² Hedley Bull, *The Anarchical Society Study of Order in World Politics*, Londres, Palgrave, 3^e édition, 2002, p. 26-31.

¹⁴³ Carl Schmitt, *Le Nomos*, *op. cit.*, p. 135.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 136.

¹⁴⁵ Hugo Grotius, *Le Droit de la Guerre et de la Paix*, Paris, PUF, Léviathan, 1999, traduit par P. Pradier-Fodéré, édité par D. Alland et S. Goyard-Fabre.

¹⁴⁶ *Ibid.*, quatrième de couverture.

l'état de nature hobbesien ¹⁴⁷. Ce politologue apprécie chez Pufendorf la dimension morale de son raisonnement (celle d'une « raison transcendante » qui n'est pas d'essence divine) qui le conduit à soutenir, parce qu'il pense que la nature humaine est par essence sociable, que les actions humaines sont déterminées par un désir d'approbation, comme chez Hume et Smith. Assez différente de celle de Grotius, son interprétation des lois naturelles distingue entre deux catégories, les unes « absolues », les autres « hypothétiques » ¹⁴⁸. Les premières concernent la conduite immédiate des hommes qui s'abstiennent de faire aux autres le mal dont ils entendent eux-mêmes être épargnés. Les secondes, bien que non obligatoires, sont plus positives dans la mesure où, reposant sur l'engagement personnel, elles sont créatrices de droits et de devoirs. Surtout, leur mise en pratique finit par leur donner une force prescriptive. Elle incite à assimiler raisonnement moral et raisonnement légal. Finalement, des lois hypothétiques de nature de Pufendorf, qui impliquent des règles institutionnelles elles-mêmes fondées sur la réciprocité des partenaires en termes d'engagement et de sincérité, procéderait, selon Kratochwil, la résolution des conflits ¹⁴⁹. Elles préconiseraient donc, grâce à la discussion constructive qu'elles génèrent, l'intersubjectivité à la façon de Jürgen Habermas.

De cette référence à Pufendorf découle directement la question de la force obligatoire du droit international. Elle dépend, en effet, de la capacité de ce droit à inclure dans ses normes les valeurs idéologiques dominantes, d'une part, et de l'efficacité de la « fonction de légitimation collective » des organisations internationales, d'autre part ¹⁵⁰. Deux exigences qui se confondent aujourd'hui dans celle de l'État de droit généralisé au monde entier. Cependant peut-on imaginer qu'à elles seules, les normes juridiques puissent réguler toute la vie internationale ? Ne court-on pas alors le risque de tomber dans le juridisme ? C'est bien de la critique de ce dernier travers que naquirent les premières représentations géopolitiques et les théories modernes des relations internationales. Inversement, la fragilité des règles de droit, peu ou mal appliquées, accrue ces derniers temps par la mutation [44] subie par l'État, dont on se plaît à souligner l'érosion de la souveraineté, incite trop souvent les politistes à négliger l'impact du droit sur les relations internationales. Néanmoins, si le droit international et la souveraineté des États restent intimement liés,

¹⁴⁷ Friedrich V. Kratochwil, *Rules, Norms, and Decisions. On the Conditions of Practical and Legal Reasoning in International Relations and Domestic Affairs*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, rééd. 1995, p. 138-146.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 146-152.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 153.

¹⁵⁰ Inis Claude, *Power and International Relations*, Random House, New York, 1962.

différents événements ou évolutions ont montré que les principaux acteurs demeurent les grandes puissances étatiques (États-Unis), que l'appareil étatique lui-même est capable d'un redéploiement, du national vers le supranational (Union européenne), ou vers la concertation (G 22) pour essayer de mettre en place, face aux défis mondiaux du XXI^e siècle, une gouvernance mondiale. Le paradigme de la société internationale, parce qu'il associe le droit à l'équilibre et au respect mutuel de puissances qui savent s'autorestreindre, plus qu'il ne se rallie à une normalisation qui les inhiberait, peut être effectivement appelé grotien ou néogrotien.

Le paradigme hobbesien ¹⁵¹ et la géopolitique classique

Par le biais du *Léviathan*, il existe un lien symbolique très fort entre Hobbes et la naissance de la géopolitique au début du XX^e siècle, que Carl Schmitt a bien discerné ¹⁵². En effet, ce monstre marin avait pour ennemi dans la mythologie kabbaliste *Béhémoth*, le monstre terrestre par excellence. Or le juriste allemand conservateur perçoit dans leur affrontement le symbole biblique de l'antique lutte entre la puissance maritime et la puissance continentale ¹⁵³. C'est pourquoi il regrette que Hobbes ait intitulé *Léviathan* son livre, alors même que « l'Angleterre n'est pas devenue un "État" au même titre que les grandes puissances continentales » ¹⁵⁴. *Béhémoth* aurait mieux caractérisé le contenu de cet ouvrage que Schmitt juge fondamental. Mais, précise-t-il, « ce n'est bien entendu pas un hasard que pour cet Anglais du XVII^e siècle ce soit l'animal marin qui devienne le symbole de l'ordre pacificateur, car le *Léviathan*, la "grande baleine", s'accordait avec l'imaginaire du peuple anglais » ¹⁵⁵. Peut-être aussi avec les intérêts maritimes de l'Angleterre...

¹⁵¹ Pour les raisons données par Jean Bernhardt, *Hobbes*, Paris, PUF, « QSJ », no 2498, 1989, p. 7, nous écrivons *hobbesien* et non pas *hobben*.

¹⁵² Ce lien apparaît quand l'on recoupe les lectures des deux livres suivants de Carl Schmitt, *Terre et mer. Un point de vue sur l'histoire mondiale*, Paris, Le Labyrinthe, 1985, introduction et postface de Julien Freund ; *Léviathan dans la doctrine de l'État de Thomas Hobbes. Sens et échec d'un symbole politique*, Paris, Éditions du Seuil, 2002, avec une préface d'Étienne Balibar, « Le Hobbes de Schmitt, le Schmitt de Hobbes » et une postface de Wolfgang Palaver, « Carl Schmitt, mythologie politique ».

¹⁵³ *Terre et mer, op. cit.*

¹⁵⁴ Schmitt, *Le Léviathan...*, *op. cit.*, p. 109.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 86.

Hormis l'aspect quelque peu anecdotique de cette mise au point, il n'est pas faux d'écrire, Hobbes lui-même n'ayant pas développé de thèse spécifique aux relations internationales, que les géopoliticiens ont été les premiers à adapter « l'état de nature » à la lutte entre les nations.

[45]

Avant eux, cependant, Jean-Jacques Rousseau, tout en critiquant Grotius, avait rectifié le « modèle hobbesien » en le réservant aux États ¹⁵⁶. Au juriste hollandais, il reproche d'ignorer les sources de la violence internationale, de n'envisager qu'un droit non coercitif et, finalement, de « cautionner des actions fondées sur la force par les plus puissants » ¹⁵⁷. Quant à Hobbes, il s'en sépare par sa conception diamétralement opposée de la nature humaine. L'homme n'étant pas l'animal intelligent mais sauvage que ce dernier croit, il circonscrit l'état de nature aux relations interétatiques en raison de ce que le philosophe de Genève pense être l'artificialité et la relativité de l'État. Ce corps politique est, en effet, un construit indéterminé, sans limites et toujours prêt à s'étendre. Il est relatif, c'est-à-dire qu'il se trouve dans une situation, de comparaison permanente avec ses semblables, qui génère une rivalité inextinguible. Pour Rousseau, la guerre est inhérente au politique, point à la nature. Mais au final, la nuance importe peu puisque, chez Hobbes, l'instauration de l'État assure la sécurité civile, l'ordre interne et réduit l'état de nature au désordre international.

Tant et si bien que l'hypothèse hobbésienne repose sur deux maîtres mots : la sécurité et la menace extérieure. Parce que ces deux préoccupations se confondent à l'occasion de toute réflexion sur l'hégémonie, elles sont au fondement des travaux des géopoliticiens, en premier lieu ceux des Anglo-Saxons, avec l'Amiral américain Alfred Mahan en première ligne. Il faut rappeler, pour situer leur problématique, que depuis 1823, année de la Déclaration de Monroe (« L'Amérique aux Américains ») qui signifiait avant tout aux Européens l'interdiction d'intervenir dans le Nouveau Monde, et jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les États-Unis se sont eux-mêmes contenus à une politique isolationniste et non-interventionniste. L'on s'accorde à voir dans la guerre hispano-américaine de 1898 la fin de cette période. De fait, en septembre 1901, le président Mac Kinley exprimait la nécessité de reconsidérer le rôle international des États-Unis et déclarait que si « Dieu et les hommes ont lié les nations ensemble, aucune d'entre

¹⁵⁶ Frédéric Ramel et Jean Paul Joubert, *op. cit.*, chapitre II, « Une réalité incontournable : l'état de guerre entre États ».

¹⁵⁷ *Ibid*, p. 96.

elles ne pourrait rester longtemps indifférente aux autres » ¹⁵⁸. S'il n'eut pas le temps de réviser lui-même la politique extérieure américaine (il fut assassiné [46] quelque temps après), son successeur Théodore Roosevelt ne fut pas long à déployer une politique mondiale. Influencé par les théories maritimes et diplomatiques d'Alfred T. Mahan, qui avait réfléchi sur les facteurs de l'hégémonie, Th. Roosevelt proclama le droit des États-Unis à sortir de leur hémisphère et fit construire à cet effet une marine moderne.

C'est en comparant l'histoire militaire, particulièrement l'histoire navale de l'Angleterre et de la France, que l'Amiral Mahan devint célèbre pour s'être identifié à l'idée de la rivalité inexpiable de la mer et de la terre, pour avoir posé comme axiome, comme une donnée naturelle et évidente de l'Histoire, le conflit permanent de la puissance maritime et de la puissance continentale. Bien que persuadé de la supériorité de la première, Mahan prêcha dans divers articles l'alliance de l'Amérique et de l'Europe car il s'inquiétait de la montée en puissance de l'Asie. C'est d'ailleurs sur ses conseils que les États-Unis annexèrent les îles Hawaï.

Ses travaux firent réagir le géographe anglais universitaire et politicien Halford Mackinder. Celui-ci, préoccupé par le déclin britannique, pensait que les nouvelles techniques, en particulier celles des transports, donnaient désormais l'avantage aux États-continentaux. Il avait tendance à croire que le sort du monde serait lié à celui du *Heartland*, c'est-à-dire le cœur du continent eurasiatique, inaccessible à la puissance maritime, espace dont l'unification et le contrôle complet dépendraient des rapports entre la Russie et l'Allemagne. Pour les raisons que l'on connaît, et principalement parce que ces deux puissances ne sont pas parvenues à s'entendre au cours du XX^e siècle, exception faite des courts épisodes de Rapallo et du Pacte germano-soviétique, la thèse de Mackinder n'a pas pu se vérifier.

C'est pourquoi, pendant la seconde guerre mondiale, l'Américain Nicolas Spykman critiqua Mackinder et renversa sa proposition en soutenant que les régions vitales et stratégiques du monde n'étaient pas le *Heartland* mais les zones périphériques de l'Eurasie, c'est-à-dire l'Europe occidentale d'un côté, l'Asie orientale maritime, de l'autre. Ces régions, désignées sous le nom de *Rimlands*, ont conservé, depuis la stratégie de *containment* de la guerre froide jusqu'aux thèses stratégiques [47] très contemporaines de politologues influents comme

¹⁵⁸ John Gerard Ruggie, *Constructing the World Policy. Essays on International Institutionalization*, Londres, Routledge, 1998.

Zibgniew Brzezinski ¹⁵⁹, une grande importance dans la pratique et la pensée stratégiques américaines. Mais l'influence de Spykman ne s'est pas arrêtée là. Selon Klaus-Gerd Giesen, en voulant le premier formaliser les relations internationales et en cherchant à en faire une discipline à part entière, il a forgé des concepts, ceux de puissance et d'intérêt national, qui seront centraux dans la théorie réaliste ¹⁶⁰. Bien entendu, il participa à la controverse avec les libéraux.

Remarquons que c'est en réaction à cet étalage théorique et géographique des politiques des puissances anglo-saxonnes que s'est créée et mobilisée l'école allemande qui, la première, a systématisé l'usage du terme *Geopolitik*, emprunté au Suédois germanophile, Rudolf Kjellen. Mahan et Mackinder ne l'ont jamais eux-mêmes utilisé. Elle l'a fait pour distinguer des approches historiques et juridiques une analyse réaliste des politiques étrangères en relation étroite avec la géographie, dont on peut discuter du caractère déterministe. Car, en réalité, et cela est commun à tous les courants géopolitiques nationaux, qu'ils soient russe, chinois, brésilien ou autre, la géographie est devenue chaque fois le support d'un culturalisme, voire d'un ethnocentrisme nationaliste.

Le paradigme kantien : le libéralisme idéaliste

Dans l'entre-deux-guerres, au niveau des relations internationales, le libéralisme était assimilé à l'idéalisme et au wilsonisme par les géopoliticiens et par les auteurs qui s'autoproclamèrent « réalistes ». En effet, en présentant ses *Quatorze Points* (dont les thèmes essentiels étaient : égalité des souverainetés, autodétermination des peuples, garanties mutuelles en matière d'indépendance politique et d'intégrité territoriale, liberté du commerce, liberté des mers, abolition de la diplomatie secrète, démocratisation des régimes autocratiques et militaires, réduction des armements, institution d'une sécurité collective) le président, qui avait engagé les États-Unis dans la première guerre mondiale, entendait, comme l'explique John Gérard Ruggie, réorganiser le monde sur le modèle de « l'exceptionnalisme américain » ¹⁶¹. Cet argument [48] emporta l'adhésion de son opinion publique. Malgré l'échec personnel de Wilson, et bien que la guerre froide, trois décennies après, fit en grande partie avorter la tentative

¹⁵⁹ Zibgniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997.

¹⁶⁰ Klaus-Gerd Giesen, *L'Éthique des relations internationales. Les théories anglo-américaines contemporaines*, Bruxelles, Bruylant, 1992.

¹⁶¹ J-G. Ruggie, *op. cit.*

de Roosevelt de restaurer son projet, le libéralisme international est revenu en force depuis l'effondrement du système bipolaire. Ainsi, soixante-dix ans plus tard – mais avant le 11 septembre 2001 – nombreux sont les auteurs américains à rendre hommage à Wilson, à voir en lui un visionnaire, car pensent-ils, les conditions existent pour construire le monde qu'il projetait (c'est ce que fait remarquer notamment Charles W. Kegley ¹⁶²). Selon eux, un nouvel internationalisme libéral, qui était déjà chez Wilson un multilatéralisme, devient désormais « réaliste » et repose sur les constats suivants.

- 1) Avec les événements de 1989 et des années suivantes, il serait judicieux de renouer avec cette idée de Wilson selon laquelle il est possible de rendre le monde sûr par la démocratie, dont la marche a repris, parce que les démocraties ne se font pas la guerre entre elles.
- 2) Le principe de l'autodétermination des peuples, trop négligé, est de retour à l'ordre du jour. Il devrait, ou aurait dû, être mieux pris en compte dans les différentes crises des Balkans.
- 3) Avec le développement des communications privées transfrontalières et des organisations transnationales, de même qu'avec la montée de l'interdépendance économique qui brise la « carapace dure » des États, les dirigeants ne sont plus invulnérables. On découvre que ce qui arrive à l'intérieur des pays peut changer la carte géopolitique du monde. La distinction entre l'interne et l'externe, entre le domestique et l'étranger est de moins en moins nette.
- 4) Comme Wilson l'avait prédit, contrairement à ce que pensaient les réalistes, les motivations et les buts des États ne sont pas immuables. Ils peuvent changer.
- 5) Le désarmement a cessé d'être un slogan. Depuis la fin de la guerre froide et les accords russo-américains sur la réduction des arsenaux, il est même admis comme le fondement d'une sécurité collective.
- 6) L'intérêt pour les organisations internationales est redécouvert. Les Nations unies n'ont jamais été autant sollicitées que depuis la fin du système bipolaire.

[49]

¹⁶² Charles W. Kegley, Jr, *Controversies in International Relations Theory. Realism and its Challengers*, New York, Saint Martin Press, 1995.

- 7) Enfin, nombre de néolibéraux se félicitaient dans les années quatre-vingt-dix du renforcement du droit international, de l'émergence d'une diplomatie multilatérale qui promouvait et protégeait les droits de l'homme ¹⁶³. Dans cette réhabilitation, il convient de faire sa part à l'euphorie chez tous ceux qui ont cru un temps à la « fin de l'histoire ». Cependant, trois convictions fondent la théorie de l'internationalisme libéral.

D'abord, depuis le XVIII^e siècle, les libéraux pensent que les relations internationales évoluent graduellement vers toujours plus de liberté pour l'homme. Ils croient au progrès en termes de sécurité physique, de bien-être matériel, de liberté d'expression et d'influence politique de l'individu.

Ensuite, ils croient que la paix, le bien-être et la justice internationale sont accessibles à travers la coopération internationale, bien qu'ils diffèrent sur les modalités de cette dernière.

Enfin, ils pensent que la paix et le bien-être sont portés par des forces d'interdépendance qu'ils perçoivent comme parties prenantes du processus général de modernisation ¹⁶⁴. Soit une vision du monde à l'opposé de celle des réalistes, qui semble l'emporter au lendemain de chaque grande guerre, les « deux vraies » et la dernière, achevée sans conflit.

Mais pourquoi évoquer Kant pour caractériser plus à fond la conception libérale ? Dans le *Projet de Paix Perpétuelle*, celle-ci dépend toujours des États, ces derniers devant répondre à trois conditions : être doté chacun d'une constitution républicaine, c'est-à-dire respectant l'égalité de tous ses membres ; se regrouper dans une « fédération » d'États indépendants (Société des Nations, Organisation des Nations unies...), car Kant ne croit pas à l'État mondial (la nature, pense-t-il, maintient les États séparés entre eux et leur impose la diversité) et même le proscrit en tant que risque d'un despotisme ; faire sien le droit cosmopolitique (sous la forme d'une hospitalité universelle), lequel permet aux individus, quand ils se trouvent à l'extérieur de leur république, de ne pas être traités en ennemi. Enfin, les libéraux misent sur la raison, à l'instar de Kant. Ils estiment que les individus finiront par se rendre compte qu'ils sont tous dans la même situation, que les conflits se retournent contre eux et que la politique

¹⁶³ Toutes ces constatations sont dans Charles W. Kegley Jr, « The Neoliberal Challenge to Realist Theories of World Politics : an Introduction », in *Controversies...*, *ibid.*, p. 9-14.

¹⁶⁴ Mark W. Zacher and Richard A. Matthew, « Liberal International Theory : Common Threads, Divergent Strands » in *Controversies...* *ibid.*, p. 117.

internationale deviendra de moins en moins interétatique et de plus en plus interindividuelle.

[50]

Le paradigme hobbesien et le réalisme

Selon Ole R. Holsti, trois personnages particulièrement importants sont à l'origine de l'école américaine des relations internationales : l'historien marxiste Edward H. Carr, le géographe Nicolas Spykman et le théoricien politique Hans J. Morgenthau, tenu pour être le père du « réalisme classique » ¹⁶⁵. Charles Jones est plus nuancé en ce qui concerne le rôle du premier. Il considère qu'il y aurait confusion à l'assimiler au réalisme nord-américain de l'après-seconde-guerre mondiale ¹⁶⁶. Certes, E.H. Carr a fortement critiqué dans son ouvrage majeur publié en 1939, *The Twenty Years' Crisis*, les vues naïves des libéraux de l'entre-deux-guerres quant à un ordre mondial garanti par le droit international et régulé par la SDN ¹⁶⁷. Lui-même se déclare « réaliste », affirmant qu'à l'encontre des projets visionnaires, le réalisme « met l'accent sur l'acceptation des faits et sur l'analyse de leurs causes et de leurs conséquences. Il tend à réduire le rôle des intentions et à soutenir, explicitement ou implicitement, que la fonction de la réflexion est d'étudier une séquence d'événements qu'elle n'est pas en mesure d'influencer ou de changer » ¹⁶⁸. Il le voit reposer sur trois principes : l'histoire est une suite de causes et d'effets dont la course ne saurait être saisie par l'imagination, mais par l'effort intellectuel ; la théorie ne génère pas la pratique mais est suggérée par la pratique ; la politique n'est pas fonction de l'éthique mais c'est plutôt l'éthique qui est fonction de la politique, comme la morale est le produit de la puissance ¹⁶⁹. Toutefois, insiste Charles Jones, bien qu'il se réclamât de Machiavel et de Hobbes, E.H. Carr, qui était aussi marxiste et qui ne cachait pas sa sympathie pour la Russie communiste, évolua au contact de Karl Mannheim, dont il adopta la sociologie critique, vers un réalisme plus pragmatique ¹⁷⁰. Il devint, par exemple, plus réceptif au rôle des idéologies et fut un pionnier de l'économie politique internationale.

¹⁶⁵ Ole R. Holsti, « Theories of International Relations and Foreign Policy : Realism and its Challengers », in C. W. Kegley, *ibid.*

¹⁶⁶ Charles Jones, *E. H. Carr and International Relations. A Duty to Lie*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

¹⁶⁷ Edward H. Carr, *The Twenty Years' Crisis, 1919-1939 : An Introduction to the Study of International Relations*, Londres, Macmillan, 2^e édition, 1946.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 10.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 63-64.

¹⁷⁰ Charles Jones, *op. cit.*, p. 133.

Parmi toutes les personnalités qui formèrent la première génération de réalistes, ce fut donc Hans Morgenthau qui a le mieux exprimé et synthétisé les idées de tous. Ce dernier fut fortement influencé par Reinhold Niebuhr, pasteur de son état, réfugié de l'Allemagne nazie comme lui, qui dénonçait dans son livre *Moral man and immoral society* de 1932¹⁷¹ les deux travers de la nature [51] humaine : une volonté de puissance qui redouble une volonté individuelle de survie, et qui, au niveau national, devient proportionnelle au nombre des citoyens¹⁷². Hans Morgenthau ayant emporté avec lui les enseignements de Max Weber, il rechercha dans l'histoire, tel Machiavel, les exemples nécessaires à la compréhension des règles qui dictent le comportement humain. Comme celui-ci est invariant, la théorie n'est, selon lui, que la découverte et la mise en évidence d'une double permanence, celle de l'homme et celle de l'Histoire, laquelle justifie sa « défense de l'intérêt national »¹⁷³. Il critique les libéraux et leur rappelle que dans l'anarchie des Nations, seule compte la puissance. Liée au besoin génétique de l'homme de dominer son prochain, celle-ci prend trois formes : biologique, rationnelle, spirituelle. Or le domaine politique prévaut sur les autres, car il est le plus directement lié à la pulsion biologique. Il l'emportera sur la rationalité économique, fondée seulement sur l'accumulation des richesses, ou sur la morale et la religion, en quête de valeurs spirituelles. S'intéressant dès lors à la seule question importante à ses yeux, celle de l'équilibre des puissances ou *balance of power*, qu'il traite dans le livre qui l'a rendu célèbre, *Politics Among Nations*, il dresse une typologie des États en fonction des objectifs de leurs politiques étrangères : maintien du *statu quo*, impérialisme, politique de prestige. Ses détracteurs eurent beau jeu de souligner que si l'homme est mauvais par nature, alors la paix et la coopération, pourtant observables, deviennent un mystère. Et qu'il existe bien d'autres relations que les rapports de puissances. John Vasquez en conclut que « la politique de puissance n'explique rien, au contraire, elle doit être expliquée »¹⁷⁴. Ces critiques allaient suggérer la prise en compte d'autres variables susceptibles d'enrichir la théorie.

C'est ainsi que Kenneth Waltz, avec sa *Theory of International Politics*¹⁷⁵, qu'il publia en 1979, vint à produire le modèle le plus rigoureux et le plus minutieux en matière de réalisme moderne ou structural. Son livre, connu sous le

¹⁷¹ Reinhold Niebuhr, *Moral Man and Immoral Society*, New York, C. Scribner's, 1947.

¹⁷² Hans Morgenthau, *In Defense of the National Interest*, New York, Knopf, 1951.

¹⁷³ Hans Morgenthau, *Politics among Nations. The Struggle for Power and Peace*, New York, MacGraw-Hill, 1948.

¹⁷⁴ John A. Vasquez, *op. cit.*

¹⁷⁵ Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, New York, Mac Graw-Hill, 1979.

sigle *TIP*, a eu une influence énorme. Il est resté au centre de débats qui n'en finissent pas. Le néoréalisme, terme sous lequel l'interprétation de Waltz a fait école, repose sur cinq propositions.

[52]

- 1) Les États sont les principaux acteurs dans la vie internationale.
- 2) L'anarchie caractérise le système international. Cet état d'anarchie internationale ne désignant pas nécessairement le chaos, mais une situation caractérisée par l'absence de tout gouvernement central.
- 3) L'environnement international pénalise sévèrement les États qui ne protègent pas leurs intérêts vitaux ou qui poursuivent des objectifs au-delà de leurs capacités. Selon les termes de Waltz, les États sont condamnés à épouser un comportement « d'autopréservation » (*self help*), se montrent « sensibles aux coûts » et se comportent comme des agents rationnels.
- 4) En situation d'anarchie, les États sont préoccupés par la puissance et la sécurité, sont prédisposés au conflit et à la compétition. Dès lors, ils évitent de coopérer même malgré des intérêts communs.
- 5) Les institutions internationales n'affectent que de façon marginale les perspectives de coopération¹⁷⁶. Les États sont donc condamnés à augmenter sans arrêt leurs forces afin d'éviter la soumission ou la destruction. La seule issue à cette escalade doit se trouver dans l'accès à des équilibres de pouvoirs entre États, aussi fragiles qu'inconstants.

Chacun s'accorde à dire que l'expression *balance of power* se traduit mal par équilibre de puissance, sa signification étant plus large, plus dynamique¹⁷⁷. En effet ce concept est d'abord bâti comme une sorte de guide de l'action visant à éviter la domination d'un État trop fort. Si l'on veut enfermer le principe dans une règle fixe, il échappera à l'analyse, car en vérité, il se définit davantage comme la préoccupation stratégique d'un dirigeant que comme l'application rigoureuse d'axiomes et de règles. C'est pourquoi, « le réalisme se ramène à un art de la politique, transposé dans les relations internationales », et le pire serait qu'il soit assimilé à une « quelque théorie réaliste qui sera toujours incapable d'enfermer sa subtilité dans des concepts fixes et définitifs »¹⁷⁸. Ce qui est le

¹⁷⁶ Joseph M. Grieco, « Anarchy and the Limits of Cooperation : A Realist Critique of the Newest Liberal Institutionalism », in Ch. W. Kegley, *op. cit.*, p. 153.

¹⁷⁷ J.-L. Martres, *op. cit.*, p. 26.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 28.

cas, par exemple, du concept de puissance, jugé par le néoréaliste Robert Gilpin comme « l'un des plus incommodes dans le champ des relations internationales »¹⁷⁹. C'est que, définie systématiquement en termes de [53] ressources, souvent maladroitement, la « puissance » est surtout relation. Ce second aspect prend une acuité particulière à l'heure de la mondialisation car dans le cadre de l'interdépendance, la puissance ne peut plus être considérée seulement comme un moyen de coercition qui agit de l'extérieur. Elle s'exerce aussi à travers la définition des conditions dans lesquelles se prennent des décisions mondiales apparemment libres.

*Le paradigme lockéen-smithien :
libéralisme pragmatique et transnationalisme*

Selon la philosophie libérale anglo-saxonne, de John Locke à Adam Smith, en passant par David Hume, du côté de l'Angleterre et de John Dewey à John Rawls, du côté des États-Unis, la valeur absolue est la liberté individuelle. Tous pensent que l'État ou toute autre forme d'organisation sociale doivent être empêchés d'agir contre elle. La démocratie, en tant que régime interne, l'économie de marché, l'État de droit sont les sources du progrès et sont des garanties suffisantes pour un développement harmonieux du monde. Ce paradigme issu des Lumières britanniques, pour autant qu'il fut séduisant, ne s'est réellement imposé qu'à partir des années soixante, consécutivement à l'emprise de l'économie sur toutes les activités humaines et singulièrement sur les relations internationales. Une emprise telle qu'elle a suscité l'apparition d'une sous-discipline (l'économie politique internationale – EPI) et d'une thématique envahissante (la théorie des « régimes internationaux ») qui vont à la fois séparer ou rapprocher libéraux et réalistes. Avec la disparition du perturbateur soviétique, qui faisait obstacle à la domination du monde par le marché, certains acteurs économiques deviennent plus puissants qu'un bon nombre d'États. Les firmes, appelées un temps « multinationales », étendent leur espace d'action à toute la planète, transgressant les frontières, et sont désormais dénommées « transnationales ». Le *One World*, cher à Franklin D. Roosevelt, est devenu la réalité. Le transnationalisme et, *in fine*, l'institutionnalisation de la démocratie mondiale par l'assimilation des règles fondamentales de la démocratie américaine et du libéralisme économique par les autres sociétés, est la marche à suivre vers la paix universelle.

¹⁷⁹ Robert Gilpin, « The Richness of the Tradition of Political Realism » dans R. O. Keohane, *Neorealism and its Critics*, New York, Columbia University Press, 1986, p. 306-307.

[54]

À l'origine de ce libéralisme moderne, autrement plus pragmatique que le wilsonisme, on trouve les travaux de Robert Keohane et Joseph Nye ¹⁸⁰. Les deux estiment qu'au-delà des relations interétatiques, il faut prendre en considération les relations transnationales qui s'établissent entre les acteurs multiples des sociétés civiles, mais encore les conséquences du développement technologique des communications, toutes choses qui créent une interdépendance globale. Dans leur raisonnement, ils emboîtent le pas au fonctionnalisme de David Mitrany ¹⁸¹, au néofonctionnalisme d'Ernest Haas ¹⁸² et de Karl Deutsch ¹⁸³. Mitrany a principalement insisté sur la fonction de communication dont le développement lié au progrès technique est également entraîné par la hausse des niveaux de vie et la complexification des sociétés. Son essor est ainsi à l'origine de la multiplication des organisations internationales. Haas allait plus loin puisqu'il défendit longtemps qu'à l'instar de ce qu'il observait en Europe occidentale, la coopération économique et sociétale conduisait nécessairement à l'intégration politique. La satisfaction des attentes des Européens et l'effet « boule-de-neige » (*spill over*) des divers processus de coopération et d'apprentissage augmentaient la légitimité de la communauté européenne et laissaient supposer une réduction progressive de la souveraineté de l'État au profit d'un idéal communautaire. Cependant, les crises et les phases d'immobilisme de la construction européenne des années soixante à quatre-vingt portèrent un coup à la théorie néofonctionnaliste. Deutsch, spécialiste de la communication, s'est quant à lui attaché à l'étude de la mobilisation sociale comme facteur de changement. C'est ainsi qu'il définit la communauté comme le groupe de personnes qui communiquent plus entre elles qu'avec l'extérieur. Il en déduit en particulier le concept de « communauté de sécurité » dont il analyse différents exemples historiques jusqu'à celui de l'Otan. Il montre en même temps que la démultiplication des échanges économiques peut engendrer des conflits si ne sont pas créés, en parallèle, des systèmes de régulation ou d'intégration. Les effets de réciprocité et de dépendance mutuelle engendrés par la communication et par l'échange sont à l'origine de « l'interdépendance complexe » qui, selon Keohane et Nye, attache les acteurs entre eux. Celle-ci en fait des partenaires de [55] moins en moins enclins à utiliser la force militaire, jusqu'à s'en interdire l'usage. Cette

¹⁸⁰ Robert Keohane et Joseph Nye, *Power and Interdependence. World Politics in Transition*, Boston, Toronto, Little, Brown and Company, 1977.

¹⁸¹ David Mitrany, *The Functional Theory of Politics*, Londres, Martin Robertson, 1975.

¹⁸² Ernest B. Haas, *Beyond the Nation State : Functionalism and International Organization*, Stanford, Stanford U. P., 1964.

¹⁸³ Karl Deutsch, *Nationalism and Social Communication*, 2^e éd., New York, MIT Press, 1966.

interdépendance, qui se manifeste aussi bien par des canaux interétatiques que transnationaux, est néanmoins inégalitaire. C'est-à-dire que son coût n'est pas le même pour tous les acteurs et que la rupture des liens n'entraîne pas les mêmes sacrifices. Et elle est complexe parce que les acteurs la subissent à des degrés divers de sensibilité et de vulnérabilité, comme il sera vu plus loin. Au final, elle introduit un pluralisme international, puisque les États doivent compter avec les organisations internationales et avec différents groupes d'individus qui viennent limiter leur influence. Mais, au total, assurent les deux auteurs, l'expansion des liens économiques en même temps que la généralisation de la concurrence constituent la source d'une prospérité globale. L'interdépendance complexe s'achemine donc vers un optimum mondial que ne renierait pas Adam Smith.

C'est à partir de cette thèse de l'interdépendance complexe que le courant transnationaliste va se développer. Il connaît son envol avec l'ouvrage de James N. Rosenau publié en 1990, *Turbulence in World Politics. A Theory of Change and Continuity* ¹⁸⁴. Cet auteur prolifique, prenant acte de l'intervention d'une multiplicité d'acteurs autres que les États sur la scène mondiale, conçoit une interdépendance transnationale qui les fait se diriger vers une société globale et polyarchique. La phase de transition est marquée par de nombreuses turbulences en raison de l'affirmation de nouveaux intérêts, de nouvelles valeurs pas toujours compatibles. Elle est d'autant plus critique que les États ne maîtrisent plus la situation d'autant que, précisément, le monde se divise entre l'interétatique et un système multicentré, celui des acteurs issus des sociétés civiles. Dans ce contexte qui juxtapose l'intégration et la fragmentation, le global et le local et que Rosenau résume par le terme de « *framgregation* », le désordre menace. Aussi, dans des ouvrages postérieurs, l'un collectif ¹⁸⁵, l'autre personnel ¹⁸⁶, s'efforce-t-il de penser, faute d'une véritable régulation de la planète, une « *gouvernance sans gouvernement* » qu'il imagine possible de fonder sur la connexion des réseaux transnationaux. C'est que la mondialisation, comme l'ont démontré différents événements récents, exacerbe les rapports humains autant qu'elle peut rapprocher les hommes. En particulier, il n'est pas certain [56] qu'à plus ou moins long terme, la globalisation économique soit facteur de paix et de stabilité, tant elle peut perturber certaines sociétés nationales, s'inquiétait le libéral Andrew

¹⁸⁴ James N. Rosenau, *Turbulence in World Politics. A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

¹⁸⁵ James N. Rosenau and Ernst-Otto Czempiel, *Governance Without Government : Order and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

¹⁸⁶ James N. Rosenau, *Along the Domestic-Foreign Frontier. Exploring Governance in a Turbulent World*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

Moravcsik ¹⁸⁷. Cette problématique a permis un renouveau du paradigme marxiste en relations internationales.

Le paradigme marxiste ou néomarxiste

Celui-ci ne joue plus qu'un rôle secondaire dans les débats théoriques de ce début de XXI^e siècle. L'URSS n'existe plus et la Chine a abandonné sa ligne diplomatique pseudo-marxiste qui divisait le globe en trois ou quatre mondes, en fonction des niveaux de développement. L'épreuve du réel a incontestablement réfuté une idéologie qui voulait transformer le monde parce que ses inventeurs avaient cru saisir le sens de l'histoire et les lois qui le dirigeaient. De fait, sont caduques les hypothèses de base sur lesquelles reposait le modèle marxiste, et que rappelle John Lider :

« Les relations internationales étaient vues comme une extension de la lutte interne des classes, [...] les corrélations des forces internes et internationales produisaient un impact mutuel, [...] le rôle de la classe laborieuse occupaient une place particulière dans les deux sortes d'interaction ¹⁸⁸. »

Effectivement, dans le capitalisme moderne devenu mondial, cette dernière hypothèse qui fait des classes sociales, et non des États ou des individus, les vrais acteurs de la politique internationale, est fort difficile à retenir. Surtout qu'il était convenu que les individus s'identifiaient parfaitement à la classe à laquelle ils appartenaient et qu'ils partageaient fondamentalement les intérêts de leur classe. Et qu'à partir de là, ils étaient en mesure de créer des organisations luttant pour l'amélioration de leurs conditions matérielles. Même s'il existe toujours des « dominants » et des « dominés », la logique de la « lutte des classes » s'est diluée dans la complexification des sociétés et dans l'entrelacs des économies nationales. En particulier, la mobilité internationale des capitaux a affaibli les États et entraîné la perte de pouvoir des travailleurs et de leurs organisations. Toutefois, et sans penser une seconde pouvoir réhabiliter la notion de [57] « classe ouvrière », on peut imaginer, avec la mobilité sans borne du capital d'un côté, et la dévalorisation du facteur travail de l'autre, parce que devenu surabondant à

¹⁸⁷ Andrew Moravcsik, « Taking Preferences Seriously. A Liberal Theory of International Politics », *International Organization*, 51/4, 1997, p. 513-553.

¹⁸⁸ John Lider, *Correlation of Forces*, Londres, Gower, 1986, p. 123.

l'échelle planétaire, « un processus de restratification à l'échelle du globe, qui met en place une nouvelle hiérarchie socioculturelle, une nouvelle échelle de répartition mondiale » ¹⁸⁹.

C'est là, d'ailleurs, une opportunité théorique que la littérature marxiste contemporaine sur la mondialisation s'est empressée de saisir. Elle a tendance à voir le monde actuel comme gouverné par la puissance des firmes multinationales. Elle poursuit, tout en s'écartant d'elle, une démarche plus ancienne, connue sous le nom de « théorie de la dépendance », héritée de la théorie léniniste de l'impérialisme, qui transpose l'idée d'exploitation, constitutive du rapport capitaliste, de l'échelon national à l'échelon mondial (rapports Nord/Sud). D'après cette théorie, le système mondial est stratifié par la logique du capital entre, d'un côté, les pays du « centre », qui bénéficient d'une croissance élevée du fait de l'échange inégal avec les pays sous-développés, et, de l'autre, le groupe des pays qui forment la périphérie du capitalisme mondial. Or, si cette présentation systémique du monde a pu paraître, un temps, intéressante, elle n'explique pas la résurgence de la pauvreté dans les pays les plus développés (Europe occidentale, États-Unis). Pour sa part, Immanuel Wallerstein a proposé un triptyque pour modéliser l'économie-monde capitaliste (centre, périphérie et semi-périphérie), dans lequel la théorie de la dépendance apparaît comme un sous-système d'une vaste perspective en termes de « système-monde ». Sa représentation peut s'analyser comme une combinaison entre la dialectique de la dépendance marxiste (conflit centre-périphérie) et la dialectique réaliste (qui s'ordonne autour des conflits entre puissances hégémoniques, notamment dans une perspective géopolitique entre puissance maritime et puissance continentale).

Wallerstein, contrairement à la tradition marxiste, fait grand cas, comme on l'a remarqué plus haut, des faits culturels. Il est vrai qu'après le 11 septembre 2001, on peut difficilement croire aux seules vertus du marché. C'est l'éternelle dialectique de l'idéal et du matériel, c'est-à-dire ici des conceptions du monde [58] et de son infrastructure géopolitique (physique, humaine, économique), admise par des auteurs d'inspiration marxiste comme Maurice Godelier ¹⁹⁰. Mais aussi plus difficilement, ou pas du tout, par une majorité de ceux que l'on classe aujourd'hui dans la catégorie des « constructivistes », qui ne croient quant à eux qu'à la puissance des idées.

¹⁸⁹ Zygmunt Bauman, *Le Coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette/Pluriel, 1999, p. 10.

¹⁹⁰ Maurice Godelier, *L'Idéal et le matériel*, Paris, Fayard, Le Livre de poche, 1984.

*Le paradigme constructiviste entre le néokantisme
habermasien et le pragmatisme*

Au plan épistémologique, le constructivisme, terme qui désigne par ailleurs un courant des mathématiques et un mouvement artistique russe du début du XX^e siècle, ne se distingue en rien du pragmatisme, si l'on voit en lui, à la suite de Valéry, Piaget, Le Moigne et d'autres encore, une « herméneutique moderne »¹⁹¹. Il est *a priori* antiessentialiste et insiste sur le rôle des représentations dans l'appréhension d'une réalité intentionnellement construite. Ensuite, sur le plan de la méthode, il prend parti pour la démarche compréhensive. En matière internationale, « il souligne aussi la nécessité de contextualiser histori-que-ment les valeurs, les croyances et les modes d'investigation »¹⁹². D'une façon générale, les constructivistes reprochent aux modèles libéral, réaliste et marxiste d'être à la fois trop matérialistes et trop rationalistes. Le troisième n'ayant que peu d'influence aux États-Unis, c'est sur les deux autres que portent leurs attaques. En un mot, comme l'écrit John Gerard Ruggie, malgré tout ce qui peut les séparer, c'est le néo-utilitarisme commun à tous les deux qui est inacceptable¹⁹³. À savoir, leur vue partagée d'un monde atomistique parce que fait d'unités égoïstes n'accordant que trop d'importance, tantôt à la structure des rapports de force, tantôt à leurs seuls intérêts matériels, et dont les identités respectives sont conçues données et fixes. Au contraire, selon les constructivistes, leurs comportements, mais aussi leurs identités et leurs intérêts changent parce qu'ils sont déterminés par une structure idéale et cognitive, faite de croyances et de représentations, qui se transforme elle-même sous l'effet de leur interaction stratégique. C'est l'intuition de ce raisonnement qui amena Ruggie à critiquer « l'approche physicaliste » de Waltz, dès 1983, et à devenir ainsi l'un des fondateurs du projet constructiviste¹⁹⁴.

[59]

¹⁹¹ Jean Louis Le Moigne, *Le Constructivisme. Tome II, Épistémologie de l'interdisciplinarité*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 153.

¹⁹² Audie Klotz et Cecelia Lynch, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », in *Critique internationale*, n° 2, 1999, p. 51.

¹⁹³ John Gerard Ruggie, « What makes the world hang together ? Neo-utilitarianism and the social constructivist challenge », Introduction à *Constructing the World Policy*, *op. cit.*

¹⁹⁴ John Gerard Ruggie, « Continuity and Transformation in the World Polity », in *Neorealism and its Critics*, *op. cit.*

Dès lors, d'où provient la divergence avec le pragmatisme ? Elle procède du fait que Nicolas Onuf, qui a introduit le terme de constructivisme dans l'analyse des relations internationales ¹⁹⁵, ainsi que ceux qui s'en revendiquent avec lui, ont trop tendance à tout réduire au rôle des idées, à une structure idéale, qu'ils séparent des réalités matérielles. Parce qu'ils se réclament souvent de Jürgen Habermas, leur constructivisme néokantien, à la mode de l'école de Francfort, qui en appelle à la « raison communicationnelle », est, au mieux, idéaliste. Au pire, il n'a pas à être pris au sérieux, explique Maja Zehfuss, à moins qu'il n'ait été rien d'autre qu'une stratégie d'intellectuels visant à écarter les critiques plus radicales des approches positivistes ¹⁹⁶. Au contraire le pragmatisme, qui réfute la séparation des faits et des valeurs, est en somme un constructivisme cynique, au sens originel de ce terme. À ce titre, il pourrait se comprendre comme un constructivisme réaliste tel que Barkin l'entend (voir *supra*).

Il existe donc au moins deux courants au sein du constructivisme, dont les interprétations respectives des relations internationales renvoient, encore une fois, au débat opposant l'idéalisme et le naturalisme. Le courant dominant, quasi officiel, mais lui-même divisé ¹⁹⁷, attache une grande importance à la communication et aux « arrangements intersubjectifs » que celle-ci est supposée favoriser entre les acteurs de la vie internationale. C'est ainsi que John Gerard Ruggie et Friedrich Kratochwil, qui partagent le même intérêt pour la théorie des régimes (les institutions internationales pour simplifier), sont enclins à voir dans ces derniers plus que de simples mécanismes de régulation ou d'information. Ils les analysent comme la concrétisation au plan international d'une « intentionnalité collective » et comme étant à l'origine de processus d'internalisation ; c'est-à-dire que la construction d'un régime international par des États ou des acteurs nationaux est inévitablement appelée à entraîner des changements internes aux économies et aux sociétés nationales qui font partie du régime.

C'est à ce double titre que Ruggie critique l'approche qu'ont Goldstein et Keohane du rôle du facteur idéal dans les relations internationales, rôle trop limité parce que mal interprété à ses yeux. Au lieu de considérer que les idées et les concepts sont des notions strictement individuelles, comme le pensent les néo-utilitaristes, [60] les constructivistes les placent dans le domaine de

¹⁹⁵ Nicholas Onuf, *World of Our Making*, Columbia, The University of South Carolina Press, 1989.

¹⁹⁶ Maja Zehfuss, *Constructivism in International Relations. The Politics of Reality*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 6-9.

¹⁹⁷ Maja Zehfuss, distingue trois constructivismes : celui de Wendt, celui de Kratochwil, celui d'Onuf.

l'intersubjectivité, les tiennent pour des « faits sociaux »¹⁹⁸. Plus que circonspects à l'égard des « visions du monde » qui peuvent motiver les différents acteurs, sans doute parce que cela les amènerait à s'interroger sur les conditions d'émergence de l'« intentionnalité collective », sur le fait qu'elle pourrait être le produit d'une influence, celle d'une puissance particulièrement persuasive, ils préfèrent s'attacher aux seuls soi-disant « arrangements intersubjectifs ». Ceux qui transforment les identités, et les intérêts correspondants, et qui, à l'instar des « concepts causaux », selon la définition de Goldstein et Keohane, sont générateurs de consensus. Ceux qui, *via* les « communautés épistémiques » ou les réseaux de communication transnationaux, modifient les représentations et la connaissance de l'autre au point de changer la réalité. Dans leur désir de démontrer le rôle des idées dans la politique internationale, et plus encore leur force de persuasion en faveur du partage des valeurs, les constructivistes n'ont que trop tendance, contre-attaquent Goldstein et Keohane, à négliger leurs bases théoriques et à sélectionner leurs thématiques¹⁹⁹. D'où leur penchant pour les régimes internationaux et les institutions mondiales ou régionales, dont l'instauration, au fil du temps, est censée entraîner un changement radical du comportement des acteurs. De la répétition des négociations résulterait la modification de leurs stratégies, non seulement en raison des réglementations nouvelles, mais également par suite au changement de leurs motivations.

À en croire Alexander Wendt, de non coopératif, le jeu international deviendrait coopératif. Cet auteur a cherché à montrer que si, aux débuts de l'entrée en vigueur d'un régime, les motivations conservaient un caractère égoïste, avec le temps et la pratique de la coopération, les intentions et les intérêts des États changeaient. Ceci parce que les structures des économies nationales évoluaient et parce que les perceptions mutuelles se modifiaient au point que d'anciens ennemis ou rivaux pouvaient devenir des partenaires ou des amis²⁰⁰.

La vision d'un monde qui, d'hobbesien ou de lockéen, évoluerait ainsi progressivement mais inéluctablement vers un état kantien, a valu aux constructivistes le reproche d'évacuer [61] trop facilement le conflit de l'étude des relations internationales. Ce que Ruggie a aussitôt contesté²⁰¹. Plus grave : on est en droit de se demander si leur thématique répétitive de « la conversion de l'autre » ne relève pas d'un phénomène présentant une forte analogie avec celui

¹⁹⁸ J.-G. Ruggie, « What makes the world hang together ? », art. cité, p. 12-13.

¹⁹⁹ Goldstein et Keohane, *op. cit.*, p. 6.

²⁰⁰ Alexander Wendt, *The Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

²⁰¹ J.-G. Ruggie, *op. cit.*, p. 32-33.

que le marxiste Frédéric Mehring qualifiait de « fausse conscience ». En l'occurrence, l'illusion d'une souveraineté des valeurs partagées ne proviendrait-elle pas d'un double conditionnement ? Celui des doctrinaires qui promeuvent des valeurs inhérentes à leur contexte historique et culturel parce que c'est de leur intérêt et qu'ils ne s'interrogent guère sur l'origine et la légitimité des normes inférées. Celui des convertis qui, dépendants d'une situation qu'ils ne peuvent refuser, trouvent dans ces normes une légitimation à leur état et finissent par les endosser.

Il est assez remarquable de ce point de vue que l'émergence du constructivisme idéaliste soit sortie tout droit de la somme des travaux consacrés à l'expérience de l'Allemagne d'après guerre, à l'instar de ceux de Peter Katzenstein ²⁰². Or, l'origine américaine ou allemande de l'immense majorité des auteurs constructivistes autorise à se demander si le paradigme en cause n'est pas le produit d'un contexte politique particulier et si les constructivistes n'extrapolent pas démesurément ²⁰³. Ainsi l'interdiction de tout armement nucléaire et la véritable « rééducation politique » de l'Allemagne, qui a lourdement affecté sa culture d'État d'origine prussienne (en faisant, par exemple, que la RFA n'a jamais eu depuis 1945 de politique étrangère autrement que dans le cadre de l'OTAN ou de l'Union européenne), ont certainement changé l'identité de ce pays. Mais cet exemple, aussi imposant soit-il, ne permet pas de préjuger de la réussite de toutes les stratégies d'inculcation, comme on le constate avec l'Irak, l'Iran ou la Corée du Nord et bien d'autres cas moins sensibles. Au fond, on ne sort pas du problème désormais classique, parce qu'il a été exposé par Max Weber, de la « tyrannie des valeurs ».

Si, en effet, comme l'a soutenu ce dernier, la valeur est posée par l'individu ou par les groupes, donc arbitrairement, il est difficile de croire que l'intersubjectivité est systématiquement synonyme de consensus. Les constructivistes devraient commencer par appliquer à eux-mêmes l'incrédulité qu'ils montrent quant [62] aux conditions d'élaboration des représentations qu'ils critiquent, et s'interroger un peu plus sur le fait de savoir si les intérêts et les identités, qui sont des constructions sociales, le sont à partir d'une table rase, ou à partir d'un contexte, d'une configuration qui leur préexistent et les déterminent. Mais à cela, ils ne semblent pas capables de s'y résoudre en raison de leur idéalisme et au nom

²⁰² Peter Katzenstein, *The Culture of National Security*, New York, Columbia University Press, 1996.

²⁰³ On pense, entre autres, à Ernst-Otto Czempiel, Andreas Hasenclever, Peter Katzenstein, Friedrich V. Kratochwil, Peter Mayer, Volker Ritterberger, Wolfgang H. Reinicke, Alexander Wendt.

de la « philosophie de l'intersubjectivité » empruntée à Habermas, néo-aristotélicien à ses heures.

Comme l'explique avec clarté Richard Rorty, celle-ci est la réponse du philosophe de Francfort, d'une part à Nietzsche et à ses attaques contre les traditions religieuses et métaphysiques, d'autre part à toute la critique post-positiviste ²⁰⁴. C'est bien à ce niveau que la rupture avec les pragmatistes est consommée. Car, en faisant appel à la notion de « raison communicationnelle », soubassement de l'intersubjectivité, Habermas, précise Rorty, « suit la même démarche que Sellars : les deux philosophes s'efforcent d'interpréter la raison comme l'intériorisation de normes sociales, plutôt qu'une composante du "moi humain". Habermas entend "fonder" les institutions démocratiques ainsi que Kant espérait le faire ; mais il ambitionne de faire mieux en invoquant, à la place du "respect de la dignité humaine" une notion de "communication exempte de domination", sous l'égide de laquelle la société doit devenir plus cosmopolite et démocratique » ²⁰⁵. Habermas défend l'idée que l'action communicative, couplée à une sphère publique bien structurée peut conduire l'homme à se débarrasser de son identité nationale et romantique et permettre à l'humanité de se construire dans une paix perpétuelle en dépassant les souverainetés et en écartant ainsi toute velléité de conflit ²⁰⁶. Vision irénique s'il en est !

La doctrine de l'internalisation des valeurs finit ainsi par entrer en contradiction avec le fait que J.-G. Ruggie et d'autres constructivistes admettent que les facteurs idéels sont contingents, qu'ils varient en fonction du temps et de l'espace ²⁰⁷. C'est pourquoi ils comptent sur la « raison communicationnelle » pour réduire les divergences, mais s'ils étaient des contextualistes conséquents, ils admettraient l'insécabilité des faits et des valeurs et reconnaîtraient « qu'une croyance n'est ce qu'elle est qu'en vertu de sa position dans le réseau dont elle fait partie » ²⁰⁸.

²⁰⁴ Richard Rorty, « La contingence d'une communauté libérale », in *Contingence, Ironie et Solidarité*, traduit de l'américain par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Armand Colin, 1993, p. 98.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 98.

²⁰⁶ Jürgen Habermas, *La Paix perpétuelle. Le bicentenaire d'une idée kantienne*, Paris, Le Cerf, 1996.

²⁰⁷ Peter M. Haas and Ernst B. Haas, « Pragmatic Constructivism and the Study of International Institutions, in *Millenium* », *Journal of International Studies*, Londres, 2002, vol. 31, N° 3, p. 573-601.

²⁰⁸ Vendulka Kubalkova, Nicholas Onuf, Paul Kowert, « Constructing Constructivism », in Vendulka Kubalkova, Nicholas Onif, Paul Kowert (Editors), *International Relations in a Constructed World*, New York, M. E. Sharpe, 1998, p. 19.

[63]

Conscient de la diversité du courant constructiviste, John Gerard Ruggie admet l'existence de trois mouvances différentes dont les intitulés prêtent à discussion et au-delà desquelles il est impératif de spécifier le constructivisme pragmatiste, ou holisme pragmatiste selon la dénomination de Richard Rorty, qui a pour lui, d'une part, le mérite de l'antériorité, et d'autre part, de s'ouvrir à l'interparadigmaté, corrélat épistémologique de l'inter-ethnocentrisme.

En premier lieu, Ruggie distingue un constructivisme néoclassique, dans lequel il se reconnaît lui-même, qui comprend la majorité des grandes figures de la tendance nouvelle : Kratochwil, Onuf, Katzenstein, et même Ernst Haas qui, avec son fils Peter, ont récemment plaidé pour un constructivisme pragmatique, mais pas pragmatiste, malgré la référence à Rorty, qui reprend à son compte les thèses de l'institutionnalisme international, ce qui ne surprendra personne ²⁰⁹. Se revendiquant au moins autant de Durkheim que de Weber, le constructivisme néoclassique entend développer une épistémologie révolutionnaire axée sur « l'agir communicationnel » conçu par Habermas, tout en marquant ses distances avec son finalisme philosophique de l'émancipation ²¹⁰. Dans une mise au point assez récente, Nicolas Onuf retrace les grandes lignes de la démarche ²¹¹. Il confirme que le constructivisme n'est pas une théorie en tant que telle, mais plutôt une attitude intellectuelle (presqu'un état d'esprit) qui engendre une manière d'étudier les relations sociales dont font partie les relations internationales à partir de certains principes et de certaines propositions. Son fondement consiste à prendre les individus comme des êtres sociaux qui, sur la base de leurs relations sociales plus ou moins intenses, construisent les peuples que nous sommes. Ceux-ci s'organisent en sociétés à partir des règles (entendues plus au sens de « règles du jeu » qu'à celui de lois) qu'ils adoptent. Mais en retour, la vie en société et la façon dont les individus suivent ou changent les « règles » modèlent et transforment le peuple. Parmi celui-ci, les citoyens les plus actifs, en fonction des situations et pas dans tous les cas de figure, sont distingués par les constructivistes en tant qu'« agents ». Ceux-ci ont des buts, des stratégies (les constructivistes n'aiment pas ce terme et [64] se contentent du vocable plus vague d'« agency ») qu'ils déploient rationnellement dans un environnement institutionnel, résultant lui-même des règles et des pratiques des agents. Quand les « institutions », les règles et leurs conséquences imprévues sont suffisamment stables, on peut alors

²⁰⁹ Nicholas Onuf, « Constructivism : a User's Manual », V. Kubalkova, N. Onuf, P. Kowert, *op. cit.*, p. 58-78.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 62.

²¹¹ *Ibid.*, p. 77.

parler de « structures », bien que les constructivistes n'apprécient pas non plus ce mot qui les divise, et lui préfèrent l'expression d'« arrangements sociaux ». Onuf précise, et cela tient à l'importance que les constructivistes reconnaissent aux représentations, que « les structures sont ce que l'observateur voit, tandis que les institutions sont ce à l'intérieur de quoi les agents s'activent » ²¹². Comme type d'arrangement social, en matière de relations internationales, le politologue cite l'« anarchie » car, contrairement aux apparences, celle-ci n'implique pas une absence de règle du jeu. Au contraire, il y a tout simplement que les unités souveraines s'accordent (intentionnalité collective ? entente intersubjective ?) à ce qu'il n'existe aucune règle qui s'impose à elles ! Dans une perspective constructiviste, les agents, en l'occurrence les États, sont autonomes mais leur autonomie est toujours limitée par celle des autres. Le consensus que l'on constate sur ce point conduit Onuf à considérer que le terme « hétéronomie » conviendrait mieux que celui d'anarchie pour caractériser la situation internationale ²¹³. Finalement, en affirmant que « les règles font les agents, les agents font les règles » ²¹⁴ d'une part, et que « les règles forment les institutions, les institutions forment les sociétés » ²¹⁵ d'autre part, l'initiateur du constructivisme international ne s'engage pas beaucoup.

Avançons quelques remarques critiques. Bien que ce courant de pensée donne l'impression de faire des « règles du jeu » la clef de voûte de son raisonnement, le flou entretenu autour des interactions explique sans doute que les constructivistes se dispensent de bâtir des modèles et préfèrent s'en tenir à des travaux hautement empiriques, qui sélectionnent leurs objets. L'indétermination des concepts autorise évidemment une grande souplesse de la réflexion. En particulier, elle facilite l'intégration du changement (ce que n'ont pas su faire les réalistes, *dixit* Ruggie) quand on va jusqu'à considérer que l'équilibre des puissances [65] est un régime international parmi d'autres ²¹⁶. Sans doute à ranger dans la catégorie des plus contraignants et des plus directifs. Plus gênante est l'indétermination qui règne autour de la notion de « règle ». Il s'agit au départ de conventions entre les agents, et que, quand le conformisme gagne, « la convention atteint la force d'une loi » ²¹⁷. Mais Onuf ne dit rien des conditions d'émergence des conventions. Faut-il, alors, admettre l'évidence d'un présupposé, celui d'une « intentionnalité

²¹² *Ibid.*, p. 64.

²¹³ *Ibid.*, p. 69.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 70.

²¹⁵ *Ibid.*, p. 67.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 72.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 74.

collective » manifeste, tellement les constructivistes portent attention aux « arrangements mutuels », ce qui est leur façon de parler des négociations, et aux « arrangements intersubjectifs » que sont les normes et les institutions nécessairement co-constituées ? Pourtant, l'historien, et particulièrement celui des relations internationales, aura bien du mal à faire du consensus un facteur explicatif majeur de sa discipline. L'hypothèse d'une structure idéale mondiale ne devrait pas empêcher les constructivistes de se demander sous quelles influences s'exercent la socialisation et la diffusion des normes. Quant à l'intérêt soutenu et justifié qu'ils portent à l'intentionnalité, qui détermine le comportement des agents et leur stratégie, il faudrait qu'ils admettent qu'elle comprend au moins autant d'arrière-pensées et de non-dits que de signes sociaux identifiables.

La seconde variante réside dans le constructivisme postmoderne dont les racines plongent dans les travaux de Frédéric Nietzsche, Michel Foucault et Jacques Derrida. Richard Ashley a été le premier à l'adopter dans l'analyse des relations internationales ²¹⁸, suivi plus tard par des auteurs comme David Campbell ²¹⁹ et James Der Derian ²²⁰. Avant tout critique du discours politique, cette orientation est peu susceptible, selon Ruggie, de contribuer à une science des relations internationales, sachant qu'elle récuse la notion même de « théorie » et qu'elle s'interdit toute proposition méthodologique.

En troisième lieu, Ruggie discerne un constructivisme qu'il qualifie, de façon abusive nous semble-t-il, de naturaliste. Alexander Wendt en est, selon lui, la figure de proue. L'aspect naturaliste viendrait de ce que Wendt se réfère au réalisme scientifique, qu'il pense que peu de chose sépare les sciences de la nature des sciences sociales et qu'il peut accéder à la [66] « vérité ». Son argument est que toutes les deux s'intéressent le plus souvent à des phénomènes non observables et qu'il existe tout un champ intersubjectif, par construction, de la vie sociale, extérieur aux représentations individuelles. Ceci posé, mais prêtant plus d'attention aux significations intersubjectives qu'aux forces structurales, Wendt fonde sa théorie sociale de la politique internationale sur les trois hypothèses suivantes.

²¹⁸ Richard Ashley, « The Poverty of Neo-Realism », in *Neorealism and its Critics*, op. cit., p. 255-300.

²¹⁹ David Campbell, *Writing Security : United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Manchester, Manchester U. P., 2^e édition, 1998.

²²⁰ Der Derian, J. and Shapiro, M. (sous la direction de), *Inter-national/Intertextual Relations : Postmodern Writings of World Politics*, Lexington, Lexington Books, 1989.

- 1) Les États sont les principales unités d'analyse des relations internationales.
- 2) Les structures fondamentales du système interétatique sont intersubjectives plutôt que matérielles.
- 3) Les identités et les intérêts des États sont pour une part importante construits par les interactions sociales plutôt que données de façon extérieure au système par la nature humaine ou par les conditions locales ²²¹. Wendt reste par conséquent un « stato-centriste », mais comme il plaide en même temps pour que les identités et les intérêts des États ne soient pas considérés comme immuables, le type d'anarchie qui règne entre eux dépend de leurs « perceptions mutuelles » (voir *supra*). Dès lors, Wendt est sans aucun doute un constructiviste quand il affirme, en se référant à Anthony Giddens en sociologie, et à Roy Bhaskar en philosophie des sciences, que les agents n'existent pas indépendamment des structures environnantes, mais qu'en même temps ces structures sont reproduites et transformées par les agents ²²². Mais un naturaliste, cela est plus difficile à croire quand il affirme que les identités doivent tout aux processus d'interaction, qu'il n'existe pas d'identités formées et antérieures à celles-ci, ce qui revient à nier la génétique, l'histoire, les héritages culturels du passé, etc. Comme il est difficile aussi de qualifier de naturaliste un auteur qui soutient que les structures ne sont qu'idéelles, quand bien même on convient que les données matérielles sont presque toujours réarrangées et remodelées par les hommes !

En définitive, si l'on veut éviter le piège de l'idéalisme et faire de l'interaction du matériel et de l'idéal un principe, il est plus pertinent de partir de la conception du naturalisme de Sydney Hook, que Richard Rorty a fait sienne. Celle-ci pose que « l'occurrence de la totalité des qualités et des événements dépend de l'organisation d'un système matériel dans l'espace et dans le temps, et que l'émergence, le développement et la disparition [67] en sont déterminés par les transformations que connaissent ces organisations » ²²³. Pragmatiste et non plus scientifique, le naturalisme ainsi redéfini invite à une méthode combinant le contextualisme, l'historicisme et le nominalisme.

²²¹ A. Wendt, *Social Theory of International Politics*, op. cit.

²²² *Ibid.*

²²³ Sidney Hook, *The Quest for Being*, New York, Greenwood, 1963, cité par Richard Rorty, *Objectivisme, Relativisme et Vérité*, op. cit., p. 61.

En ce qui concerne la notion de contexte, on peut déjà s'inspirer des travaux de Gary Goertz qui l'a bien étudiée et qui distingue trois catégories agissant sur le comportement des États : la structure géographique et matérielle de la puissance internationale, le contexte historique qui montre pourquoi et comment les actions passées sont reliées aux comportements présents, et l'environnement normatif fait de valeurs, de règles et de normes juridiques ; chacune d'entre elles étant tantôt un obstacle, tantôt une opportunité ²²⁴. Mais il est possible d'aller plus loin grâce à la notion de système. Quant à l'historicisme, il relève de la tendance modérée que Raymond Williams a distinguée parmi les trois courants qui le divisent ²²⁵. La méthode nominaliste, qui nous apprend à démystifier les concepts, à décrypter la réalité derrière les mots et les discours, a été ici déjà plusieurs fois convoquée. Il faut insister sur les limites du langage qui, à travers la théorie elle-même, affectent la réalité étudiée. Elles sont réelles dans tous les cas, dans toutes les hypothèses.

2. Herméneutique et interparadigmité

[Retour au sommaire](#)

Le trouble causé par la cacophonie de théories toutes plus ou moins vouées à l'impasse a stimulé l'émergence, dans les années quatre-vingt-dix, et plus récemment encore, d'une dernière génération d'approches qui s'attachent à rechercher les points de rencontre des visions antérieures. Généralement, dans leur quête de la synthèse, les nouveaux chercheurs se revendiquent d'une pensée réflexive, laquelle passe par la redécouverte de l'herméneutique qui met l'accent sur la contextualité (le contexte spatio-temporel) et l'intentionnalité (non réduite à l'intentionnalité collective des idéalistes).

²²⁴ Gary Goertz, *Contexts of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

²²⁵ L'historicisme se divise en trois tendances principales : 1) la première est une méthode simple qui consiste à rechercher dans les faits du passé les précédents aux événements contemporains : elle est neutre, sans conséquences épistémologiques ; 2) la seconde est sur ce dernier point plus engagée, car elle tient le contexte, les conditions historiques, pour la variable déterminante de la compréhension de tout événement spécifique ; 3) la troisième, la plus extrême, se ramène à la philosophie de l'histoire ; elle met en avant une nécessité historique qui est à la fois un instrument d'interprétation et de prédiction. Cf., Raymond Williams, *Keywords*, 1983, cité par E.W. Soja, *Postmodern Geographies. The Reassertion of Space in Critical Social Theory*, New York, Verso, 1989, p. 13.

Le terme herméneutique, assez courant dans la philosophie allemande du XIX^e siècle, s'est diffusé dans le vocabulaire scientifique anglo-américain dans les années soixante-dix, rappelle Richard J. Bernstein ²²⁶. Introduit dans l'épistémologie par Thomas Kuhn, il sert à Clifford Geertz à caractériser la recherche [68] anthropologique. À son tour, Rorty installe l'herméneutique, au lieu et place du rationalisme dépassé à ses yeux, au centre de la philosophie américaine. Cette posture intellectuelle ouverte à la discussion, plutôt que cette méthode (terme que Rorty comme Gadamer n'apprécient guère) met l'accent sur l'interprétation à défaut de pouvoir aspirer à l'explication définitive.

En publiant *Vérité et Méthode* en 1960, H. G. Gadamer apparaît comme l'héritier hérétique d'Edmund Husserl. En effet, comme lui, il constate la crise de ce que nous appelons aujourd'hui les sciences humaines ou les sciences sociales. La faillite, Husserl l'explique par « l'effondrement de la foi en une raison "absolue" d'où le monde tire son sens, la foi en un sens de l'histoire, en un sens de l'humanité, en sa liberté entendue comme la capacité de l'homme à pourvoir d'un sens rationnel son existence individuelle et collective » ²²⁷. Soit, en d'autres termes, la perte des repères et l'éclatement des théories. La cause majeure de l'échec de la pensée rationaliste à rendre objectif « le monde de la vie », à le montrer tel qu'il est réellement, en lui-même, tient au mépris dans lequel ont toujours été tenus le subjectif et le relatif. Le monde est pensé à l'avance alors qu'il est construit par les « expériences intersubjectives », conception qui va devenir le leitmotiv des constructivistes. L'idée de l'objectivité étant mise en déroute par le monde spatio-temporel, Husserl place son dernier espoir dans la « phénoménologie », système philosophique grâce auquel il pense pouvoir sauver l'objectivité en le voulant transcendantal ²²⁸. Par « phénoménologie » il faut entendre le fait de considérer le « monde de la vie » comme un monde d'interactions, comme un monde spatio-temporel dans lequel chaque chose a son extension corporelle et sa durée tout en étant une « connexion de subjectivités » ²²⁹. C'est parce que le phénoménologue reconnaît cette « constitution intersubjective du monde » qu'il peut, selon Husserl, et

²²⁶ Richard J. Bernstein, *Beyond Objectivism and Relativism. Science, Hermeneutics, and Praxis*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1983, p. 109-111.

²²⁷ Edmund Husserl, *La Crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*, Paris, Gallimard, « Tel », 1976, p. 18.

²²⁸ Husserl persiste à penser qu'« une philosophie, donc une science vraie et authentique et un vrai et authentique rationalisme, ça ne fait qu'un. Réaliser ce rationalisme, par opposition au rationalisme de l'époque des Lumières entaché d'une absurdité cachée, cela reste notre propre tâche... », *ibid.*, p. 223.

²²⁹ *Ibid.*, p. 181.

contrairement aux rationalistes qui la nient, la comprendre « en se tenant au-dessus d'elle » ²³⁰. De cette façon, la phénoménologie devient transcendante et accède à la vérité. Le détour par l'intersubjectivité est un détour productif puisqu'il permet l'objectivation d'un monde qui « est le tout des choses » ²³¹, et qui est toujours en mouvement (« *Le monde, c'est donc une formation, toujours déjà devenue et toujours en devenir...* » ²³²).

[69]

Husserl est, nous dirions aujourd'hui, « interactionniste ». Gadamer, quant à lui, du fait de ses références philosophiques primordiales (Vico, Nietzsche, Dilthey, le comte Yorck, Bergson et surtout Heidegger) et historiennes (Ranke, Droysen), s'est détourné sans difficulté de l'essentialisme, contrairement à Husserl. Pour Rorty, l'importance de son livre tient à ce que le philosophe allemand « en s'efforçant de se débarrasser de la théorie classique de l'homme-connaisseur-des-essences, s'efforce, entre autres choses, de se débarrasser de la distinction faits-valeurs, et de nous démontrer que la “découverte des faits” n'est qu'un projet d'édification parmi d'autres » ²³³.

En l'absence de standards permanents et ahistoriques de la rationalité, il ne restait plus, d'après Gadamer, qu'à renouer avec l'ancien principe herméneutique utilisé en théologie, en philologie, mais aussi en droit ou dans les arts. D'après ce procédé, l'acte de comprendre se décompose en trois moments : la compréhension proprement dite, qui est une reconstruction avec une mise en perspective des valeurs, des préjugés ; l'interprétation du vécu et des formes créées ; l'application, qui est la confrontation entre le contexte donné à comprendre et la situation de l'observateur ou encore le sens que celui-ci lui octroie ²³⁴. Mais les trois étapes ne sont pas nécessairement séparables, explique le philosophe, notamment les deux premiers, parce que « l'interprétation est la forme explicite de la compréhension » ²³⁵. Quant au troisième, il renvoie à la question très actuelle dans les sciences sociales de la réflexivité théorique.

²³⁰ *Ibid.*, p. 191.

²³¹ *Ibid.*, p. 161.

²³² *Ibid.*, p. 204.

²³³ Richard Rorty, *L'Homme spéculaire*, *op. cit.*, p. 400.

²³⁴ Richard Bernstein, *op. cit.*, p. 37.

²³⁵ H.G. Gadamer, *op. cit.*, p. 329.

A. Le cercle herméneutique

[Retour au sommaire](#)

Enfin, et cela n'est pas la moindre des conséquences, l'herméneutique implique le holisme ou le systémisme. C'est ce que fait bien ressortir Richard Rorty quand il écrit :

« Nous ne pourrons jamais sortir du “cercle herméneutique”, autrement dit contourner le fait que, d'une part, on ne peut comprendre telles parties d'une culture (d'une pratique, d'une théorie, d'un langage, etc.) inconnue, sans comprendre le fonctionnement du tout dans lequel elles s'inscrivent ; et que, d'autre part, on ne peut accéder au fonctionnement de ce tout sans avoir une certaine compréhension de ces parties ²³⁶. »

[70]

En effet, ce constat rapporté aux relations internationales sous-entend trois choses essentielles.

1) Si le monde est un « tout chaotique » dans lequel les ethnocentrismes et les différentes visions « découpent » des parties, des objets que les représentations réorganisent ensuite, mais qu'il faille en même temps saisir la globalité qui agit sur les concepts et les catégories spécifiques, alors le seul moyen de relever le défi posé par l'éclatement des points de vue réside dans la confrontation d'un petit nombre de paradigmes synthétiques. Sachant qu'on ne peut opérer que par approximations, il y a peut-être moyen, comme y invite la constructiviste Martha Finnemore ²³⁷, de tirer avantage de la complémentarité d'approches qui s'attachent à des phénomènes différents d'une même réalité.

2) Surtout, si l'univers est malléable puisqu'il ne se présente pas à nous sous une unique figure et que sa configuration est construite par les acteurs, il est impératif d'admettre que la stratégie (l'action, chez les premiers pragmatistes) est,

²³⁶ Richard Rorty, *L'Homme spéculaire*, op. cit., p. 353. Gadamer (*Vérité et Méthode*, op. cit., p. 286) a créé cette expression pour mieux rendre la structure circulaire de la compréhension qu'il emprunte à Heidegger. Selon Charles Taylor, la métaphore du cercle herméneutique a pour objectif de souligner que « le pratique et le théorique sont inextricablement liés » (cité par R. J. Bernstein, op. cit., p. 134).

²³⁷ Martha Finnemore, *National Interest in International Society*, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

elle aussi, au cœur de l'explication de l'organisation du monde. D'autant plus que, comme l'a bien montré Jean Paul Charnay, la stratégie est devenue à la fois globale et différentielle ²³⁸. Globale, parce qu'elle concerne tous les champs de l'activité humaine, et non plus seulement le militaire, cela à l'échelle planétaire ; différentielle, parce qu'elle se dissocie en fonction des espaces dans lesquels elle est agie. Mais en retour, la stratégie dont le but est la satisfaction des intérêts de l'État ou d'un autre groupe social, varie en fonction de deux éléments : d'une part, elle est déterminée par les capacités de l'agent, qu'elles soient générales ou spécifiques, et d'autre part, elle est influencée par la vision du monde (et le paradigme auquel il adhère) de l'acteur, comme par la représentation qu'il a de son environnement. Elle s'interprète à la lumière de la configuration dans laquelle elle est mise en œuvre autant pour faire adhérer, convaincre, moduler un environnement, que pour contraindre ou vaincre. Action et représentation, stratégie et configuration, sont de la sorte reliées entre elles par un cercle herméneutique.

Tout d'abord, il va de soi que le plus fréquemment, tout dessein stratégique ou toute action se heurte à un environnement généralement mal perçu, mal interprété, qu'il faille le ou la rectifier. C'est une phase d'apprentissage par laquelle passe chaque acteur mais qui n'apporte aucune certitude dans la mesure où, pendant qu'il corrige sa stratégie, le contexte a pu changer. Il y aura [71] toujours un décalage entre l'environnement représenté d'un acteur et l'environnement réel (le « réel extérieur » de Searle si l'on veut) ou opérationnel (celui dans lequel se déroule l'action), lequel n'est jamais parfaitement connaissable. Ce que l'acteur peut aussi dogmatiquement rejeter (paralogisme). Nous avons eu déjà l'occasion d'exposer que, selon nous, l'environnement de l'acteur est en réalité la configuration complexe que forment les autres acteurs. Néanmoins, au sein de l'environnement global, chaque acteur peut concevoir un environnement pertinent qui sera tantôt un contexte régional, quand il s'agit en particulier d'un État, tantôt un contexte sectoriel ou sociopolitique, quand il s'agit par exemple d'une firme ou d'une organisation non gouvernementale. Ce n'est alors qu'une question d'échelle.

3) Si la compréhension du monde dépend de celle de l'interaction entre le tout et les unités qu'il contient, il faudra concilier le holisme et l'individualisme méthodologique. En effet, si le holisme implique que le tout s'impose aux parties et que celles-ci ne se comprennent pas sans référence aux autres, c'est par le biais soit de la « structure globale de la puissance », en termes réalistes, dans le

²³⁸ Jean Paul Charnay, *Essai général de stratégie*, Paris, Champ Libre, 1972.

système international, soit de « l'intentionnalité collective », en termes idéalistes, dans l'hypothèse de la société globale. Mais, en face, ce sont les acteurs, avec leurs horizons de signification respectifs, qui, soit modèlent la structure grâce à leurs stratégies, soit inculquent leurs valeurs à la façon générale de penser. On le comprend, l'analyse systémique et l'analyse stratégique (ou la théorie de la décision) vont de pair.

B. Interparadigmité, réflexivité et contextualisme

[Retour au sommaire](#)

Dans une des rares et récentes réflexions épistémologiques sur les relations internationales, Mark Neufeld s'attache à montrer comment l'herméneutique philosophique de Gadamer, alliée à l'épistémologie postmoderne de Kuhn, Feyerabend, Foucault, et au pragmatisme de Rorty, permet de retourner le champ paradigmatique des relations internationales ²³⁹. À partir des travaux de ces différents auteurs, il réfute les trois fondements de l'empirisme logique, en tant que version ultime du positivisme, et leur substitue les trois éléments centraux d'une pensée réflexive.

[72]

- 1) Au postulat de l'existence d'un « monde réel », objet de la recherche, et extérieur aux observateurs, il convient d'opposer « la pluralité des mondes » inhérente à l'inter-ethnocentrisme, à la reconnaissance des présupposés des acteurs.
- 2) La certitude que l'on peut aligner les sciences sociales sur les sciences de la nature et, par conséquent, dégager des régularités aspatiales et atemporelles, normativement neutres, doit être remplacée par la reconnaissance de la dimension idéologique inhérente à chaque paradigme.
- 3) Le principe d'une connaissance scientifique objective et non affectée par les déterminations axiologiques des chercheurs doit être considéré comme obsolète, mais son abandon n'empêche pas l'affirmation que des

²³⁹ Mark Neufeld, *The Restructuring of International Relations Theory*, New York, Cambridge University Press, 1999.

jugements raisonnés puissent être portés sur les paradigmes en compétition, et ceci même en l'absence d'un langage commun ²⁴⁰.

Ces trois propositions viennent à la suite des discussions qui ont agité la science politique américaine à la fin des années quatre-vingt et qui forment ce que Yosef Lapid a appelé le troisième débat (les deux précédents ayant été : celui des années vingt et trente, qui opposa les idéalistes et les réalistes ; celui des années cinquante et soixante, qui mit aux prises les tenants de l'histoire à ceux de la science) ²⁴¹. Ce dernier, dont Neufeld estime qu'il n'a finalement entraîné qu'une rupture partielle avec le positivisme, a néanmoins permis de dégager un accord assez général sur trois thèmes refondateurs : l'interparadigmatisme, le perspectivisme et le pluralisme méthodologique.

Dès lors, il faut se poser la question de savoir d'où viennent les hypothèses qui orientent le maniement de ces instruments. À quelles prémisses épistémologiques obéissent-elles ? À quelle métathéorie ou à quel paradigme se rattachent-elles ? C'est le nécessaire recours à une « double herméneutique », le « cercle » appliqué à l'acteur valant aussi pour l'observateur !

Sachant que les choix sont subjectifs, l'approximation du réel résulte de la confrontation des paradigmes, de la concurrence et de la complémentarité à la fois des programmes de recherche et des modèles qu'ils suggèrent. Le perspectivisme est la conséquence directe de la prise en compte des présupposés qui occupent [73] l'esprit de tout chercheur. Il en découle que les postmodernes récusent la séparation de l'objet et du sujet. Mais ils insistent aussi sur l'interaction des faits et des valeurs, contrairement aux positivistes qui assurent que le factuel et le normatif peuvent être séparés en deux domaines. Enfin, d'autres méthodes, autres que la seule méthode déductive, sont admises puisque les stratégies de recherche sont variables. En outre, les critères de vérification de la science positive sont mis en doute par la critique postmoderne.

L'absence complète d'unité de la dernière génération « d'internationalistes », souvent plus critiques que propositionnels, la prolifération des théories et des programmes de recherche, et l'anarchie épistémologique inhérente ont appelé l'attention sur certains risques : celui de la réification des modèles, celui du rejet de tout empirisme ou d'une insuffisante prise en considération des faits qui

²⁴⁰ *Ibid*, introduction, p. 6-7.

²⁴¹ Yosef Lapid, « The Third Debate : On the prospects of Inter-national Theory in a Post-Positivist Era », in *International Studies Quarterly*, 1989, n° 33, p. 235-254.

seraient contraires à toute démarche scientifique ²⁴², celui de l'impossible comparaison des paradigmes ou des programmes mis en œuvre. Ce dernier point a été diversement commenté et fait l'objet de divergences de vue assez radicales.

Au départ de la discussion, il y a la théorie de Thomas Kuhn selon laquelle les paradigmes sont logiquement incompatibles (puisqu'ils entrent en conflit les uns avec les autres) ²⁴³, et incommensurables (c'est-à-dire que leurs caractéristiques pro-pres et notamment leurs contradictions respectives ne peuvent pas toujours être mesurées point par point) ²⁴⁴, mais ils sont comparables (selon des voies différentes et même en l'absence de critères communs d'évaluation). Cependant cette assertion a elle-même engendré des réactions. Beaucoup de spécialistes soutiennent que si les paradigmes sont incommensurables, ils sont également incomparables.

C'est aussi bien l'avis de nombreux adeptes de l'école réaliste que celui de plusieurs de leurs contradicteurs, tel James Rosenau. Les premiers admettent que le paradigme réaliste n'est pas une description neutre du monde, mais qu'il procède des nécessités de la politique extérieure américaine. Ce qui a été déjà reconnu. Et qu'à ce titre, il est difficilement transposable à d'autres acteurs que les grandes puissances. Autrement dit, il est spécifique à un type de configuration qui a sa cohérence propre. Rosenau affirme quant à lui :

[74]

« La façon par laquelle les analystes adhèrent à une approche ou à une autre n'est pas nécessairement basée sur un calcul intellectuel ou rationnel ²⁴⁵. »

Ce qui sous-entend que la part de la subjectivité dans le choix du paradigme est telle, qu'elle rend impossible toute comparaison, voire tout dialogue...

²⁴² Francis Halliday, « A Crisis of International Relations ? » *International Relations*, novembre 1985, p. 407-412. Selon ce politologue, le post-positivisme est « un rejet de l'empirisme en faveur de l'approche théorique qui accepte les faits dans une position subordonnée ».

²⁴³ Thomas Kuhn, *op. cit.*

²⁴⁴ Richard Rorty a une conception un peu différente de la commensurabilité qui, selon le sens qu'on lui attribue quand on fait référence à Kuhn, veut dire « qui assigne la même signification aux termes ». Le philosophe américain entend par commensurabilité, ce « que l'on peut soumettre à un ensemble de règles, énonçant comment il est possible de s'accorder rationnellement sur ce qui est susceptible de clore le débat, en chaque point où des énoncés semblent entrer en conflit » (*L'Homme spéculaire, op. cit.*, p. 350).

²⁴⁵ James Rosenau, cité par Neufeld, *op. cit.*, p. 172.

En face de cette majorité hétéroclite, certains prennent le contre-pied de Kuhn en considérant qu'en relations internationales tous les paradigmes sont commensurables et, par conséquent, comparables. Mais c'est alors, remarque Neufeld, au prix de la suprématie de l'un d'entre eux ! Ainsi en va-t-il de Kalhevi J. Holsti qui tout en reconnaissant la nécessité du pluralisme théorique pour comprendre la complexité du monde dans ses multiples réalités, continue, dans ses analyses comparatives, de promouvoir le paradigme réaliste qu'il juge plus pertinent que les autres, au nom de sa valeur transhistorique. Quoi qu'il en soit, des politologues ne désespèrent pas de voir la théorie des relations internationales entrer en phase avec la pensée de Kuhn. Les opportunités épistémologiques qui feraient qu'incommensurabilité ne rythme plus avec incompatibilité ont été perçues, comme on l'a noté, par Samuel Barkin, selon qui « un réalisme constructiviste pourrait étudier la relation entre les structures normatives, les vecteurs de la moralité politique, et l'usage de la puissance ».

Et, au final, le constructivisme réaliste pourrait faire ressortir des changements dans les relations internationales, « en un sens que ni le constructivisme idéaliste (avec sa vision finalement statique de la moralité politique), ni le réalisme matérialiste et positif (avec sa vision dédaigneuse de la moralité politique) ne sont en mesure de dégager » ²⁴⁶. De son côté, le pragmatisme avait déjà montré que toute théorie sur l'organisation politique du monde est construite dans une certaine perspective, en fonction d'un horizon ethnocentrique, mais également d'une totalité matérielle et immatérielle. Il reste maintenant aux nouveaux partisans de l'interparadigmité à concocter des figures et des programmes alternatifs qui pourraient être les différentes facettes de « la fusion des horizons », selon l'expression qu'utilise Gadamer pour suggérer une synthèse interethnocentrique.

[75]

3. Système international, société internationale, système mondial, société mondiale, empire : quel ordre mondial ?

[Retour au sommaire](#)

²⁴⁶ J. Samuel Barkin, *op. cit.*, p. 338.

Système international, société ou communauté internationale, système mondial, société mondiale ou société civile globale, empire, sont des expressions que l'on s'est habitué à utiliser, en particulier dans les médias, sans trop se soucier de la précision, cela en dépit des avancées de l'école anglaise, signalées plus haut. Sans se préoccuper non plus de savoir à quel ordre mondial et à quels enjeux chacune d'entre elles renvoie exactement. Or, ces diverses terminologies réfèrent directement aux visions du monde et aux paradigmes que nous venons de parcourir. Celles et ceux qui, pessimistes ou optimistes, inspirent les différents auteurs, théoriciens ou non, qui ont écrit sur la géopolitique et les relations internationales, en fonction des acteurs, des valeurs, ou des problématiques (celles de la sécurité et de l'échange en priorité) qu'ils pensent essentiels. En ce sens, elles résument les enjeux et les perspectives d'évolution du monde contemporain, dont on peut croire qu'il continuera à obéir à des logiques de domination et d'affrontement, périodiquement compensées par la réalisation d'équilibres précaires, ou qu'enfin devenu un « monde sans ennemis », il s'oriente vers plus de partage, de compréhension mutuelle, parce qu'engagé dans un double processus d'homogénéisation des valeurs et d'institutionnalisation universelle des rapports humains. À notre avis, s'il y a une théorie globale des relations internationales à construire, c'est bien à partir de ce questionnement : le monde, à partir d'histoires multiples et particulières et d'espaces différenciés ou hétérogènes, est-il en voie d'homogénéisation ? Sous quelles formes et sous quelles forces ? Au prix de quelles crises ?

Travailler à son élaboration supposerait de toute évidence une mobilisation de l'ensemble des sciences humaines et sociales incompatible avec la prétention de l'une d'entre elles à l'exclusivité. Pour fixer des repères aux possibles discussions à venir, il est intéressant de rappeler les démarcations que traçait Hedley Bull entre les formes d'organisation du monde ici évoquées. Par système international, il faut exclusivement comprendre, selon ce [76] politologue, le système des États. Un tel système existe quand deux ou plusieurs États ont suffisamment de contacts entre eux et suffisamment d'impact sur les autres du fait de leurs décisions, pour les obliger à se comporter comme les parties d'un tout. Or, pendant des siècles, il n'y a pas eu de système international au sens global. Il n'exista longtemps que des systèmes régionaux (système méditerranéen, système chinois...) non connectés. Le système international suppose la coexistence d'États souverains plus ou moins hostiles les uns aux autres. Il devient une société internationale ou une société des États, d'après Bull, « quand un groupe d'États conscients de certains intérêts communs et de certaines valeurs communes, forment une société dans le sens où ils se conçoivent liés entre eux par une série de règles communes dans leurs relations mutuelles, et quand ils collaborent à la construction d'institutions

communes » ²⁴⁷. Dans l'Antiquité, on peut ainsi concevoir, avance-t-il, une société internationale grecque, aux XVI^e et XVII^e siècle, une société internationale chrétienne, aux XVIII^e et XIX^e siècle, une société internationale européenne. Depuis 1989, assiste-t-on aux débuts d'une société internationale mondiale avec le renouveau des Nations unies ? C'est moins certain depuis septembre 2001 et la réaction unilatérale américaine. En troisième lieu, néanmoins, la multiplication des nouveaux acteurs (firmes, individus, ONG, mafias) et des nouveaux liens transnationaux (c'est-à-dire qui traversent les frontières sans en référer aux États) a conduit différents auteurs à préfigurer une société mondiale dans laquelle l'État, non seulement n'est plus considéré comme l'acteur unique de la vie internationale, mais dans laquelle il est pris et entravé par un enchevêtrement d'interactions et de réseaux.

Dès 1972, John Burton représentait sa *World Society* sous la forme d'une toile d'araignée où chaque acteur est uni, au-delà des frontières physiques, à tous les autres par des liens croisés de toutes natures. Les transactions forment des sous-systèmes qui finissent eux-mêmes par s'agréger en réseaux de réseaux. Depuis d'autres auteurs sont allés plus loin en postulant la formation d'une société civile globale. Mais une lourde contradiction compromet un tel pronostic, surtout si nous faisons nôtre cette définition que donnait Hedley Bull de la société mondiale :

[77]

« Par société mondiale nous entendons qu'il existe non seulement un haut degré d'interaction entre tous les membres de la communauté humaine, mais aussi un sens de l'intérêt commun et des valeurs communes sur la base desquels des règles et des institutions communes pourraient être bâties. Le concept de société mondiale, dans ce sens, contient la totalité de l'interaction sociale globale comme notre concept de la société internationale embrasse le concept de système international » ²⁴⁸.

En effet, alors que la société internationale inférait l'existence d'un ordre international répondant à trois objectifs (la préservation de la société des États elle-même, la sauvegarde de l'indépendance des États, la paix) le débordement des États par les nouveaux acteurs engendre le désordre international et met en place un véritable « féodalisme transnational ». Les nouveaux acteurs ne partagent pas les mêmes valeurs et n'ont pas les mêmes motivations. Ils développent des

²⁴⁷ Hedley Bull, *op. cit.*

²⁴⁸ Hedley Bull, *op. cit.*, p. 279.

stratégies de contournement des États et des réglementations dans le but unique de satisfaire des intérêts particuliers. Leurs commerces sont parfois illicites et, de plus en plus souvent, on constate une privatisation des méthodes de coercition, de la violence et en conséquence de la sécurité. Autrement dit, c'est au moment où le système des États atteignait le stade d'une « anarchie mature », selon l'expression de Barry Buzan, c'est-à-dire une maîtrise des tensions consécutives à l'absence de tout pouvoir mondial, que la mondialisation sous tous ses aspects aggrave le désordre mondial. Elle obtient ce résultat en élargissant à toute la planète l'espace d'action des « nouveaux féodaux », en particulier les nouvelles puissances privées économiques et financières et les mouvements terroristes. Dans ces conditions, le concept de société apparaît pour le moins prématuré, et au final, le concept le plus opératoire demeure celui de système mondial. Entendu comme la combinatoire de plusieurs sous-systèmes en interaction tels le système des États, le système économique mondial qui pourrait lui-même être subdivisé (système productif, système financier), le système symbolique (celui des idéologies, des religions, des cultures).

Au fond, les notions de système et de société sont une autre façon d'aborder la question de l'ordre ou du désordre mondial, comme cela est clair chez Bull. L'ordre peut être défini comme un ensemble plus ou moins stable de principes, de règles et de [78] pratiques intériorisées par les acteurs et dont le respect est garanti par des sanctions. Il en a existé historiquement deux types. Tandis qu'un troisième a été essayé, sans grand succès, au XX^e siècle, mais il structure toujours le discours diplomatique de la plupart des principales puissances. Le premier est l'ordre par l'empire, à partir d'un centre hégémonique, à vocation longtemps régionale ou continentale plutôt que mondiale, habité ou non par une ambition d'universalité. Le second est l'ordre par l'équilibre, dont le but est l'empêchement de toute tentation hégémonique. Il offre en réalité deux cas de figures : l'ordre par la concertation et les compromis, comme cela a pu être le cas entre 1713 et 1792 et surtout lors du fameux « Concert européen » de 1815 à 1870 ; l'ordre de la « paix armée » et de l'intimidation mutuelle du système bismarckien et de la guerre froide. Le troisième, qui est l'ordre par le droit, n'a jamais existé et reste une aspiration, sauf si on veut voir son application dans la construction européenne. En effet, la Société des Nations a connu très vite l'immobilisme et l'échec, tandis que le fonctionnement des Nations unies est loin d'avoir satisfait aux règles du droit international. Quant à l'expérience européenne depuis 1945, et surtout depuis 1958, si elle correspond à un ordre par la démocratie, son objectif est plus ambitieux puisqu'elle vise à l'édification d'une nouvelle entité politique. Néanmoins, la réussite de la gouvernance européenne, fondée sur l'État de droit, constitue un modèle pour tous ceux qui entendent sortir l'ensemble du monde des

pour tous ceux qui entendent sortir l'ensemble du monde des seuls rapports de forces, à une époque où on évoque de plus en plus le « retour de l'empire ».

A. L'Histoire du monde : une succession d'empires ?

[Retour au sommaire](#)

« Tout empire périra », énonce Jean Baptiste Duroselle ²⁴⁹, mais un autre survient et le remplace. Telle semble être, à première vue, la règle depuis les plus anciens temps, où que l'on se situe sur la terre à l'exception de quelques séquences historiques en Europe. Si l'on dresse un tableau qui fait le parallèle entre les histoires propres à chaque continent, on remarque que depuis la Haute Antiquité se sont succédé partout des empires. Bien que l'on puisse croire que leur temps est révolu, au nom [79] d'une modernité globalisée, il n'empêche que leurs spectres ou leur nostalgie, parce qu'ils étaient parfois synonymes de paix et de sécurité, hantent toujours les peuples. Faut-il dès lors s'étonner du retour du concept d'empire en même temps (cela va de pair) que de celui de la « Grande Histoire » dans l'explication des relations internationales ²⁵⁰ ? La question de la pertinence de ce concept, qu'il convient de définir et de bien cerner à la lumière notamment de l'histoire de l'Europe, mérite d'être posée à l'égard du nouveau rôle international des États-Unis.

Les types d'empires et le cycle des grandes puissances

Dans les temps anciens, il a existé essentiellement deux sortes de formations politiques : les empires, qui regroupaient de vastes territoires, et les cités. Tandis que les empires continentaux ont été souvent de courte durée (dix années pour celui d'Alexandre), les cités ont survécu plus longtemps, surtout quand elles s'étaient forgé, comme la thalassocratie athénienne, un système de défense collective (la Ligue de Délos) qui ressemblait beaucoup à un empire maritime. C'est que les premiers (il en ira de même de la plupart de leurs suivants) succombaient à un excès rédhibitoire, celui de la surexpansion, c'est-à-dire du déséquilibre entre le coût militaire et administratif, d'une part, et les ressources

²⁴⁹ Jean Baptiste Duroselle, *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981.

²⁵⁰ Michael Cox, Tim Dunne and Ken Booth, *Empires, Systems and States. Great Transformations in International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 2.

économiques, financières, bien sûr, mais aussi politiques (personnel et modes d'organisation), d'autre part ²⁵¹.

Paul Kennedy a bien montré comment « la richesse est généralement nécessaire pour soutenir la puissance militaire, et la puissance militaire est généralement nécessaire pour acquérir la richesse et la protéger » ²⁵². Autrefois, comme à des époques plus récentes, ces empires éphémères (mongols, napoléonien ou hitlérien par exemple) ont surtout engendré des guerres en série qui ont généralement bouleversé l'histoire et la géographie politiques d'un continent. En revanche, l'un des plus durables, plus de trois cents ans, l'Empire romain, doit sa résistance au temps au fait qu'il ait su allier, l'autorité par la force, l'*imperium*, à l'autorité par les valeurs et par le sens politique (le bien commun qu'il garantissait), la *potestas*. D'autres, qui ont traversé des siècles, doivent leur si longue vie au fait qu'ils étaient liés à des dynasties, [80] tels les empires byzantin (395-1453), ottoman (1326-1922), des Habsbourg (1519-1918), des Romanov (1584-1917) ou chinois des Tang, des Ming et des Qing. Avec les Temps Modernes et la découverte des autres continents par les Européens, sont apparus les empires coloniaux, en Amérique d'abord, aux XVI^e et XVII^e siècles, où ils supplantèrent parfois des empires indigènes, puis, alors que le Nouveau Monde s'était émancipé, en Afrique et en Asie, au XIX^e siècle. D'origine maritime puisque la conquête est venue de la mer, et parce que leur finalité commerciale était beaucoup plus marquée que pour leurs homologues terrestres, ces empires, soutient Jean-Baptiste Duroselle, offrirent une grande affinité avec l'« empire athénien » ²⁵³. D'ailleurs, il est notoire que la puissance britannique a été perçue comme une thalassocratie (avec raison quand on compare la part écrasante de son empire colonial relativement aux capacités de la métropole dans le bilan global de cette puissance à la veille de la Grande Guerre).

Peut-on en dire autant des États-Unis aujourd'hui qui ne disposent ni d'un empire territorial, ni d'un empire colonial, mais qui dominent les mers ? Ou bien ne faudrait-il pas inventer à leur endroit une nouvelle terminologie, celle d'empire-réseau en phase avec le *soft power* ? Il y a là un questionnement très actuel sur la nature et les limites du *leadership* américain. L'ascension et le déclin des grandes puissances, s'ils sont directement liés aux mutations technologiques et à la compétitivité militaire dépendent, comme Paul Kennedy y insiste, des autres facteurs essentiels que sont la démographie, la géographie, la culture des

²⁵¹ Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances. Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Paris, Payot, 1989.

²⁵² *Ibid.*, p. 18.

²⁵³ J-B Duroselle, *op. cit.*, p. 346.

élites et l'organisation politique qui va avec. Certes, le problème n'est pas que quantitatif, mais il n'est pas indifférent de savoir que la prépondérance française en Europe, de Louis XIV à Napoléon, correspond au fait que la France a été, aux XVII^e et XVIII^e siècles, le pays le plus peuplé du continent, exception faite de l'immense Russie. Ainsi, sur la base d'une population de 20 millions d'habitants, le Roi Soleil a « fait passer son armée de 30 000 hommes en 1659 à 97 000 en 1666, jusqu'au chiffre colossal de 350 000 hommes en 1710 » ²⁵⁴. En revanche, en 1914, la démographie française fut dépassée par celle de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, du Royaume-Uni et rejointe par celle de l'Italie. Ensuite, la densité, le niveau de vie et d'éducation, la formation professionnelle, [81] l'investissement, l'homogénéité ethnique et culturelle sont des critères qualitatifs essentiels que l'historien des relations internationales se doit de prendre en considération. En même temps qu'elle demeurait le pays le plus peuplé d'Europe de l'Ouest, la France d'Ancien Régime en était aussi le plus grand. Pourtant, ce ne fut pas qu'un avantage car, explique Kennedy, si sa puissance défensive restait considérable, elle se trouvait « moins bien placée pour mener à terme une campagne de conquête décisive ; bloquée dans toutes les directions, en partie par des barrières géographiques, en partie par les ambitions et les intérêts de plusieurs autres grandes puissances » ²⁵⁵ voisines. Une situation géostratégique délicate dont elle n'avait pas l'exclusivité puisque, par exemple, les deux grandes puissances allemandes de cette période, l'empire des Habsbourg et le Brandebourg, connaissaient la même situation. En outre, géopolitiquement parlant (cela pèse lourd dans la rivalité qu'elle entretenait avec l'Angleterre), la France conservait un statut de puissance hybride, d'État écartelé entre des visées continentales et des ambitions maritimes et coloniales. Or, toujours trop engagés dans les luttes continentales, les gouvernements français successifs n'ont jamais pu consentir l'effort financier nécessaire qui leur aurait permis de mettre en échec la *Royal Navy* ; sauf à l'occasion de la guerre d'indépendance américaine (1778-1783). Cette influence des choix stratégiques des élites, en fonction de leurs prédispositions culturelles, est bien illustrée par le parallèle que l'on trouve chez Paul Kennedy entre le « miracle européen » et la régression chinoise aux XV^e-XVI^e siècles ²⁵⁶.

En effet, au début du XV^e siècle, après qu'elle ait débarrassé la Chine de la domination mongole et restauré l'empire, la dynastie des Ming régna sur une population comprenant entre 100 et 130 millions d'individus, en disposant d'une

²⁵⁴ Paul Kennedy, *op. cit.*, p. 122.

²⁵⁵ *Ibid.*, p. 123.

²⁵⁶ *Ibid.*, p. 32-60.

réelle avance technologique en termes de sidérurgie, de canons à poudre, d'imprimerie, de papier-monnaie, de flotte de haute mer... Alors que tout prédestinait la Chine, dont les premiers navigateurs s'étaient aventurés jusqu'en Afrique orientale, à découvrir le monde, et sans doute à rayonner sur lui, elle lui tourna le dos. La décision de cet enfermement, que l'on peut dater de 1434, incombe au « conservatisme absolu de la bureaucratie confucéenne » hostile à [82] l'armée et à la marine, mais aussi au commerce et à toute activité spéculative, bref à tout ce qui pouvait faire de l'ombre à l'administration impériale ²⁵⁷. Tandis que la Chine close allait sombrer dans la léthargie et perdre tout le bénéfice de ses inventions (parce que non transformées en innovations selon la thèse de Joseph Schumpeter), l'Europe occidentale, politiquement fragmentée, connaissait un essor incomparable. Le contexte géographique favorable, le développement des échanges, en même temps que la concurrence entre les États, y enclenchèrent une croissance décentralisée, elle-même inhérente à une « course aux armements » entre les cités et les royaumes, bien moins nécessaire en Asie et ailleurs où les pouvoirs impériaux ou religieux avaient suffisamment consolidé leur autorité depuis longtemps. Ensuite, la supériorité militaire, caractéristique en matière d'artillerie, et la suprématie maritime assurée par l'apparition des bateaux à voile à grand rayon d'action, donnèrent ensemble toute son impulsion à l'expansionnisme européen. Cette pluralité politique précoce de l'Europe explique une organisation en trois temps des relations dans le Vieux Continent.

*L'exceptionnalité européenne:
la succession des trois ordres*

Dans le monde romain, à partir du III^e siècle, le christianisme supplanta la philosophie rationaliste des stoïciens. Il devint la religion officielle en 380, après la conversion de l'empereur Constantin en 312. Dès lors, quand il succomba aux invasions barbares à la fin du V^e siècle, la seule institution viable dans sa partie occidentale fut l'Église catholique. Du côté oriental, l'ordre impérial byzantin se maintint jusqu'à la chute de Constantinople en 1453, soit jusqu'à la fin du Moyen Âge. À l'Ouest, malgré l'existence de nouveaux royaumes, dont certains comme la France, l'Angleterre et la Castille allaient s'affirmer et se consolider, le désordre du morcellement féodal entretenait la nostalgie de l'empire. Surtout que celle-ci était, d'une certaine façon, avivée par la brièveté de la « renaissance carolingienne ». Interrompue par le partage de Verdun de 843, la régulation

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 36.

impériale céda donc la place, au Moyen Âge, à l'arbitrage pontifical. Hormis la tellement éphémère association de [83] l'empereur Otton III (996-1002), allemand par son père et grec par sa mère, et du pape Sylvestre II (998-1003), le Français Gerbert d'Aurillac, appelé à Rome par le premier dont il avait été le précepteur, la cohabitation des deux pouvoirs s'avéra des plus délicates. Au point que la lutte entre le Pape et l'Empereur, celui du Saint Empire romain, appelé germanique seulement à partir de 1512 et jusqu'à son abolition en 1806, contribua à la rupture de la *Res Publica Christiana*. Le premier usant du procédé de l'excommunication pour délégitimer le second, lequel n'hésita pas à faire élire un autre pape à sa dévotion. Elle facilita la résistance des royaumes les plus stables à leurs prétentions hégémoniques respectives, spirituelle ou temporelle. Cette rupture fut d'abord la conséquence du mouvement de la Réforme qui provoqua l'éclatement des valeurs religieuses dont le caractère unitaire légitimait l'ordre impérial au Moyen Âge.

Avec, au XVI^e siècle, la disparition de l'ordre hégémonique, séculier et romain, l'ordre par l'équilibre devient une nécessité entre des monarchies nationales qu'opposaient des rivalités dynastiques, territoriales, commerciales et parfois confessionnelles. Surtout que la tentation impériale n'avait pas disparu comme le montrent les règnes de Charles-Quint, Philippe II, ou Louis XIV. C'est d'ailleurs au cours de ces règnes que furent signés les traités de Westphalie, en 1648, et ceux d'Utrecht et de Rastatt, en 1713 et 1714, qui fixèrent la configuration européenne des Temps modernes. Les premiers, ceux de Münster et d'Osnabrück, mirent fin à la guerre de Trente Ans qui venait de ravager l'Allemagne, et à la dernière tentative hégémonique des Habsbourg (celle de Ferdinand II) qui s'étaient fait trop d'ennemis et qui avaient trop de fronts à défendre. Ils consacraient le droit des États royaux et princiers aux dépens de l'idée impériale, en même temps qu'ils posaient l'indépendance religieuse des monarques. Mais, en morcelant l'Allemagne en près de trois cents États, ils favorisaient la France et la Suède. C'est pourquoi les Traités d'Utrecht et de Rastatt, qui marquent l'entrée de l'Angleterre sur la scène européenne, au nom de l'équilibre continental, suivirent justement l'échec de Louis XIV dans la guerre de succession d'Espagne, dont le résultat inverse aurait donné l'hégémonie aux Bourbons. Quant à la Suède, devenue [84] une puissance régionale assez considérable, elle se perdit elle-même à cause de l'aventurisme de Charles XII (défait à Poltava face aux Russes, en 1709).

L'ordre par l'équilibre implique ainsi un jeu d'alliances et de coalitions toujours fragiles et toujours prêtes à être reconsidérées. Les difficultés du XVIII^e siècle en attestent quand la France révolutionnaire, avec plus de 25 millions

d'habitants et à la pointe du progrès technique, avec l'Angleterre, les deux pays où la révolution industrielle a commencé, se mit en tête de bouleverser l'ordre européen au nom de ses postulats politiques universalistes. Ramenée à plus de sagesse par la coalition contre elle de toute l'Europe, la France participa après 1815, avec l'accord de Metternich, au bon fonctionnement du « Concert européen ». Malgré la poussée des nationalités, les conflits balkaniques et les guerres de l'unité italienne ou allemande, la structure informelle mais codifiée du Concert évita jusqu'en 1870 tout conflit généralisé ²⁵⁸. Le « directoire européen » (Angleterre, France, Prusse, Autriche, Russie) réussit, grâce à une diplomatie de congrès (Aix la Chapelle, 1818, Vienne, 1822, Londres, 1831) et à des échanges bilatéraux permanents, à surmonter les principales difficultés. Cela malgré « l'accroc » de la guerre de Crimée (1853-56) et la guerre franco-prussienne, qui restèrent malgré tout des guerres locales.

Après l'annexion de l'Alsace-Lorraine, que Bismarck ne souhaitait pas car il savait qu'elle rendrait tout rapprochement avec la France impossible, le Concert ne fonctionna guère plus que pour les questions coloniales (Congrès de Berlin de 1885). La configuration diplomatique de l'Europe devint alors bipolaire. Dans un premier temps, le chancelier allemand tenta avec succès d'isoler la France grâce à un subtil réseau d'alliances peu compatibles *a priori*, puisqu'il associait l'Allemagne, la Russie, l'Italie et l'Autriche, sachant que cette dernière entretenait de forts contentieux avec les deux précédentes.

Mais, après son départ, en 1890, la société des États européens se scinda en deux blocs antagonistes (Triple Alliance et Triple Entente) dont l'équilibre instable bascula brutalement dans la première guerre mondiale, à cause du dogme de l'automaticité des alliances. L'ordre européen par l'équilibre avait [85] vécu. Car après 1918, en dépit de l'idée d'un ordre par le droit dans le cadre de la Société des Nations, dont le champ d'action ne se limita plus à l'Europe, en dépit du projet d'union européenne d'Aristide Briand, l'intransigeance des uns, la rancœur des autres, et le morcellement de l'Europe centrale consécutivement à la dissolution de l'Autriche-Hongrie, rendirent illusoirs les meilleures intentions comme le prouva le retour de la guerre. Ce n'est que depuis 1945, que l'ordre par le droit devint réellement effectif. Sous couvert il est vrai d'un magistère américain qui encouragea de façon très volontariste la coopération et assura efficacement la protection du continent européen pendant la guerre froide.

²⁵⁸ Jean Béranger et Georges-Henri Soutou (dir.), *L'Ordre européen du XVI^e au XX^e siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1998.

Néanmoins, la répétition des négociations de la construction européenne engendra, au fil du temps, un authentique droit communautaire qui imposa ses principes aux législations nationales. Avant même le ratage de la ratification de la « Constitution européenne », suite aux refus français et néerlandais de 2005, la Communauté puis l'Union avaient progressivement glissé vers un statut de confédération qu'il s'agissait avec le nouveau traité d'officialiser, tout en rationalisant les modalités de son fonctionnement. Rappelons qu'à la différence de ce qui se passe dans une fédération, la confédération est une forme d'association entre des États dans laquelle l'instance centrale (la Commission dans l'UE) dépend toujours des gouvernements nationaux. Il y a subordination de la première aux seconds. En outre, dans la confédération, il n'existe pas (malgré l'élection du Parlement européen au suffrage direct) de contact entre les peuples des unités constitutives et l'autorité centrale. Les États membres conservent ainsi leur souveraineté, même si dans le cas de l'Union européenne ils ont commencé à les partager d'une façon assez complexe et, semble-t-il, variable ²⁵⁹. Ces considérations d'ordre institutionnel mériteraient une réflexion plus approfondie, mais, ce que l'on peut se demander, sans attendre, c'est si cette construction sur le seul droit résisterait à de forts déséquilibres internes ou à un violent stress extérieur, à un choc systémique. En général, la confédération se dissout quand les circonstances ne lui sont plus favorables, ou alors, elle est une étape sur la voie de l'État fédéral.

[86]

Un empire ou un système américain ?

Depuis 1945, il n'y a plus aucune grande puissance proprement européenne et l'Europe diplomatico-militaire n'existe toujours pas. Depuis 1989-1992, il n'y a plus d'Union soviétique, mais ce n'est pas pour autant qu'a été créé un « Concert mondial » au sens de celui qu'a connu l'Europe, même si l'on ne cesse d'augmenter le chiffre de ce qui fut au début le G5, puis le G7. C'est qu'il n'est plus d'équilibre possible, tellement les « différences de potentiel » sont énormes entre l'unique superpuissance et les autres États. Au moins jusqu'à ce que la Chine et un peu plus tard l'Inde viennent contester la suprématie américaine. La question n'étant plus que de savoir dans combien de temps ? La théorie des

²⁵⁹ Dans l'abondante littérature anglo-saxonne consacrée à la question du fédéralisme, et à des formes plus ou moins abouties, on peut se référer à K. C. Wheare, *Federal Government*, Londres, Oxford University Press, 1963.

transitions de puissance élaborée par plusieurs auteurs réalistes américains ²⁶⁰ rejoint sur ce point l'avis de Paul Kennedy selon qui « il existe une dynamique du changement, alimentée principalement par l'évolution de l'économie et des techniques, qui influe sur les structures sociales, les systèmes politiques, la puissance militaire et la position des États et des empires » ²⁶¹. Ceci conduit à penser que le monde n'a pas plus de chances de rester figé en 2030 qu'en 2001, en 1989, en 1870, ou en 1453, et que compte tenu des « tendances mondiales » actuelles, il faut d'ores et déjà, comme nous l'avons montré, envisager un « décentrement » de la carte géopolitique mondiale vers l'Asie et le Pacifique nord. En attendant, les États-Unis disposent d'un « moment hégémonique » autour duquel vient de s'ouvrir un vaste débat. De nombreux auteurs tels Chalmers Johnson ²⁶², Benjamin R. Barber ²⁶³, en Amérique, Emmanuel Todd ²⁶⁴ en France, s'inquiètent de la montée en puissance d'un nouvel impérialisme américain dont ils dénoncent les méfaits et les impasses, tandis que quelques-uns, plus rares, soit, comme Niall Ferguson ²⁶⁵, y trouvent leur compte, soit, comme G. John Ikenberry ²⁶⁶, contestent la qualité d'empire attribuée au système international organisé autour des États-Unis.

Il faudrait d'abord savoir si l'on utilise le terme d'empire dans son sens classique qui implique le contrôle politique par un centre dominant des politiques interne et extérieure d'États faibles, ou si l'on désigne par là un système hiérarchique de relations politiques dans lequel l'État le plus puissant exerce une influence décisive [87] sur les autres. Pour C. Johnson, si la fin de la guerre froide avait annulé la justification du déploiement militaire mondial des États-Unis, l'attentat du 11 septembre les a autorisés à remobiliser leurs alliés et à réactiver leurs bases. Et leur emprise militaire leur permet d'exercer un « *global racket* ». Quant à Barber, déjà célèbre pour sa dénonciation d'une globalisation sans frein et déstabilisante, il soutient que la logique de la mondialisation induit la logique

²⁶⁰ R. Tammen *et al.*, *Power Transitions. Strategies for the 21^e Century*, New York, Chatham House Publishers, 2000.

²⁶¹ Paul Kennedy, *op. cit.*, p. 489.

²⁶² Chalmers Johnson, *The Sorrows of Empire : Militarism, Secrecy, and the End of the Republic*, New-York, Metropolitan Books, 2004.

²⁶³ Benjamin R. Barber, *Fear's Empire : War, Terrorism, and Democracy*, New York, Norton, 2003.

²⁶⁴ Emmanuel Todd, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002.

²⁶⁵ Niall Ferguson, *Colossus : The Price of America's Empire*, New York, Penguin Press, 2004.

²⁶⁶ John Ikenberry, « American Power and the Empire of Capitalist Democracy », in *Empires, Systems and States*, *op. cit.*, p. 191-212.

d'empire et que finalement l'expansion du « *Mc World* » a engendré une tentative impériale à laquelle a succombé l'Administration Bush.

Or, dans un monde aussi complexe et interdépendant que celui dans lequel nous vivons, la stratégie impériale est contre-productive parce que la crainte rend bien des États hostiles à l'ordre impérial. Todd, en ce qui le concerne, fait siennes les idées des deux auteurs précédents puisqu'il tient les États-Unis pour une économie prédatrice levant tribut sur toutes les autres, mais en même temps en voie d'affaiblissement à cause de la corruption de la démocratie américaine et de la désintégration sociale qui la guette. Ferguson n'est pas aussi sévère. Au contraire, il voit l'empire américain comme un empire libéral fondé sur des institutions généralement acceptées, qui garantit le bien commun en maintenant la paix, la liberté des mers et des cieux, et celle des échanges. Ce qui le rapproche beaucoup de l'Empire britannique de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Par ailleurs, la diffusion de la langue anglo-américaine, des idées et de la culture des États-Unis vaut la comparaison avec Rome. À cette différence près que l'hégémonie américaine s'exerce au nom de l'anti-impérialisme, et d'un ordre mondial qui assure tout un lot de bénéfices aux autres États. Le monde a donc besoin de l'empire américain, sans lequel il aurait versé dans le chaos au lendemain de la Guerre Froide. G. John Ikenberry est assez d'accord avec Ferguson, sauf qu'il réfute le terme d'empire et lui préfère le concept de système américain. Certes, admet-il, les États-Unis sont une superpuissance globale sans précédent dans l'histoire, sans véritable concurrent idéologique et sans contrepoids à l'heure qu'il est, mais différents constats font qu'elle n'est pas assimilable à un empire. C'est d'ailleurs, ce qui rend à ses yeux l'ordre unipolaire américain hautement durable.

[88]

Le premier constat est que la prépondérance américaine repose bien entendu sur la puissance militaire, mais celle-ci, loin d'être strictement coercitive, étend sa protection à plusieurs régions du monde, où elle est bien accueillie parce qu'elle les met à l'abri des rivalités locales. Cette puissance est au service de l'économie de marché puisqu'elle sécurise les approvisionnements en matières premières et produits énergétiques autant qu'elle a contribué à la mise en place et à l'extension du commerce multilatéral.

Le second constat est que les États-Unis sont géographiquement isolés, et que pour cette raison ils n'ont jamais eu d'ambitions territoriales. Ils sont la seule grande puissance à n'avoir jamais eu à compter avec d'autres grandes puissances dans leur voisinage. Dès lors, au contrôle territorial, ils ont pu substituer encore

plus systématiquement que l'Angleterre dans le passé la gestion des rapports entre les puissances. Et quand leur intervention est nécessaire, en tant qu'allié ou médiateur pacificateur, c'est à la demande de l'une ou de plusieurs d'entre elles. Aussi l'image des États-Unis a-t-elle toujours été relativement moins coercitive et moins hégémonique que celles des autres grandes puissances.

En troisième lieu, et cela vient renforcer cette image plutôt positive, l'ordre unipolaire américain est aussi organisé sur la base de politiques démocratiques adoptées au cœur d'un réseau complexe d'institutions intergouvernementales. Ce qui rassure les États les plus faibles, car les asymétries de pouvoir sont moins effrayantes ou déstabilisantes quand elles existent entre des démocraties. D'après Ikenberry, le caractère ouvert et décentralisé du système américain procure la possibilité aux autres États de faire entendre leurs voix dans les processus de décision au sein de l'ordre hégémonique. C'est ce qui le conduit à assimiler cet ordre à une « hégémonie pénétrée », nous dirons partagée. Une autre caractéristique essentielle de cette dernière est qu'elle offre aux États-Unis les moyens de s'autorestreindre dans l'exercice de la puissance. En effet, le contexte pluraliste dans lequel la politique extérieure américaine est définie évite les mauvaises surprises et permet aux autres États de construire sur le long terme des relations mutuellement bénéficiaires. Les liens institutionnels qui unissent l'Amérique à ses partenaires européens et asiatiques notamment, qui permettent de dépasser toute crainte de domination, contribuent largement à cette modération.

[89]

Le quatrième argument, non des moindres, qu'avance Ikenberry pour contredire la connotation impériale du système américain, est que celui-ci est d'autant plus facilement accepté par le reste du monde qu'il existe une profonde congruence entre le modèle américain et les forces de la modernisation. Le point important n'est pas que les États-Unis aient forcé les autres sociétés à embrasser leurs projets et leurs objectifs, mais que tous les États sont pris dans un même système de transformation globale axé sur l'industrialisation et la mobilisation sociale. Tant et si bien que la synchronie entre l'émergence des États-Unis en tant que puissance libérale globale et les impératifs globaux de modernisation crée une sorte de fusion fonctionnelle entre eux-mêmes et l'ordre mondial. Dans cette homogénéisation hégémonique de la planète, comme nous l'avons caractérisée, deux facteurs jouent, précise Ikenberry, des rôles moteurs : le nationalisme civique et le multiculturalisme des États-Unis. Le premier, parce qu'il dépasse les différences raciales, ethniques, religieuses, sexuelles et linguistiques, et qu'il s'enracine dans la conviction démocratique et le respect de la loi, et le second,

parce qu'il favorise une approche multilatérale de la politique extérieure. Les deux éléments pris ensemble, parce qu'ils permettent aux États-Unis d'éliminer les tensions qui ont brisé, au dix-neuvième siècle, les empires multinationaux, vont dans le sens d'une modernisation globale. Toutes ces bonnes raisons mériteront d'être réexaminées dans le détail, d'autant plus qu'elles sont aujourd'hui mises à l'épreuve des événements. Le multiculturalisme, par exemple, n'est pas, selon des analystes comme Michael Lind, la panacée ; au contraire, il menacerait, malgré l'existence d'une culture américaine commune, la cohésion, sinon l'unité des États-Unis ²⁶⁷. En outre, il ne constitue une caractéristique de la modernité qu'à travers les lunettes de l'ethnocentrisme occidental, car il est absent d'immenses blocs de l'humanité. On n'observe pas de grands flux migratoires vers la Chine continentale, l'Inde, le monde musulman ou l'Afrique...

Quoi qu'il en soit, ces quatre arguments (stratégique, géopolitique, institutionnel et culturel) font, d'après Ikenberry, que l'ordre unipolaire américain est très différent et beaucoup moins dangereux pour les autres États que tous les ordres par l'empire ou par l'équilibre dont l'histoire nous a gratifiés.

[90]

Dès lors, la modernité libérale, capitaliste, multiculturelle, fondement du système américain, ne préparerait-elle pas l'avènement d'une société globale homogène et relativement pacifiée, par rapport à laquelle la notion d'empire deviendrait incongrue, et par rapport à laquelle l'histoire passée se réduirait à un triste spectacle ?

B. Un monde sans ennemis ?

[Retour au sommaire](#)

Peut-on croire à la disparition de toutes les volontés de puissance et de domination, de toutes les formes d'antagonismes ? Et imaginer au contraire la généralisation d'une culture de paix ? Suffit-il que les acteurs changent leurs visions du monde pour que le monde change ? Qu'une nation considère qu'elle n'a plus d'ennemis virtuels est-elle une garantie pour elle contre toute adversité, toute menace ou agression ? Il serait risqué de répondre à ces questions sans tenir compte de la nature et de la structure du système mondial, plein de contradictions, dont les différents espaces contiennent de multiples défis.

²⁶⁷ Michael Lind, *The Next American Nation. The New Nationalism and The Fourth American Revolution*, New York, The Free Press, 1995.

La guerre des États-Unis contre l'Irak en 2003 est révélatrice de toutes ces interrogations, car, si d'un côté, elle contredit en partie la thèse d'Ikenberry, d'un autre côté, elle fait suite à l'effacement des Américains qui ne se voyaient plus d'ennemis depuis la fin de l'URSS et qui ont été tout surpris d'être attaqués, chez eux de surcroît, et tout simplement de n'être pas aimés par tout le monde.

La contingence de la culture de paix

Le concept de culture de paix renvoie au concept de paix « cosmopolitique » de Kant en tant que conséquence du respect mutuel des souverainetés étatiques et du rejet de toute hostilité naturelle et irréversible dans une perspective de communauté œcuménique. Cependant, c'est l'expérience de l'Europe depuis 1945, et plus spécialement la réconciliation franco-allemande, puis le rôle particulier de ce couple dans la construction européenne, qui ont vraiment donné corps à ce concept. Il s'agit bien d'une culture de respect réciproque, étendue à tous les partenaires européens, visant à écarter tous les risques de conflit par la négociation systématique. Mais au-delà, elle entend favoriser [91] l'intégration en modifiant les mentalités, les perceptions mutuelles et les comportements étatiques ou individuels. Toutefois, l'entreprise est difficile en raison de la très grande diversité des cultures nationales et parce que toute hypothèse d'assimilation par l'une d'entre elles de toutes les autres est impossible, et de toutes les façons écartée par principe. S'il doit y avoir un jour conversion de tous les Européens à une même culture, insinuent certains, qui pensent que l'affaire est déjà en cours, c'est à la culture nord-américaine ! C'est pourquoi, dans l'état actuel des choses, on peut se demander si la culture de paix qui règne en Europe, n'est pas, à l'instar de ce que le professeur de l'Université de Genève, Pierre Allan, dit du consensus helvétique, une « culture d'indifférence ». En l'absence de toutes hostilités déclarées ou d'animosités latentes, mais également de réelles et massives interpénétrations culturelles (comme pourtant les gouvernements respectifs se sont efforcés de les stimuler entre Français et Allemands), l'indifférence des peuples les uns à l'endroit des autres serait alors le vrai facteur de paix.

Cet aspect minimal de la culture de paix européenne pose d'ailleurs un double problème : celui de sa pertinence dans un espace de plus en plus vaste ; celui de son exportation à d'autres continents, comme le voudrait la diplomatie européenne balbutiante. Dans la mesure où l'effet de proximité géographique ne jouerait plus son rôle, comme dans la Confédération helvétique ou comme dans l'Union européenne, passée de quinze à vingt-cinq ou à vingt-sept États, on peut

se demander en cas de nouvel élargissement si cette culture de l'indifférence s'avérerait suffisante face à des tensions éventuelles. Surtout s'il s'agit de faire entrer dans l'Union des nations aussi culturellement éloignées que la Turquie, dont la contribution matérielle sera extrêmement minime. Or, sans un tant soit peu de réciprocité, l'indifférence ne peut que favoriser la dilution. Ce qui ne serait pas le cas avec la Russie, dont les immenses ressources ne sauraient demeurer sans attrait pour les peuples de l'Union européenne quand les temps de pénurie et de restriction énergétiques commenceront.

La contingence de la culture de la paix apparaît plus évidente encore quand on quitte l'espace européen. Cela est ressorti lors du débat ouvert par Robert Kagan quand il a opposé l'« Europe kantienne » à l'« Amérique hobbesienne », suite au désaccord entre les deux pôles de l'Occident à l'occasion de l'intervention [92] américaine en Irak ²⁶⁸. Malgré quelques outrances et contradictions de cet éditorialiste du *Washington Post*, qui dans les articles qui ont accompagné son livre voyait la France tantôt néo-wilsonienne ²⁶⁹, tantôt néogaulliste ou néobonapartiste ²⁷⁰, au fur et à mesure que la tension montait, il avait raison de dire que les deux visions opposées du monde étaient conditionnées chacune par des capacités stratégiques que tout sépare. D'un côté, il est d'autant plus tentant pour les Européens de croire qu'ils sont montés au « paradis post-historique », selon l'expression de Kagan, ou qu'ils sont enfin sortis de l'histoire, qu'ils sont incapables d'organiser, en commun et de façon autonome, la plus simple opération extérieure. Ils ne veulent se reconnaître aucun ennemi, bien que ce soit là une pensée dangereuse pour eux-mêmes parce qu'elle les met à la merci de l'événement, toujours singulier, mais qui fait l'histoire, comme le défend J.B. Duroselle ²⁷¹. Parce que, explique de son côté Hannah Arendt, un événement imprévisible interrompt des processus politiques et met un terme à l'ordre précédent ²⁷². Ce que le 11 septembre a bien démontré.

Cependant, plutôt que de tenir la culture de paix des Euro-péens pour le résultat d'une inhibition d'essence kantienne, elle-même confortée, ce que l'on ne peut qu'être porté à croire, par l'impuissance mondiale des États européens et par l'effet d'un vieillissement démographique qui pousse les populations à « acheter la paix » plutôt qu'à la défendre, il est préférable de penser que la ligne

²⁶⁸ Robert Kagan, *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*, New York, Random House Audio Publishing Group, 2004.

²⁶⁹ Robert Kagan, « Napoleonic Fervor » *The Washington Post*, 24 février 2003, p. A 21.

²⁷⁰ R. Kagan, « The U. S.-Europe Divide » *The Washington Post*, 26 mai 2002, p. B 07.

²⁷¹ J. B. Duroselle, *op. cit.*, p. 10-12.

²⁷² Hannah Arendt, *Penser l'événement*, Paris, Belin, 1989.

diplomatie adoptée par Paris et par Berlin a découlé d'une appréciation différente et plus positive (parce que moins dangereuse qu'il n'était dit, ce qui a été prouvé) que celle de Washington du contexte irakien et moyen-oriental. De l'autre côté, il est concevable que la conscience d'une puissance hors du commun ait encouragé le sentiment de l'Administration américaine d'après lequel le maintien de la paix passait par la prévention et par l'usage de la force, quitte à surestimer ses conséquences. Ce sentiment, il faut le souligner, n'est pas nouveau et son aspect paroxystique reste lié aux circonstances. Pas nouveau, parce que depuis qu'ils sont sortis de leur isolationnisme, les États-Unis se sont souvent crus en charge d'une mission universelle. Cela les a conduits à s'impliquer dans les plus grands conflits du XX^e siècle, à chaque fois sous la conduite d'une Administration démocrate, à ranger dans la catégorie idéaliste [93] ou kantienne plutôt que dans la catégorie réaliste ou hobbesienne, avec Wilson et F. D. Roosevelt lors des deux guerres mondiales, avec Kennedy au Vietnam. De toute évidence, de tels faits contredisent les classifications trop simples ou trop faciles.

Plus immédiatement, et pour éviter d'y succomber, il faut comprendre aussi que le choc psychologique causé par le double attentat du 11 septembre (et exploité à cet effet, écrivent certains) a tiré les États-Unis de leur euphorie et les a remis en présence d'un « ennemi principal », présence perdue depuis 1989. Or cette situation a l'avantage, ou l'inconvénient, de simplifier la perception du monde, de rendre la définition de la politique étrangère, toute entière tournée contre le terrorisme international, comme hier contre le communisme, plus facile. Normalement, elle garantit la docilité des alliés. Mais en la circonstance, le stress n'était-il pas suffisant ? En tout cas en rien comparable avec ce que l'on pensait être la « menace soviétique ». Le risque est de s'enfermer dans une impasse en perdant de vue les autres enjeux.

Au total, si l'indifférence est la nature réelle de la culture de paix, et si en même temps, comme l'a écrit Carl Schmitt « tout antagonisme religieux, moral, économique, ethnique ou autre se transforme en antagonisme politique dès lors qu'il est assez fort pour provoquer un regroupement effectif des hommes en amis et ennemis » ²⁷³, alors il y a lieu d'être sceptique quant aux chances de voir triompher une telle culture dans un monde rendu toujours plus complexe et toujours plus instable par la globalisation. Les réalistes et les pragmatistes ont sans doute raison de voir en la paix un état du système international plutôt qu'une valeur comme l'imaginent les idéalistes de tous bords.

²⁷³ Carl Schmitt, *La Notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 77.

*Globalisation et changement du monde :
l'hypothèse de la société mondiale*

Il est décisif, pour apprécier la pertinence de toute analyse, de savoir en quoi la globalisation a changé ou non la nature des relations internationales. Les théories émises à leur endroit sont-elles, de son fait, toujours crédibles ? Si l'explosion des échanges et de la communication en est la manifestation la plus spectaculaire, les [94] rapports interhumains ne sont-ils pas transformés, et pourquoi continueraient-ils d'être médiatisés par les États ?

On sait qu'en principe, la vision solidariste d'une société mondiale suppose que ces derniers soient supplantés par les individus organisés en réseaux multiples. Il a été rappelé que l'un des premiers théoriciens de la communication, Norbert Wiener, l'avait conçue comme « l'alternative à la barbarie », parce qu'elle allait mettre fin à toutes les mésinterprétations des dirigeants, et par voie de conséquence à leurs attitudes irrationnelles ²⁷⁴. Et changer ainsi le monde. Mais, l'espace de la communication, s'il est espace de convivialité et d'affaires, est aussi un champ de forces, où se pratiquent des stratégies d'inculcation et de contrôle, qui ne vont pas systématiquement dans le sens de la démocratisation, comme le montre Solveig Godeluck à propos de la Chine ²⁷⁵. Alors que les Occidentaux (l'ancien président américain Clinton en tête) misaient sur la connexion de millions de Chinois au cyber-espace pour faciliter et accélérer le passage de la République populaire à la démocratie, il s'est avéré que Pékin a su faire en sorte qu'« Internet se pétrifie en chape de surveillance », sachant que « ce régime totalitaire se reproduit dans le virtuel en testant les technologies et les modèles économiques que l'Occident confectionne pour lui » ²⁷⁶.

En vérité, la globalisation, avec sa face conviviale (celle de la communication facile et du tourisme mondial) et sa face sombre (celle du terrorisme ou des trafics délictueux), révèle une configuration complexe et contradictoire qui connaît des crises parce qu'elle est loin d'être stabilisée. Son fondement matériel réside dans la compression du temps et de l'espace. Un phénomène progressif, rappelle David

²⁷⁴ Philippe Breton et Serge Proulx, *L'Explosion de la communication. La naissance d'une nouvelle idéologie*, Paris, La Découverte, 1989, p. 209-222.

²⁷⁵ Solveig Godeluck, *La Géopolitique d'Internet*, Paris, La Découverte, 2002.

²⁷⁶ *Ibid.*, p. 180.

Harvey ²⁷⁷, qui le voit commencer à la Renaissance, mais qui s'est subitement accéléré sous l'effet des révolutions des transports et des nouvelles technologies de communication. Le changement environnemental de l'acteur en est bouleversé : de naturel il devient presque totalement artificiel.

Sa seconde caractéristique est la réalisation de la dernière forme-étape du capitalisme, celle du capitalisme mondial fondé, pour résumer, d'une part sur « la multiplication des pratiques d'externalisation du travail, depuis l'essor de la sous-traitance jusqu'aux formes contemporaines de délocalisation des entreprises et de restructuration de ces dernières en réseaux. D'autre part, [sur] une dynamique de recherche tous azimuts, particulièrement [95] des flexibilités financière, technique, fonctionnelle et numérique » ²⁷⁸. Ce processus suit la logique du marché appelé à s'étendre jusqu'aux confins de la planète, comme Adam Smith y avait songé. À plus ou moins long terme, la nouvelle dynamique économique va avancer au risque des sociétés qu'elle bouleverse et au risque des ressources qu'elle épuise, comme le pétrole.

Sa troisième caractéristique est sa pluralité. La mondialisation économique engendre celle du droit, tandis que se dessine une mondialisation culturelle différemment interprétée, aux contours flous. À côté du droit international qui régit les relations entre les États, depuis longtemps, ou du droit, au champ d'application de plus en plus vaste et divers que produisent les institutions internationales, l'on assiste à une mondialisation du droit privé. La mobilité des entreprises et des individus entraîne une délocalisation et un mimétisme des règles nécessaires à la régulation des échanges et à l'harmonisation des statuts des agents. Le droit est ainsi de moins en moins considéré comme le fait d'un État – ceci d'autant plus qu'on remarque une privatisation accélérée des activités aux dépens de la sphère publique (services, marchés publics, sécurité, etc.).

La mondialisation culturelle, quant à elle, offre de multiples aspects, d'un degré de pertinence variable, et laisse libre cours à des approches divergentes. Au plan pratique, on peut, avec Guy Rocher, en distinguer deux formes : celle de la science et des chercheurs réunis dans des « communautés épistémiques » de dimension planétaire, celle de la culture de l'*entertainment* propagée par les

²⁷⁷ David Harvey, *The Condition of Postmodernity. An Inquiry into the Origins of Cultural Change*, Oxford, Blackwell, 1990, p. 240-259.

²⁷⁸ Daniel Mercure, « Une Société-monde ? », in, sous sa direction, *Une Société-monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Bruxelles/Laval, De Boeck Université, 2001, p. 13.

médias et dominée par la production américaine ²⁷⁹. Au plan théorique, on est en droit de se demander s'il s'opère une réelle mondialisation culturelle, dans la mesure où il faudrait comprendre par là la naissance d'une culture commune mondiale ou, à défaut, d'un multiculturalisme planétaire. Pour Gérard Leclerc, « la mondialité culturelle représente en quelque sorte l'état final de la mondialisation économique », mais il la réduit au passage « d'un monde où prédominait l'isolement culturel à un autre où règne l'interculturel » ²⁸⁰. Il reconnaît la persistance des ethnocentrismes et leur concomitance avec la généralisation des échanges culturels ; ce qui le conduit à mettre en exergue la dialectique de l'isolement et de la communication, du particulier et de l'universel, dans une mondialité qui est, plus que tout, interculturelle. Son approche [96] rejoint celle d'un Robert W. Cox pour qui la mondialisation culturelle, fortement marquée par une homogénéisation hégémonique, celle du capitalisme mondialisé, connaît « le réveil des civilisations ». C'est pour qu'il ne se transforme pas en « choc » (selon la formule de Samuel Huntington ²⁸¹), que Cox prône une « multilatéralité intercivilisationnelle ». En revanche, la conviction d'un Roland Robertson est toute autre. Celui-ci énonce qu'une culture autonome englobant les dynamiques politiques et socio-économiques est en train d'apparaître ²⁸². Cette *world culture* est la conséquence de la multiplication des flux culturels, des contacts interpersonnels, des échanges immatériels, des images et des représentations du monde construites et propagées à l'intérieur d'un contexte global. Elle apparaît, d'après Mike Featherstone, hybride, car constituée, pour une part, de sous-ensembles culturels nationaux, donc locaux, et d'autre part, de « tierces cultures », c'est-à-dire d'éléments déterritorialisés, sans identités, donc globaux, se transmettant d'un lieu à un autre ²⁸³. Mais pour Robertson cette dualité est appelée à s'effacer en raison d'un double mouvement : l'universalisation du particularisme (qui s'explique par le fait que les hommes savent qu'il n'y a pas de limites aux différences, à l'altérité des individus, des cultures) et la particularisation de l'universalisme (à savoir la généralisation de l'idée de participer, quoique d'une position particulière, à une essence humaine universelle). Au bout du compte, l'opposition global/local n'a pas lieu d'être prise

²⁷⁹ Guy Rocher, « La mondialisation : un phénomène pluriel », dans Daniel Mercure, *ibid.*, p. 22-23.

²⁸⁰ Gérard Leclerc, *La Mondialisation culturelle. Les civilisations à l'épreuve*, Paris, PUF, 2000, p. 5-7.

²⁸¹ Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2000.

²⁸² Roland Robertson, *Globalization. Social Theory and Global Culture*, Londres, Sage, 1992.

²⁸³ Mike Featherstone, *Global Culture. Nationalism, Globalization and Modernity*, Londres, Sage, 1997.

en considération, car les cultures locales sont retraitées par une conscience partagée de la globalisation et sont délocalisées, au sein des « images du monde » qui représentent cette dernière. Ce processus apparaît irrésistible à Robertson qui croit en la détermination culturelle de toutes les activités humaines. Cette analyse laisse dubitatifs beaucoup d'autres, tels Giovanni Busino qui, lui, fait remarquer qu'elle se nourrit d'éléments et de concepts très occidentalo-centrés ²⁸⁴. Cet avis est partagé par l'école de Stanford qui, malgré ce travers, ou grâce à lui, défend qu'il existe désormais une forte culture mondiale génératrice d'un isomorphisme entre les sociétés nationales ²⁸⁵.

Le raccourcissement du temps et des distances et la multiplication des communications, qui font la globalisation, sont sources de rapprochement des hommes. Celui-ci est assez évident pour que l'hypothèse de la société mondiale abordée depuis quelques décennies en Angleterre soit particulièrement d'actualité. Avec [97] toujours d'un côté les sceptiques, tels Carr, Wight, Bull, au sein de l'école anglaise des relations internationales, et de l'autre les convaincus, comme Manning, Dunne, Wheeler, eux aussi de cette école, mais encore Burton, Luard ou Shaw, à l'extérieur d'elle ²⁸⁶.

La question est d'autant plus ouverte que le rapprochement peut vite devenir synonyme de promiscuité sous la pression de la croissance démographique et des déplacements de population, de l'augmentation des besoins et de la raréfaction des ressources naturelles, de la concurrence commerciale, de la propagation des crises écologiques et des crises locales, etc. Des antagonismes sont donc susceptibles de hérissier la planète. En fonction de leur dimension, ils se résument à trois grandes catégories : antagonismes directs, d'environnement, et résiduels ²⁸⁷.

Le premier, tel l'antagonisme Ouest-Est pendant la guerre froide, est capable de mobiliser tous les acteurs sur lui, et il tend, du même coup, à figer tous les autres. Avec l'irruption du terrorisme islamiste transnational, on a pu craindre un moment que l'opposition de l'Islam et de l'Occident allait en tenir lieu. Il faut dire que c'est sur l'axe Nord-Sud, où se rencontrent les déséquilibres démographiques les plus lourds, les hypothèques économiques les plus considérables, et les

²⁸⁴ Giovanni Busino, « Quelles significations attribuer aux processus de rationalisation de la mondialisation ? », in Daniel Mercure, *op. cit.*, p. 174.

²⁸⁵ John W. Meyer, John Boli, George M. Thomas, « World Society and the Nation-State », *American Journal of Sociology*, 1997.

²⁸⁶ Barry Buzan, *From International to World Society ? op. cit.*, p. 27-89.

²⁸⁷ Trois catégories empruntées à Jean Beauchard, *La Dynamique conflictuelle*, Paris, Éditions Réseaux, 1981.

distances culturelles les plus grandes, qu'une crise systémique est la plus à craindre.

Contrairement à l'antagonisme directeur qui embrasse le monde, le second type est régionalement limité. Mais il peut être d'une plus ou moins grande ampleur. Les rivalités entre puissances locales, les questions frontalières, la répartition des ressources, les conflits religieux, sont autant de causes qui peuvent générer un antagonisme entre un État ou un groupe humain et ceux qui l'environnent.

Quant aux antagonismes résiduels, ils englobent tous ceux qui survivent à toutes les formes de régulation ou d'intégration mises en place par les États ou par les institutions internationales, à toutes les négociations et à tous les compromis toujours recommencés. Ils sont de toutes origines, mais les plus durables sont ceux d'ordre ethnoculturels. Erratiques, mais de plus en plus effectifs parce qu'en relations avec les flux épais de la globalisation (démographiques, économiques, médiatiques), ils apparaissent d'autant plus déstabilisants qu'un nombre croissant de sociétés nationales sont la proie du communautarisme.

[98]

L'hypothèse de la mise en résonance d'une série de crises issues de ces différents antagonismes se trouve, ces derniers temps, à l'origine d'un engouement pour la théorie du chaos ou pour la théorie des catastrophes (formalisée par le mathématicien René Thom) dans la recherche en relations internationales. Sa transposition en science politique a été explorée, notamment par l'équipe lyonnaise du CLESID dirigée par Jean-Paul Joubert. Bien que le transfert demeure hautement métaphorique, on peut se demander si l'Europe n'en sera pas bientôt le terrain d'expérimentation idoine, avec le risque de voir s'y enchaîner, dans un ordre imprévisible, une crise démographique (déflation de la population et vieillissement), une crise économique (baisse de la demande intérieure, crise monétaire et désinvestissement), une crise énergétique (pénurie), une crise écologique (accidents ou dérives climatiques), une crise communautariste et identitaire (diasporas non assimilées, ébranlement des cultures nationales), voire une crise sociale (liée à l'impossibilité d'assurer les protections et les retraites), qui ne feront qu'aggraver la crise institutionnelle déjà ouverte (panne de la confédération européenne et crises politiques institutionnelles nationales)...

Face à tous les défis et à tous les risques du monde globalisé, sont fortement valorisés des concepts tels que ceux de « sécurité globale » et de « gouvernance mondiale ».

La première notion peut être interprétée, dans le meilleur des cas, comme une sécurité collective et multidimensionnelle des biens communs de l'humanité. Elle découle des rapports successifs des commissions Brandt, Palme, Brundtland et Ramphal, qui ont préconisé la reconceptualisation de la sécurité sur une base multilatérale afin que les États, les Organisations intergouvernementales et les Organisations non gouvernementales affrontent collectivement les nouveaux risques. Elle englobe tous les aspects de la sécurité des États (militaire, politique, sociétale, économique), mais aussi de la sécurité humaine (environnementale, alimentaire, sanitaire, technologique et scientifique), dans une démarche qui se comprend solidaire et coopérative. Toutefois, très compliquée à mettre en action, il y a une forte probabilité pour que sa vision se réduise à la sécurité globale de l'acteur individuel, de l'État ou du groupe d'États, comprise alors comme une sécurité couvrant plusieurs risques.

[99]

La seconde notion n'est pas qu'économique, même si elle fait le plus souvent référence aux décisions prises par des organismes tels que le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cependant, si l'on sort de ce domaine précis, la gouvernance mondiale est plus difficile encore à cerner. Son objectif étant de gouverner le monde sans gouvernement mondial, on peut, pragmatiquement, voir en elle, comme le fait le Conseil d'analyse économique français, « la formation de normes collectives qui s'imposent aux États, à la définition des orientations de l'action collective, ou à la fixation de règles directement applicables aux acteurs privés »²⁸⁸. Sachant qu'en même temps, « elle repose sur la coopération intergouvernementale ou sur l'action d'institutions multilatérales spécialisées dotées d'instruments propres, dans certains cas aussi sur l'action normalisatrice d'opérateurs privés »²⁸⁹. Mais, la carence de tout contrôle démocratique et sa teneur néolibérale valent à cette gouvernance mondiale la critique de ceux qui rêvent d'une « globalisation contre-hégémonique », faite pour et par tous ceux qui participent de la société civile globale et l'idéalisent en même temps. C'était là d'ailleurs l'hypothèse qui, semble-t-il, avait la préférence de James Rosenau quand il créa l'expression de « gouvernance internationale ». En effet, il la voyait s'exprimer sous la forme de règles et d'arrangements adoptés par une majorité d'acteurs situés en dehors de la sphère des relations interétatiques et, si nécessaire, en opposition aux politiques

²⁸⁸ Conseil d'Analyse économique, *Gouvernance Mondiale*. rapport de synthèse, Pierre Jacquet, Jean Pisani-Ferry et Laurence Tubiana, Paris, La Documentation française, 2002, p. 12.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 12.

des États ²⁹⁰. Par la suite, il aura tendance à voir dans le réseau transnational la « main invisible » qui permet l'harmonisation des intérêts individuels dans l'intérêt général. Mais il entretient aussi une certaine confusion, dès le départ, quand il parraine des articles comme celui dans lequel la coopération interétatique classique, en l'occurrence celle du Concert européen, est assimilée à de la gouvernance internationale ²⁹¹. S'il en est ainsi, cette dernière n'offre rien de très nouveau. Plus grave, loin de réaliser cet « espace public » construit selon Habermas grâce à la communication des uns avec les autres, les différentes composantes de la société civile globale se divisent, entrent en concurrence.

Ce n'est pas étonnant quand on a conscience, comme l'a montré Julien Freund, disciple de Max Weber (qu'il a largement contribué à faire connaître dans notre pays), que là où le public unit, protège le bien commun à sauvegarder, le privé, alors même que la privatisation devient la règle, exclut, sépare, fractionne ²⁹².

[100]

C'est ce qui rend la notion de société civile si ambiguë quand on la présente comme un acteur ou un contre-pouvoir. Finalement, la gouvernance mondiale se résume à une coopération élargie à d'autres acteurs que les États, avec une intentionnalité peut-être plus forte que dans la concertation traditionnelle, dans la mesure où les nouveaux enjeux de la globalisation nécessitent une réflexion et des décisions à long terme. Toute-fois, cette notion ne doit pas faire illusion quant à l'équité des relations internationales, parce qu'elle n'implique pas la multipolarité et encore moins le multilatéralisme, même si, parfois, la puissance dominante donne l'impression de vouloir pratiquer celui-ci. Il faut peu de chose pour que les arguments avancés par Ikenberry pour justifier l'existence d'un système américain, et non pas d'un empire, soient retournés en faveur d'une gouvernance sous hégémonie (puissance et intimidation militaires, firmes multinationales et institutions multilatérales, dépendance structurelle des pays du Sud, etc.).

La multipolarité de fait – la seule qui mérite considération – passe par les États-puissances, comme les États-Unis eux-mêmes, ou par les groupements régionaux. En tout état de cause, la problématique de la gouvernance mondiale témoigne bien de la complexité du monde.

²⁹⁰ James N. Rosenau, « Governance, Order, and Change in World Politics », in James N. Rosenau and Ernst-Otto Czempiel, *Governance without Government : Order and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 4.

²⁹¹ K.J. Holsti, « Governance without Government : Polyarchy in Nineteenth-Century European International Politics », in J. N. Rosenau, *op. cit.*

²⁹² Julien Freund, *L'Essence du politique*, Paris, Sirey, 1965, p. 280-327.

C. Quel objet d'étude : relations internationales ou système mondial ?

[Retour au sommaire](#)

Les transformations provoquées par la globalisation entraînent une interrogation sur l'objet d'étude, sur la méthode pour l'approcher, et sur la possibilité d'une théorie générale dans la perspective suggérée plus avant. Nous avons déjà commencé à essayer de répondre, en élaborant un instrument d'interprétation globale²⁹³. Mais, pour nous en tenir au premier terme du questionnement, celui qui justifie l'architecture du présent ouvrage, il faut convenir que la multiplication des intervenants et la diversification des relations et des liens entre ceux-ci, viennent passablement compliquer les rapports interétatiques, sans que cela n'engendre, ni une nouvelle cohérence du monde, ni une nouvelle hiérarchie des acteurs. Il semble alors pertinent de [101] considérer le système mondial comme notre véritable objet d'étude, tout en admettant que les relations internationales ou interétatiques, en constituent le noyau dur. Cela revient à prendre le système mondial comme une totalité dynamique configurée par les stratégies d'acteurs de plus en plus nombreux et variés, au sein desquels priment les grandes puissances. Cette totalité est un complexe de plusieurs champs (au sens « d'espaces structurés de positions », *dixit* Pierre Bourdieu, par des acteurs disposant de capacités inégales et décidés à acquérir ou à conserver leurs positions), ou de plusieurs sous-systèmes, tous en interaction, au sein desquels le champ des relations interétatiques, ou champ diplomatique-militaire, demeure le socle. Lui-même s'incruste dans l'espace naturel qu'il organise et qu'il transforme grâce à la technique, qu'il perturbe aussi au point que les hommes en subissent de manière de plus en plus violente les rétroactions négatives. Les autres champs (démographique, économique, technocommunicationnel, symbolique), qui ont leur propre logique de structuration, s'articulent sur lui. Ils relativisent de la sorte les rapports de puissance et en modifient même les termes (*soft power* ou *hard power*, influence ou coercition) et quand bien même les auteurs, par facilité, par prédilection, ou, ce qui arrive souvent, parce qu'ils sont impressionnés par la conjoncture, isolent des fragments de la réalité mondiale qu'ils analysent, ils restent inséparables.

C'est pourquoi, quoi qu'il en coûte, l'approche ne peut être que « systémique ». Elle perdrait sinon toute efficacité en séparant de façon arbitraire

²⁹³ G. Dussouy, *op. cit.*

le « général » et le « sectoriel », ou en se réduisant à un empilement de travaux empiriques toujours conduits sous des angles de vue particuliers, privilégiant tantôt tel facteur, tantôt tel acteur, tantôt telle valeur, tantôt tel phénomène... Dans une démarche délibérément interethnocentrique, les différentes visions sous lesquelles le système mondial peut être perçu, sont à considérer. On les classera ici dans les trois perspectives qui suivent.

- 1) Celle des visions culturalistes issues du monde naturel, qui correspondent aux représentations « géopolitiques » classiques : ce sont des représentations cognitives et ethnocentriques, en ce sens qu'elles sont déformées par la position géographique de l'observateur et par le contenu culturel, historique et social de l'espace [102] qu'il appréhende ²⁹⁴ ; elles continuent d'influencer les politiques extérieures d'une façon plus ou moins marquée. Incontestablement, elles ont formé, malgré leurs connotations militaires et politiques, les premières théorisations du système des relations internationales, cela bien avant la « science politique » elle-même (qui, en France en particulier, se complaît cependant à les ignorer superbement et négligemment). Vu leur importance historique et leur efficacité pratique, elles méritent donc d'être étudiées en premier lieu.
- 2) Celle des visions, parfois théorisées, du monde des États : elles se partagent pour l'essentiel entre celles qui privilégient la question de la sécurité et celles qui mettent en avant la coopération et l'échange, mais aucun des deux phénomènes n'est exclusif de l'autre et chacun est au fondement d'une théorie qui se voudrait générale.
- 3) Celle des visions qui, dépassant le système interétatique, anticipent, avec la globalisation, une société mondiale : elles mettent en exergue de nouveaux acteurs comme le réseau transnational, dont la pertinence épistémologique mérite d'être examinée avec beaucoup plus de soins que cela n'a été jusqu'à maintenant le cas. Elles concourent aussi, en raison des interactions qu'elles suggèrent, à souligner la complexité d'un système mondial qui reste à analyser dans le détail et à comprendre.

Chacun de ces trois ensembles de visions du monde fera l'objet d'un tome spécifique du présent traité, que nous souhaitons placer, de façon modestement inaugurale, sous l'égide de la « nouvelle école » des relations internationales de

²⁹⁴ Denise Pumain et Thérèse Saint-Julien, *L'Analyse spatiale. Localisations dans l'espace*, Paris, Cursus, Armand Colin, 2004, p. 45.

l'Université Montesquieu de Bordeaux, qui se déclare néosystémiste, néoréaliste, néoculturaliste et néopragmatiste.

[103]

Première partie

[Tome premier]

Épistémologie de la géopolitique

[Retour au sommaire](#)

[105]

Du point de vue de l'histoire des représentations géopolitiques, l'œuvre de Sir Halford Mackinder (1861-1947) constitue une référence incontournable, même si l'on peut considérer qu'Alfred Mahan a anticipé son concept du *Heartland* eurasiatique²⁹⁵. Elle nous place d'emblée en présence du problème des « horizons » de pensée, abordé précédemment. Celui de Mackinder resta cristallisé par la réalité de la puissance maritime. Ce géographe anglais ne chercha nullement à créer une science nouvelle, et, *a fortiori*, à définir « la » géopolitique dont il ignorait jusqu'au nom lorsqu'il publia ses premières pages, tout à la fin du XIX^e siècle. Son ambition fut de visualiser les problèmes internationaux dans leur ensemble, de les appréhender d'une manière holiste dans leurs différentes manifestations spatiales. Mackinder entendait mettre en perspective les relations entre les États, entrés désormais dans le système clos de l'âge planétaire, qu'il dénomma « l'âge post-colombien ». Son but était d'alerter le public britannique des dangers qui menaçaient son empire, dont il voulait, en tant qu'homme politique, (il fut aussi parlementaire et diplomate) garantir la sécurité.

Cet engagement conduit Geraoid O'Thuatail à parler de sa « visualisation impériale »²⁹⁶. Mais l'intéressé ne légua aucun dogme. On peut donc écrire, malgré Kjellen et bien que la géopolitique soit, quant à sa sémantique, une invention allemande, que le travail de Mackinder a, comme l'admet Rainer Sprengel, une valeur fondatrice²⁹⁷. Dès lors, partir de son modèle autorise deux démarches essentielles.

D'abord étalonner les autres productions géopolitiques classiques, qu'elles soient antérieures ou postérieures, en fonction de leur degré de globalisation, de leur niveau d'analyse, du poids du déterminisme géographique. Sachant que, malgré le thème récurrent du *Heartland*, l'approche de Mackinder reste ouverte et qu'elle ne surdimensionne pas le rôle de l'espace qui est chez lui conditionné par

²⁹⁵ Harold and Margaret Sprout, *Foundations of International Politics*, New York, Van Nostrand, 1962, p. 325.

²⁹⁶ Geraoid O' Thuatail, *Re-Thinking Geopolitics*, Londres, Routledge, 1998.

²⁹⁷ Rainer Sprengel, *Labyrinth der Erde. Der Raum, Das Meer und die Deutsche Geopolitik*, thèse de doctorat en philosophie, 1993, ronéoté, Université de Hanovre, p. 158.

la technique, la culture et l'organisation politique. Il va de soi aussi que le choix de faire de son œuvre la référence revient à « intemporaliser » la géopolitique selon l'expression de Sprengel ²⁹⁸, en sachant qu'il considérait lui-même son schéma du monde comme contextuel et révisable avec le temps. Cela mène enfin, à considérer qu'il n'y a pas une, mais plusieurs écoles géopolitiques.

[106

Cela permet ensuite de tracer un itinéraire de la géopolitique, car si Mackinder n'a pas la paternité de celle-ci, il n'en reste pas moins que la discussion de sa thèse centrale ou de son allégorie spatiale est le chaînon qui relie entre elles toutes les autres représentations géopolitiques du monde dans la première moitié du XX^e siècle. Affirmation qu'une brève et première mise en regard des principaux auteurs convoqués ici suffit à confirmer.

Ainsi donc, Mackinder, citoyen de la principale puissance maritime, mais qui n'était déjà plus le « pouvoir de mer suprême », prit – pour cette raison précise – le contre-pied de la thèse de l'Américain Alfred Thayer Mahan (1840-1919), lequel était devenu célèbre (à son corps défendant selon l'un de ses meilleurs connaisseurs ²⁹⁹) pour s'être identifié à l'idée de la rivalité permanente de la puissance maritime et de la puissance continentale, comme de la supériorité de la première ³⁰⁰. Il devait cependant nuancer sa position, prêchant l'alliance du « pouvoir de mer » et du « pouvoir de terre », soit de l'Amérique et de l'Europe ³⁰¹, en raison de ce qui devint son anxiété, à savoir la montée en puissance de l'Asie, tout particulièrement de la Chine. Au point que sa vision planétaire magistrale se réduisit à la lutte entre l'Occident et l'Orient ³⁰².

Tandis que Mackinder pensait que les techniques nouvelles donnaient désormais l'avantage aux puissances continentales (ce qui l'inquiétait d'autant plus qu'il voyait la crise britannique se profiler à l'horizon), c'est en Allemagne,

²⁹⁸ Sprengel, *ibid.*, p. 43-52.

²⁹⁹ Jon Sumida, « Alfred Thayer Mahan, Geopolitician », in Colin S. Gray and Geoffrey Sloan, Editors, *Geopolitics. Geography and Strategy*, Londres, Frank Cass, réédition 2003.

³⁰⁰ Hervé Coutau-Bégarie a montré que Mahan n'avait pas la paternité de la conception dominante de la puissance maritime déjà exprimée chez R. Seeley et quelques autres (cf. H. Coutau-Bégarie, *La Puissance maritime*, Fayard, 1985, p. 44, qui se réfère à Robert Deager, A. T. Mahan, *The Man and his Letters*, Annapolis, U. S. Naval Institute Press, 1977, p. 199).

³⁰¹ On lira notamment les deux articles suivants : « Possibilité d'une réunion anglo-américaine », de juillet 1904, et « Perspective du XX^e siècle », de mai 1897.

³⁰² Cette vision schématique est parfaitement exposée dans son livre de 1905 publié en France sous le titre *Le Salut de la race blanche et l'empire des mers*, sous la responsabilité de Jean Izoulet (Flammarion). Ce livre reste par ailleurs le meilleur recueil en langue française des textes principaux de Mahan et contient les deux articles cités dans la note précédente.

pendant l'entre-deux-guerres, que la publication de ses livres et de ceux de Mahan eut le plus d'écho. Dans la nation vaincue qui cherchait des explications à sa défaite de 1918 et qui éprouvait un sentiment de persécution, la « géopolitique », désormais sous son appellation officielle, connut son heure de gloire.

Dans l'esprit de beaucoup d'Allemands, elle était supposée révéler la stratégie de la puissance maritime qui avait conduit à la déroute du Reich et qui visait toujours à son enfermement. Elle procurait leurs arguments aux nationalistes qui voulaient venger le « honteux » traité de Versailles. Par la suite, si des convergences existèrent avec certaines thématiques ultérieures du national-socialisme, les recommandations géostratégiques du chef de file de la *Geopolitik*, le général-professeur Karl [107] Haushöfer, demeurèrent en revanche sans conséquences. Au final, comme cela est maintenant admis, ce dernier n'a guère influencé la politique extérieure du Troisième Reich qui, au contraire, a tourné le dos à ses préceptes ³⁰³. Pour Jean Klein, « Karl Haushöfer n'a joué qu'un rôle limité dans l'élaboration de la politique étrangère de son pays et fut souvent réduit à cautionner des actions qu'il désapprouvait dans son for inférieur et dont il ignorait la finalité » ³⁰⁴.

Par ailleurs, parce que développée dans le prolongement des travaux de Friedrich Ratzel, la géopolitique allemande a généralement la réputation d'avoir donné dans l'organicisme et le déterminisme. Néanmoins, elle fut moins monolithique que l'on a pu la percevoir de l'extérieur. Ainsi – c'est Rainer Sprengel qui le souligne – Karl Haushöfer fut loin d'accaparer la discipline ou même la revue qu'il dirigea ³⁰⁵. Les contributeurs furent très nombreux et très

³⁰³ Dans l'introduction à l'ouvrage qui réunit quelques textes essentiels de Karl Haushöfer (*De la géopolitique*, Paris, Fayard, 1986) le professeur Hans-Adolf Jacobsen admet que « le géopoliticien avait, par de nombreux propos et commentaires, conforté l'impression que la politique suivie par la direction nationale-socialiste concordait avec ses théories et précisions géopolitiques... » (p. 90). D'autre part, « il pouvait sans aucune réserve souscrire aux trois premiers points du programme de 1920 du parti national-socialiste, au point 1 (réunion de tous les Allemands, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en une grande Allemagne), au point 2 (égalité des droits du peuple allemand en regard des autres nations, abrogation des Traités de Versailles et de Saint Germain), au point 3 (de la terre et du sol pour nourrir le peuple et établir le surplus de la population) », (p. 86-87).

³⁰⁴ Jean Klein, préface à Karl Haushöfer, *De la géopolitique, op. cit.*, p. 37. Jean Klein souligne à juste titre l'incompatibilité entre la politique est-européenne de Hitler et la conception de Haushöfer d'un bloc eurasiatique en tant qu'élément stabilisateur des relations internationales. Haushöfer partageait avec Mackinder le souci d'accéder à une vision planétaire de celles-ci. Il avait envisagé de publier un *Grund-buch der Planeten*, une synthèse de l'organisation spatiale du monde.

³⁰⁵ Karl Haushöfer a été mythifié par ceux qui ne connaissent guère la géopolitique allemande. Rainer Sprengel précise que sur les 1152 articles ou essais publiés entre 1924 et 1944 dans la *Revue de géopolitique*, 75 furent des contributions de Haushöfer, et toutes

divers. Mieux, certains géopoliticiens allemands, tels Adolf Grabowsky, ont été jugés suffisamment lucides pour qu'un hommage officiel leur fût rendu après la guerre ³⁰⁶.

Dans le même temps, en France et en Amérique, où se diffusait une tendance d'inspiration déterministe qui a pour nom l'*environ-nementalisme*, l'espace international fit l'objet d'approches intéressantes, sous la forme, soit d'une géographie des ressources naturelles (États-Unis), soit d'une géographie des « forces économiques et culturelles », ébauchée par Albert Demangeon ³⁰⁷. Outre-atlantique, la critique de la géopolitique allemande, en particulier par des Américains de culture germanique (Hans Weigert, et Robert Strausz-Hupé), d'une part, et surtout l'implication générale des États-Unis dans le second conflit mondial, d'autre part, allaient ouvrir une voie royale aux recherches géostratégiques. Avec Nicolas Spykman, autre spécialiste américain d'origine européenne (il est Hollandais de naissance), c'est la problématique mackindérienne qui est reconsidérée. En effet, on trouve chez Spykman une hantise contraire. Celle de l'unification du *Rimland*, c'est-à-dire des terres périphériques du *Heartland*, sous la forme d'une Europe rassemblée, dominée et alliée aux autres puissances littorales de l'Eurasie. Après 1945, si le changement de décor est complet, et si en matière de géostratégie globale plus rien d'essentiel n'est publié en Europe, la « menace globale » [108] que fait peser la puissance continentale soviétique sur le monde occidental et capitaliste justifie la réitération périodique, aux États-Unis, des concepts de Mackinder et de Spykman. La guerre froide explique la multiplication des travaux de géostratégie en Amérique du Nord en même temps qu'elle fait le succès de la théorie réaliste. Mais sa fin n'entraîne pas, tant s'en faut, la disparition des préoccupations géopolitiques américaines.

En 1997, le célèbre professeur de relations internationales, Z. Brzezinski, publia un ouvrage actualisant le schéma Mackinder-Spykman ³⁰⁸. Or, à bien des égards, les Européens, Chinois et autres peuples seraient fondés à prendre sa réflexion pour un plan d'hégémonie mondiale ! Car à sa lecture, le renforcement de la présence américaine au Proche-Orient et en Asie centrale comme dans les

très courtes. Sprengel a recensé six-cents-dix-neuf auteurs différents dont une quarantaine d'entre eux a assumé la moitié environ des publications (*Labyrinth der Erde, op. cit.*). Il en va de même pour les cahiers de la *Zeischrift fur Geopolitik*.

³⁰⁶ Cf. l'éloge que prononça le premier président de la République fédérale d'Allemagne à l'occasion du 80^e anniversaire d'Adolf Grabowsky (Sprengel, *op. cit.*).

³⁰⁷ Albert Demangeon, *L'Empire britannique*, Armand Colin, et *Le Déclin de l'Europe*, 2^e édition préfacée remise à jour par le pr. A. Perpillou, Paris, Librairie Guenegeaud, 1975.

³⁰⁸ Zibgnew Brzezinski, *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde, op. cit.*

Balkans et en Europe orientale n'apparaît pas comme la conséquence d'événements fortuits... En Amérique latine, où les écoles européennes et nord-américaines ont fait des adeptes, la géopolitique y a été, comme dans le Vieux Monde, l'instrument du nationalisme. Soit qu'elle a justifié les annexions et les revendications territoriales, soit qu'elle a reflété les luttes d'influence et, en particulier, là aussi, celles de la guerre froide. Dans les mains des militaires brésiliens, elle est allée jusqu'à prendre la valeur d'une « science appliquée » dont la problématique centrale a été posée par le général Golbéry Couto e Silva, à partir de l'« antagonisme dominant » embrassant toute la planète ³⁰⁹.

La généalogie de la pensée géopolitique découvre ainsi un itinéraire contingent à la translation de la puissance mondiale. On peut corréliser cet effort de penser le monde avec la conquête de celui-ci par les puissances européennes, puis avec la constitution de véritables États-Empires. Mais de ceux-ci, il en a existé hors d'Europe. Ils n'ont pas généré chez les hommes qui les dirigeaient une appréhension aussi systématique de l'espace et du territoire. Le fait que la géopolitique soit née en Occident n'est pas dû au hasard. Il faut chercher une autre explication à cette soif de connaissance occidentale d'un « ordre spatial », inconnue dans les autres civilisations. Selon David Harvey, elle est inhérente aux *épistémès* de la Renaissance, puis des Lumières, qui ont conçu l'espace comme ayant des qualités [109] absolues et homogènes, cela d'une façon ethnocentrique, c'est-à-dire en assignant à « l'Autre » une place spécifique dans un monde ordonné ³¹⁰. Elle est liée à la « froide rationalité » des cartes dont les Florentins Brunelleschi et Alberti ont fixé, les premiers, les règles fondamentales de la perspective déduites du système de Ptolémée ³¹¹. Lequel permet, à la fois, de représenter le monde dans sa totalité et sur une surface plate. Après, l'étape décisive dans le développement de l'appareil cartographique date des travaux de Jean Dominique Cassini, lorsque, à l'initiative de Colbert, celui-ci en fait l'instrument du pouvoir centralisé de l'État. Alors, parce que « l'ordre spatial devint une part entière du projet de modernisation », en tant qu'ordre politique et juridique, comme l'a montré Carl Schmitt, « la vision totalisante de la carte

³⁰⁹ Cette problématique était commune à toute la coalition américano-occidentale et ne se posait pas au seul Brésil puisqu'il s'agit de faire admettre ou supporter par les formations périphériques leur dépendance stratégique, mais aussi économique, de faire cohabiter des intérêts politico-économiques contradictoires en ménageant les siens au mieux au titre d'une communauté idéologique et mentale homo-généisée par acculturation.

³¹⁰ David Harvey, *The Condition of Post-Modernity. An Enquiry into the Origins of Cultural Change*, op. cit., p. 252.

³¹¹ *Ibid.*, p. 244.

autorisa la construction de forts sens d'identités nationales, locales et personnelles en insistant sur les différences géographiques » ³¹².

Manifestement, une telle volonté étatique de repérage, de découpage et de contrôle territoriaux n'a pas eu cure hors Occident. François Joyaux souligne combien étaient étrangères aux Asiatiques eux-mêmes, il n'y a pas si longtemps, des notions géographiques telles qu'« Asie orientale », « Asie-Pacifique », et, *a fortiori*, « Extrême-Orient » ou « Moyen-Orient » ³¹³. Le principal clivage en Asie, précise-t-il, tient à la culture, il oppose un monde sinisé et un monde indianisé. Joyaux cite cette définition de la Chine que donnait Chiang Kai-Chek :

« Le territoire de l'État chinois est délimité par les besoins de son existence et par les bornes de sa culture ³¹⁴. »

La même indifférence à l'espace, à ses démarcations et à ses hétérogénéités, a toujours régné en terre d'Islam, au point que selon un spécialiste de cette aire culturelle, « la notion d'État se trouve ainsi remise en cause dans sa dimension territoriale dès qu'on l'applique au monde musulman » ³¹⁵.

Si les représentations géopolitiques explicites, d'essence matérielle parce qu'elles s'appuient sur la géographie physique, qui ont pour origine soit l'horizon du Marin (Angleterre, États-Unis), soit l'horizon du Terrien (Suède, Allemagne), sont toutes occidentales, il s'en trouve d'autres, implicites celles-là, qui sont d'essence [110] strictement culturelle. Elles n'en sont pas moins ethnocentriques, car il s'agit alors d'une géopolitique qui spatialise, en la projetant et en la démarquant dans l'étendue géographique, une vision mentale du monde. Cette géopolitique-là peut être appelée géosophie. On en trouve une illustration dans la pensée politique russe, au XIX^e comme au XX^e siècle, particulièrement chez les eurasistes, remarquablement étudiés par Marlène Laruelle ³¹⁶. Ou quand on analyse la représentation cartographique chinoise du monde ainsi que les versions officielles de la géostratégie de la République populaire depuis qu'elle existe. Voir encore, dans l'*Arthasastra* de Kautilya, théoricien politique et militaire de

³¹² *Ibid.*, p. 250.

³¹³ François Joyaux, *Géopolitique de l'Extrême-Orient*, Tome I, Bruxelles, Paris, Complexe, 1991, p. 15-18.

³¹⁴ *Ibid.*, p. 91.

³¹⁵ Bertrand Badie, *Les Deux États. Pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam*, Paris, Fayard, 1986, p. 126.

³¹⁶ Marlène Laruelle, *L'Idéologie eurasiste russe ou comment penser l'empire*, Paris, L'Harmattan, 1999.

l'Inde ancienne, à travers l'interprétation qu'en a donnée Jean-Alphonse Bernard ³¹⁷. L'existence de ce type de géopolitique pose, *in fine*, une question épistémologique complexe qui concerne également la version classique occidentale : celle de la primordialité de la conception du monde ou de la géographie. À savoir, qui précède l'autre ? Dans quelle mesure l'une influence l'autre, ou bien est le prétexte de l'autre, en lui fournissant les arguments propres à conforter des attitudes diplomatiques et stratégiques ? C'est, à coup sûr, en tenant compte de cette dualité que l'on peut caractériser les tendances multiples de la géopolitique, mais aussi, parce qu'on évite alors de séparer les faits et les valeurs, que l'on est en droit d'attendre une refondation de la géopolitique en conformité avec cette réflexion des deux philosophes qui ont écrit :

« La géographie ne se contente pas de fournir une matière et des lieux variables à la forme historique. Elle n'est pas seulement physique et humaine, mais mentale, comme le paysage. Elle arrache l'histoire au culte de la nécessité pour faire valoir l'irréductibilité de la contingence ³¹⁸. »

³¹⁷ Jean-Alphonse Bernard, *L'Inde. Le pouvoir et la puissance*, Paris, Fayard, 1985.

³¹⁸ Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Qu'est ce que la philosophie ? op. cit.*, p. 91-92. Le chapitre IV, intitulé « Géophilosophie », mérite particulièrement l'attention des géopolitologues.

[111]

Traité de relations internationales.
Tome I. Les théories géopolitiques.

Chapitre 1

La rivalité terre-mer, à l'origine de la géopolitique

[Retour au sommaire](#)

Le nouvel intérêt porté à la géopolitique nous a valu la publication, ces dernières années, de nombreux ouvrages relatifs aux grands précurseurs, qu'il s'agisse de biographies, de morceaux choisis, ou même, initiative tardive mais indispensable, de la traduction intégrale d'une œuvre maîtresse comme la *Politische Geographie* de Frédéric Ratzel ³¹⁹. L'avantage de cette profusion éditoriale est qu'elle nous permet de mieux discerner leur personnalité et surtout, ce qui nous importe avant tout, leurs conceptions de la politique et du monde, en dépassant les idées reçues ou les impressions laissées par des comptes rendus souvent trop partiels ou partiiaux de leurs travaux respectifs. C'est spécialement vrai pour Sir Halford Mackinder, dont on a trop expéditivement réduit la pensée à

³¹⁹ Si plusieurs universitaires français avaient rendu hommage à Ratzel, aucune de ses œuvres n'avait été intégralement traduite jusqu'à la version récente de sa *Politische Geographie* (édition de 1903) publiée, en 1988 chez Économica (traduction de Pierre Rush, direction scientifique de Charles Hussy). Un an plutôt, Michel Korinman (Paris, Fayard, 1987) venait de publier un recueil de textes choisis de Frédéric Ratzel.

sa formule circonstanciée sur le *Heartland* et dont la grande ouverture d'esprit est remarquablement bien rendue par W. H. Parker ³²⁰. De même, si l'activité intellectuelle de Karl Haushöfer est depuis quelque temps déjà plus sereinement appréciée ³²¹ qu'à l'époque des rivalités européennes, la thèse de Rainer Sprengel et l'ouvrage de Michel Korinman éclairent maintenant beaucoup mieux les méandres et les ramifications divergentes de la géopolitique allemande ³²². Cette dernière et l'ensemble de la pensée géopolitique avec elle ont été aussi l'objet de mises au point au cours de colloques internationaux importants comme celui qui s'est tenu à l'Université de Potsdam, en octobre 1998 ³²³.

[112]

Comme nous y avons déjà insisté, c'est à juste titre que Mackinder est considéré comme la figure principale de la géopolitique européenne, tant ses notions du *Heartland* et du *World Island* ont été discutées et ont inspiré de stratégies. Selon Dickinson, sa théorie est de celles qui ont le plus contribué à la réflexion sur les relations internationales au cours du vingtième siècle ³²⁴. Pourtant, quand ils furent publiés, les écrits de Mackinder furent assez peu lus et commentés en Angleterre. Parker attribue cette relative indifférence au statut très modeste de la géographie dans les universités britanniques et à son rôle insignifiant dans la formation intellectuelle des hommes politiques de son pays ³²⁵. En revanche, il en fut tout autrement en Allemagne où la géographie avait rang de science officielle, où elle était « *une science de l'État* ». La connaissance géographique était essentielle à la survie de l'Allemagne placée au cœur de l'Europe, elle qui avait été l'objet, surtout au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, de multiples attaques et invasions venues de toutes parts (ce qui conduit, déjà, à relativiser, en fonction du contexte, les conséquences de sa position centrale qu'on a que trop tendance aujourd'hui à apprécier positivement). Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'esprit le plus curieux de sa génération, dans le domaine de la géographie et de la stratégie, en Allemagne, ait

³²⁰ W. H. Parker, Mackinder H., *Geography as an aid to statecraft*. Oxford, Clarendon Press, 1982.

³²¹ Karl Haushöfer, *De la géopolitique*, Fayard, Paris. Nous pensons en particulier ici à la préface de Jean Klein.

³²² R. Sprengel, *Labyrinth der Erde*, op. cit., et Michel Korinman, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Paris, Fayard, 1990.

³²³ *Geopolitik. Grenzgänge im Zeitgeist*, herausgegeben von Irene Diekmann, Peter Krüger und Julius H. Schoeps, Potsdam, Verlag für Berlin-Brandenburg, 2000, 2 volumes.

³²⁴ R. E. Dickinson, *Makers of modern geography*, Londres, Routledge and Paul Kegan, édition 1969.

³²⁵ W. H. Parker, op. cit.

apparaît nettement dans l'organisation des transferts notionnels entre toutes les tendances de la géopolitique, telle qu'elle figure dans le tableau ci-contre. Comme il faut s'y attendre, toutes les variantes nationales de la géopolitique ont un air de famille. À une époque où les principes de causalité et de détermination sont les références universelles, la géographie pense tenir avec la domination ou la lutte pour l'espace son explication toute faite. Cette problématique [114] n'était pas étrangère à Alfred Mahan, tout imprégné de culture européenne (à ses yeux, l'Europe et l'Amérique ne faisaient culturellement qu'un), lui qui avait été impressionné par les études de l'historien allemand Mommsen sur l'Empire romain et sur les causes de sa décadence ³²⁷.

La pensée du marin américain s'intègre par conséquent à la géopolitique classique d'essence européenne, laquelle se signale par une thématique commune à tous les auteurs. L'ethnocentrisme et le déterminisme, mais à faible dose, en constituent les deux racines, tandis qu'elle s'enrichit des apports des différents auteurs. Tous ou presque sont convaincus du principe darwinien de la lutte pour la vie, facteur du progrès humain, mais à laquelle ne survivent que les plus forts, ceux dotés des plus grandes capacités. Or, il ne fait pas alors de doute que celles-ci dépendent directement de l'étendue de l'espace contrôlé et des positions acquises. La hiérarchie des puissances en découle. Il faut voir sans doute dans cette conviction l'un des ressorts de la vague impérialiste de la fin du XIX^e siècle, et, par ricochet, de la frustration d'un Guillaume II. Il y a urgence pour les nations qui veulent survivre de se faire une « place au soleil ». À cette date, comme les Européens dominant le monde, à l'exception des États-Unis et du Japon, et qu'ils ont clôturé l'espace mondial, deux conséquences s'imposent. La première est que l'Histoire du monde se joue en Europe. La suprématie sur le Vieux Continent décide de la domination mondiale. Cet européocentrisme est unanimement partagé et conduit à négliger plus ou moins le rôle international des États-Unis. La seconde est que le monde forme désormais un système fermé et qu'il convient de l'analyser spatialement comme un tout. C'est à Mackinder que revient le mérite de la première ébauche.

La réunion des conceptions déterministe et darwinienne a trouvé à s'exprimer en termes biologiques, ce qui a créé l'impression que beaucoup de géopoliticiens assimilaient l'État à un être vivant. C'était là le meilleur moyen de restituer, dans un même mouvement, la lutte pour la survie que mène chaque État, ainsi que les contraintes du milieu international. Mais, si leur langage peut prêter à confusion, les concepts que forgent les géopoliticiens ne procèdent pas d'une analogie

³²⁷ Jean Izoulet, *op. cit.*, p. 9.

scientifique pure et simple. Ils découlent bien plus de leur observation, que l'on [115] peut contester, des faits historiques tels qu'ils sont inscrits dans l'espace et tels qu'ils croient les voir se dérouler sous leurs yeux. Nous essaierons de le montrer à propos du thème ratzélien de la croissance des États, qu'on a trop souvent pris au pied de la lettre. En vérité, ce qu'il y a de moins recevable dans le référentiel commun aux géopoliticiens, c'est leur tendance à trop simplifier les problèmes internationaux, à trop les réduire à une dichotomie jugée déterminante. Bien que la lecture approfondie de leurs œuvres montre que le plus souvent leur réflexion va bien au-delà. Le duel terre-océan et le *Heartland* sont, à cet égard, exemplaires. Ils reviennent sans cesse dans leur littérature, à croire qu'ils se sont contentés de les réactualiser. Selon Geoffroy Parker, l'école française est dans ce contexte celle qui s'individualise le plus ³²⁸. Elle prend plus en compte les données culturelles et, peut-être est-ce un effet de l'affaiblissement de la puissance concernée, elle prône une meilleure coopération internationale ³²⁹. Mais il faut bien dire que cette géopolitique de la paix, si l'on peut la gratifier de cette appellation, reste surtout une géopolitique des vœux pieux car elle ne décrit pas les moyens de l'alternative qu'elle avance ³³⁰. Surtout, elle est en retrait par rapport à une manière de penser la géographie dont les sources lui sont étrangères et qu'il est temps d'examiner.

1. Aux origines de la géopolitique : la relation entre l'histoire et l'espace

[Retour au sommaire](#)

À en croire deux des auteurs les plus curieux des sources historiques de la géopolitique et les plus prolixes sur leurs découvertes, l'un, professeur d'université aux États-Unis ³³¹, l'autre, officier général argentin ³³², le souci d'étudier les rapports de la politique à son environnement géographique, émerge

³²⁸ Geoffrey Parker, *Western geopolitical thought in the Twentieth Century*, Londres, Croom Helm, 1985.

³²⁹ Les géographes français étaient de ceux qui avaient le plus conscience de l'affaiblissement de la puissance française, mais, d'un autre côté, ils étaient imprégnés de la philosophie bergsonienne.

³³⁰ Bien qu'Albert Demangeon fût un ami d'Aristide Briand et l'ait conseillé pour son plan de fédération européenne.

³³¹ Ladis K.D. Kristof, « The Origins and Evolution of Geopolitics » in *Journal of Conflict Resolution*, 1960, vol. 4, n° 1.

³³² Jorge E. Atencio, *Que es la geopolitica ?*, Buenos Aires, Ed. Pleamar, 1965.

très nettement dans les œuvres des écrivains les plus anciens. Pour reprendre la classification de L.K.D. Kristof, l'époque prémoderne de la géopolitique s'étire depuis l'Antiquité jusqu'au milieu du XIX^e siècle. C'est-à-dire jusqu'à la publication des livres de Ratzel. Dans la période prératzélienne donc, le professeur américain distingue deux noms, ceux d'Aristote et de Jean Bodin. Le premier parce [116] qu'il a étudié l'environnement naturel du point de vue de son impact sur le caractère humain et de ses implications sur les nécessités économiques et militaires de l'État idéal. Le second pour sa théorie sur l'influence du milieu naturel sur le système politique. J. E. Atencio, dans son étude historique et érudite de la géographie politique, détache pour l'époque considérée plusieurs autres personnalités parmi lesquelles : Hérodote, Thucydide, Montesquieu, Vauban, Turgot, Kant, List et Ritter. Si le premier de la liste porte les mérites du précurseur, et si le dernier désigné est à juste titre le premier grand maître de la géographie humaine et plus encore son éveilléur ³³³ tous les autres se signalent par des raisonnements seulement allusifs ³³⁴. L'espace physique (plus particulièrement le territoire) est le fondement de leurs réflexions. Au commencement de la géopolitique règne la lutte de la mer et de la terre, ou mieux encore de la mer uniforme contre la terre pluriforme, car les deux éléments forgent les imaginaires et les mentalités des hommes. Non seulement ils infèrent des aptitudes stratégiques et sociales spécifiques, mais ils suggèrent aux hommes, qui les maîtrisent ou pas, des conceptions du monde différentes. Cette opinion a été développée par Carl Schmitt ³³⁵ mais aussi par Albert Demangeon ³³⁶. Le juriste allemand alla cependant plus loin que le géographe français dans ses conclusions puisqu'il pensait que cette lutte avait largement influencé l'organisation du droit des peuples européens et qu'elle constituait une constante essentielle du processus historique ³³⁷. La lutte de la mer contre la terre est la clef de l'hégémonie mondiale parce qu'elle confronte un espace maritime infini,

³³³ Paul Claval, « Les grandes coupures de l'histoire de la géographie », *Hérodote*, n° 25, 2^e trimestre 1982, p. 129-151.

³³⁴ C'est un exercice courant chez ceux qui sont férus de géopolitique que de rechercher systématiquement les auteurs qui ont peu ou prou associé la politique et la géographie. On trouvera chez P. M. Gallois (*Géopolitique. Les voies de la puissance*, Paris, Plon/FESDN, 1990), par exemple, une liste de noms impressionnants (chapitres VII, VIII, IX, X). Cependant, outre que ces précurseurs sont souvent mentionnés par les historiens des autres sciences humaines, on ne peut pas dire qu'ils ont forgé des concepts très éclairants pour les relations internationales. Au mieux, aident-ils à comprendre certaines histoires nationales.

³³⁵ Carl Schmitt, *Der Nomos der Erde, im Völkerrecht des Jus Publicum Europaeum*, Berlin, Dunckert et Humboldt, édition de 1988, p. 143-156. Et *Land und Meer*, traduction française *Terre et mer*, Paris, Édition Le Labyrinthe, 1985.

³³⁶ Albert Demangeon, *L'Empire britannique*, op. cit.

³³⁷ Carl Schmitt, *Der Nomos der Erde*, op. cit., C'est là l'un des thèmes centraux de ce livre.

insaisissable, et sans souverain, à des continents fixes, délimités, divisés et accaparés, et parce que la puissance en mesure de faire la « conquête de la mer » (*seenhame*) prend dès lors l'ascendant sur tous les autres ³³⁸. Or, l'Amiral A.T. Mahan a été le premier à formuler ce point de vue en termes stratégique et politique et à revendiquer le statut de puissance maritime mondiale pour les États-Unis, compte tenu de leur position géographique à la jointure des deux grands océans ³³⁹. Il avait néanmoins été précédé dans sa perspective hégémoniste par Ernst Kapp qui a lui-même influencé F. Ratzel ³⁴⁰. Kapp, dès 1845, avait proposé un découpage de l'histoire du monde selon trois périodes d'essence géographique : [117] « potamique », « thalassique », et « océanique » ³⁴¹. La dernière devait permettre à l'Allemagne d'accomplir sa mission universelle à la condition qu'elle supplante la puissance maritime britannique grâce à une « synthèse supérieure de la puissance et de la culture » ³⁴². La thèse de Kapp fut l'objet d'une réactualisation critique dans les années vingt, Haushöfer faisant remarquer que la période « océanique » et contemporaine, loin d'être universelle, était alors (et déjà si l'on pense à certaines interprétations actuelles) celle du Pacifique. Océan par rapport auquel les chances de l'Allemagne étaient fort compromises ³⁴³. Ce qui posait le problème de ses alliances. Le rapport terre-mer, au cœur de la réflexion géopolitique depuis l'amiral Mahan jusqu'au général Haushöfer, s'il s'estompe après la seconde guerre mondiale, en raison des profondes mutations technologiques enregistrées, ne s'effacera jamais complètement. Par profession, et parce que citoyen éminent d'une nation qui, à l'instar de sa sœur aînée britannique, met le commerce au-dessus de tout, l'Américain Mahan avait vocation à analyser les fondements de l'hégémonie

³³⁸ *Ibid.*, p. 143-162.

³³⁹ A. T. Mahan, *The Interest of America in Sea Power, present and future*, Boston, Londres, Little Brown 1897.

³⁴⁰ Claude Raffestin, *Géopolitique et Histoire*, op. cit., p. 17.

³⁴¹ Dans sa *Géographie générale comparée (Vergleichenden Allgemeinen Erdkunde, 1845)*, Ernst Kapp, philosophe et géographe allemand influencé par la pensée globalisante de Hegel, définit à partir de l'eau les grandes étapes du développement des empires. Il distingue trois stades de l'évolution, trois actes d'un vaste drame. Pour lui, l'histoire mondiale commence avec la culture « potamique » d'Orient, c'est-à-dire en Mésopotamie, entre Tigre et l'Euphrate, et sur les bords du Nil, dans les empires orientaux d'Assyrie, de Babylone et d'Égypte. À cette culture succéda l'ère dite « thalassémique », c'est-à-dire la culture des mers fermées et des mers secondaires de la Méditerranée, représentée par l'Antiquité grecque et romaine et le Moyen Âge méditerranéen. « *La découverte de l'Amérique et les voyages autour du monde marquent le dernier et ultime stade, celui de la civilisation océanique dont les représentants sont des peuples germaniques* », écrit Carl Schmitt, *Terre et mer*, op. cit., p. 27-28.

³⁴² R. Sprengel, op cit, p. 70.

³⁴³ *Ibid.*, p. 70.

navale en fonction d'une conception principalement économique du monde. Pour André Vigarié, la position mercantiliste de Mahan ne fait pas de doute ³⁴⁴. C'est d'ailleurs elle qui faisait déjà réagir Frédéric Ratzel, le premier à s'être intéressé aux rapports entre l'espace et l'Histoire au travers des relations entre la géographie, le commerce et le politique.

A. Frédéric Ratzel et la «découverte» de l'espace comme ressort de l'Histoire

[Retour au sommaire](#)

La montée en puissance de l'Allemagne, portée par la vague de la seconde révolution industrielle, devait l'amener à contester la suprématie commerciale britannique d'une telle façon que les historiens voient dans le défi qu'elle lui lançait l'un des motifs majeurs de l'entrée du Royaume-Uni dans la première guerre mondiale ³⁴⁵. Aux yeux de nombreux intellectuels allemands, à l'instar de Heinrich Von Treitschke, la confrontation anglo-germanique pour l'hégémonie était devenue inévitable. Sensible aux arguments de ce dernier, le géographe F. Ratzel, imprégné [118] par l'hégélianisme et le darwinisme ambiants, mais aussi impressionné par son séjour en Amérique et par la découverte de ses grands espaces, décela dans ceux-ci une force vitale qui le conduisit à considérer l'espace comme le ressort de l'Histoire. Dans la lutte pour la survie qui oppose les États, à l'image de tous les organismes humains, l'espace est donc une force décisive, et non seulement un support dont Ratzel entendait dégager toutes les implications. Toutefois, en raison même de la prégnance des réalités économiques et politiques dont il avait pleinement conscience, il serait erroné de réduire la conception du monde de Ratzel à un déterminisme naturel, comme le répète Hans-Dietrich Schultz après d'autres ³⁴⁶. Il n'entrait nullement dans ses intentions de montrer que la géographie commande à l'homme et à sa construction du politique.

On ne trouve pas chez Ratzel de théorie des relations internationales, mais les sept « lois de l'espace » qu'il pensa mettre en évidence étaient constitutives d'une interprétation générale de l'évolution humaine qu'il ne put achever, au centre de

³⁴⁴ André Vigarié, « Les conceptions d'Alfred Mahan dans l'évolution de la pensée navale », in *La Pensée géopolitique navale*, Paris, Economica, Institut de Stratégie comparée, 1995, p. 101.

³⁴⁵ Georges Henri Soutou, *L'Or et le sang*, Paris, Fayard, 1989.

³⁴⁶ Hans-Dietrich Schultz, « Die deutsche Geographie im 19 Jahrhundert und die Lehre Friedrich Ratzels », in *Geopolitik. Grenzgänge im Zeitgeist, op. cit.*, p. 39-84.

laquelle il installait l'État qu'il comprenait plus comme la nation que comme l'organisation politique³⁴⁷. Certaines de ses formules comme « l'histoire de chaque pays est celle du développement progressif de ses conditions géographiques » ont été interprétées dans un sens déterministe. Cependant, quand on lit de près son œuvre, on constate, par exemple, qu'il englobe la culture dans les attributs géographiques de l'État. Ce qui peut apparaître comme une façon expansionniste de concevoir la géographie, sauf à reconnaître son mérite d'avoir pensé, le premier, l'espace culturel. La pensée ratzélienne relève-t-elle de l'organicisme ? Claude Raffestin qui, après avoir salué l'œuvre de Ratzel, s'est érigé en véritable procureur de tout ce qui a trait à la géopolitique, hésite lui-même à prononcer cette accusation³⁴⁸.

Examinons donc les propositions du géographe allemand relatives à ce qui chez lui tient lieu d'analyse des relations extérieures des États, travail qui avait fait l'objet d'une publication antérieure (de 1896) aux deux éditions de sa *Géographie politique*³⁴⁹.

1) « *La taille d'un État grandit avec sa culture* ». Première assertion difficilement contestable. L'homogénéité culturelle et le dynamisme de la culture nationale favorisent la cohésion de [119] l'État et réciproquement, nous dit Ratzel, qui ne fait là qu'énoncer un principe élémentaire de l'intégration nationale. Mais il en tire une conséquence plus forte quant à la relation entre la

³⁴⁷ Ce qui fait dire à Claude Raffestin que sa géographie politique se réduit à une géographie de l'État et que, pire, la situation ne s'est pas décantée parce que les études les plus récentes ressortent toujours au schéma de pensée ratzélien. Cette critique grave appelle deux remarques. Au plan de la géographie politique interne l'accusation de réductionnisme se justifie car dans la société nationale, l'État ne saurait être le seul lieu de pouvoir. Mais au plan des relations internationales, il faut bien admettre, après plusieurs décennies d'essais de fonctionnement infructueux des organisations politiques internationales, que les relations interétatiques dominent tous les autres types de rapports (*in Pour une Géographie du pouvoir*, Paris, Éditions Th. Génin, 1981).

³⁴⁸ Claude Raffestin parle d'un « moment épistémologique » à propos de l'œuvre de Ratzel, et précise que « l'œuvre ratzélienne, en posant les bases de la géographie politique, a tracé un cadre dans lequel on peut encore travailler, même lorsqu'on s'y oppose comme cela a été le cas dans l'école française. Ratzel a posé toute une série de concepts dont certains ont beaucoup été diffusés et d'autres moins » (*Pour une Géographie du pouvoir*, op. cit.). Il est beaucoup plus sévère envers le géographe allemand dans son dernier ouvrage sur la géopolitique (*Géopolitique et Histoire*, op. cit., chap. II, « La Géographie ratzélienne : transition vers la géopolitique ? »). Néanmoins, après une analyse approfondie, il conclut à un organicisme limité de Ratzel qui considère que « c'est l'esprit qui présuppose la nature et non l'inverse » (*ibid.*, p. 58).

³⁴⁹ Friedrich Ratzel, « Die gesetze des raumlichen wechstums der Staat », 1896 ; traduction anglaise par Ronald C. Bolin, « The laws of the spatial growth of states », in Kasperson and Minghi, *The Structure of Political Geography*, Chicago, Aldine Publishing, 1971.

culture et la politique internationale : l'espace culturel s'étale aussi loin que rayonne politiquement le centre extensif, et à l'inverse, un centre qui s'efface, entraîne dans son déclin sa culture propre au risque même d'être re-culturé à son tour de l'extérieur ³⁵⁰. Il ne s'agit rien de moins pour Ratzel, bien qu'il ne le formule pas de cette façon, que d'analyser la culture en tant que facteur de la puissance. Il montre comment elle forme le lien vital entre le territoire et la population, comment elle les met, après un long établissement des hommes, en symbiose. On peut dire que l'organicisme du géographe allemand s'arrête là : le sentiment d'appartenance, la communion entre tout un peuple et son territoire fait vivre l'État. Si ce n'est pas le cas, si plusieurs groupes ethniques ou culturels sont compris dans le même ensemble étatique, Ratzel conditionne la bonne marche de l'État à la vérification du principe de la congruence (cf. *Géographie politique*, p. 73), c'est-à-dire l'équilibre entre les composantes. Il pressent aussi, bien que cela soit moins explicitement développé dans ses lignes, l'action déterminante des flux culturels. Mais, contrairement à d'autres approches culturalistes, Ratzel ne prend jamais parti pour l'autarcie culturelle. Bien qu'il juge légitime et éternelle la lutte pour l'indépendance, il pressent que « le commerce mondial tend à transformer toute la terre en un organisme économique unique, au sein duquel les peuples et les pays ne seront que des organes plus ou moins subordonnés » ³⁵¹.

2) « *La croissance des États suit d'autres manifestations des peuples qui doivent nécessairement précéder l'expansion de l'État* ». La croissance des États, autrement dit leur développement politique et social et leur renforcement structurel, n'est pas spontanée. Elle est la conséquence du développement intellectuel et moral des peuples qui les forment, de leurs progrès en matière d'organisation économique et sociale, de transports notamment. Le commerce et

³⁵⁰ Ratzel voyait dans l'inconsistance de sa solidarité culturelle, la raison de l'écroulement de l'Empire inca, face à la poignée d'Espagnols conduit par Pizarre. Il n'était, selon lui, contrairement à l'Empire romain, rien d'autre qu'une agglomération d'États tributaires sans aucune cohésion. La culture procure les bases et les moyens d'une forte cohésion entre les membres d'une même communauté et étend le cercle de tous ceux qui, par affinité ou reconnaissance de leur identité, veulent la rejoindre. Et Ratzel de montrer comment le passage du village à l'Empire se fait en fonction du développement de la culture. La relation entre l'espace politique et la culture joue également dans l'autre sens et de façon aussi fréquente, et aussi active. Alors que toutes les grandes cultures n'ont pas toujours engendré de grandes constructions étatiques, tous les grands États du passé et du présent appartiennent à de hautes civilisations et furent ou deviennent des centres de rayonnement.

³⁵¹ *Géographie politique*, ouvrage traduit, *op. cit.*, p. 28.

les communications précèdent ou accompagnent l'unification politique ³⁵². Les détracteurs de Ratzel ont tôt fait d'assimiler les termes croissance et expansion à la seule extension géographique de l'État. Alors même qu'il se [120] préoccupait de comprendre aussi les phénomènes d'organisation (et bien entendu au premier chef d'organisation spatiale) qui concourent à sa consolidation et à sa complexification. Quand Ratzel écrit : « c'est pourquoi, tout développement étatique est une organisation progressive du sol, par le biais d'une relation toujours plus étroite avec le peuple » ³⁵³, il suffirait de remplacer les termes « sol » et « peuple », respectivement par « espace » et « société », pour que sa formule ait une résonance moderne et acceptable par tous. Comme l'établit Charles Hussy, dans sa préface à la traduction de *Géographie politique*, le sol n'est que le « signifiant matériel du processus long, compliqué, et contextuel de la construction étatique » ³⁵⁴.

3) « *La croissance de l'État procède par annexion de petits membres dans un même agrégat. En même temps, le lien entre la population et le sol devient de plus en plus étroit* ». Il ne faut pas voir dans cette « loi », qui n'appelle pas beaucoup de commentaires, l'apologie de l'impérialisme. Simplement, l'Histoire a depuis longtemps montré que les grands États se sont constitués aux dépens d'autres plus petits, qu'ils ont annexés et absorbés. Mais, pour que l'État soit réellement viable, durable, il fallait que l'annexion soit suivie d'une véritable intégration, d'une fusion en un même agrégat. Les États qui n'y sont pas parvenus restent des unités fragiles, agitées par des mouvements centrifuges. C'est une problématique qui reste tout à fait d'actualité.

4) « *La frontière est l'organe périphérique de l'État, le témoin de sa croissance, tout autant que de sa consolidation, et elle prend part à toutes les transformations de l'organisme de l'État* ». Pour Ratzel, la frontière, phénomène périphérique de la croissance ou de la décroissance spatiales, avance ou recule en mesurant la force de la société qu'elle circonscrit. Ses fluctuations ne sont que le reflet de l'expansion ou du déclin de l'État. Une conception bien sûr aux antipodes de l'idée des « frontières naturelles », mais qui n'implique pas plus que

³⁵² « Les systèmes de routes et de canaux ont été depuis les temps les plus mythiques de la Chine jusqu'à présent au service de l'unification de l'État, et chaque grand dirigeant s'est trouvé être un constructeur de routes ».

³⁵³ *Géographie politique*, op. cit., p. 15.

³⁵⁴ Charles Hussy, préface à l'ouvrage traduit, p. 5.

celle-ci des résolutions conflictuelles ³⁵⁵. Néanmoins, cette conception convient moins à la définition légale des frontières étatiques, dans l'ensemble stabilisées (malgré les très nombreux litiges existants) et établies sur des règles juridiques internationales, qu'à celles des [121] empires ou des grands systèmes politico-militaires contemporains. Car s'il y a lieu d'accorder une signification particulière à la relation entre la variation d'une frontière et le dynamisme, ou, au contraire, l'anémie d'un centre, entre la « *périphérie et les organes internes* », pour parler comme Ratzel, c'est bien à leur endroit. L'expansion du système communiste international dans les années soixante et soixante-dix, puis sa rétraction subite jusqu'à l'évanouissement le démontrent éloquemment.

5) « *Dans sa croissance, l'État s'efforce d'atteindre les positions politiques avantageuses* ». Cette cinquième proposition met l'accent sur une notion clef de Ratzel, très précieuse : la position et ses corrélats principaux (la situation mondiale, la dichotomie centre-périphérie). Ratzel privilégie incontestablement la position géographique tenue pour invariante parce qu'« ancrée dans le sol ». S'il admet que « la position signifie une relation vivante, faite d'influences réciproques... » ³⁵⁶, ce qui l'amène à distinguer la position politique de la précédente, les déterminants de la position politique demeurent éminemment géographiques. Les positions politiques découlent avant tout des coordonnées géographiques : position cardinale, centrale, médiane, ou périphérique, situation continentale ou maritime. Ce faisant, le géographe allemand ne pense pas à troquer sa référence strictement géographique contre une référence plus topologique (dans le sens de celle des théories de l'espace-système). Enfin, précise-t-il, en politique internationale, « les avantages liés à la position sont plus rapidement et plus facilement acquis que ceux liés à l'étendue » ³⁵⁷. C'est ce qui explique le rôle essentiel très tôt tenu dans l'Histoire par les pays profitant d'une position privilégiée au contraire des États les plus vastes qui ne dominent la scène internationale que depuis une époque récente, celle de la révolution des transports. De même, Ratzel voit la puissance maritime extensive, fragile et relativement éphémère. L'hégémonisme est la seule voie qui lui soit offerte tant il lui est facile de rompre l'équilibre continental. La politique maritime britannique en serait la

³⁵⁵ L'analogisme biologique de Ratzel le conduit à reconnaître deux types principaux de frontières : la « *frontière-cicatrice* », qui correspond à une cassure historique, et la « *frontière-ourlet* », bande plus ou moins large et riche en activités, dont il prend pour exemple la limite asiatique de la Russie, mais dont la description s'applique aussi bien à la « *frontier* » des Américains.

³⁵⁶ *Géographie politique, op. cit.*, p. 232.

³⁵⁷ *Ibid.*, p. 24.

preuve flagrante. En vérité, s'il n'est pas loin de penser que la puissance terrestre lui est intrinsèquement supérieure, Ratzel affirme que l'accession à la puissance mondiale passe par la combinaison des facteurs maritime et continental, et « qu'on ne [122] devrait appeler puissance mondiale qu'une puissance représentée en tout point du monde connu, tout particulièrement dans les positions essentielles, par des possessions propres » ³⁵⁸. Ce qui l'amène à citer en tête l'Empire britannique, à soutenir la politique d'armement naval de Guillaume II selon lequel l'avenir de l'Allemagne était sur les mers, malgré son retard important :

« En 1898, l'Allemagne possédait 22 navires de bataille, cuirassés ou croiseurs lourds. L'Angleterre en a 147. Les deux lois navales d'avril 1898 et juin 1900 prévoient la mise en chantier, dans un délai très court, de 28 navires de bataille modernes. En 1906 et 1907, l'Allemagne décide d'augmenter son effort et de construire 4 cuirassés par an. En 1915 la marine allemande peut, dans la catégorie des bâtiments de ligne, aligner un effectif égal aux deux tiers de la flotte de bataille britannique. Dès 1898 les projets de Von Tirpitz et de Guillaume II laissent donc prévoir à longue échéance un danger pour la suprématie navale de la Grande Bretagne » ³⁵⁹.

Quant à la Russie, s'il l'exclut de la sphère des grandes puissances ³⁶⁰, Ratzel spéculé sur le développement de la Sibérie et prédit que « finira par se constituer, autour du cercle arctique, une chaîne de pays de haute civilisation, dont l'Europe formera un des maillons » ³⁶¹. Remarquons à ce sujet que si le développement sibérien n'atteint pas encore le niveau que pouvait imaginer Ratzel, la configuration des grandes puissances d'aujourd'hui est plus centrée sur l'Arctique que sur le Pacifique, comme on a trop tendance à le dire. De fait, les États ne naissent pas en n'importe quel milieu géographique, pense Ratzel, et leur

³⁵⁸ Ibid., p. 279.

³⁵⁹ Pierre Milza, *Les Relations internationales de 1871 à 1914*. Paris, Armand Colin, collection « U », 1968, p. 145.

³⁶⁰ « Une masse territoriale comme celle de la Russie ne pourrait faire une grande puissance que sur réserve d'une extension supplémentaire vers le Pacifique et une position équivalente sur l'Atlantique, puisque seuls les océans lui ouvrent la route et lui rendent possible l'extension de son pouvoir sur les pays de l'hémisphère occidentale et de l'hémisphère austral. C'est pourquoi la Russie n'aura franchi le pas d'une position mondiale que lorsqu'elle se sera ouvert une route vers l'océan Indien et aura rendu directe une autre vers l'Atlantique, telle qu'elle en dispose sur le Pacifique », in *Géographie politique*, op. cit., p. 279. Un raisonnement qui sera repris bien des fois...

³⁶¹ Ibid., p. 248.

environnement facilite ou entrave leur marche. La plupart des vieux États furent construits autour d'une place centrale (bassins de Londres, de Paris, Moscovie, etc.) et dans leur croissance, ils tentèrent de s'approprier les positions les plus aptes à les renforcer. D'où la construction concentrique, précise-t-il, d'une majorité d'États. Ce principe ratzélien du *kernraum*, de la région-noyau, a fait les délices des premiers géographes politiques américains qui généralisèrent son application (*core-area*). Des économistes qui ne doivent rien au vieux géographe l'ont fait revivre dans leurs modèles d'analyse des relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Ils en ont [123] d'ailleurs abusé, au point qu'il est désormais de bon ton de rejeter tout schéma explicatif reposant sur ce dualisme.

6) « *Le premier stimuli à la croissance spatiale des États s'exerce sur eux, depuis l'extérieur* ». C'est l'idée hégélienne de l'État qui « se pose en s'opposant » qu'adopte ici Ratzel. Les sociétés politiques ne prennent vraiment conscience d'elles-mêmes qu'en fonction de leurs oppositions, de leurs rivalités, ou de leurs affinités avec les sociétés voisines ³⁶². Ratzel énonce ainsi un autre principe clef, celui de l'existence d'un stress extérieur comme condition d'émergence d'une construction politique (principe que l'on va retrouver sous bien des plumes : celles de théoriciens de la construction étatique, comme Anthony D. Smith, ou du fédéralisme, comme William Riker).

7) « *La tendance générale à l'annexion territoriale et à l'amalgame se transmet d'un État à l'autre et croît continuellement en intensité* ». Ratzel croyait, enfin, à la concentration croissante des États, la compétition politique écrasant les petits ou leur imposant de s'unir. Cette tendance au *mégalo-statisme* ou au *macro-statisme* est, selon lui, vitale. Impressionné par ses études sur les États-Unis, Ratzel pressentait que l'avenir serait dominé par les États de dimension continentale. Il misait donc sur l'Amérique du Nord, la Russie, ou l'Australie ³⁶³. Ce qu'il y a de plus contestable dans cette tendance, c'est son

³⁶² Un grand État ne se crée pas de lui-même, sauf par la colonisation (États-Unis), mais par l'association, la fusion de plusieurs États de tailles variées. Or, cette agrégation ne se produit qu'au contact d'espaces aux vastes dimensions, sous la pression d'une menace conquérante. Pour le géographe allemand, « les espaces de mouvement, comme les steppes et les océans où se sont constituées les premières unités, poussent les États des régions de persistance, les forêts et les terres de culture, à se regrouper ».

³⁶³ Ce qui l'amenait aussi à entretenir quelques illusions : « *Nous voyons au moment présent, ici en Europe continentale, que s'éveille la conviction de la nécessité de nous unir tous, au moins économiquement, contre les géants que sont la Russie, l'Amérique du Nord et*

caractère mécaniste. Car, sauf l'Empire russe, constitué étape après étape avec une grande constance géopolitique, il faut bien admettre que les autres macro-États viennent du fond des âges (Chine), ou sont nés du choc colonial (États-Unis, Brésil), et dans tous les cas, ne procèdent en aucune manière d'une progression calculée. Du règne à venir des États-continentaux, Ratzel tirait une vision assez optimiste du monde. En effet, leur émergence signifierait une tendance à l'égalisation des États ; or, il était convaincu que la paix dépendait avant tout de l'équilibre, de la balance des forces ³⁶⁴.

Dans le contexte darwinien et nationaliste de la fin du XIX^e siècle, Ratzel pose ainsi les nouvelles questions relatives à l'espace, bien que ses propres interrogations lui aient été inspirées par ses lectures de Kapp et de Ritter. L'examen de ses concepts montre que, selon lui, la maîtrise de l'espace (de son étendue, de ses ressources, de ses positions, des frontières) [124] détermine le niveau de développement et de puissance d'un État, et par conséquent son comportement international. Cette maîtrise dépend de plusieurs faits, et d'abord de l'espace physique lui-même. Il existerait un conditionnement géographique à la croissance, plus ou moins facilement surmontable. Ainsi, la configuration physique, morphologique et climatique des États-Unis les avantage considérablement par rapport à d'autres États de même dimension (Russie, Chine, Brésil, Australie). Mais il n'y a aucune fatalité, bien que Ratzel ne saisisse pas toute la portée du progrès technique. Par exemple, il sous-estime l'impact de la révolution des transports et des télécommunications sur l'organisation du commerce international ou, tout au moins, il donne l'impression de continuer de croire au conditionnement géographique de ce dernier.

Enfin, dernier point, oh combien controversé, la notion de *Lebensraum*. Terme au sujet duquel Claude Raffestin souligne, d'un côté, l'absence d'une véritable définition chez Ratzel ³⁶⁵, et admet, d'un autre, que « la traduction espace-vie correspondrait encore mieux à l'idée ratzélienne du *Lebensraum* » ³⁶⁶ que son acception courante et négative d'espace vital. Voilà bien une illustration de l'équivoque entretenue autour du vocable emprunté par Ratzel à Oscar Peschel ou à Heinrich Von Treitschke, selon tel ou tel ³⁶⁷. Néanmoins, aujourd'hui que l'on

l'Empire britannique. » Une profession de foi qui a quelque chose de contradictoire avec son adhésion au pangermanisme (cf. M. Korinman, *Quand l'Allemagne pensait l'Europe. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, op. cit., p. 134).

³⁶⁴ *Géographie politique.* op. cit., p. 221-222.

³⁶⁵ Claude Raffestin, op. cit., p. 33.

³⁶⁶ *Ibid.*, p. 50.

³⁶⁷ À Peschel selon Raffestin (op. cit., p. 31), à Von Treitschke, selon Strausz-Hupé (op. cit., p. 28).

sait que l'espace est aussi et surtout un produit de la société, on ne devrait plus tenir pour une proposition scandaleuse l'assertion de Ratzel selon laquelle la capacité à maîtriser l'espace est directement liée à un sens particulier de l'espace (*Raumsinn*), si l'on admet que les organisations sociales, qui émanent des cultures et des modes de vie, s'expriment différemment dans le rapport à l'espace. Ratzel, le premier, a cherché à comprendre ce qui lie un peuple au territoire qu'il occupe et pourquoi l'espace habité par une même population varie dans le temps. Or, cette réflexion l'a amené à concentrer son attention sur l'État. Car pour lui, « l'État n'est pas spécialement un organisme, parce qu'il assure une connexion entre une population vivante et la terre immobile, mais bien plutôt parce que cette connexion est tellement consolidée par réciprocité que les deux deviennent un, et ne peuvent plus être longtemps séparés »³⁶⁸. L'intensité du [125] lien n'est pas mesurable et sa force est faite au moins autant de sentiment que d'éléments rationnels. En outre, quand Ratzel fait cas de l'inégale aptitude des peuples à maîtriser l'espace³⁶⁹, il ne se réfère à aucun déterminisme biologique mais affirme que cette capacité est fonction de modifications psychologiques ou mentales, nées d'un contexte historique ou culturel. Bien sûr, il s'est trouvé que ses textes furent publiés en pleine période wilhelmienne, au moment où l'Allemagne en pleine croissance se voulait conquérante, se faisait audacieuse et rompait avec le confinement bismarckien. Ils paraissaient donc légitimer une politique de puissance.

Tout cela appelle deux remarques. D'une part, si l'on admet que certaines cultures religieuses posséderaient plus que d'autres des prédispositions à imaginer et à faire fructifier l'économie de marché, selon la thèse bien connue de Max Weber sur la convergence entre protestantisme et capitalisme, ou à exceller dans l'organisation du travail et de la production, comme le pense Serge Christophe Kolm des adeptes du bouddhisme³⁷⁰, pourquoi n'en irait-il pas de même pour cette autre composante du social qu'est l'espace ? D'autre part, comme Ratzel l'indiquait lui-même, la relation peut changer. Lothar Baier qui attribue l'obsession de l'espace en Allemagne, après 1918, à la persistance d'une mentalité rurale dans une société industrialisée, à une peur de manquer de terres cultivables, sans doute accentuée par les souffrances de la pénurie alimentaire endurées par le peuple pendant la Grande Guerre, pense qu'aujourd'hui les

³⁶⁸ Ratzel, *Géographie politique*, op. cit., p. 52.

³⁶⁹ On notera que les commentaires, pour la plupart fort critiques, qui, depuis des décennies et encore aujourd'hui, sont faits de la *Politische Géographie* ne portent, en vérité que sur quelques parties du livre.

³⁷⁰ S. C. Kolm, *Le Bonheur-liberté. Bouddhisme profond et modernité*, Paris, PUF, 1982.

Allemands ont modifié radicalement leur rapport à l'espace. Ils auraient échangé, dans leur imaginaire diplomatique celui-ci contre le temps ³⁷¹.

À la suite de Ratzel, le terme de *Lebensraum* devint synonyme, parmi un certain nombre d'écrivains allemands, de zone d'influence, de sphère réservée. Ils entendaient transposer, et au profit de l'Allemagne, la doctrine de Monroe à l'Europe centrale. C'est clair pour Friedrich Naumann, qui conçoit l'espace entre Baltique et Mer Noire comme destiné à vivre sous le condominium germano/austro-hongrois, laissant une large autonomie aux peuples non-germaniques ³⁷². Paul Rohrbach, qui ne pouvait pas imaginer une concession de la Grande Bretagne en Europe identique à celle qu'elle avait faite dans [126] l'espace américain aux États-Unis, pensait l'affrontement avec l'Empire britannique inévitable. Dans une telle perspective, il préconisait la mise en place d'une alliance et d'une coopération économique et technique avec l'Empire ottoman (chemins de fer) qui permettrait à l'Allemagne d'accéder au Golfe Persique. De façon à, d'une part, construire un axe stratégique fondamental entre ce dernier et la Mer du Nord, dont serait écartée la puissance anglaise, et, d'autre part, à exercer une pression sur l'Égypte ³⁷³. Nous verrons plus loin que cette diagonale Mer du Nord-golfe Persique conçue par Rohrbach allait alimenter des controverses géopoliticiennes, des procès d'intention.

En conclusion, on est en droit de penser avec Claude Raffestin que parce qu'il a systématiquement usé du terme de *Lebensraum*, Ratzel a eu le tort de trop ramener la « lutte pour la vie » à la « lutte pour l'espace ». Cependant, d'une certaine manière, cette corrélation existe bien, mais beaucoup moins sous l'aspect d'une irréversible logique d'extension que sous celui d'une maîtrise et d'un conditionnement de l'espace. La lutte pour l'espace n'est pas plus que la lutte des classes ou que l'extension du marché le moteur de l'Histoire. Elle peut être, dans certaines configurations, une lutte pour l'existence. Il en a été ainsi pour la Russie dont la survie, tout au long des siècles, ne fut assurée que grâce à une marche conquérante vers l'Est et vers le Sud permettant d'éloigner les menaces des

³⁷¹ L'obsession de l'espace fut en Allemagne, après 1918, largement répandue, et ne se limite pas à quelques cercles extrémistes, comme l'explique Lothar Baier (*Les Allemands maîtres du temps. Essai sur un peuple pressé*, Paris, La Découverte, 1991). Mais, le thème essentiel de Lothar Baier, fort attractif pour la conception géopolitique moderne de l'espace-temps, est que d'après lui, les Allemands, malgré les apparences, auraient mieux compris que les autres, et en raison de leur expérience, pourquoi il fallait troquer cette avidité d'espace contre une supériorité dans la gestion du temps stratégique.

³⁷² Friedrich Naumann, *Mitteleuropa*, 1915. Cf. aussi Strausz-Hupé, *op. cit.*, p. 36.

³⁷³ *Le Chemin de fer de Bagdad*, 1902. *Du Caucase à la Méditerranée*, 1903. Rohrbach reconnaissait dans le bassin du Danube « l'espace de destin » des Germains, et au-delà, vers l'Est, leur « espace vital ».

Mongols, des Tatars et des Turcs. À partir des foyers initiaux de Nijni Novgorod et de Kiev, les Russes ont été dans l'obligation de construire une succession de marches et de glacis sur l'horizon infini des steppes, jusqu'à atteindre enfin, les montagnes méridionales (cf. carte ci-contre).

L'extension territoriale russe de 1533i à 1945.

B. A. T. Mahan, théoricien de l'hégémonisme naval

[Retour au sommaire](#)

L'officier de marine américain A.T. Mahan a conçu entre 1890 et 1911 des théories stratégiques faisant partie de ces œuvres qui, exceptionnellement, atteignent du vivant de leur auteur à la plus grande notoriété. Qui plus est, le commandant puis amiral a eu le bonheur d'être écouté et compris par les plus hautes autorités de son pays, le président Théodore Roosevelt en personne (rappelons [128] que quelques-uns de ses textes ont été traduits en français il y a

longtemps ³⁷⁴ et des extraits de ces traductions regroupés plus récemment ³⁷⁵). Afin de saisir la quintessence de sa pensée, on peut toujours se référer aux travaux d'Harold et Margaret Sprout, les vulgarisateurs de sa vision stratégique au moment de la seconde guerre mondiale ³⁷⁶. L'ouvrage d'Hervé Coutau-Bégarie sur la puissance maritime fait par ailleurs largement référence aux idées d'Alfred Mahan. À dire vrai, ses conceptions stratégiques relèvent avant tout de la pensée navale, et laissent peu de place à une réflexion géopolitique globale. Mais elles n'en inspirèrent pas moins la nouvelle politique étrangère, interventionniste, américaine. Sous l'impulsion de la Ligue navale, présidée par Mahan lui-même, l'exécutif américain rompit en effet avec la doctrine de Monroe et s'immisça de plus en plus dans les affaires internationales au nom de la liberté du commerce. L'opinion courante parmi les commentateurs de Mahan est qu'il considérait que le développement du commerce extérieur des États-Unis, inéluctable en raison de leur croissance économique, devait être garanti et protégé partout où il se dirigeait par une flotte puissante et omniprésente. Cette consigne conduisait à l'hégémonie navale des États-Unis prônée notamment par un Homer Lea, contemporain de l'amiral, qui pressentait comme inéluctable la confrontation avec la puissance économique japonaise montante ³⁷⁷.

Cette interprétation des écrits de Mahan, en particulier de ses trois livres jugés les plus importants ³⁷⁸, est contestée par John Sumida qui tempère l'approche culturaliste de la politique (les puissances maritimes seraient prédestinées à la domination) et les trois idées-forces qu'on s'est plu à relever chez lui ³⁷⁹. D'abord Mahan semble associer étroitement la puissance navale à la vocation maritime et commerciale des États, peu nombreux, concernés : Angleterre, France, Espagne, Hollande. Mais si les conditions physiques ont pu expliquer l'émergence des puissances navales, elles ne furent jamais déterminantes.

³⁷⁴ Livre de Jean Izoulet déjà cité.

³⁷⁵ Pierre Naville, *Mahan et la maîtrise des mers*, Paris, Berger-Levrault, 1981.

³⁷⁶ H. and M. Sprout, H., *Toward a new order of sea power : american naval policy and the world scene*, Princeton University Press, New Jersey, et M. Sprout, *Mahan : evangelist of sea power*, in *Makers of modern strategy, military thought from Machiavelli to Hitler*, Princeton University Press, New Jersey, 1944, avec une traduction française : « Mahan, l'apôtre de la puissance maritime », dans *Les Maîtres de la stratégie*, volume II, Paris, Berger-Levrault, 1982.

³⁷⁷ S. Beau, « La vision prophétique d'un stratège oublié. Les enjeux de la région pacifique selon Homer Lea », in *La Pensée géopolitique navale*, op. cit.

³⁷⁸ *L'Influence de la puissance maritime dans l'Histoire, 1660-1783*, paru en 1890 ; *L'Influence de la puissance maritime dans la Révolution et l'Empire 1783-1812*, paru en 1892 ; *Le Problème de l'Asie et ses effets sur la politique internationale*, paru en 1900.

³⁷⁹ Jon Sumida, op. cit., p. 57.

L'amiral américain en appelle à plusieurs autres facteurs (extension du territoire, taille de la population, caractère national, structure politique) dont la réunion n'est pas systématiquement corroborée par le développement historique des puissances navales ³⁸⁰.

[129]

Le cas britannique est bien sûr le plus remarquable. Jusqu'au XX^e siècle l'Angleterre a profité d'une position fort avantageuse puisque centrale par rapport à l'Atlantique et aux autres mers qui baignent l'Europe. Celle-ci permit à la flotte britannique de mener des opérations contre n'importe quelle base adverse sans trop s'éloigner des siennes et de prévenir toute jonction entre des flottes ennemies en concentrant, à volonté, ses propres forces. Or, Mahan voyait dans cette concentration des moyens, qui permet la destruction des navires ennemis, la clef de tout succès durable. Avec la possession de Gibraltar, et par conséquent l'interception aisée des flottes qui transitent entre la Méditerranée et l'Atlantique, le dispositif britannique était sans égal. Et lui seul, avec l'appui des bases coloniales, a pu aspirer à l'hégémonie mondiale.

Mais l'explication ne saurait être purement géographique. Mahan insiste sur la persévérance britannique, sur la constance d'une politique qui commence avec Élisabeth et se systématise au cours du XVIII^e siècle. Il met l'accent sur la complémentarité, dans la mentalité anglo-saxonne, entre la guerre et le commerce (la première s'arrêtant quand les intérêts du second, plus précisément ceux de la puissance thalassocratique, sont respectés). Cependant, en 1900, Mahan pense que le rôle historique du Royaume-Uni s'achève. Le témoin passe naturellement entre les mains des États-Unis puisque « la situation géographique des États-Unis est la même que celle de l'Angleterre et elle pousse les deux dans le même sens ». En raison de leur dimension et parce qu'ils représentent une île plus grande et plus centrale, par rapport au monde océanique, les États-Unis sont mieux à même de répondre aux défis planétaires. Quant à la proximité culturelle et idéologique, elle incite Mahan à croire à une hégémonie, (là où Sumida voit un « consortium transnational ») navale et mondiale anglo-américaine. Ensuite, Mahan déduit de ses travaux historiques trois certitudes complémentaires qui font parfois l'objet de révisions.

1) La conviction de la supériorité de la puissance maritime. L'opposition entre la puissance continentale et la puissance maritime est le ressort fondamental de l'histoire des nations. D'où l'axiome tiré de l'observation des événements

³⁸⁰ *Ibid.*, p. 46. Mahan déterminait la vocation maritime à partir de six conditions. Et plusieurs cas étaient à considérer.

européens, [130] en particulier de la lutte anglo-française pour l'hégémonie en Europe. Ce qui n'était pas faux, malgré l'objection maladroite de Spykman (voir *infra*), sachant que l'essentiel de la politique européenne du Royaume-Uni, du XVI^e au XX^e siècle, a consisté à empêcher à la fois la domination du continent par une seule puissance et l'avènement d'une autre puissance navale de premier ordre sur les bords de celui-ci. Et Mahan de poursuivre, en affirmant la supériorité, *in fine* et dans tous les cas de figure, de la puissance maritime grâce à sa plus grande liberté de manœuvre dans toutes les directions (ce qui lui permettait de déborder son adversaire), grâce à sa capacité de repli et à son immunité stratégique assurée par l'insularité. Bien entendu, cette supériorité passant par la maîtrise des mers et le contrôle des lignes maritimes, cela obligeait la puissance océanique à une présence mondiale (ou tout au moins à la périphérie de l'Europe, dans le cas britannique) qui confinait à l'hégémonisme. C'est pourquoi, à l'âge industriel, l'immensité de la tâche avait persuadé Mahan que la suprématie navale ne pouvait résulter que de la coopération de deux ou trois puissances.

2) La maîtrise des mers. Comparant les stratégies navales des Anglais et des Français au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, puis au début du XIX^e, Mahan conclut sans appel à la supériorité de celle des Britanniques qui ont toujours recherché la maîtrise des mers au moyen d'une concentration des forces. Ce qui suppose un nombre de navires de combat plus grand, des tonnages plus lourds, des armements qui suivent le progrès (cuirassés au XIX^e siècle, puis croiseurs et porte-avions jusqu'à la seconde guerre mondiale, porte-avions et sous-marins nucléaires depuis). Grâce à cette concentration, la flotte britannique emporta toujours la bataille décisive, point d'orgue de la théorie mahanienne. En fonction de cette nécessité, l'amiral recommandait le non-partage de la flotte nationale entre les mers et les océans afin d'être toujours en position de force dans les zones sensibles.

3) La défense des lignes maritimes. Selon Mahan, les communications « constituent l'élément le plus important de la stratégie, politique ou militaire »³⁸¹. Au plan politique, le contrôle des lignes maritimes est indispensable à la sécurité des liens entre la métropole et ses colonies.

[131]

Les analystes en stratégie navale s'accordent à dire que Mahan mérite d'être passé à la postérité, moins pour les idées qu'il a avancées dans cette discipline militaire (ils notent la carence de tout véritable traité), que pour son talent d'historien maritime et sa capacité à comprendre l'espace stratégique de la

³⁸¹ Cité par M. T. Sprout. *op. cit.*

puissance maritime ³⁸². Ce qu'admet aussi Jon Sumida qui rappelle que Mahan considérait sa *Stratégie navale* de 1911 comme le « pire livre qu'il n'ait jamais écrit » ³⁸³.

Quoi qu'il en soit, il est clair qu'aujourd'hui la dichotomie spatiale sur laquelle Mahan fondait ses raisonnements s'est fortement atténuée. Désormais, la puissance planétaire, hégémonique, allie la puissance continentale et la puissance maritime. C'est ce qu'avait compris l'Union soviétique quand elle voulut jouer à fond son rôle international, bien que l'entreprise fût au-dessus de ses moyens économiques. Cela appelle deux remarques.

La première est que la fonction militaire a évolué car elle a pris une ampleur considérable du fait que l'océan est l'espace d'évolution de l'élément le plus discret et le plus sûr de la triade stratégique. Aucun point du globe n'est désormais à l'abri du missile tiré par le sous-marin nucléaire. Le cœur des grands continents est à sa portée. Mais l'invulnérabilité, provisoire vraisemblablement, des missiles mer-terre ne constitue pas la seule cause du changement des rapports entre la terre et l'océan. L'augmentation de l'autonomie des flottes à la mer, grâce en particulier à la propulsion nucléaire, a accru du même coup leur projection de puissance. En effet, elles s'éloignent beaucoup plus de leurs bases et pour des durées beaucoup plus longues qu'il y a seulement quelques années. L'allongement des circuits et des temps de présence dans les eaux internationales laissait prévoir des interventions ou des soutiens politiques ou militaires plus efficaces et plus constants (cf. guerre du Golfe, opération contre l'Afghanistan, guerre des États-Unis contre l'Irak). De sorte que le développement de l'armement naval est aujourd'hui moins typique que par le passé d'une volonté spécifique, celle de dominer les océans. Il est plus simplement la manifestation d'une puissance globale à laquelle il est parfaitement intégré ³⁸⁴.

[132]

La seconde tient à l'imbrication des espaces terrestres et maritimes. L'affaiblissement relatif de la fonction mer-mer (maîtrise) au profit de la fonction mer-terre (dissuasion, projection de la puissance, présence politique) en témoigne. C'est aussi la preuve que la géopolitique des océans n'est plus seulement

³⁸² A. Vigarié, *Les Conceptions d'Alfred Mahan...*, op. cit.

³⁸³ Jon Sumida, op. cit., p. 45.

³⁸⁴ Cf. Coutau-Bégarie, « Quelques caractéristiques de l'élément marin. Essai de géopolitique et de géostratégie maritimes », in *La Lutte pour l'Empire de la Mer*, sous la direction d'Hervé Coutau-Bégarie, Paris, Economica et Institut de Stratégie comparée, 1995, p. 4.

tributaire de la configuration des mers et des continents, mais qu'elle est déterminée par le système spatial planétaire, son organisation et ses enjeux.

Les conceptions de la bataille navale et du *Sea Power* de l'amiral américain ont donc reçu un accueil remarquable, dès leur diffusion. Elles furent très prisées en Grande-Bretagne au moment où la suprématie de la nation anglaise était de plus en plus contestée par la flotte japonaise en Asie et par la flotte de Guillaume II, lui-même partisan inconditionnel de Mahan, en Occident. Sa thèse de la supériorité de la puissance maritime allait trop dans le sens des gouvernants qui aspiraient à développer leur puissance navale pour qu'il n'en fût pas ainsi ³⁸⁵. Mais, bien plus, comme l'a souligné Robert Strausz-Hupé, Mahan ouvrit de nouveaux horizons, à la fin du ^{xx}e siècle, à la thématique américaine du *Destin manifeste* en présageant que les États-Unis seraient dans le futur la seule puissance navale mondiale ³⁸⁶. En tout cas, il fut le premier, fort d'une telle conviction, à prôner la rupture avec la doctrine de Monroe, qui n'était plus à ses yeux « qu'un mot d'ordre dépassé de "rats de terre" » ³⁸⁷, éminemment isolationniste.

De fait, depuis 1917, la propension américaine à intervenir dans les affaires du monde n'a été que très temporairement démentie. Malgré des nuances stratégiques parfois importantes (car tous ne privilégient pas le rôle de la marine ou n'acceptent pas le recours systématique à l'affrontement naval), les géographes, militaires ou stratèges civils américains n'ont pas cessé de proroger la vision du monde de Mahan.

Dans l'entre-deux-guerres, le géographe Isaiah Bowman fut de ceux-là. Fidèle du président W. Wilson dont il fut l'un des principaux conseillers, en raison de son titre de directeur de la Société américaine de Géographie, pendant la Conférence de la Paix, en 1919, il devint plus tard un proche de F.D. Roosevelt [133] qui le consulta régulièrement, surtout à l'approche du second conflit mondial ³⁸⁸. Bowman partageait la thèse de Mahan quant à l'expansion de

³⁸⁵ « Dans une série d'ouvrages, Alfred Thayer Mahan va définir une doctrine qui enthousiasmera les marins de tous les grands pays maritimes. Elle marquera la réflexion des états majors des deux grandes guerres mondiales, y compris au Japon. Elle a en grande partie inspiré les écrits récents de l'Amiral Gorchkov... », remarque l'amiral français Sevaistre, dans son article « Mahan, le Clausewitz de la mer », dans *Stratégie*, no 7, 1980, 3^e trimestre.

³⁸⁶ Robert Strausz-Hupé, *Geopolitics*, op. cit., p. 244.

³⁸⁷ Carl Schmitt, « Accélérateurs involontaires ou la problématique de l'Hémisphère occidental », 1942, dans *Du Politique, légalité et légitimité et autres essais*, Paris, Éd. Pardès, 1990, p. 170.

³⁸⁸ G. Parker, op. cit., p. 117.

l'économie et du commerce extérieur américains. Il fut un membre actif du *Council on Foreign Relations*, une association qui s'était fixée pour but d'influencer le gouvernement de Washington et l'opinion publique américaine en faveur de l'internationalisme. À cet effet, le CFR lança, en 1922, la revue *Foreign Affairs* qui justifiait notamment la fin du confinement continental contre l'ancienne doctrine des États-Unis, laquelle, selon John Quincy Adams, secrétaire d'État du président Monroe (dont le nom lui est associé), entendait préserver une coexistence de grandes zones continentales mutuellement garanties de toutes ingérences extérieures. Dans son livre de 1921, *The New World : Problems in Political Geography*, Bowman défendait la nouvelle carte de l'Europe voulue par Wilson parce que la plus susceptible, à ses yeux, de garantir la paix ³⁸⁹, excipant du fait qu'elle reposait sur le principe des nationalités. Le géographe américain apparaît clairement comme l'un des grands avocats de la nouvelle ligne diplomatique qui allait du *New World* de Wilson au *One World* de Roosevelt, impliquant l'interventionnisme global des États-Unis au nom de la morale, du commerce et d'une certaine fermeture de l'Histoire.

Dans une période plus récente, vers la fin des années soixante-dix, l'amiral a été l'objet d'une attention renouvelée qui ne doit pas prêter à confusion. D'abord, elle s'explique pour une bonne part par la croissance de la puissance navale soviétique de cette époque (dont la menace paraît cependant avoir été exagérée) et du même coup, par le renouveau stratégique d'océans trop oubliés ³⁹⁰. Ensuite (c'est le principal), elle n'a aucunement remis en cause la ligne « globaliste » des États-Unis, contrairement à ce qu'en ont pensé certains qui assimilaient, par erreur, mahanisme et isolationnisme, parce que le renforcement de la flotte autorise certains désengagements terrestres. Comme nous le verrons, il ne s'est agi que d'un rééquilibrage en faveur de la marine et de l'espace, rendu possible par les nouvelles technologies ³⁹¹.

³⁸⁹ I. Bowman, *The New World : Problems in Political Geography*, New York, World Books, 1921.

³⁹⁰ Sur l'océan Indien, cf. Philippe Leymarie, *Océan Indien, le nouveau cœur du monde*, Paris, Khartala, 1979. Sur l'Atlantique sud, H. Coutau-Bégarie, « L'Atlantique sud, nouveau point chaud », in *Politique internationale*, no 19, 1983, *Géostratégie de l'Atlantique sud*, Paris, PUF, 1985 ; cf. également A. Hurrell A., *International Affairs*, vol. 59, no 2, 1983, « The politics of South Atlantic security ; a survey of proposals for a South Atlantic Treaty Organization » ; J. F. Lehman, *Rebirth of US Naval strategy*, *Strategic Review*, 1981.

³⁹¹ Cf. Coutau-Bégarie, *La Puissance maritime soviétique*, Paris, Économica, 1983.

[134]

2. La pensée de Mackinder précède la géostratégie globale

[Retour au sommaire](#)

L'autre père fondateur anglais de la géopolitique, Sir Halford J. Mackinder, a eu une longue vie (1861-1947) riche en événements et fort active puisqu'il fut universitaire, professeur, mais aussi administrateur, homme politique élu aux Communes et diplomate. L'intense occupation de l'homme public explique une œuvre écrite composée de nombreux articles et de petits opuscules, parmi lesquels deux ont suffi à sa renommée universelle ³⁹². Il s'agit bien entendu de sa communication à la Société royale de Géographie de janvier 1904, *The Geographical Pivot of History* et de *Democratic Ideals and Reality*, petit livre publié en 1919 et reconnu comme sa contribution cardinale à l'analyse des relations internationales ³⁹³. Parce qu'il considérait la connaissance géographique et la juste perception de l'espace comme un pouvoir, Mackinder s'est efforcé dans *The Scope and Methods of Geography* d'en persuader ses contemporains. Le regard panoptique et l'image, plus que l'écriture, constituaient, d'après l'analyse que fait O'Thuatail de ses travaux, les fondements pédagogiques de la géographie selon Mackinder ³⁹⁴. Ses préoccupations majeures allaient d'abord au destin de la Grande-Bretagne et de son empire. C'est pourquoi, en rédigeant *Democratic Ideals and Reality*, l'universitaire britannique voulait prévenir l'opinion anglaise des risques spécifiques que courait le Royaume-Uni dans le monde tel qu'il le visualisait (en particulier l'affaiblissement de la puissance maritime face à la puissance continentale).

A. L'inquiétude de Mackinder : le déclin britannique

Mackinder a pressenti que le monde changeait, qu'il devenait clos et que, par conséquent, il fallait l'appréhender comme un système dans lequel les éléments

³⁹² W. H. Parker, cite exactement cent-quatre articles et livres sur Mackinder.

³⁹³ H. J. Mackinder, « The geographical Pivot of History », *The Geographical Journal*, vol. XXIII, no 4, 1904 et *Democratic ideals and reality*, Pelican Books, réédition de 1944.

³⁹⁴ Geraoid O'Thuatail, *op. cit.*

interréagissaient d'un bout à l'autre du globe. Le partage des ressources s'achevant, dans ces conditions les réserves de puissance étaient délimitées. Comme Ratzel, il était convaincu que l'avenir appartenait aux macro-États [135] et que la domination du monde par un seul empire était désormais possible. Or, il n'était plus du tout certain que la balance penchât toujours du côté de la puissance maritime, surtout de celui de la Grande-Bretagne qui risquait d'être bientôt supplantée dans ce rôle par les États-Unis. Son savoir géographique avait persuadé Mackinder du déclin inexorable de la Grande-Bretagne incapable de soutenir seule la concurrence des grands espaces continentaux étatiquement organisés ou en voie de l'être. Trop petite, ses ressources s'épuisant et sa productivité diminuant, elle ne pourrait pas longtemps entretenir une flotte et perdrait la maîtrise des mers. La cohésion de l'Empire était menacée.

Déjà des forces centrifuges s'éveillaient et le Canada, notamment, s'orientait dangereusement vers le premier-né des États continentaux ³⁹⁵. En Europe centrale, l'Allemagne était en mesure d'organiser un empire continental et il fallait aussi compter avec la puissance potentielle de la Russie. Dans la nouvelle configuration géopolitique, celle des États continentaux, périlleuse, le recours unique et évident pour la Grande-Bretagne résidait dans l'unification de l'Empire, autour de la mère patrie. Mackinder plaida donc l'association étroite du Royaume-Uni et, tout au moins, des quatre *Dominions*, afin de faire pièce aux « États continentaux nouvellement organisés » ³⁹⁶. Il intervint au Parlement en ce sens, étudia les différentes voies d'une fédération impériale sans se dissimuler les obstacles à surmonter ³⁹⁷. Ses espoirs s'effondrèrent quand l'indépendance des *Dominions* fut reconnue en 1926, et confirmée en 1931 par le statut de Westminster sans que celui-ci comportât la moindre recommandation à une

³⁹⁵ « Le Canada était essentiel à l'Empire. Si toute l'Amérique du Nord devenait une seule et même puissance, la Grande-Bretagne deviendrait, c'est évident, un nain. La grande puissance Nord Américaine nous enlèverait, de toute nécessité, la maîtrise de l'océan » (*The Times*, 15 déc. 1908, extrait d'un article de Mackinder cité par Parker).

³⁹⁶ « Les grandes guerres de l'histoire... sont le produit direct ou indirect de l'inégale croissance des nations, et cette croissance inégale n'est pas entièrement due au génie et à l'énergie plus grands de quelques nations par rapport à d'autres ; elle est dans une large mesure le résultat d'une distribution imparfaite de fertilité et d'opportunités stratégiques sur la surface de notre globe » (*Democratic Ideals and Reality*).

³⁹⁷ Selon Brian W. Blouet (« Sir Halford Mackinder, 1861-1947 : some new perspectives », *Research Papers* 13, School of Geography, Université d'Oxford, mai 1975), Mackinder avait envisagé la transformation de l'Empire en une fédération de régions autonomes et industrialisées, non plus dépendantes de l'Angleterre, reliées par des voies maritimes défendues par une marine impériale. Et la fédération aurait été dirigée par un parlement impérial. Quelques décennies plus tôt, Disraeli avait envisagé un développement analogue avec même un transfert de la capitale de l'Empire outre-mer.

coopération politique ³⁹⁸. Quand il prévoyait le déclin britannique, Mackinder ne limitait pas son analyse à la seule causalité dimensionnelle évoquée à l'instant. Selon une démarche résolument holiste, il l'expliquait par d'autres raisons : les conditions sociales et mentales de la population britannique, peu propices à l'émulation et au renouvellement des cadres ; un système éducatif déficient qui maintenait la majorité du peuple en état de sous culture et de sous qualification, surtout par rapport à l'Allemagne ; l'évasion de la main-d'œuvre par l'émigration ; le laissez-faire économique, et enfin, la sous-appréciation des changements techniques. Des carences dénoncées plus tard par tous les analystes de la crise [136] britannique du XX^e siècle. En diverses occasions, Mackinder s'explique sur ces multiples causes ³⁹⁹. L'insistance qu'il accordait au changement technologique inféra, au plan géopolitique, sa thèse de la suprématie du *Heartland*. Mais, comme le souligne Geoffrey Sloan, l'attention qu'il porte au changement implique une contextualité de cette théorie qu'il ne faut jamais perdre de vue ⁴⁰⁰.

B. Le stress du Heartland et de la domination mondiale

[Retour au sommaire](#)

Mackinder redoutait de voir son pays dépassé par les États-Unis et les principales pièces de l'Empire s'en aller à la dérive. Il craignait encore plus pour la sécurité des îles Britanniques menacées par l'empire continental européen, unifié grâce aux nouveaux moyens de transports sous l'égide, soit de l'Allemagne, soit de la Russie, soit des deux à la fois en cas d'entente germano-russe, comme cela le fut prescrit par Bismarck, esquissé à Rapallo et préconisé par Haushöfer. L'urgente nécessité de signaler un tel risque à une opinion ignorante des réalités géographiques et stratégiques valait bien que l'on passe par un schéma hautement démonstratif quitte à ce qu'il soit un peu sommaire. La

³⁹⁸ Au plan économique, les résultats furent plus satisfaisants avec l'adoption du principe de la « préférence impériale » et la création d'une « zone *sterling* ».

³⁹⁹ Cf. W. H. Parker, p. 62-67 et p. 82-102.

⁴⁰⁰ « Nous devons envisager notre vaste problème comme une affaire d'hommes aux prises avec des réalités et non pas seulement comme des juristes définissant des droits et des remèdes ».

volonté du géographe britannique est claire : faire prendre conscience de la réalité des relations internationales, passant outre à tout *a priori*, à tout préjugé ⁴⁰¹.

Tout le schéma de Mackinder s'organise autour de la prééminence de l'Île mondiale, le *World Island*, laquelle réunit en un seul et unique continent l'Eurasie et l'Afrique ⁴⁰². Du détroit de Behring au cap de Bonne Espérance, s'étale un espace d'une seule pièce, interrompu, mais pas sur toute sa largeur, par une mer intérieure, la Méditerranée, qui n'engendre pas une véritable rupture ⁴⁰³. Mackinder considère les autres continents (Amérique, Australie) comme des « îles satellites » du *World Island*. Cette manière de regarder le monde est spécifique à l'Anglais qui fonda en permanence la politique de son pays sur le rapport d'infériorité potentielle que l'île entretenait avec le monde continental. Sur le *World Island*, Mackinder discerne des régions inaccessibles à la navigation et, pour cause, hors de portée de la puissance maritime. Ces régions forment le cœur des terres des puissances continentales qui ne feront qu'une le jour tant redouté où l'Île mondiale sera unifiée. L'auteur distingue deux régions de ce type, l'une en [137] Eurasie ⁴⁰⁴, et l'autre en Afrique ⁴⁰⁵. L'immensité du *Heartland* eurasiatique impressionne. Ses limites recoupent celles des bassins des fleuves s'écoulant, soit vers des mers intérieures, soit vers l'océan Arctique glacé, et donc fermés à toute navigation. Lui seul est pris en considération. *Heartland* septentrional et *Heartland* méridional sont bordés, le premier au Sud, le second au

⁴⁰¹ Geoffrey Sloan « Sir Halford J. Mackinder : The Heartland Theory Then and Now », in Colin S. Gray and Geoffrey Sloan, *op. cit.*, p. 2-38.

⁴⁰² « Quand nous parlons du "World Island", nous parlons de l'Europe, de l'Asie, et de l'Afrique précisément comme dans le même sens nous parlons de l'Atlantique, du Pacifique et de l'océan Indien pour parler de l'océan ».

⁴⁰³ « Les rivages nord et nord-est de l'Afrique sur près de quatre mille miles sont si intimement reliés avec les rivages opposés de l'Europe et de l'Asie que le Sahara constitue une bien plus grande rupture dans la continuité sociale que la Méditerranée ». Effectivement, la mer Méditerranée a plus été dans l'Histoire un trait d'union qu'un fossé séparateur entre l'Europe et l'Afrique du Nord puisque les échanges entre les façades méridionales de l'Eurasie et l'Afrique du Nord furent de toujours plus étroits que ceux établis entre cette dernière et le continent noir.

⁴⁰⁴ « Toute cette surface s'étendant de la zone glacée, du rivage plat de la Sibérie, aux torrides et steppiques côtes du Baloutchistan et de la Perse, a été inaccessible à la navigation depuis l'océan. Appelons cette grande région, le Heartland du continent ». Le terme *Heartland* a été employé pour la première fois par James Fairgrieve en 1915, dans son livre *Geography and World Power*.

⁴⁰⁵ Le *Heartland* africain est également fort étendu, englobant le Sahara, mais se développant largement au Sud de ce dernier. L'explication de son existence procède de l'impossible pénétration maritime et de l'impossible continuité de navigation sur les grands fleuves africains inhérentes aux nombreuses chutes qui jalonnent leurs cours et qui surtout les terminent. Aussi, le passé de l'Afrique se caractérise-t-il, sauf au Maghreb et autour de l'océan Indien, par une absence de vie côtière.

Nord, par une bande de steppes continue qui traverse l'Arabie. Ces steppes prennent dans le schéma de Mackinder une grande valeur stratégique. Autour de l'aire-pivot que forme le *Heartland* (cf. carte ci-dessous), gravitent deux anneaux périphériques. Le premier, dit intérieur, est l'anneau de basses terres européennes et sud-asiatiques, relayées par l'Arabie, qui s'étirent depuis les îles Britanniques, à l'Ouest, jusqu'au Japon à l'Est. Le second, dit extérieur, est constitué par les îles satellites du *World Island* ainsi que par l'Afrique australe. L'anneau intérieur, que Spykman appellera *Rimland* – c'est la dénomination qui lui restera – recouvre une importance fondamentale parce que de son contrôle va dépendre le balancement des forces entre le pouvoir continental et le pouvoir maritime.

Le pivot géographique de l'histoire

[138]

Le Marin, pour contrer son rival, doit se garantir des plages de débarquement sur le *Rimland*. D'où, d'inévitables fluctuations de la frontière du *Heartland* eurasiatique dans les Balkans en particulier. Selon que les détroits sont dominés par la puissance maritime (Rome) ou par la puissance continentale (Turcs), la

frontière passe au nord de la mer Noire, ou au Sud, traversant alors le cœur de l'Anatolie, puis longeant les montagnes balkaniques (Rhodope), et les Alpes dinariques. Démarcation qui, il n'y a pas si longtemps encore, dépendait étroitement du destin de la Yougoslavie. Mais le *Heartland*, tel qu'il est défini par le géopoliticien, englobe outre les bassins des fleuves dirigeant leurs eaux vers l'Arctique ou les mers intérieures de l'Eurasie, les secteurs du *Rimland* que stratégiquement il domine.

Par-dessus tout, l'antagonisme des deux puissances se cristallise sur les notions clés de position et de promontoire. Il en résulte un intérêt particulier pour certaines régions plus que pour d'autres. En Asie, par exemple, la forteresse naturelle du Tibet plateau perché à plus de trois mille mètres, pour les trois cinquièmes de son étendue, et à plus de quatre mille cinq cents mètres pour un bon cinquième, fut de tout temps fort convoitée ⁴⁰⁶.

Quelle que soit la valeur stratégique des différentes régions du *Rimland*, c'est dans la partie occidentale du *World Island*, au sein même du *Heartland*, que Mackinder reconnaît la position fondamentale dont la détention rend possible l'hégémonie mondiale (cf. ci-dessous).

⁴⁰⁶ Au siècle dernier, il fut l'objet des tentatives d'approche des Russes, introduits en Asie centrale jusqu'au Sin-Kiang et des visées des Britanniques, installés sur l'autre versant de la chaîne Hima-layenne. Un compromis entre « l'ours » et la « baleine », lui valut un statut international, qui équivalait à sa neutralisation. Statut que le Tibet conserve jusqu'en 1959, jusqu'au moment où les Chinois, qui n'avaient pas renoncé à leur revendication sur les hautes terres tibétaines, écrasèrent la révolte de ses habitants, et l'annexèrent définitivement. La Chine populaire avait fait reconnaître ses droits par les puissances intéressées (Union Indienne et URSS) quelques années plus tôt (accord Nerhu-Mao de 1954).

[139]

Il identifie cette pierre angulaire de la domination universelle à l'espace couvert par l'Europe orientale ; d'où sa fameuse citation :

« Qui contrôle l'Europe de l'Est commande l'Heartland. Qui contrôle l'Heartland commande l'île-mondiale. Qui contrôle l'île-mondiale commande le monde ».

Le postulat géostratégique qui privilégie ainsi l'Europe de l'Est, est très inductif, même si son auteur fait appel à des références historiques pour le justifier. Il revient ainsi sur les luttes séculaires que se sont livrées Slaves et Germains pour le contrôle de l'Est européen. Or, si dans le passé le *Heartland* n'a jamais pu être politiquement unifié, Mackinder croyait, en 1904, les Allemands capables de réaliser ce projet. En 1919, l'échec du Second Reich écarta le danger, au moins de ce côté. Mais tout n'était pas perdu pour la puissance continentale susceptible de renaître d'un rapprochement germano-russe ou d'une dynamique nouvelle venue de l'Est. Surtout que les nouveaux systèmes de transport facilitaient la matérialisation de l'unité du *Heartland*. Pour ces raisons, Mackinder se prononça en 1919 pour la création de plusieurs États en Europe orientale séparant l'Allemagne de la Russie, formant ainsi « une zone européenne de séparation entre le Heartland eurasiatique et le croissant périphérique de la puissance maritime ». Comme par ailleurs ses idées rejoignaient les préoccupations de Lord Curzon, en 1919 secrétaire britannique aux Affaires étrangères soucieux d'isoler la révolution bolchevique, son souhait fut satisfait par la création d'une guirlande d'États tampon depuis la Finlande jusqu'à la Roumanie. Mackinder fut le collaborateur direct du théoricien britannique des frontières quand Lord Curzon lui proposa le poste, qu'il accepta, de Haut-commissaire en Russie du Sud, en 1919, auprès du général Denikine⁴⁰⁷. Sans grand succès cependant. Mais, au lendemain de la Grande Guerre et de la Révolution ne fallait-il pas redouter la Russie plus qu'avant ? Les plus grandes opportunités ne se trouvaient-elles pas dans son camp ?

Au plan stratégique, le couloir de basses terres qui prend en écharpe tout le continent eurasiatique depuis la Hongrie jusqu'à la Mandchourie, dont le sol est couvert de prairies ou de steppes (*The Great Lowland*), allait désormais tenir un rôle primordial. Autrefois, il fut une voie d'invasion. Maintenant, avec le bouleversement des moyens de transport, cet axe fondamental de [140] l'Eurasie

⁴⁰⁷ B. W. Blouet, *Sir Halford Mackinder. 1861-1947, op. cit.*, p. 38-40.

est en matière de communications comparable à une mer ou à un océan (cf. carte ci-dessous). Au plan économique, la Russie soviétique apparaît de plus en plus en mesure d'exploiter les énormes ressources de son vaste espace, de mieux en mieux maîtrisé grâce aux chemins de fer. Dès ce moment-là, il n'est plus question de ne voir dans le *Heartland*, qui reste inaccessible aux navires, qu'une terre de civilisation archaïque parcourue par des caravanes de nomades, mais bien la base géoéconomique d'une grande puissance en pleine croissance.

L'intensification et l'accélération des communications d'une part, une intégration territoriale progressive d'autre part, identifiaient incontestablement l'URSS à la grande puissance continentale. En 1904, dans *The Geographical Pivot of History*, Mackinder incluait dans le *Heartland* les régions arctiques, le bassin de la Volga, et le bassin de la Caspienne. En 1919, il ajoutait l'Europe orientale au *Heartland*, parce que dans son esprit elle [141] était le trait d'union ou la dernière marche entre l'Allemagne et le *Heartland* russe, et il redoutait un rétablissement de la première. On remarque donc, entre ces deux dates, une évolution dans la

vision du monde de Mackinder. On note aussi que les limites du *Heartland* (nom qu'il utilisa d'ailleurs pour la première fois dans *Democratic Ideals and Reality* pour désigner le pivot géographique de l'histoire mondiale) sont plus larges que celles qu'il donnait à ce dernier en 1904. Ce remaniement spatial tenait aux événements historiques qui laissaient comprendre que, bien que brisées toutes deux, en 1919, l'Allemagne et la Russie pouvaient postuler chacune à l'empire continental (la carte ci-dessous illustre ces translations géopolitiques).

[142]

À partir de ces variations, nombre de commentateurs des écrits de Mackinder n'ont pas manqué de spéculer sur la concordance des limites de l'URSS et du *Heartland* au lendemain de la seconde guerre mondiale ⁴⁰⁸. Le territoire de l'URSS proprement dit, jusqu'au bassin de la Lena à l'Est, recouvrait bien le *Heartland* initial ; et l'aire du système soviétique établi en 1945, englobant l'Est européen et la Mongolie, dessinait parfaitement le *Heartland* de 1919. Du bien-fondé de cette dernière adéquation, on a donc déduit que l'unification du *Heartland* par les Soviétiques n'avait pas entraîné leur domination sur tout le continent eurasiatique ⁴⁰⁹. Ce qui contredisait l'hypothèse mackindérienne. On retiendra l'objection pour la discussion qui doit suivre après avoir signalé la dernière certitude de Mackinder. Outre les progrès considérables qu'il génère en matière d'unification continentale, le transport terrestre est devenu supérieur au transport maritime. De surcroît, le transport aérien rend plus de services aux liaisons aéro-terrestres qu'aux liaisons aéro-maritimes. Toutes ces transformations permettent à la puissance continentale de dominer la puissance navale. Surtout si elle parvient à rompre son isolement initial, en acquérant des ouvertures sur les océans.

C. La discussion autour de la notion du Heartland et ses critiques

[Retour au sommaire](#)

La théorie du *Heartland* a souvent été décrite comme une production intellectuelle du début du XX^e siècle, comme un produit de son temps influencé par les événements, et incapable d'offrir une signification permanente ⁴¹⁰. Mais c'est là une condamnation trop expéditive, eu égard à l'attention renouvelée dont a été l'objet le schéma mackindérien. Celui-ci contient il est vrai nombre d'insuffisances dont quelques-unes ont été relevées par plusieurs de ses contemporains, tels Léo Amery ou James Fairgrieve ⁴¹¹. « Si l'aire pivot donnait tant de

⁴⁰⁸ Andrew Gyorgy, *Geopolitics. The new German science*, Berkeley, University of California Press, 1944 et E. W. Gilbert, *Sir Halford Mackinder 1861-1947 : an appreciation of his life and work*, Londres, Bell 1961.

⁴⁰⁹ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit.

⁴¹⁰ A. B. Dugam, *Mackinder and his critics reconsidered*, *Journal of Politics* XXIX, 1962, et B. W. Blouet, « Halford Mackinder's heartland thesis », in *Great Plains-Rocky Mountain, Geographical Journal*, V, 1972.

⁴¹¹ G. Parker, op. cit., p. 32-33 et 35-40.

puissance à son possesseur, pourquoi la Russie de 1904 n'était-elle pas une puissance mondiale plus grande qu'elle n'était ? », s'interrogea De Blij ⁴¹². Le soupçon de déterminisme émis par ce géographe [143] américain n'était pas pour autant complètement fondé parce que Mackinder décrivait en fait plus un avenir possible qu'il ne donnait une explication de l'Histoire. Ce qu'il annonçait, c'était la naissance d'une grande puissance au cœur de l'Eurasie grâce aux moyens techniques de l'ère moderne. L'accession de l'Urss au second rang des puissances industrielles et au premier des puissances militaires confirma sa prévision d'une assez belle manière. Si la Russie soviétique n'a pas pu ensuite, par la seule grâce de son extension et de ses ressources géographiques, imposer son hégémonie au monde, c'est parce que son système économique a fait faillite. Il est vrai, en revanche, que Mackinder donnait trop l'impression de croire à la simultanéité de l'unification politique du *Heartland* et de sa puissance globale. C'est ce que lui reprochait déjà Léo Amery qui insistait, quant à lui, sur les bases industrielles et scientifiques de la puissance. Corrélatrice à la critique précédente vint après l'allégation selon laquelle Mackinder aurait sous-estimé les forces du *Rimland*, ses régions clefs, et négligé l'Amérique. Le plus acerbe de ses censeurs fut, dans ce sens, l'Américain Spykman ⁴¹³. Pourtant, si Mackinder focalisait son attention sur le Vieux Monde, seul selon lui apte à produire l'Empire mondial, il ne méprisait pas pour autant les capacités du Nouveau Monde. Il avait décrit les chances de l'Amérique du Nord, mais il pensait que l'initiative était passée du côté de la puissance continentale. Quant aux régions du *Rimland*, loin de nier leur importance stratégique, Mackinder voyait dans leur morcellement politique une source de faiblesse rédhibitoire. Elles n'étaient pas en mesure de dominer le *Heartland*, sauf la Chine, éventuellement organisée par les Japonais ⁴¹⁴. Sur un certain nombre de points précis, le schéma de Mackinder a pu être décrit comme stratégiquement dépassé. L'avènement de la puissance aérienne dans un premier temps ⁴¹⁵ et le développement des missiles, surtout de ceux emportés dans des sous-marins nucléaires circulant sous la calotte glaciaire ⁴¹⁶, rendirent caduques l'inaccessibilité et l'invulnérabilité militaire du *Heartland*. L'Urss et les États-Unis se retrouvèrent placés dans un face-à-face arctique qui relativisait, les uns aux autres, les effets des progrès techniques et les forces respectives de la puissance continentale et de la puissance maritime. Comme le montre W.H.

⁴¹² H. C. De Blij, *Systematic political geography*, New York, Wiley, 1967.

⁴¹³ N. Spykman, *The Geography of peace*, New York, Harcourt Brace, 1944.

⁴¹⁴ *The Geographical Pivot...*, op. cit.

⁴¹⁵ H. W. Weigert, V. Stefansson, R. E. Harrison, « Heartland revisited », in *New Compass of the World*, Londres, Harrap, 1969.

⁴¹⁶ R. E. Walters, *The Nuclear Trap : an Escape Route*, Londres, Penguin, 1974.

Parker la ligne [144] de partage entre les incidences respectives n'est pas très nette ⁴¹⁷. Enfin, quels que soient les nouveaux moyens techniques, la dichotomie terre-océan ne s'effaçait pas complètement car il est plus facile de rompre des lignes maritimes que de les tenir. Et puis Mackinder lui-même n'allait pas hésiter à se remettre en cause.

D. Révision et actualité de Mackinder

[Retour au sommaire](#)

Dans un article publié en 1943 qu'il rédigea sur la demande de la principale revue américaine de politique étrangère ⁴¹⁸, Halford Mackinder prit acte des changements profonds qui transformaient le planisphère politique à l'occasion de la deuxième guerre mondiale pour réajuster son schéma. Il abandonnait l'idée d'un Royaume-Uni, puissance universelle, dont la position était privilégiée, pour décrire une communauté atlantique dans laquelle dorénavant, l'Europe occidentale formait le « boulevard avancé », dont les îles Britanniques étaient « l'aérodrome entouré de fossés » et la France « la tête de pont » d'une Amérique du Nord érigée en « grand donjon » converti en arsenal et en grenier à céréales. Cet *Atlantic Commonwealth*, comme il l'appela, était centré sur l'Atlantique nord, nouvel océan intérieur (*Midland Ocean*) du nouvel Empire maritime, englobant à l'Est, l'Europe occidentale et l'Afrique du Nord, et à l'Ouest, l'Amérique du Nord (partie centrale et atlantique), les Caraïbes, l'Amérique centrale et la bordure septentrionale de l'Amérique du Sud. La rivalité des deux mondes persistait, mais elle avait changé d'échelle, s'élevant de la dimension européenne à la dimension mondiale.

Dans la nouvelle version, le *Heartland*, le cœur de l'Empire continental, voyait ses limites rétrécir, n'enfermant plus que l'Europe orientale, la Russie et la Sibérie occidentale. Tout l'Extrême-Orient et l'Asie des moussons constituaient désormais une région à part, échappant à l'emprise du maître des terres. La carte du monde de Mackinder subissait donc de profondes modifications et ses vues stratégiques changeaient du même coup. Non seulement le lieu de l'Histoire n'était plus le *World Island*, mais celui-ci faisait maintenant face au Nouveau Monde. Surtout, le géographe abandonnait sa fameuse règle sur la domination du *Heartland*.

⁴¹⁷ W. H. Parker, *op. cit.*, p. 219-233.

⁴¹⁸ H. J. Mackinder, « The round world and the writing of the peace » dans *Foreign Affairs* XXI, juillet 1943.

[145]

En dépit d'autres critiques qui ont accompagné la diffusion de la théorie de Mackinder aux États-Unis, celle-ci n'en a pas moins survécu. Deux raisons expliquent une telle persistance à nos yeux. D'abord, l'apparition d'une école stratégique américaine qui répète, bien qu'en l'inversant et en lui faisant subir des aménagements, le schéma de Mackinder. Ensuite, il y a le cadre général et simplificateur que celui-ci a procuré à l'analyse stratégique des relations internationales. S'il a, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, inversé les préceptes de Mackinder, Nicolas Spykman prolonge néanmoins la réflexion du géographe anglais. La rivalité de la puissance maritime et de la puissance continentale forme toujours le cœur de la théorie. Elle s'étend au monde entier, embrasse toutes les régions et tous les aspects. Le sort du combat dépend, c'est la grande différence, de quelques positions aux fonctions stratégiques bien précises sises sur le *Rimland*. Le territoire et la position forment toujours les deux thèmes privilégiés des œuvres de ce qui va s'appeler aux États-Unis *The Global Geopolitics*.

Le mérite principal de la représentation de Mackinder, qui lui a valu un rappel constant, est qu'elle fournit un cadre d'analyse [146] simple des relations internationales, dans lequel ont pu être insérés plus tard des facteurs autres que géographiques, tels les couples dialectiques qui ont renforcé les apparences d'un duel terre-océan : communisme-libéralisme ; stratocratie-société marchande ; totalitarisme-pluralisme ; slavité-monde occidental... Le géographe anglais a su lui-même intégrer le temps stratégique et les changements politiques en proposant successivement deux configurations géopolitiques. On ne voit pas pourquoi on ne retiendrait que la première, alors qu'il a démontré sa souplesse d'esprit. Mieux encore, cette adaptation diachronique d'une vision synchronique des rapports de force internationaux est une indication sur la valeur pédagogique de la géopolitique, sur sa capacité à intégrer le changement de contexte. Ainsi, en ce qui concerne le schéma de 1904-1919, Mackinder appuyait son raisonnement sur le conditionnement technique des réalités géographiques qui tendait à être de moins en moins favorable à la Grande-Bretagne. C'était tout le contexte géohistorique du Royaume-Uni qui était en passe d'être bouleversé, et avec lui sa politique de l'équilibre européen. En effet, depuis « l'élec-trochoc » que fut pour elle la grande peur provoquée par l'Invincible Armada de Philippe II, la Grande-Bretagne qui organisa d'abord son invincibilité, puis son hégémonie sur la puissance navale, s'est systématiquement opposée à la puissance continentale représentée longtemps par la France. Et à son corps défendant parce que ce rôle fut imputable à ses propres échecs navals (La Hougue, 1692 ; Malaga, 1704 ; Désastre des Cardinaux, 1759 ; Trafalgar, 1805 ; malgré Béveziers, 1701 et La Chesapeake, 1781). Ensuite, l'Allemagne succéda à la France comme ennemi continental potentiel et comme menace pour l'équilibre européen. Mais alors que le blocus de ses côtes était facile à faire, en tout cas plus facile que celui des côtes françaises, cela n'aurait plus été vrai d'un Empire allemand étendu à l'Est ou s'entendant avec la Russie. C'était bien toute la tradition diplomatico-militaire anglaise qui était en cause. Quant à l'article de 1943, il fonde quasiment la « doctrine atlantiste » telle que nous l'avons connue jusqu'à ces derniers temps. Tandis que l'Allemagne était sur le point d'être vaincue et que le communisme pouvait prétendre unifier le Vieux Continent, la vision britannique et mackindérienne dérivait naturellement vers les États-Unis.

[147]

Pour en finir avec la formule clé de Mackinder, et sans vouloir ouvrir une discussion académique sur le sens de ses intentions véritables, il faut considérer relativement les trois unités politiques qu'elle met en action : l'Allemagne, l'Europe orientale ou centrale, et le *Heartland* russe. Car, en fait, dans son

système de pensée, le contrôle de l'Europe de l'Est ne provoque pas mécaniquement celui du *World Island*. Mais il était l'étape obligée pour les Allemands, s'ils voulaient conquérir la Russie, tentative dans laquelle ils échouèrent en 1943. Et dans l'autre sens, il l'était aussi pour l'URSS si son intention avait été de s'emparer de toute l'Allemagne. Ce qui n'était plus envisageable depuis les événements de 1989-1992. Néanmoins, le processus historique que redoutait Mackinder reste plus inachevé qu'il n'est dépassé. Car le communisme était la meilleure garantie d'une impossible unification continentale, son véritable souci, en vérité ! Or, maintenant qu'elle est débarrassée de celui-là, l'Europe unifiée de l'Atlantique au Pacifique est une hypothèse qu'on peut croire un peu moins utopique. Comme elle ramènerait presque les États-Unis au rang d'île-satellite du *World Island*, sa perspective est pour quelque chose dans la réaffirmation de la présence américaine en Europe et dans le récent élargissement de l'Otan (8 juillet 1997) à la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, ex-démocraties populaires comme chacun sait. Il vient dans la droite ligne des recommandations de Mackinder ! Enfin, une adaptation, pour le moins étonnante et induite par la prégnance de l'économie, de la représentation mackindérienne (qui en dit long sur sa valeur heuristique !) a consisté à troquer la notion de *Heartland* contre celle de *Heartsea* (par référence au rôle promis à l'océan Pacifique dans le monde de demain). Cependant, de l'avis même de Jean-Paul Charnay, promoteur du terme ⁴¹⁹, la « doctrine du *Heartsea* semble insuffisante pour fonder, et une géostratégie, et une géoéconomie, et une philosophie de l'histoire, car elle repose non sur une puissance réelle, mais sur des flux de marchandises et d'idées volatiles contingents aux situations démographiques et technologiques » ⁴²⁰. En revanche, sa seule évocation rend compte de l'émergence de puissances réelles dans l'ancien tiers-monde asiatique. Comme les géopoliticiens allemands Boeckmann et Haushöfer s'en étaient déjà ouverts.

⁴¹⁹ Dans *Stratégie générative. De l'anthropologie à la géopolitique*, Paris, PUF, 1992, p. 237 ; Jean Paul Charnay écrit : « Le critère retenu (pour définir le *Heartsea*) n'est plus la puissance de tel État ou empire, fut-il thalassocratique ou steppique, mais l'ensemble des productions (relations commerciales et techniques dont la multiplication et la force entraînent le renouvellement et les interférences des grandes civilisations et dont le centre géographique (le croisement des flux) se trouve en haute mer. »

⁴²⁰ *Ibid.*, p. 239.

[148]

3. La géopolitique allemande

[Retour au sommaire](#)

La géopolitique, telle qu'elle a été conçue par Rudolf Kjellen, puis développée en Allemagne, dans les années vingt à quarante, a la mauvaise réputation d'avoir été une tentative de rationalisation dépourvue de toute base scientifique, au service d'une volonté de puissance. La très grande majorité de ses commentateurs n'ont vu en elle que la mise en scène mondiale des luttes impérialistes dont l'issue était censée dépendre, et de la configuration, et du contrôle de l'espace physique. La confrontation qui, pendant la Grande Guerre, avait tourné à l'avantage des puissances occidentales et maritimes paraissait sans fin puisque les conditions de la paix dictées à l'Allemagne lui posaient un grave problème de sécurité dont il faudrait bien sortir tôt ou tard. Dans ces conditions, on est enclin à établir un lien direct entre la géopolitique et le nationalisme. Toutefois, les choses sont un peu plus compliquées. En premier lieu, il faut, selon nous, faire la corrélation avec le courant philosophique très puissant en Allemagne au début du ^{xx}^e siècle, connu sous l'expression de « nihilisme allemand », bien étudié par Léo Strauss ⁴²¹. En effet, la vision du monde proposé par ce courant allait en faire une « géopolitique héroïque », dans la mesure où, répudiant la signification morale de la modernité (la quête du bonheur), elle lui opposait le *Ernstfall*, c'est-à-dire la situation extrême d'« une vie fondée sur la conscience permanente des sacrifices auxquels elle doit son existence, et de la nécessité, du devoir, du sacrifice de la vie et de tous les biens terrestres » ⁴²². Estimant l'Allemagne menacée aux plans spirituel (l'amoralité, l'irresponsabilité et le culte du profit, caractéristiques de la civilisation occidentale) et matériel (l'encerclement), imprégnés de ce nihilisme qui valorise le courage guerrier, « la seule vertu clairement non utilitaire » ⁴²³, les contributeurs à la *Geopolitik* insistèrent incontestablement sur la dimension militaire. Mais comme chez les Anglo-américains, il est difficile de séparer la situation géographique de la conception philosophique, et au final de l'ethnocentrisme, dans la genèse de la géopolitique allemande. En second lieu, malgré une dérive parfois militariste, la lecture de quelques textes essentiels,

⁴²¹ Leo Strauss, *Nihilisme et politique*, traduit de l'Anglais et présenté par Olivier Sedeyn, Paris, Rivages poche/Petite bibliothèque, Payot et Rivages, 2004, p. 33-80.

⁴²² *Ibid.*, p. 37.

⁴²³ K. Haushöfer, *De la géopolitique*, *op. cit.*

notamment ceux de Karl Haushöfer (publiés en France grâce à la diligence de Jean Klein ⁴²⁴), délivre une impression de sérénité dans la défense de points de vue relatifs aux questions internationales. [149] Cependant, il est naturel que les contemporains, ressortissants d'États aux intérêts en contradiction avec ceux de l'Allemagne, se soient faits les critiques de la *Geopolitik*, surtout à partir du moment où ils voyaient en elle, à tort ou à raison, l'inspiratrice de la politique extérieure du Troisième Reich ⁴²⁵. Le réquisitoire d'un Strausz-Hupé s'attache à démontrer la fausseté ou l'artificialité des arguments des géopoliticiens allemands et leur tendance à polémiquer. Il entend dénoncer leur volonté d'utiliser les représentations géographiques à des fins politiques expansionnistes, tout en se gardant de mettre en cause la nature conflictuelle et l'état anarchique du milieu international. À cette critique contingente, bien qu'elle puisse être de longue portée, de la géopolitique classique allemande, se superpose la critique idéologique de ceux qui pensent que les temps des rapports de force sont révolus et dépassés par l'unification de l'Humanité. Cette façon de « temporaliser » la géopolitique est alors le moyen pour Claude Raffestin et quelques autres de discréditer par avance toutes les tentatives de rénovation puisqu'elles relèveraient d'une conception datée du monde, connotée de nationalisme. Il y a donc lieu de distinguer dans le procès fait à la géopolitique classique allemande le partage entre ce qui est contingent et ce qui est idéologique.

A. De Kjellen à Haushöfer, la représentation alarmiste de la sécurité de l'Allemagne

[Retour au sommaire](#)

La valorisation des deux notions de position et d'étendue par Frédéric Ratzel, dans un climat de grande tension internationale, n'a pu qu'inciter Rudolf Kjellen à accoler le préfixe *géo* au terme politique, tant la compréhension des relations internationales était, selon ces deux critères, redevable aux configurations géographiques (avec moins l'intention de faire ressortir un déterminisme de l'espace que de spécifier un facteur trop longtemps négligé). À partir de là, en tant que Suédois inquiet de la faiblesse de sa patrie face à l'expansionnisme russe qui,

⁴²⁴ Or, selon Haushöfer lui-même, « à partir de l'automne 1938 commença le calvaire de la géopolitique allemande... » (*ibid.*, p. 162). Lequel avait bien précisé : « *Je n'ai jamais approuvé les annexions de territoires étrangers non habités par des nationaux allemands* (*ibid.*, p. 160). »

⁴²⁵ R. Sprengel, *op. cit.*, p. II.

selon lui, ambitionnait le contrôle de la Baltique, Rudolf Kjellen s'en remet à l'Allemagne comme protectrice et fédératrice des peuples germaniques. De fait, avant 1918, la puissance et la position de l'Allemagne laissaient augurer un rôle majeur pour elle en Europe centrale, depuis [150] les Pays baltes jusqu'à la mer Noire, et au-delà, jusqu'à Bagdad. Mais, au lendemain de la première guerre mondiale, dont le résultat tient en grande partie à ce qui apparaît être le revers de la position centrale de l'Allemagne, c'est le complexe de l'encerclement et l'instinct de survie qui nourrissent chez les disciples allemands de Kjellen, Karl Haushöfer et ses collaborateurs fidèles ou occasionnels, leur dévotion à la géopolitique.

Rudolf Kjellen, juriste et spécialiste de droit public, membre du parlement suédois, employa le terme *Geopolitik* pour la première fois dans un article publié en 1899. Sa diffusion commença avec les commentaires critiques du géographe allemand Robert Sieger. Mais la période de sa large audience débuta pendant la première guerre avec la traduction en allemand, en 1914, du premier ouvrage de Kjellen consacré aux relations internationales, et publié en 1905, sous le titre *Stormakterna (Les Grandes Puissances)* ⁴²⁶. Lequel fut édité plusieurs fois ⁴²⁷. Le choix du mot géopolitique a un rapport direct avec les discussions relatives à la position centrale de l'Allemagne en Europe, et aux enjeux spatiaux qui opposent les grandes puissances mises en scène par Kjellen. Mais il participe aussi de sa volonté de fonder une « science de l'État », libérée du positivisme juridique et socle d'une science politique dont la division en cinq branches présageait l'idée de système. Cependant, le titre de son ouvrage le plus important, *Staten som livsform (L'État comme forme de vie)*, ainsi que la nature des arguments avancés par Kjellen, devaient occulter son intention totalisante. Pire, ils allaient faire peser dès l'origine sur la géopolitique, un soupçon d'anti-scientificité qui allait se convertir en conviction chez ses détracteurs, en raison de la critique qu'il faisait de l'idéologie individualiste moderne et des valeurs de 1789, qu'il jugeait en faillite ⁴²⁸. Selon que l'on considère qu'en utilisant le terme *Lebensform (livsform)* Kjellen a voulu souligner que l'État soit plus une résultante de l'action humaine, un construit collectif qu'un simple édifice juridique, ou qu'il entendait bien l'assimiler à un organisme vivant obéissant aux lois biologiques, on

⁴²⁶ R. J. Kjellen, « Stormakterna-Konturer Kring Samtidens Storpollitik, forsta sellon » (« Les grandes puissances. Des contours de la grande politique contemporaine, première partie »), cité par Lars Wedin, « Kjellen. La naissance de la géopolitique et de la pensée navale suédoise », in *La Pensée géopolitique navale*, op. cit., p. 230-232.

⁴²⁷ Dix-huit selon Sprengel, dix-neuf selon Raffestin.

⁴²⁸ Le livre parut en 1916 en Suède, et fut traduit et diffusé l'année suivante en Allemagne sous le titre complet *Der Staat als Lebensform, Unrisse zu einer empirischen staatslehre*.

comprend son innovation très différemment. Deux avis opposés sur ce point le montrent. D'un côté, quand il définit la géopolitique comme « la science qui conçoit l'État comme un organisme [151] géographique ou comme un phénomène en action dans l'espace », en lutte permanente pour la survie, tandis qu'il assimile la capitale de l'État à un cerveau humain, et les lignes de communications à des artères, Ladis Kristof concède à Kjellen qu'il a désiré avant tout user de la métaphore ⁴²⁹. Kristof écrit :

« *Le but de la théorie quasi organique de Kjellen est de montrer que l'État n'est pas la lettre morte de la loi, mais, qu'au contraire, il est une communauté vivante et changeante, dans laquelle le territoire, les êtres humains, et la nation sont en interaction* ⁴³⁰. »

En revanche, pour Claude Raffestin, il ne fait aucun doute que Kjellen s'enlise dans l'organicisme, quand bien même il est limité ⁴³¹. Son analogie avec les sciences naturelles n'est pas forcée dans la mesure où il croit que l'État obéit à des lois intrinsèques, tout en étant persuadé que celui-ci a un esprit ⁴³². Claude Raffestin stigmatise principalement chez Kjellen sa personnification de l'État, inspiré qu'il est en cela par l'historien allemand Léopold Von Ranke, puis conforté dans ses croyances par la lecture de Hegel. La mythification de l'État associée au discours nationaliste, appuyé lui-même sur une conception ethnique de la nation, suffirait ainsi à expliquer la suspicion, tôt portée, sur la valeur scientifique de la *Geopolitik* ⁴³³. Mais, le bien-fondé d'une approche épistémologique n'est-il pas d'extraire des mythes et des motivations identifiables, ainsi que des conceptions de la science vécues et liées à des contextes historiques et sociaux, les linéaments théoriques d'une pensée, afin de procéder aux confrontations indispensables ? Car ce qui compte le plus n'est pas la façon dont on investit un objet, mais bien la détermination à connaître toutes les théories qui le concernent et la disposition à les déployer et à les comparer. Il faut dans cet esprit, pour être cohérent, partir de la vision de l'Europe et du Monde de Kjellen et considérer les postulats dont elle découle. Or, l'entreprise est assez facile si l'on prend comme point de départ les trois groupes d'idées-forces

⁴²⁹ R. Kjellen, *Die Ideen von 1914. Ein weltgeschichtlicher Perspective*, (Les Idées de 1914. Une perspective sur l'histoire mondiale), op. cit., cf. note 91.

⁴³⁰ L. K. D. Kristof, *The Origins and Evolution of Geopolitics*, op. cit.

⁴³¹ Claude Raffestin, op. cit., p. 93.

⁴³² *Ibid.*, p. 97-98.

⁴³³ Sprengel cite ce jugement de R. Sieger sur la géopolitique, en 1903 : « Une expression qui me paraît aussi malheureuse que l'opinion de son auteur sur sa place dans le système des sciences ». Il signale aussi la critique faite à la représentation de Kjellen de l'État organisme par Ernst Radnitzki dans les *Archives du Droit public* dès 1918.

dégagées par Geoffroy Parker de l'ensemble de l'œuvre du Suédois ⁴³⁴. À savoir :

1) Le rôle essentiel de l'Allemagne dont les intérêts se confondent, bon gré, mal gré, avec ceux de l'Europe tout entière. La raison de cette congruence est d'ordre géographique : c'est parce [152] qu'elle est située au cœur du continent européen, que le destin de l'Allemagne la conduit toujours à protéger les intérêts de l'ensemble de l'Europe. Kjellen avait conscience que cette identification est généralement mal comprise, ou mal admise, aussi bien à Berlin que dans les autres capitales qui, selon lui, avec un certain décalage, subissent les défaillances ou les impulsions de l'Allemagne. Il espérait que la compréhension de cet état de choses apporterait, tôt ou tard, la stabilité au continent. Il y a dans cette thèse une dose de déterminisme puisqu'elle met l'accent sur la centralité tellurique de l'Allemagne. Cependant, on peut trouver dans les fluctuations de l'histoire européenne des débuts de preuve à cette hypothèse. Selon que le vide créé au centre de l'Europe par l'absence de l'unité allemande entraînait les autres puissances dans la confrontation (XVII^e et XVIII^e siècle), ou, au contraire, que cette présence de plus en plus imposante engendrait un stress à sa périphérie (XIX^e et XX^e siècle).

2) La nécessité pour l'Europe, qui dans l'esprit de Kjellen correspond avant tout au bloc germano-scandinave ⁴³⁵, de contrôler la diagonale Baltique-Irak pour garantir sa sécurité. Cette priorité se situe dans la perspective du conflit avec la puissance maritime dominante, l'Angleterre. Mais il la prescrit aussi face aux États-Unis après la lecture des écrits de Mahan, lequel a recommandé la prise de contrôle par ces derniers des rives océaniques opposées aux leurs. Kjellen rejoint Paul Rohrbach. Isthme vital de l'Europe, souligné par la liaison Rhin-Danube entre la mer du Nord et la mer Noire, la diagonale demeure face à la puissance maritime hégémonique la seule ouverture possible sur le monde, c'est-à-dire sur l'océan Indien et l'Asie, *via* le golfe Persique. Cette perspective géostratégique, exposée à travers différents écrits ⁴³⁶, soulevait deux autres problèmes qui restaient en suspens et devaient susciter des réactions ⁴³⁷ : celui des relations avec la France qui conservaient un caractère quelque peu conflictuel, en dépit du retour

⁴³⁴ G. Parker, *Western Geopolitical Thought in the Twentieth Century*, *op. cit.*

⁴³⁵ Bien entendu, l'œuvre de Kjellen est marquée par un fort germano-centrisme que Claude Raffestin n'oublie pas de rappeler, cf. *Géopolitique et Histoire*, *op. cit.*, p. 84.

⁴³⁶ Cf. notamment R. Kjellen, *Die politischen Probleme des Weltkrieges*, 1916 (*Les Problèmes politiques de la guerre mondiale*).

⁴³⁷ La question sera réexaminée plus loin à l'occasion de la réaction d'André Chéradame sur le sujet.

de l'Alsace-Lorraine à celle-ci, celui des relations avec la Russie pour le contrôle des Balkans. De façon presque simultanée avec Mackinder, parce que s'inspirant comme lui des travaux de Mahan et de Ratzel, Kjellen pose donc un certain nombre de questions géostratégiques que doit résoudre la puissance de son choix.

[153]

3) L'influence des configurations spatiales sur les rapports de puissance tient, pensait le Suédois, à trois facteurs principaux dont la conjonction, comme c'est le cas pour les États-Unis, représente un atout considérable. En premier lieu, il s'agit de l'étendue ou de la grande dimension territoriale qui multiplie les opportunités. La notion vient en droite ligne de Ratzel. Le grand espace est le réducteur le plus efficace de la dépendance extérieure. L'État accroît ses chances de survie en devenant un empire, soit par agrégation/agglomération, soit par expansion. D'après Raffestin l'Empire était, pour Kjellen, la finalité de l'État ⁴³⁸. En second lieu, il y a la compacité du territoire qui décourage les agressions. Une règle de base de la sécurité des États est qu'ils s'assurent des formes territoriales homogènes qui rassemblent leurs régions vitales et les unissent par des liaisons les plus directes et les plus serrées possibles. En troisième lieu, compte la liberté de mouvement qui passe par l'accès aux mers chaudes. Lars Wedin insiste sur l'importance que Kjellen accordait à la mer, au point que « quand Mackinder situe le centre du monde au milieu du continent – le “Heartland” », Kjellen le situe au milieu de la mer ⁴³⁹, la Méditerranée dans un premier temps, l'Atlantique dans un second temps. Mais ce n'est pas pour autant qu'il reconnaît une supériorité à la puissance maritime. Dans le bilan qu'il dresse de la Grande Guerre, en 1921, il considère que la victoire de l'Angleterre et de ses alliés doit moins à l'arme du blocus maritime qu'à la masse territoriale qu'a fini par représenter la réunion des territoires coalisés (Canada, Australie, Inde, États-Unis, etc.) ⁴⁴⁰. Kjellen pense comme Ratzel que la grande puissance est bien celle qui est susceptible de combiner facteurs maritimes et facteurs continentaux.

Au fond les conceptions géostratégiques de Kjellen relèvent comme chez Mahan, Ratzel et Mackinder, du conflit de la terre et de la mer, sachant que dans la version suédoise et allemande, la puissance continentale est sur la défensive. Le redire, permet de souligner deux choses. D'abord le fait que, au tout début du XX^e siècle, la représentation géopolitique des relations internationale est fondée

⁴³⁸ *Géopolitique et Histoire.*, op. cit., p. 98 et suivantes.

⁴³⁹ L. Wedin, *Kjellen, la naissance de la géopolitique et la pensée navale suédoise*, op. cit., p. 236.

⁴⁴⁰ R. Kjellen, *Die Grossmächte und die Weltkrise (Les Grandes Puissances et la crise mondiale)*, 1921.

sur une explication causale un peu trop systématique, quand on sait que Ratzel, Mahan, Mackinder et Kjellen entendaient saisir l'histoire de la terre dans sa totalité, en tant [154] « qu'organisme global ». Ensuite, que la primordialité des idées sur le monde s'impose à coup sûr à la recherche des permanences géopolitiques. Il faut convenir, comme nous l'avons souligné, que du côté du bloc central européen, la position défensive ne s'analyse pas seulement en termes de stratégie, mais aussi en termes de culture et de philosophie. Ainsi, nous confirme Rainer Sprengel, Rudolf Kjellen dans ce qu'il appelait *Les Idées de 1914*, un opuscule rédigé sous l'influence des lectures de Johan Plenge et Werner Sombart, insistait sur ce que « la guerre mondiale est un combat entre 1789 et 1914 » ⁴⁴¹. Il s'agissait, à ses yeux, de la guerre de résistance de la société organique allemande au flux libéral délétère et individualiste, anglais et français, ou encore, d'après l'allégorie célèbre de Sombart, de celle du « Héros » face au « Marchand », voire même de la philosophie allemande face au cartésianisme ⁴⁴².

L'analyse géopolitique intègre déjà les valeurs. Chez Kjellen, puis dans la pensée politique allemande de l'entre-deux-guerres, le terme *Geopolitik* fait ainsi fonction de mot-image et de mot-concept parce qu'il résume à lui seul la vision du monde et l'interprétation de son évolution qu'a la puissance continentale allemande, assise elle-même sur une société hiérarchique, holiste et dotée d'une forte personnalité culturelle. Or, en raison de son développement, cette puissance

⁴⁴¹ R. Sprengel, *op. cit.*, p. 294.

⁴⁴² R. Sprengel, *op. cit.*, p. 99.

Conception de la géopolitique de Kjellen

Devenir
Organisme
Organique
Histoire
Vie
Goethe
État
Césarisme
Économie allemande
Martyre
Sang
Destin
Physionomique
Temps
Orientation
Représentation
Image, Symbolique
Forme
Culture

/Conception occidentale

Acquis
Mécanisme
Mécanique
Nature
Mort
Descartes, Newton
Théorie des contrats, libéralisme
Démocratie
Économie nationale anglaise
Famine
Argent
Loi
Systématique
Espace
Expansion
Identification
Chiffre, Concept
Loi
Civilisation (ultime étape de la culture)

entre en compétition sur les plans matériel et idéologique avec le monde maritime occidental. Et l'âpreté du différend entraîne des conséquences d'ordre sémantique et normatif intéressantes à noter. D'une part, il est clair que Kjellen n'expose que le point de vue qui l'intéresse, qui est *germanocentré* – ce qui a entraîné que le discours géopolitique resta longtemps assimilé à un discours stratégique continental. D'autre part, ce discours, tel qu'il est tenu par Kjellen et par des intellectuels allemands qui furent ses contemporains, et c'est là son niveau normatif, rejette le libéralisme pur au nom des valeurs germaniques.

Räiner Sprenkel dresse à ce sujet, à partir des réflexions d'Oswald Spengler que Kjellen ne désavouait pas, la liste significative des oppositions terminologiques entre sa conception géopolitique du monde et la conception occidentale. Dans cet [155] inventaire des antinomies, l'opposition du temps et de l'espace, thème classique débattu par Kant, puis par Carl Schmitt (à l'occasion de sa critique du susnommé et de son asymétrie favorable au temps), est peut-être celle que Kjellen a cherché à dépasser grâce à une synergie des deux catégories, en envisageant l'État comme un organe spatial se transformant avec le temps. D'où, et cela corrobore son intention, sa méfiance ou sa réserve par rapport aux cartes que relève Claude Raffestin ⁴⁴³. Les cartes politiques reflètent en effet, selon lui, trop souvent, des réalités dépassées. Elles sont statiques. C'est pourquoi Kjellen insistait sur la nécessité que la théorie précède la représentation, car c'est elle, et non pas la carte, qui génère l'explication. Dans sa conception de la géopolitique – rappelons qu'il ne voyait en celle-ci que l'une des branches de la science politique – et dans son analyse géostratégique qui l'amène à affirmer la complémentarité de la terre et de la mer, Kjellen montre qu'il était épris de synthèse et qu'il avait le sens de la complexité. De la même manière, la pensée politique du juriste suédois est-elle moins systématique qu'on ne l'a laissé penser. Dans la conclusion de sa brochure, *Les Idées de 1914*, il ne réfutait pas les idéaux de 1789, mais il aspirait plutôt à leur régulation par les vertus germaniques d'ordre, de solidarité et d'abnégation. Comme cela finira par être réalisé dans le modèle social allemand élaboré après 1945, celui de l'économie sociale de marché. Kjellen n'était ni un réactionnaire, ni un romantique. Il s'inscrivait, cela nous paraît assez évident, dans le courant intellectuel et politique que l'on a distingué en Allemagne, au XIX^e siècle, sous le nom de « socialisme de la chaire », et qui, parce qu'il préconisait un certain interventionnisme étatique, garant du lien social, est reconnu comme le précurseur de l'État-Providence. La volonté de

⁴⁴³ Claude Raffestin, *op. cit.*, p. 90, qui précise sa propre opinion : « les cartes de la géopolitique ne contiennent pas d'explications sur leur propre construction, elles sont présentées comme si elles parlaient d'elles-mêmes, comme si elles étaient la réalité elle-même ».

préservé un certain nombre de valeurs collectives et de formes sociales estimées, plus peut-être que le nihilisme évoqué plus avant, allait ainsi, en Allemagne, dans le contexte des rivalités internationales bien connues, entrer en résonance avec le nationalisme et se fondre avec le mythe de la lutte de la terre et de la mer dans le concept englobant de *Geopolitik*.

[156]

Si Karl Haushöfer a connu les écrits de Rudolf Kjellen, il affirmait néanmoins que c'est lors de son séjour à Londres, à l'occasion de ses discussions avec Chamberlain et Lord Kitchener et grâce à son étude des thèses de Mackinder qu'il avait réellement pris conscience de toute la signification et de toute la portée de la géopolitique ⁴⁴⁴. Du reste, il déplorait que celle-ci n'ait pas, avant la Grande Guerre, suscité plus d'intérêt chez les géographes et surtout chez les militaires allemands. Leur connaissance de la géopolitique leur aurait ôté les illusions qui ont coûté si cher à ce pays ⁴⁴⁵. Averti de cette carence, Karl Haushöfer s'attacha donc à l'effacer tout au long des années de sa vie qui suivirent la défaite allemande de 1918. Ces bonnes raisons font que la géopolitique classique allemande entretient en permanence une réflexion sur les relations internationales essentiellement d'ordre stratégique, au sens premier c'est-à-dire militaire du terme. Elle ne fait guère de distinction entre le temps de paix et le temps de guerre. Surtout que selon K. Haushöfer qui fut, malgré les réserves émises par Sprengel, le principal officiant et le personnage le plus en vue ⁴⁴⁶, un nouvel affrontement avec la puissance maritime anglo-saxonne était inévitable si l'Allemagne ne voulait pas périr « étouffée », parce que son industrie serait privée de tous ses débouchés. Dès lors, c'est sans ambages que le général-professeur entendait mettre la géopolitique au service de la puissance étatique et entendait en faire une technique asservie à la cause allemande. La finalité suprême de la nouvelle « science de l'espace » consistait à distinguer les moyens de « conserver

⁴⁴⁴ Karl Haushöfer, *Erdkunde. Geopolitik und Wehrwissenschaft*, Berlin, 1932. Moment correspondant à ce que M. Korinman appelle la « *césure épistémologique* » (cf. sa troisième partie).

⁴⁴⁵ On pense aussitôt à la guerre sur deux fronts qui fût un leitmotiv de Haushöfer. Mais le risque d'écrasement de l'Allemagne entre les deux colosses qu'étaient l'Empire britannique et l'Empire russe fut dénoncé dès 1906 par Joseph Partsch (J. Partsch, *Central Europe*, Londres, Froude, 1906). Et c'est cette guerre sur deux fronts que Bismarck avait su habilement éviter.

⁴⁴⁶ C'est à Munich que Karl Haushöfer publie à partir de 1924 sa *Zeitschrift für Geopolitik* et que fut fondé en 1933 l'*Institut für Geopolitik* dont il devint le directeur. Les autres principales personnalités dudit institut furent Lautensach, Obst et Maull.

l'espace au peuple allemand et de permettre à l'Allemagne que nous mettons au-dessus de tout, de l'élargir » ⁴⁴⁷.

L'état de prostration dans lequel se retrouve l'Allemagne déchue de son rôle de grande puissance et les conditions qui lui furent imposées en 1919 ont favorisé le renouvellement d'un complexe de l'encerclement, ancien puisqu'il remonte au début de l'histoire de la Prusse, État sans frontières naturelles, et de toujours, obligé de manœuvrer entre des voisins beaucoup plus puissants. Les événements, particulièrement la crise des années vingt, renforcèrent la conviction de Karl Haushöfer selon laquelle la puissance maritime anglo-saxonne aspirant à l'hégémonie [157] mondiale, empêcherait par tous les moyens le relèvement de l'Allemagne.

Notons, au passage, que les charges du géopoliticien allemand contre le « dollar-roi » ⁴⁴⁸ et ses dénonciations à connotation économique lui valurent une polémique avec les marxistes allemands qui lui reprochèrent de vouloir substituer le matérialisme géographique au matérialisme économique en tant qu'explication fondamentale du déroulement de l'Histoire. Parmi eux, Karl-August Wittfogel admettait finalement que la géopolitique n'était pas un pur déterminisme géographique, bien qu'il lui reprochât de trop ignorer les rapports de production ⁴⁴⁹. Quelles que fussent les convergences, de toutes les façons très occasionnelles, entre les deux courants de pensée hostiles au libéralisme, la lutte apparemment inexpiable entre l'hégémon aux ambitions commerciales sans limites et l'Allemagne accablée, mais qui résiste encore, rend urgente et indispensable la reconstruction de sa puissance autour d'un véritable projet géostratégique. À ce propos, Karl Haushofer est un homme averti. Il sait gré à Mackinder d'avoir révélé, à son corps défendant, et le but fondamental de la puissance maritime (empêcher l'unification du bloc eurasiatique), et sa stratégie d'encerclement. Il doit aussi à Mackinder d'avoir mis au grand jour la prévention anticontinentale d'hommes politiques ou de diplomates anglo-saxons, tels l'Anglais Lord Palmerston ou l'Américain Homer Lea, qui redoutaient plus que tout « le jour où l'Allemagne, la Russie et le Japon s'allieraient » ⁴⁵⁰. Le général préconisa donc une grande politique continentale euro-asiatique afin d'unir toute

⁴⁴⁷ *Erdkunde, op. cit.*, p. 15.

⁴⁴⁸ M. Korinman, *Quand l'Allemagne...*, *op. cit.*, p. 154.

⁴⁴⁹ R. Sprengel, *op. cit.*, p. 19. Comme d'autres observateurs qui condamnaient à la fois la géopolitique et le marxisme, Robert Strausz-Hupé les confondaient dans le même déterminisme : « *Ce qui est la lutte des classes pour Marx, la lutte pour l'espace l'est pour le géopoliticien* », *op. cit.*, p. 38.

⁴⁵⁰ K. Haushöfer, *De la géopolitique, op. cit.*, p. 15.

l'Eurasie et il entreprit des démarches en ce sens. Elle seule pouvait faire échouer l'encerclement en excluant l'Angleterre et les États-Unis du continent eurasiatique et particulièrement de ses mers bordières : Baltique, mer du Japon et Adriatique avec le concours de l'Italie. L'association de l'Allemagne et du *Heartland* russe interdirait, comme l'avait annoncé Mackinder, toute ingérence de la puissance extérieure et permettrait, avec le concours du Japon, à l'Eurasie et au monde du Pacifique « d'être libérés de la tutelle anglo-saxonne et d'obtenir une réelle autodétermination, à laquelle parviendraient alors également, par une action personnelle, l'Inde et peut-être son environnement plus lointain » ⁴⁵¹.

[158]

Afin d'illustrer la lutte sans pitié que la puissance maritime livre à l'Allemagne, Karl Haushofer utilise métaphores et allégories. Dans ce cas précis, il emprunta à Kurt Von Boeckmann, un ethnologue allemand féru de politique internationale, l'image de l'anaconda, ce reptile aquatique qui se nourrit de vertébrés terrestres, et qui, aux yeux de ce dernier, figurait parfaitement la Grande Bretagne et son empire amphibie, avec sa manière d'être et d'exister ⁴⁵². Il semble que chez Haushofer (sur ce point Claude Raffestin a raison d'insister), l'image a plus d'importance que la démonstration ⁴⁵³. Certes, sa détermination et son savoir ont abouti à une littérature abondante, nourrie d'observations pertinentes et de descriptions instructives, et au sein de laquelle ses exégètes s'accordent à reconnaître un certain nombre de textes principaux ⁴⁵⁴. Il reste que leur lecture laisse une impression de confusion et d'absence de principes d'organisation de l'espace international qui empêche toute véritable définition de la géopolitique. En 1956, Otto Maul, en se penchant rétrospectivement sur toute cette activité intellectuelle dont il avait été un des éléments moteurs, convenait parfaitement que l'on n'était pas d'accord sur la nature de la géopolitique et que l'on ne s'était d'ailleurs jamais mis d'accord ⁴⁵⁵.

En fonction des antécédents philosophiques de l'époque, du climat politique de l'Allemagne et de ses propres conceptions, la géopolitique de Haushofer est

⁴⁵¹ *Ibid.*, p. 48.

⁴⁵² Rainer Sprengel, *op. cit.*, p. 224, cf. Kurt Von Boeckmann, *Vom Kulturreich des Meeres, Dokumente Zur Kulturphysiognomik*, Berlin, 1924, et « Kulturunterbaute indopazifischer Geopolitik », in *Zeitschrift für Geopolitik*, 1925.

⁴⁵³ Claude. Raffestin, *op. cit.*, p. 247-276.

⁴⁵⁴ Notamment *Weltpolitik von heute*, Berlin, Verlag und Vertriebs Gesellschaft, 1936 et *Geopolitik des Pazifischer Ozeans*, Berlin, Vowinckel, 1924 et 1938. En français, cf. les textes publiés sous la direction de Jean Klein, Paris, Fayard, *op. cit.*

⁴⁵⁵ R. Sprengel, *op. cit.*, p. 318.

⁴⁵⁶ Cf. les présupposés de K. Haushöfer, d'après l'analyse de Raffestin *op. cit.*, p. 120-121.

D'une façon globale, Raffestin reproche à Karl Haushofer et aux géopoliticiens allemands d'avoir abusé du côté simplificateur des cartes et d'avoir systématisé la représentation des rapports de force et des conflits potentiels, disposant à cet effet d'une véritable « grammaire » graphique⁴⁵⁷. Et tout ceci avec l'intention délibérée [159] de véhiculer des mythes plutôt que de contribuer à une véritable réflexion politique. Avant de revenir sur l'aspect sommaire, inévitable, de la cartographie, il faut admettre que si le caractère conflictuel des cartes et des schémas géopolitiques allemands est patent, il est quand même le reflet d'un contexte historique. Ainsi, la carte sur « l'encerclement de l'Allemagne par la Grande et Petite Entente » (tirée de la *ZfG*), que commente Claude Raffestin, correspondait bien à une réalité comme le montre la carte ci-dessous, qui n'inventait rien.

De plus, si elle « était probablement d'une efficacité redoutable pour modeler les mentalités et déclencher chez les Allemands un réflexe d'assiégé »⁴⁵⁸, elle découlait aussi, ou tirait parti, d'une maladresse diplomatique de la France qui était [160] – la majorité des historiens sont d'accord là-dessus et les faits l'ont prouvé – incapable d'honorer les alliances qu'elle avait passées avec les petits États d'Europe centrale. Tandis que ces accords exacerbaient effectivement le complexe d'encerclement allemand. La tonalité des cartes géopolitiques restitue le climat de tension, et de stress du côté allemand, qui, sauf de 1928 à 1932, a marqué les relations interétatiques en Europe. Mais au fond, elle ne préjuge pas du contenu général des cartes de géopolitique qui n'ont certes pas à être réduites à la seule représentation des rapports de puissance.

La carte géopolitique apparaît donc, incontestablement comme une mise en situation. Pour cette raison, elle se détache de la cartographie classique, positiviste et strictement « descriptive ». Elle donne un point de vue. Ici, bien sûr, celui de l'Allemagne, ou tout au moins d'une école de pensée allemande, parce qu'elle interprète la réalité sous l'influence d'un intérêt national et d'une conception du monde à un moment donné des rapports de force sur la scène internationale. Et à ce titre, mais cela vaut pour tous les bords, elle sélectionne les phénomènes

⁴⁵⁷ Faisant référence à un article de Rupert Von Schumacher, Raffestin note que cette « grammaire graphique expose les moyens de représenter cartographiquement tous les phénomènes de mouvement de défense, d'attaque, d'encerclement, d'annexion, de sphère d'influence, de pression, de frontière, de dynamique etc., dans l'espace et dans le territoire. La sémantique est essentiellement politique et militaire tandis que la syntaxe est presque entièrement axée sur la mobilité. L'espace et le territoire sont vus sous l'angle de l'objet savoir, à encercler, à isoler ou à absorber », in *Géopolitique et Histoire*, op. cit., p. 50.

⁴⁵⁸ *Ibid.*, p. 45.

qu'elle entend représenter, et procède, par nécessité, à leur géométrisation, comme le montre le schéma suivant.

[161]

Il faut comprendre par là qu'elle ampute et force la réalité, de manière à hiérarchiser les formes spatiales, à valoriser des lieux, des positions, des directions, etc. Elle est certes théorique, mais ne prétend pas à l'universalité. Elle est aussi remarquablement figurative et expressive. À tel point qu'aujourd'hui le succès de la représentation chorématique (car c'est bien de cela qu'il s'agit avec la carte de « type géopolitique ») est total puisqu'on la retrouve dans tous les manuels de géographie. Elle est la méthode qui s'est généralisée à la cartographie la plus moderne. Cette diffusion est flagrante quand on compare la carte des « espaces-force », publiée en 1942 dans la *ZfG* (cf. carte ci-dessous), à laquelle Claude Raffestin accorde « un intérêt absolument majeur, car elle met à nu l'essence même de la pensée géopolitique avec les deux blocs en train de se partager le monde » ⁴⁵⁹, et la carte très actuelle des trois pôles dominants de l'économie mondiale, celle de la « Triade », présente dans tous les manuels de terminale des lycées français d'aujourd'hui ⁴⁶⁰.

⁴⁵⁹ Claude Raffestin, *op. cit.*, p. 259-260.

⁴⁶⁰ *Ibid.*

Les « espaces-forces » d'après Karl Haushöfer

Abstraction faite des termes utilisés, inhérents aux époques et aux phénomènes dominants mis en exergue dans chaque contexte, l'analogie est donc saisissante. En dépit de sa rhétorique nationaliste et de sa logique d'affrontement, il faut savoir [162] gré à la géopolitique classique allemande d'avoir inventé la modélisation cartographique, dont il suffit d'admettre qu'elle est inéluctablement soumise à une vision du monde. La part de l'arbitraire n'est alors réductible que grâce au débat contradictoire, à la confrontation des ethnocentrismes. Quant à « l'image qui interdit l'esprit critique », il est un énoncé qui ne s'applique pas spécifiquement à la carte géopolitique comme semble le croire Raffestin. Bien au contraire, il résume toute la problématique actuelle, et combien plus prégnante, du complexe de représentations que l'on appelle la communication, lequel dispose de techniques d'information-persuasion, usant à profusion de l'image, et autrement plus efficaces et stupéfiantes que la carte.

B. La mise en scène mondiale de la lutte des impérialismes

[Retour au sommaire](#)

La cartographie géopolitique était tout indiquée pour effectuer la mise en scène de la vie politique internationale dont Karl Haushöfer ressentait le besoin pour au moins trois raisons : son sentiment mêlé d'angoisse et d'ambition pour l'Allemagne ; le conflit éternel avec la puissance maritime sur laquelle celle-ci était en mesure de prendre le dessus grâce aux nouveaux modes de transport (apport de Mackinder) qui devraient permettre à l'Allemagne, de s'assurer la meilleure liaison terre-mer ; l'entrée du monde dans l'âge planétaire ou post-colombien (l'âge colombien étant la période pluriséculaire qui fut marquée par l'hégémonie de l'Europe), et le rôle essentiel qu'était appelé à jouer dans ce nouvel âge l'océan Indo-Pacifique, auquel Haushofer s'intéressait de fort près depuis qu'il avait effectué ses séjours au Japon. Il faut s'attarder un peu sur ce troisième point parce que c'est son interaction avec les deux autres qui explique pourquoi Haushofer a été amené à envisager une régionalisation du monde et à préconiser pour l'Allemagne une politique extérieure donnant la priorité à l'Est, axée sur l'alliance avec l'URSS.

Outre que son libre accès (diagonale Europe centrale-golfe Persique) était, peut être, le plus facile à garantir, le « grand océan », à savoir la réunion de l'océan Indien et de l'océan Pacifique, était pour l'Allemagne l'occasion d'un renouvellement [163] culturel et le moyen de ne pas être entraînée dans le déclin de l'Occident. Cette conception idéo-spatiale a d'abord été émise, précise Rainer Sprengel, par Von Boeckmann, qui prit fermement position en faveur d'une coopération avec la Russie, surtout dans le domaine culturel, mais aussi pour assurer la liaison avec le monde Indo-Pacifique. Von Boeckmann voyait l'avenir de l'Allemagne, non sous la forme d'un développement autonome, mais conjoint avec les puissances orientales ⁴⁶¹. Et Karl Haushöfer (dans sa *Geopolitik des Pazifischer Ozeans*) approuvait son concitoyen ethnologue, bien qu'il ne reprît pas longtemps à son compte le thème de l'épuisement de la civilisation occidentale ⁴⁶². Il pensait également qu'en transférant le cœur du monde au « grand océan », on se donnerait le moyen de créer une nouvelle logique géopolitique de la politique internationale. Car il constatait la présence, tout

⁴⁶¹ R. Sprengel, *op. cit.*, p. 198-219.

⁴⁶² *Ibid.*, p. 199.

autour de lui, de puissances prestigieuses. Ainsi, à rebours de tout déterminisme géographique, il montrait alors que les civilisations transcendent l'espace et il pensait que ses théories panrégionales auraient plus de chances de réussir dans l'espace Indo-Pacifique ⁴⁶³.

Néanmoins, l'âge du Pacifique qui se dessinait n'était pas exempt de tensions. D'une part, parce que l'océan Indien est dominé par l'Angleterre. D'autre part, parce qu'autour du Pacifique, l'espace de vie (les plaines et les bassins) est limité et que cela exacerbe les rivalités ⁴⁶⁴. Haushöfer pressentait notamment l'affrontement américano-japonais. En tout cas pour l'Allemagne, les options étaient claires entre, d'un côté, l'option atlantique – soit l'entente avec l'Angleterre –, et de l'autre, l'alliance eurasiennne qui doit plus, il faut y insister, à une détermination thalasso-océanique (l'accès au monde Indo-Pacifique) et culturelle qu'à une idéologie continentaliste.

Malgré cette réserve, c'est en partant de l'idée ratzélienne selon laquelle la croissance des États conduit à la constitution d'aires continentales qu'il présageait quatre grandes régions autosuffisantes, ou panrégions ⁴⁶⁵, comprenant chacune d'elles des latitudes moyennes et basses, afin qu'elle dispose de toute une gamme de produits agricoles et forestiers qu'un domaine climatique homogène ne peut garantir ⁴⁶⁶. Il s'agissait de [164] l'Eurafrique qui comprendrait toute l'Europe sauf sa partie soviétique. l'Afrique, plus le Moyen-Orient ; la Pan-Russie qui engloberait l'Union soviétique, l'Iran et l'Inde ⁴⁶⁷ ; la Pan-Asie qui regrouperait l'Extrême-Orient, l'Asie du Sud-Est et l'Australie autour du leader japonais que Haushofer souhaitait voir s'entendre avec la Chine ; enfin la Pan-Amérique. Nonobstant le fait crucial que cette division du monde mettait en cause l'existence des Empires coloniaux, particulièrement celle de l'Empire britannique, ses raisons étaient évidemment sujettes à caution. Derwent Whittlesey, géographe américain hostile bien sûr à la géopolitique allemande, s'est efforcé de montrer que les

⁴⁶³ *Ibid.*, p. 200.

⁴⁶⁴ Karl Haushöfer faisait remarquer que les bassins-versants orientés vers le Pacifique représentaient 1/7^e de terres émergées contre 1/2 pour ceux tournés vers l'Atlantique.

⁴⁶⁵ Carte prémonitoire de 1935 reproduite par Claude Raffestin, *op. cit.*, p. 73.

⁴⁶⁶ K. Haushöfer avait été influencé par James Fairgrieve, géographe anglais, qui fût le premier à mettre l'accent sur la question des ressources et en particulier de l'énergie. D'ailleurs Haushöfer avait fait traduire son ouvrage principal en allemand (*Geography and World Power* de 1915). Pour le reste, on peut penser qu'il était encore sous l'emprise des enseignements de la géographie traditionnelle, rurale.

⁴⁶⁷ L'existence ou les limites de cette pan-Russie varient selon les cartes, et de toutes les façons, selon l'attitude à venir de l'URSS.

panrégions de Haushofer étaient ouvertement hégémoniques ⁴⁶⁸. L'aire géographique concernée serait organisée au seul profit de la puissance-pôle, et par ses soins.

En effet, l'expérience a montré que l'espace dénommé « sphère asiatique de co-prospérité » cachait l'exploitation des richesses naturelles des pays asiatiques par le Japon. On imagine que le destin des autres zones n'eut pas été très différent. Par ailleurs, la référence au panaméricanisme et à la doctrine de Monroe, n'était pas du goût des géographes américains qui protestèrent du sentiment démocratique de leur nation et de sa solidarité envers les autres peuples de leur continent. Mais c'était aussi, de la part du général-professeur, une invite faite aux États-Unis de s'en retourner à leur isolationnisme. Enfin, il concevait ses panrégions comme les contrepoids des deux seules puissances auxquelles il décernait le label planétaire, dès 1931, à savoir les États-Unis et l'URSS ⁴⁶⁹. L'autolimitation de chaque ensemble dans son action extérieure était le meilleur moyen d'obtenir une paix mondiale.

Au total, ces panrégions restèrent, avant toutes choses, des vues de l'esprit, même si la Pan-Amérique était déjà une réalité. Et même si plus tard, en Extrême-Orient et en Océanie, à partir des années soixante, c'est-à-dire depuis que le Japon a accompli son redressement grâce au développement industriel que l'on connaît, s'est constituée une zone d'influence commerciale japonaise qui retrouve les limites de l'espace que les militaires japonais considéraient comme dévolu à leur nation.

[165]

C. La géopolitique classique allemande et la politique extérieure de Hitler

[Retour au sommaire](#)

La proximité entre la géopolitique classique allemande et le national-socialisme a pu se vérifier. Les points de convergence, signale Rainer Sprengel, sont nombreux et assez forts. Ainsi, Karl Haushofer qui avait dédié sa

⁴⁶⁸ Derwent Whittlesey, « Haushöfer : Les géopoliticiens allemands », in E. M. Earle, *Les Maîtres la stratégie*, Tome II, p. 120-251, Paris, Éditions Berger-Levrault, 1982. De la masse des articles et livres signés par Haushöfer ou par ses collaborateurs, Derwent Whittlesey avait tiré un condensé, aujourd'hui traduit en français, polémique comme il se devait, des idées forces des géopoliticiens germaniques.

⁴⁶⁹ « Le bloc continental Europe centrale-Eurasie-Japon », Texte p. 113-154, dans F. Haushöfer, *De la géopolitique*, op. cit.

Weltpolitik von Heute à Rudolf Hess, aurait eu la faiblesse de croire pendant un moment que la conception nationale-socialiste du monde était une conséquence des effets produits par ses écrits et ses prises de position ⁴⁷⁰. Au moins tant que ses relations avec le régime ne se dégradèrent pas au point de devenir fatales pour sa famille. Par ailleurs, au plan institutionnel, une collaboration a existé entre les géopoliticiens de la *Zeitschrift für Geopolitik* et ceux qui représentaient, plus ou moins officiellement, l'État national-socialiste, tels Johann U. Folkers, Walter Jantzen, Max Baumann, dans le cadre du « Groupe de Travail en Géopolitique » de Heidelberg ⁴⁷¹.

Pourtant des différences sont tôt apparues, et de l'avis même de Strausz-Hupé, « Haushöfer n'a jamais été le maître à penser d'Hitler, ni l'éminence grise du ministère allemand des affaires étrangères » ⁴⁷². Comme l'avait déjà montré le géopoliticien américain Saül B. Cohen ⁴⁷³, et comme cela l'a été réaffirmé depuis ⁴⁷⁴, la ligne géostratégique de Haushöfer était somme toute modérée et prudente. Des divergences ou des contradictions apparurent très vite avec la politique extérieure du Troisième Reich. Le point d'orgue de la controverse fut le retournement des rapports germano-soviétiques qui ont commandé au déroulement de la seconde guerre mondiale. À cet égard, la géopolitique réaliste a été balayée par le racisme hitlérien. Si Haushofer ne pouvait être que satisfait par les annexions qui permirent la réunion de tout l'espace allemand (*Volksboden*), et si d'une manière générale le nazisme a emprunté des arguments à la géopolitique munichoise, il a aussi outrepassé ses positions. De sorte que la domination mondiale, le Reich millénaire, la hiérarchie des peuples furent des extrapolations du panrégionalisme, de la Grande Allemagne et du sens de l'espace. Et surtout, il ajoute l'idéologie raciste qui n'existait [166] pas dans la pensée de Haushöfer. La capture définitive de la géopolitique par le national-socialisme la destinait-elle alors à devenir une sorte de « Marxisme-Léninisme du III^e Reich », bien qu'elle fût suspectée de trop relativiser le rôle de la race et du chef au profit du facteur spatial ⁴⁷⁵ ?

⁴⁷⁰ R. Sprengel, *op. cit.*, p. 35.

⁴⁷¹ *Ibid.*, p. 36.

⁴⁷² R. Strausz-Hupé, *op. cit.*, p. 77.

⁴⁷³ Saül B. Cohen, *Geography and Politics in a World Divided*, 2^e édition, New York, Oxford University Press, 1973.

⁴⁷⁴ Différents observateurs contemporains comme Geoffroy Parker, Jean Klein sont tous d'accord sur ce point.

⁴⁷⁵ Sprengel, *op. cit.*, p. 36, qui fait ici allusion à une remarque ironique du commentateur soviétique J.-M. Senjonoff, note 152.

Aux yeux de gens comme Folkers, elle offrait des perspectives pédagogiques de première importance, à la fois pour l'éducation des masses et pour celle de l'élite. Le but étant d'établir un consensus qui garantisse au Führer l'adhésion aveugle de la masse à la lutte pour la conquête de l'espace vital. Toutefois, la considération dont elle était gratifiée n'interdisait pas la critique. Walter Jantzen constatait, dans le quinzième fascicule du *Schriften zur Geopolitik*, publication du groupe de Heidelberg, la confusion qui régnait toujours sur l'objet même et la méthode de la géopolitique, malgré de longues années d'intenses discussions. Lui-même s'opposait à tout déterminisme spatial, source de méprise, et se montrait partisan d'une géopolitique volontariste qui donnait la part belle à l'action et au travail du peuple et de la race ⁴⁷⁶. Au fond, il ressort des interrogations et du débat engagé au sein du Groupe de Travail, que rapporte Rainer Sprengel au sujet des rôles respectifs de l'histoire, de la géographie politique, et de la géopolitique que les travaux de l'école classique allemande étaient traités avec une certaine condescendance parce qu'ils ne pouvaient être autre chose que l'adjuvant de la théorie raciale ⁴⁷⁷. L'espace ou la race ? Telle était, à peu près, l'alternative qui caractérisait alors les rapports entre la *Geopolitik* et le national-socialisme. Et que quelques-uns, tel Otto Maul, entendaient dépasser en plaçant la culture au centre de leur réflexion géopolitique. Mais c'est sur cette controverse qu'achoppa le grand projet géostratégique de Haushöfer en butte à l'opposition déterminée de l'influent russophobe qu'était Alfred Rosenberg ⁴⁷⁸. Haushöfer avait déduit de sa vision du monde, la double exigence de la marginalisation de la puissance maritime anglo-saxonne et du contrôle complet de l'Île mondiale, grâce à celui, prioritaire, du *Heartland*. La formation de l'unité eurasiatique passant par la Russie, deux voies s'ouvraient alors : l'alliance ou la conquête. Haushöfer opta délibérément pour la première ⁴⁷⁹. Rien à ses yeux ne devait écarter l'Allemagne de [167] cet objectif fondamental, pas même les considérations sur l'espace vital qui pouvaient semer le trouble sur les relations germano-soviétiques qu'il privilégiait ⁴⁸⁰. Si plusieurs textes montrent sans aucun mystère que, selon Haushöfer, l'Ukraine et les steppes russes constituaient l'exutoire naturel de la population allemande en expansion, il est tout aussi clair que son choix pour l'alliance soviétique était sincère et ancré dans son esprit, bien qu'il ait, sur le

⁴⁷⁶ *Ibid.*, p. 334-335.

⁴⁷⁷ Rainer Sprengel, *op. cit.*, p. 336-363.

⁴⁷⁸ R. Strausz-Hupé, *op. cit.*, p. 51.

⁴⁷⁹ « *L'Allemagne et la Russie furent amies pendant des siècles, leurs structures économiques sont complémentaires : elles doivent demeurer ensemble* », cité par Weigert, *op. cit.*

⁴⁸⁰ Même s'il se réjouit des victoires de l'été 1941, comme ne manque pas de le rappeler Strausz-Hupé. Haushöfer n'avait cessé de défendre la politique de Rapallo.

moment, et sans doute par opportunisme, approuvé l'assaut contre l'URSS en juillet 1941 ⁴⁸¹. Car il était trop conscient que la *Blitz Krieg* serait inefficace dans l'immense Russie ⁴⁸². Certes, il y avait aussi l'idéologie qui scindait le Vieux Continent. Mais le sentiment des solidarités géopolitiques n'était-il pas le plus fort ? Comme allaient, précisément mais faussement, le faire croire les événements de 1939 ! Avec le Pacte germano-soviétique du 23 août 1939, Haushöfer semblait en effet exaucé, lui qui n'avait cessé de préconiser l'alliance, forte de leurs complémentarités, de l'Allemagne et du Japon aristocratiques qui « encadraient » la Russie prolétarienne. D'autant qu'un an plus tard, l'Allemagne faisait des ouvertures à l'URSS, afin qu'elle se joigne à elle, au Japon et à l'Italie, dans une grande coalition contre les puissances occidentales dans le but d'exclure les États-Unis et la Grande-Bretagne d'Eurasie ⁴⁸³. Dans les conversations qui suivirent, et dans la perspective du partage de l'Empire britannique, l'URSS fit reconnaître sans aucune difficulté ses aspirations territoriales vers l'océan Indien ⁴⁸⁴. Jusqu'à ce point, le schéma de Haushöfer fonctionnait. Le projet d'alliance eurasiatique achoppa cependant sur la question balkanique et sur l'insistance des Soviétiques à faire admettre la Bulgarie dans leur zone d'influence. Cette exigence aurait-elle suffi à contrarier Hitler pour autant que ses ouvertures fussent sincères ? Retourné à sa slavophobie, il décida d'éliminer l'Union soviétique, et malgré les avis du Japonais Matsuoka et surtout de son ambassadeur à Moscou, Schulenburg, qui était convaincu de la volonté de Staline d'aboutir à un accord durable, il lança ses armées contre l'Est ⁴⁸⁵.

Il convient donc de défaire le lien trop serré établi entre l'école géopolitique classique allemande et la politique extérieure du Troisième Reich, entre elle et le racisme hitlérien. Loin [168] de la conforter c'est contre sa logique que ce dernier a déchaîné ses effets. En fin de compte, cet échec irréversible de Haushöfer fit que l'on ne retint de son école que la dénonciation du Traité de Versailles, des amputations territoriales et des restrictions imposées à l'Allemagne, la réclamation du droit pour tous les peuples germaniques de se réunir dans un même et seul État, avec toutes les rectifications de frontières que le projet

⁴⁸¹ Holger H. Herwig, « *Geopolitik* : Haushofer, Hitler and Lebensraum », in Colin S. Gray and Geoffrey Sloan, *op. cit.*, p. 36.

⁴⁸² Ne serait-ce, comme il le faisait remarquer, que pour tirer la leçon de l'aventure napoléonienne qui avait montré qu'il valait mieux avoir la géographie comme alliée que comme ennemie.

⁴⁸³ A. T. Bouscaren, *Soviet Foreign Policy. A pattern of persistence*. New York, Fordham U. Press, 1962.

⁴⁸⁴ *Ibid.*, p. 343.

⁴⁸⁵ *Ibid.*, rapport sur les discussions entre Hitler, Molotov et Ribbentrop.

suggérerait. Et, plus que tout, c'est cette fonction rationalisatrice du nationalisme qui suscita hors d'Allemagne tant de réactions négatives contre la *Geopolitik*.

D. La mythologie de l'espace et le rejet étranger de la géopolitique classique allemande

[Retour au sommaire](#)

Les écrits de Haushöfer, en revenant sans cesse sur la spoliation de l'Allemagne, en entretenant un fort ressentiment, en insistant sur l'impératif du *Lebensraum*, ont à la fois fourni des arguments à la doctrine hitlérienne et peut-être rendu plus réceptifs un certain nombre d'auditeurs. En revanche, la politique extérieure du Troisième Reich fut tout le contraire de la thèse stratégique du « bloc continental Europe centrale-Eurasie-Japon ». Or, si le fossé fut si grand, c'est à cause de la question raciale, mais aussi parce qu'il y avait quelque chose d'utopique à imaginer qu'une « logique géographique immanente » finirait par surpasser tous les obstacles. François Joyaux pense qu'Haushöfer adhérerait à ce type de logique quand il analyse ses textes sur le Japon, qu'il trouve, au demeurant, tout à fait pertinents⁴⁸⁶. Néanmoins, sur ce point, les avis sont partagés. Rainer Sprengel rappelle à plusieurs reprises cette formule de Karl Haushöfer selon laquelle la géopolitique pourrait peut-être contribuer à expliquer les phénomènes politiques et l'histoire à hauteur de 25 %⁴⁸⁷. Il est vrai que l'enjeu territorial a une telle valeur symbolique qu'il dépasse souvent tout autre type de considération, même dans une discussion de portée générale. C'est pourquoi il reste un déterminant du calcul stratégique, bien que les moyens de la stratégie l'aient libérée des plus lourdes contraintes physiques. Plusieurs situations très actuelles le [169] prouvent. À commencer par les quatre petites îles du Sud de l'archipel des Kouriles, qui sont l'objet d'une négociation en dents de scie entre le Japon et l'URSS, puis maintenant la Russie. Les Japonais ont fait de la restitution de ces quatre îles, et d'abord des deux îles les plus méridionales, le préalable à une normalisation complète des relations politiques entre les deux pays et à l'engagement d'une coopération économique à grande échelle. Pour le Japon, cette rétrocession serait la démonstration de la sincérité des Russes.

⁴⁸⁶ François Joyaux, « En relisant Le Japon et les Japonais de Karl Haushöfer », dans *Géopolitique de l'Extrême Orient. Frontières et stratégies* (T. II, chap. XII), Paris, Bruxelles, Complexe, 1991.

⁴⁸⁷ Sprengel, R. *op. cit.*, p. 75. Cette formule de Haushöfer était, d'une part, un moyen de ménager l'idéologie nationale socialiste parce qu'elle « laissait encore une marge suffisante à la science des races et au culte de la personnalité dominante », mais, d'autre part, elle tendait à prouver que la géopolitique du général est plus possibiliste que déterministe.

Pour ceux-ci, qui laissent entendre que des discussions seraient désormais possibles, l'ouverture est semble-t-il strictement tactique ⁴⁸⁸. Deux raisons font douter des intentions des dirigeants russes. D'une part, il y a l'importance prise par l'archipel, et surtout l'île d'Etorofu, dans le dispositif naval russe tel qu'il a été bâti par rapport à la mer d'Okhotsk et au Pacifique. D'autre part, l'opinion publique russe, dans sa majorité, n'est peut-être pas prête à ce type de concession. En tout cas, les contacts diplomatiques de janvier 2005 relatifs aux Kouriles du Sud n'ont indiqué aucun progrès. C'est cet attachement de toutes les nations, les plus grandes comme les plus petites, à la question des frontières, qui explique que la pensée géopolitique, dans son développement historique, reflète une sorte de crispation territoriale des États et a fini par mythifier des régions ou des « axes » stratégiques. Particulièrement celles ou ceux qui donnent accès à une mer ou à un océan.

Certains ont cru voir dans ce type d'idéalisation la raison essentielle de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, en 1979. Comme au début du siècle, André Chéradame dénonçait dans le projet du *Bagdad Bahn*, chemin de fer pourtant financé par un plan associant des capitaux allemands, français, suisses et turcs, le plan pangermaniste d'accès direct au golfe Arabo-Persique ⁴⁸⁹. Le journaliste français n'avait alors rien à envier à la *Geopolitik* en ce qui concerne la mise en scène cartographique, tant la série de cartes qu'il publia en 1922 pour stigmatiser « le plan pangermaniste de domination mondiale » extrapolait avec la plus grande fantaisie à partir de la diagonale mer du Nord-golfe Persique de Kjellen. En tout état de cause, qu'ils aient ou non pris au sérieux les articles de Chéradame, les Britanniques s'évertuèrent, avec [170] succès, à faire échouer l'entreprise ferroviaire. Malgré l'accélération des innovations technologiques, l'irruption et la sophistication des armements balistico-nucléaires, et la pesanteur des faits économiques, soit en un mot, malgré la complexification des relations internationales, la mythification de l'espace a quelques fois la vie dure. L'on reste confondu devant les assertions et les jugements définitifs sur l'Histoire que certains géopoliticiens ont pu déduire de l'observation et de la mesure, au sens quasi arithmétique du terme, de l'espace physique. S'il est légitime de penser l'analyse des rapports internationaux « en termes de continent », comme l'écrivait Jordis Von Lohausen, cette réalité ne l'autorisait pas à la réduire à une métrologie

⁴⁸⁸ Cf. l'engagement russe, non tenu, du sommet russo-japonais de novembre 1997 de régler la question des Kouriles avant l'An 2000.

⁴⁸⁹ André Chéradame, *La Mystification des peuples alliés. Pourquoi ? Comment ? Par Qui ?*, Évreux, Imprimerie Ch. Herissey, 1922.

mythique de la façon dont il se le permettait ⁴⁹⁰. À en croire ce général autrichien, l'espace aurait ses propres lois d'évolution qui faisaient que l'ex-URSS, pour triompher définitivement, aurait dû porter sa frontière méridionale sur le Sahara ! Une thèse en contradiction totale avec celle de l'*imperial overstretch* (la surexpansion) décrit par Paul Kennedy en tant que principal facteur du déclin de tous les grands empires ⁴⁹¹.

Si la géopolitique classique allemande a inspiré aux géographes ou aux hommes politiques étrangers, curieux de ce courant, des critiques généralement plus virulentes les unes que les autres, Robert Strausz-Hupé faisait remarquer que les commentaires souvent les plus sévères mais aussi les plus réfléchis venaient de l'école française de géographie ⁴⁹². Outre le rejet d'une approche de la géographie assimilée à un instrument de propagande de la nation ennemie, le sentiment confus du déclin français et des limites de la puissance française explique également le retrait par rapport au projet séduisant de la *Geopolitik* de dresser « un registre de la planète ». Car, comme le rappelle sans circonvolutions Philippe Moreau Défarges, depuis 1815, le rêve d'une « Europe à la française » s'est envolé, et depuis 1871, la France se trouve sur la défensive ⁴⁹³. Pour d'autres, ce manque d'ambition de la géographie française tiendrait à l'évolution de son statut national au sein des sciences humaines. Alors qu'elle était, dans les années vingt, à la pointe de celles-ci, elle se serait laissée étouffer par l'expansion de la science historique qui aurait fait d'elle une « science asservie » et qui aurait puisé en elle certains de ses modèles d'analyse les plus efficaces ⁴⁹⁴. Ceci, d'après Yves [171] Lacoste, avec la complicité de toute une génération de géographes dont l'éminence grise s'est évertuée à occulter la partie de l'œuvre de

⁴⁹⁰ Jordis Von Lohausen, *Les Empires et la puissance. La géopolitique aujourd'hui*, Paris, Éditions Le Labyrinthe, 1985.

⁴⁹¹ Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, op. cit.

⁴⁹² R. Strausz-Hupé, op. cit.

⁴⁹³ Pierre Moreau-Defarges, *Introduction à la géopolitique*, Paris, Seuil/Point.

⁴⁹⁴ C'est en tout cas l'opinion commune d'Yves Lacoste et d'Hervé Coutau-Bégarie qui accusent notamment l'École des *Annales* d'avoir subjugué la géographie pour mieux la supplanter, pour lui interdire l'approche du politique, du militaire, du social, (cf. Hervé Coutau-Bégarie, *Le Phénomène Nouvelle Histoire*, Paris, Économica, p. 57-66). Cela reste discutable. Il faut reconnaître que l'œuvre d'A. Demangeon anti-cipait avec bonheur Fernand Braudel, qui est celui, note Paul Claval (« Les géographes français et le monde méditerranéen », *Annales de Géographie*, no 542, juillet août 1988) qui a le mieux exploité le modèle vidalien dans l'étude de l'espace méditerranéen, lequel a justement tant fait pour la renommée de l'historien français. Bien entendu, on pourra toujours rétorquer qu'une discipline a toujours le statut que ses éminences lui permettent d'atteindre, et de maintenir.

Vidal de la Blache la plus en rapport avec la politique ⁴⁹⁵. Quoi qu'il en soit, on remarque dès l'origine une antinomie entre la géographie vidalienne et la géographie ratzélienne.

L'école géographique française, elle, privilégie la géographie du particulier, des genres de vie, de préférence à l'échelle régionale. Elle se méfie donc par principe des généralisations et de toutes les conceptions susceptibles de générer une « idéologie géographique ». Telle la conception plus ou moins anthropologique de l'État. Dès lors, les géographes français se sont franchement détournés de la géopolitique, trop susceptible de les conduire à de tels « errements ». Cette réaction globalement négative a empêché toute connexion avec l'analyse politique, à une exception près.

Jacques Ancel fut en effet le seul géographe français à intituler l'un de ses ouvrages *Géopolitique* ⁴⁹⁶, publié en 1936, dans le but de contredire et de critiquer les thèses de la géopolitique allemande. Comme il l'annonçait lui-même, son opuscule visait à « ne point laisser accaparer par le faux-semblant de la science allemande ce terme de la géopolitique qui fit fortune Outre-Rhin ». Néanmoins, s'il entame une polémique avec la *Geopolitik*, il lui reconnaît le mérite d'être « remplie d'innovations heureuses, de schémas cartographiques nets et clairs, de modèles de chronologies politiques, qui sont à l'affût des avatars du globe ; elle réalise un équilibre entre l'économie et la politique, le tout enveloppé d'une certaine aisance lumineuse »

Mais, les qualités indiscutables ne compensent pas les défauts d'une synthèse trop ambitieuse qui fait l'impasse sur les situations locales, ou alors les traite trop superficiellement. Ancel critique le caractère trop sélectif, à des fins politiques évidentes, de la géopolitique allemande. Quant à sa propre contribution à une théorie politique d'essence géographique, dans cet ouvrage ou dans ses autres écrits ⁴⁹⁷, elle s'est avérée très modeste. Il faut lui reconnaître, en contrepartie, une grande connaissance des questions territoriales qui pesèrent si lourdement sur la diplomatie européenne pendant l'entre-deux-guerres. Le fait national est au cœur de ses préoccupations, mais le « principe psychologique [172] de la nation » de Jacques Ancel n'est guère plus satisfaisant que le « principe linguistique » des géopoliticiens allemands. Tous oublient que la Nation est avant tout un fait de

⁴⁹⁵ Le fautif désigné est Emmanuel de Martonne. Lire à ce sujet les lignes que lui consacre Pascal Lorot, *Histoire de la géopolitique*, Paris, La Découverte, p. 48-54.

⁴⁹⁶ Jacques Ancel, *Géopolitique*, Paris, Delagrave, 1936, 5^e édition de 1938.

⁴⁹⁷ J. Ancel, *Manuel géographique de politique européenne. Tome I, L'Europe centrale*, Paris, Delagrave, 1936 (2^e éd. 1937), et *Peuples et Nations des Balkans*, Paris, Armand Colin, 1926.

puissance. Pour les mêmes raisons qu’Ancel, mais avec moins d’aménité que lui, Albert Demangeon réfuta totalement la valeur scientifique de la géopolitique allemande qu’il assimilait à une « machine de guerre ». Ceci ne devait pas l’empêcher d’être l’un des pionniers de la géoéconomie et de la géographie culturelle.

Ainsi, dans *La Formation de l’Empire britannique*⁴⁹⁸, le géographe français analyse brillamment la genèse et les facteurs de la puissance maritime et commerciale (influence de la position insulaire, avec la notion de maîtrise des mers qui pénètre l’opinion anglaise dès le début du xv^e siècle ; compréhension précoce de l’exigence de l’expansion commerciale et maritime pour un État situé en marge de l’Europe, et qui doit s’assurer la balance des forces continentales ; recherche et contrôle des routes maritimes), la structure géographique d’un empire maritime qui est une véritable thalassocratie, l’idée impériale. Il examine aussi les difficultés qu’il y aura à maintenir l’unité de cet empire (contradictions entre l’idée de fédération, d’une part, et les forces géopolitiques centrifuges, d’autre part). Ces vues de Demangeon, aussi bien que celles qu’il a exprimées sur l’avenir du Pacifique et de l’Asie, ont eu l’honneur d’être, quelques années plus tard, largement réaffirmées par Y.M. Goblet, dans un ouvrage publié à Londres⁴⁹⁹.

Dans le même sens, l’historien Lucien Febvre, qui avait rédigé un ouvrage de géohistoire pour la collection de synthèse historique d’Henri Berr (*La Terre et l’évolution humaine*, Paris, 1922), et publié avec Albert Demangeon une étude critique sur le Rhin en 1935, rejeta lui aussi « le primat du politique ». Solidaire avec l’école française de géographie, il dénonça vivement l’influence de Ratzel et de son « mégalo-statisme » sur la « *Geopolitik* des docteurs allemands », tout en reconnaissant l’ingéniosité de celle-ci et les moyens financiers mis à sa disposition par une propagande militaire puis, dans les années trente, hitlérienne. Selon lui, la géopolitique d’outre-Rhin n’envisage le rapport entre espace et politique qu’à travers les lunettes formelles et militaires de l’État. De même, se montrent doctrinaires et idéologiques les atlas allemands [173] de la *Siedlungskunde* (« discipline au nom sonore »), qui, à travers des cartes lourdes, exacerbent le culte du « blanc-noir » en conjuguant sans cesse le sol avec la race et avec l’État. L’école française, profondément vidalienne, n’ignore pas le politique, poursuit Febvre, mais elle le traite différemment ! Vidal de La Blache, en 1910, dans *La France de l’Est*, n’a-t-il pas proposé un redécoupage en régions

⁴⁹⁸ A. Demangeon, *La Formation de l’Empire britannique*, Paris, Armand Colin, 1928.

⁴⁹⁹ Y. M. Goblet, *The Twilight of Treaties*, Londres, Éd. Bell, 1936.

économiques du territoire national ? Camille Vallaux, critique des théories ratzéliennes, n'a-t-il pas utilement séparé dans *Le Sol et l'État*, en 1911, le « sol économique » du « sol politique », contre le matérialisme étatique et l'économisme ambiants ? Et dans *La Géographie de l'Histoire : géographie de la paix et de la guerre sur terre et sur mer*, publié en 1921, Jean Brunhes et Camille Vallaux n'ont-ils pas mené une analyse géohistorique qui côtoie par instant la science politique (sans toutefois, reconnaissons-le, aboutir jamais à la théorie) ⁵⁰⁰ ?

Tels les premiers géopoliticiens, Brunhes et Vallaux pensèrent, que « les sociétés humaines dépendent les unes des autres, et les unes par rapport aux autres, de la répartition des îles, des terres et des mers, de la distribution et de la forme des continents, de la nature des couloirs de circulation marine ou fluviale et, pour tout dire d'un seul mot, de la position ». Ils ont eu les mêmes intuitions, mais sans jamais aller jusqu'au bout de leurs raisonnements ⁵⁰¹. Brunhes perçoit la fin de l'hégémonie politique de l'Europe, comme les nouvelles forces motrices de la géopolitique que sont la croissance soudaine des populations, l'accélération, la facilité et la multiplication des transports. D'après lui, il faut croire que « les milieux favorables à l'éclosion et au développement des États, ce sont, d'une manière générale, les plus riches en éléments de vie différenciés ; c'est-à-dire ceux où, dans un minimum d'espace, se rencontrent à la fois les formes les plus diverses de la vie terrestre et humaine (...) cette théorie de la différenciation, entre-vue mais non dégagée, ni mise en valeur par Ratzel, pourrait ainsi s'appeler théorie de l'accumulation ».

Mais il affirme aussi l'autonomie de l'homme par rapport au milieu, à la nature : « le fait psychologique capital est donc celui-ci, qui est l'antithèse d'une exacte détermination fataliste des actes humains par le climat et par le sol : tous les ensembles et tous les détails du cadre naturel agissent ainsi dans la mesure, et [174] dans le sens où nous les choisissons, et où nous les interprétons ». Une

⁵⁰⁰ Sur la géographie politique française de cette période, dans ses relations de voisinage avec l'histoire, cf. Bertrand Müller, *Lucien Febvre, lecteur critique*, Paris, Albin Michel, col. « Bibliothèque histoire », 2003, notamment p. 255-265.

⁵⁰¹ Sur l'énergie : « *La famine de charbon, c'est une des plus graves misères et qui menace toujours de susciter une révolution* ». On pense bien sûr à une géopolitique des ressources... Sur le fédéralisme : « *Les liens fédératifs entre les États des grandes puissances d'Amérique et d'Australie ont essentiellement des buts de puissance : ce ne sont pas des fédéralismes à base économique, ils se sont constitués plus d'une fois malgré les tendances économiques divergentes. Ils ont des fins primordiales de stabilité et de sécurité.* » On attendrait une géopolitique du fédéralisme...

réflexion qui, réfutant toute généralisation abusive, n'interdisait pas une approche synthétique. Elle aussi aurait été étouffée par les manœuvres de de Martonne ⁵⁰².

Mais c'est bien Vidal de la Blache, dès les années 1910, comme le souligne Lucien Febvre, qui a établi le premier une passerelle entre géographie et politique en analysant les conditions d'intégration des peuples lorrain et alsacien à la nation française ⁵⁰³. Le rôle déterminant qu'il reconnaissait aux idéaux révolutionnaires de 1789 dans la réussite de cette dernière revenait à admettre la prépondérance du facteur idéologique sur les facteurs naturels et autres facteurs culturels dans la construction de la France. Autre grand érudit, Max Sorre, au lendemain de la seconde guerre mondiale, se livra à des réflexions profondes sur les conditions géographiques de la formation de la constitution et de la vie politique des nations comme des États ⁵⁰⁴. Néanmoins, sa thématique éclate en exemples judicieux mais disparates et en catégories non coordonnées. Sorre va bien jusqu'à déterminer des « aires de sensibilité politique du globe », mais il se garde d'en déduire une explication des rapports internationaux. Plus tard, confrontant les éléments fondamentaux de la géographie aux nouveaux instruments d'analyse de l'économie et de la sociologie, il enrichit ses concepts ⁵⁰⁵. Il définit à côté de l'espace physique, l'espace immatériel ou abstrait ⁵⁰⁶. Max Sorre conçoit, nous semble-t-il, l'espace comme un champ de forces et propose une formulation du déterminisme géographique satisfaisante en ce sens qu'elle exclut tout unilatéralisme, qu'elle laisse place à beaucoup de relativité ⁵⁰⁷.

Hors de la sphère des géographes, les analyses géopolitiques sont en France, avant 1939, remarquables par leur absence. Seul l'amiral Raoul Castex s'est penché sur les conditions géographiques de la politique extérieure française et de

⁵⁰² Pascal Lorot, *op. cit.*, p. 54.

⁵⁰³ *Ibid.*, p. 45-70.

⁵⁰⁴ Maximilien Sorre, *Fondements de la géographie humaine*, Paris, Armand Colin, 1954. On lira principalement les chapitres II et IV.

⁵⁰⁵ M. Sorre, *Rencontre de la géographie et de la sociologie*, Paris, Éditions M. Rivière, 1957.

⁵⁰⁶ « Cela signifie que le géographe, arrivant à la limite de ses spéculations pour rendre intelligible le paysage humain et ses conditions d'existence, se trouve devant une idée de l'espace autre que celle qui lui est familière. C'est un espace immatériel au sein duquel les mouvements se propagent. Le long des lignes d'un réseau et ces lignes définissent sa configuration. Il est en rapport avec l'espace géographique quoi qu'il en soit distinct ». *Op. cit.*, p. 103.

⁵⁰⁷ « Si j'osais risquer une formule je dirais volontiers que la détermination d'un fait est un faisceau plus ou moins lâche de contingences et de nécessités en liaison avec une infinité de faisceaux semblables ». *Ibid.*, p. 134.

la guerre ⁵⁰⁸. Il avait également une conception moderne de la stratégie navale, qu'Hervé Coutau-Bégarie s'est efforcé de mettre en valeur ⁵⁰⁹. À la lumière de l'histoire militaire et diplomatique de la période qui court de la fin de la première à la fin de la seconde guerre mondiale, l'Amiral Castex s'est livré à une réévaluation des paramètres de la géostratégie (position, distance, superficie) en fonction des changements profonds déjà introduits par la technologie des armements. Ceci quelque temps avant que le [175] nucléaire et la balistique aient une nouvelle fois révolutionné la stratégie. Comme contribution la plus tangible à la compréhension de l'espace stratégique, on retiendra la « théorie des arrières » du marin français qui relève bien évidemment de l'inévitable dichotomie continent-océan ⁵¹⁰. À cette différence près que chez Castex, ce qu'Hervé Coutau-Bégarie appelle son théorème, l'interaction terre-mer, est nettement affirmée ⁵¹¹. Néanmoins, quoiqu'en dise son principal exégète ⁵¹², Castex fut plus un stratège naval qu'un géopoliticien. Il n'y a pas chez lui de théorie globale des relations internationales.

Conclusion

[Retour au sommaire](#)

L'histoire de la pensée géopolitique a pour fil conducteur la chaîne Ratzel-Mahan-Mackinder-Kjellen-Haushöfer, c'est-à-dire celle formée par les hommes qui ont contribué, de manière implicite pour les trois premiers, explicite pour les deux derniers, à la naissance et au développement de la géopolitique, laquelle fut conçue dans le but de mettre en scène les rapports entre les grandes puissances

⁵⁰⁸ Raoul Castex, *Théories stratégiques*, Tome III et compléments, Paris, Imprimerie de la Marine nationale, 1976.

⁵⁰⁹ H. Coutau-Bégarie, *La Puissance maritime*, op. cit., et Raoul Castex, *le stratège inconnu*, Paris, Économica, 1985.

⁵¹⁰ « À *politique continentale*, *arrière maritime*. À *politique maritime*, *arrière continental* ». Raoul Castex retenait trois situations principales : celle éminemment continentale (Russie), celle tout aussi clairement maritime (Grande-Bretagne, puis États-Unis) et celle beaucoup plus ambiguë de la puissance située à l'extrémité d'un continent (Franc-Allemagne, puis Europe occidentale), à laquelle s'offrent plusieurs options, mais qui n'a pas droit à l'erreur, comme l'ont démontré les expériences française et allemande. Ce faisant, les analogies avec Mackinder sont nombreuses.

⁵¹¹ H. Coutau-Bégarie, *La Puissance maritime*, op. cit.

⁵¹² La contribution principale à la géostratégie de la puissance maritime dans l'ouvrage cité est plus de son propre cru et de l'analyse comparative des maîtres de la stratégie navale qu'il conduit, que de Castex lui-même.

mondiales. Si d'autres noms devaient être distingués, et ils seraient alors assez nombreux, ce serait dans la mouvance des hypothèses de l'un ou de l'autre des cinq auteurs. Yves Lacoste, qui a porté l'éclairage sur l'œuvre d'Élisée Reclus, pense que cette forte personnalité, tout en ayant sa place à part, mérite de figurer au tableau d'honneur des pères fondateurs de la géopolitique pour son analyse spatiale des rapports de force politiques et militaires ⁵¹³. Car « il distingue implicitement, mais nettement, un niveau d'analyse géopolitique : temps longs-grands espaces pour saisir les rapports de forces entre les grands empires, et un niveau géostratégique : temps plus courts-configurations de certaines parties de territoire ou les grandes forces lancent offensives et contre-offensives » ⁵¹⁴. Cependant, sans réelle influence sur la géographie française, la pensée d'Élisée Reclus est demeurée largement méconnue. La géopolitique répond de toute évidence au besoin ressenti au début du XX^e siècle de rendre une vue d'ensemble des relations internationales. Les géopoliticiens, déclarés ou non, détiennent, pensent-ils, la clef de voûte de la scène mondiale dans la liaison terre-mer. Que peut-on en penser ?

[176]

Terre-mer : l'antinomie fondatrice de la géopolitique

[Retour au sommaire](#)

Dans *Terre et mer* ⁵¹⁵ et dans d'autres articles ⁵¹⁶, Carl Schmitt a parfaitement bien explicité cette antinomie fondatrice. Signalée dès notre chapitre introductif, elle remonterait au moins au Moyen Âge, sachant que « selon les interprétations des cabalistes médiévaux, l'histoire du monde est un combat entre la puissante baleine, le Léviathan, et le non moins puissant Béhémoth, animal

⁵¹³ Élisée Reclus, « Un géographe libertaire », *Hérodote*, no 22, 3^e trimestre 1981. On retiendra les pages suivantes : Yves Lacoste, « Géographisme et géopolitique : Élisée Reclus », p. 30-33, et Pierre Gentelle, « De la géographie physique à la géopolitique : Élisée Reclus, et l'Asie orientale », p. 81-93.

⁵¹⁴ Yves Lacoste, *op. cit.*

⁵¹⁵ Carl Schmitt, *Terre et mer. Un point de vue sur l'histoire mondiale*, introduction et postface de Julien Freund, *op. cit.*

⁵¹⁶ Carl Schmitt, « La mer contre la terre » (1941) et « Souveraineté de l'État et liberté des Mers. Opposition de la terre et de la mer dans le droit international des temps modernes (1941) », dans *Du Politique*, *op. cit.*

terrien que l'on imaginait sous les traits d'un éléphant ou d'un taureau » ⁵¹⁷. Au début du XX^e siècle, suite à la « prise des mers » par la puissance britannique, le Léviathan domine la « boule d'eau terrestre » (*Erdwasserkugel*) selon le terme de Ratzel. Mahan s'essaie à théoriser cette suprématie qu'il voit passer entre les mains des États-Unis. Dans le même temps, une « révolution spatiale » s'annonce (celle analysée par Mackinder, qui a relevé les contradictions entre la puissance maritime et la puissance continentale) et qui, dans le tourbillon du progrès scientifique et technique, promeut la nouvelle puissance continentale. Que celle-ci porte les couleurs de l'Allemagne, de la Russie, ou de l'Eurasie, elle met en cause l'ordre spatial mis en place, depuis la mer, par la puissance anglo-saxonne qui ne saurait donc accepter son émergence. Deux univers (ou deux civilisations !) ainsi s'opposent : le premier, thalasso-centré, qui privilégie l'échange marchand, qui est libéral, pragmatique et cosmopolite ; le second, telluro-centré, qui est organique, culturaliste, et qui accuse sous certains régimes une tendance militariste.

Ce conflit est la référence commune à tous les premiers travaux d'essence géopolitique, ceux que nous avons examinés dans ce premier chapitre. Elle-même est la première raison qui a valu l'accusation de déterminisme géographique. Tandis que d'autres notions comme celle d'espace vital ont alourdi ensuite le réquisitoire. Cependant, il a été plusieurs fois indiqué que les différents facteurs de la vie internationale n'étaient pas ignorés. Loin d'être dépourvue de tout sens historique, la dichotomie terre-mer a donc été un cadre référentiel utile, mais jamais absolu. Dans un article heuristique, Colin S. Gray a fait le bilan ⁵¹⁸. D'un point de vue général la dichotomie se justifie, tellement « il est vrai que l'opposition viscérale de la Grande-Bretagne, d'abord envers la [177] France, puis l'Allemagne, à cause de leurs ambitions continentales hégémoniques, était le fondement même de sa grande stratégie qui lui permit par la suite de triompher de la puissance continentale » ⁵¹⁹. Mais précise aussitôt Gray, « il n'empêche que la part du lion dans les opérations destinées à contrecarrer les ambitions de la France, puis de l'Allemagne, toutes deux puissances continentales, revint aux alliés continentaux de l'Angleterre » ⁵²⁰. Ce qui veut dire que dans la pratique, l'opposition n'a jamais été parfaite, et que la victoire est allée à la puissance combinant les deux facteurs : « Ainsi, les Pays-Bas, l'Angleterre et les États-Unis,

⁵¹⁷ Carl Schmitt, *Terre et mer*, op. cit., p. 23.

⁵¹⁸ Colin S. Gray, « Puissance maritime et la recherche de l'avantage stratégique », in *La lutte pour l'empire de la mer*, op. cit.

⁵¹⁹ *Ibid.*, p. 74.

⁵²⁰ *Ibid.*, p. 74.

successivement, ont été en mesure d'organiser des coalitions mixtes, maritimes et continentales, auxquelles les puissances continentales adverses, l'Espagne à un certain degré, la France, l'Allemagne et même l'Union soviétique, ne purent manifestement pas répondre par des alliances avec des puissances maritimes ⁵²¹. » L'histoire militaire prouve définitivement que ni la puissance maritime ni la puissance continentale ne furent des valeurs intrinsèques qui transcendent la réalité, comme tient à le souligner Gray. Mais seulement des représentations qui ont permis aux géopoliticiens une première approche globale des relations internationales. Toutefois, celles-là ont elles-mêmes été fortement troublées par le développement de la « révolution spatiale » tout du long du XX^e siècle. Car, comme l'avait prévu Carl Schmitt, avec « le feu », c'est-à-dire la machine, à laquelle on peut ajouter la technologie des communications, l'espace aérien et l'espace sidéral, pris ensemble, absorbent et confondent les éléments terrestre et maritime.

B. L'espace mondial et son partage

[Retour au sommaire](#)

L'idée de Karl Haushöfer de dresser le « cadastre de la planète » (*Grundbuch des Planeten*) était d'aller plus loin, de dépasser les représentations incriminées et de réaliser une étude universelle sur l'organisation territoriale du monde. Or, cette ambition de rendre toute la scène internationale, que Claude Raffestin juge démesurée, soulève une double interrogation à laquelle on ne trouve comme réponses que des voies à prospecter. [178] La première tient à l'absence, chez les géopoliticiens, de réflexion sur le concept d'espace lui-même, bien que l'espace soit, ici, le point de départ. Ceci implique que seul l'espace sensible, l'espace matériel, terrestre et maritime, ait été pris en compte, de façon quasiment exclusive, sous sa forme territoriale. Cette suprématie du territoire, sa quasi-exclusivité, en tant que forme spatiale étudiée, trouvaient leur justification dans cette remarque de Carl Schmitt :

« Tout ordre fondamental est un ordre spatial. Parler de constitution d'un pays ou d'un continent, c'est parler de son ordre fondamental, de son nomos. Or, l'ordre fondamental, le vrai, l'authentique, repose essentiellement sur certaines limites spatiales, il suppose une délimitation, une dimension, une certaine répartition de la terre. L'acte inaugural de

⁵²¹ *Ibid.*, p. 69-70.

toute grande époque est une appropriation territoriale d'envergure. Tout changement important de la face du monde est inséparable d'une transformation politique, et donc d'une nouvelle répartition de la terre, d'une appropriation territoriale nouvelle ⁵²². »

Pourtant, comme Schmitt le pressent lui-même dans ses ultimes articles, la force des flux qui traversent le territoire lui fait perdre de sa pertinence politique ⁵²³. Est-ce à dire que de nouvelles catégories spatiales sont à inventer pour rendre la géopolitique opératoire ? Ce n'est pas sûr, si l'on considère que tout phénomène est localisable (*ortung*), c'est-à-dire possède une origine et une destination spatiales, et si l'on tient que tout changement du système mondial est un nouvel ordonnancement (*ordnung*). Les flux et les réseaux ne faisant alors rien d'autre que de créer d'autres types d'appropriation spatiale qui peuvent, il est vrai, modifier complètement la configuration planétaire. Quoi qu'il en soit, on résoudra le problème du déterminisme en concluant que ce n'est pas l'espace en lui-même mais bien les différentes manières de « prendre » l'espace qui décident de tout. Ces questions soulevées par Carl Schmitt, que nous avons examinées ailleurs, la génération suivante des géopoliticiens ou des géostratèges, spécialement américaine, les a rarement posées.

⁵²² Carl Schmitt, *Terre et mer*, *op. cit.*, p. 62-64. Par *nomos*, Schmitt entend « la prise », la possession du sol, et non pas la norme comme trop souvent on a interprété ce terme. La connotation spatiale est déterminante. Et dans *Der Nomos der Erde* (*op. cit.*, p. 40), Schmitt écrit : « Le *nomos*, c'est la mesure qui partage le sol (selon un ordre précis et qui le localise), et c'est l'ordre ou l'ordonnancement politique, social et religieux qui en découle. Mesure, ordre et forme constituent ici une unité concrète géographiquement parlant. »

⁵²³ Carl Schmitt, « L'unité du Monde (1951 et 1952) », in *Du Politique*, *op. cit.*, p. 225-249.

[179]

Traité de relations internationales.
Tome I. Les théories géopolitiques.

Chapitre 2

Les itinéraires de la géopolitique

[Retour au sommaire](#)

Alors que la seconde guerre mondiale se termine tout juste, la géopolitique, qui disparaît en Europe avec l'achèvement du conflit, connaît au contraire un destin assez fastueux aux États-Unis. Les Américains ont découvert la *Geopolitik* qui, dans un premier temps, exerce sur leurs géographes une véritable fascination ⁵²⁴. Dès 1942, Isaiah Bowman observe, avec acrimonie, que « la géopolitique a émigré d'Allemagne en Amérique » ⁵²⁵. En effet, la guerre a sorti les États-Unis de leur isolement. Ils ont été obligés d'intervenir sur tous les fronts et ont éprouvé le besoin de renouveler leur vision stratégique globale. Or, la nouvelle science géographique allemande et les thèses de Mackinder offraient au moins la possibilité d'ouvrir un débat ⁵²⁶. La démarche globalisante, telle que le

⁵²⁴ Sur les conditions précises et parfois anecdotiques du transfert, cf. Marco Antonsich, « De la *Geopolitik* à la *Geopolitics*. Transfor-mation idéologique d'une doctrine de puissance », *Stratégique*, no 60, Institut de Stratégie comparée, 1996, p. 53-87.

⁵²⁵ I. Bowman, « Geography VS Geopolitics », dans *The Geographical Review*, volume 32, no 4, octobre 1942, p. 646-658.

⁵²⁶ Geoffrey Parker fait d'ailleurs remarquer que les Américains ont exagéré l'influence des publications de Haushöfer en Allemagne, qu'ils présentaient comme l'éminence grise de Hitler (*op. cit.*, p. 102), à tort, on l'a dit. Impressionnés par la cartographie allemande, leur

géographe britannique l'avait initiée, séduisit une partie de ses homologues américains que les nouvelles responsabilités mondiales de leur pays préoccupaient. Sa représentation est communicante et fait l'économie d'une véritable théorie. Elle condense l'antagonisme dominant de la bipolarité d'après-guerre. Certes, le transfert a soulevé des discussions. Bowman, comme le fait remarquer O' Tuathail, ne s'opposait pas, par principe, au raisonnement géopolitique, mais il estimait que si la *Geopolitik* en était redevable à l'idéologie, l'internationalisme wilsonien qu'il défendait dans *The New World* en était prétendument dépourvu ⁵²⁷ ! Il en allait de même de Strausz-Hupé qui reprochait à la *Geopolitik* ses positions doctrinales, critiquait autant Mackinder que Haushöfer, tout en [180] reconnaissant l'influence du facteur géographique sur la politique extérieure des États-Unis, finissant lui-même par admettre que « l'histoire de notre époque paraît refléter, avec une fatalité perverse, la tendance qui se fait jour vers les empires et vers les super-États en accord avec les prédictions des Ratzel, Spengler et Mackinder » ⁵²⁸. Son problème, qui est celui de nombreux politologues américains, d'hier et d'aujourd'hui, est qu'il se refusait à s'interroger sur la matrice idéologique de la diplomatie et de la stratégie américaines, et de leur mission supposée : promouvoir la démocratie et l'économie de marché. Proche, comme Bowman, de F.D. Roosevelt, il cultivait l'idée d'un fédéralisme mondial, réalisable une fois que les États-Unis auraient débarrassé le monde de cette néfaste invention française qu'était l'État-nation qu'il jugeait comme « la force la plus rétrograde du vingtième siècle » ⁵²⁹. Un thème qui, depuis, a été largement actualisé et ressassé par ceux qui réfutent la théorie réaliste des relations internationales.

Hartshorne et Wittlesey, quant à eux, parce qu'ils entendaient voir dans la politique internationale autre chose que des rapports de force, ont opposé géographie politique et *Geopolitics*. Ils vont, pour ce faire, s'inspirer de l'histoire et de la sociologie. Dans un sens rapproché, Owen Lattimore fut l'un des premiers à dénoncer la perpétuation des empires européens et à poser la question des rapports Nord-Sud ⁵³⁰.

première réaction fut de repenser la projection de Mercator, afin de mieux analyser la relation entre l'Amérique et l'Eurasie.

⁵²⁷ O'Tuathail, *op. cit.*, p. 156.

⁵²⁸ R. Strausz-Hupé, *op. cit.*, p. 191.

⁵²⁹ R. Strausz-Hupé, « The Balance of Tomorrow », in *Orbis*, vol 1, 1957-1, p. 10-27.

⁵³⁰ Owen Lattimore, « The Inland crossroads of Asia », in H. W. Weigert et V. Stefansson, *New compass of the world*, New York, Mac Millan, 1949.

Cette vision moralisante, utilitariste, mais aussi foncièrement économiciste, n'a cessé par la suite d'être en permanence en contradiction avec les effets induits de la puissance américaine portée à confondre l'espace vital de son commerce avec le monde entier. Elle explique aussi que les géostratèges américains se préoccupent peu des ontologies contradictoires de la terre et de la mer. Ils se divisent plutôt en fonction de leurs compétences et de leurs approches professionnelles sur des questions comme celle de l'ampleur du déploiement des forces américaines dans le monde et celle des moyens, notamment les types d'armes, à mettre en œuvre en fonction des engagements décidés.

On peut représenter par un tableau les deux courants de la géopolitique et de la géostratégie aux États-Unis pendant et au lendemain de la seconde guerre mondiale.

[181]

1) Idéalistes et réalistes (liste non exhaustive)

Théoriciens idéalistes
 Isaïah Bowman
 Andrew Gyorgy
 Richard Hartshorne
 G.B. Cressey
 Owen Lattimore
 Robert Strausz-Hupé
 G. T. Renner
 Derwent Wittelsey
 A.P. de Seversky

théoriciens réalistes
 Nicolas Spykman
 C.B. Fawcett
 D.J.M. Hooson

2) *The Global Geopolitics*

un fondateur : Nicolas Spykman

Trois influences : Mahan, Mackinder, Haushöfer (par réaction à).

Trois tendances :

- « Spykmanienne » : Spykman et la « seconde génération » : C.S. Gray, E. Luttwak, etc ;
- « néomahaniste » : tendance « navaliste » (Lehman, Ackley) et « mahanisme cosmique » (Général Herres) ;
- « intermédiaire » : théorie des équilibres régionaux de S.B. Cohen et Z. Brzezinski. Ce dernier, cependant, publie en 1997 une analyse qui a

tout du *remake* du schéma Mackinder-Spykman, qu'il réitère et complète en 2004 ⁵³³.

Entre les deux courants, se situent certains théoriciens, comme par exemple Hans Weigert et V. Stefansson qui s'intéressaient particulièrement aux problèmes de la projection cartographique. Hans Weigert critiqua la projection de Mercator qui exagérait la centralité de l'Europe et marginalisait l'Amérique au point qu'elle avait suggéré dans ce continent le sentiment isolationniste. Avec Stefansson, il préconisa la projection polaire qui mettait mieux en exergue la position centrale du *Heartland* mais aussi le rôle stratégique de l'océan Arctique ⁵³¹. Mais Weigert fut aussi un critique lucide et positif de la *Geopolitik* qui a été avant tout, selon lui, une [182] « *Weltanschauung* politique », inévitablement ethnocentrique comme toutes les autres représentations du monde, quelles qu'en fussent les origines nationales ⁵³². ⁵³³

Si les conceptions de Mahan ont exercé assez d'influence jusqu'au second conflit mondial pour déterminer la conduite d'un F.D. Roosevelt ⁵³⁴, les obligations nouvelles des États-Unis en Europe et en Asie, créées par leurs interventions, ont amené les Américains à privilégier une vision moins insulaire, que celle du célèbre marin, laquelle n'était pas, loin de là, isolationniste. C'est Nicolas Spykman, convaincu de la nécessité de fonder une réflexion nouvelle et approfondie sur les relations internationales, qui, le premier, s'est employé à démontrer la nécessité d'une présence américaine en des points aussi nombreux que possible du *Rimland* d'où, selon lui, a pu venir le vrai danger, comme le montre la carte ci-dessous.

⁵³¹ H. W. Weigert, W. Stefansson and R. E. Harrison, *New Compass of the World*, *op. cit.*

⁵³² H. W. Weigert, *Generals and Geographers : the Twilight of Geopolitics*, New York, Oxford University Press, 1942.

⁵³³ [On ne retrouve pas l'appel de la note 533 dans le livre. Mais voici quand même le texte de la note 533. JMT.] Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, *op. cit.*, traduction de *The Grand Chessboard. American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, publié en 1997 par Basic Books, Boulder (États-Unis). L'ancien conseiller du président Carter réitère ses positions dans *Le Vrai Choix*, Paris, Odile Jacob, 2004, traduction de *The Choice. Global Domination or Global Leadership*, publié en février 2004 par Basic Books. En ajoutant des propositions qui pourraient conduire au démantèlement de la Russie.

⁵³⁴ Ce serait une des explications de l'absence de détermination de F. D. Roosevelt face à Staline dans le partage des zones d'influence en Europe en 1943-1945 (P. M. Gallois, *Géopolitique. Les voies de la puissance*, *op. cit.*, p. 401-403).

Apparemment pris en compte aux premiers temps de la guerre froide, les enseignements du fondateur des *Global Geopolitics* furent ensuite quelque peu reconsidérés à partir du moment où la stratégie de la dissuasion balistico-nucléaire imposa son règne. La technologie des missiles dictait en effet les nouvelles règles de [183] l'art stratégique et laissait présager des désengagements possibles. Or, c'est contre cela, à la fin des années soixante-dix, au moment où l'URSS faisait montre de nouvelles ambitions en Afrique et en Asie du Sud, qu'allèrent s'insurger Colin S. Gray et quelques autres, présentés par François Géré comme « les restaurateurs de la pensée stratégique américaine » ⁵³⁵.

Gray voulait prouver que l'irruption du nucléaire n'avait rien changé aux données géopolitiques globales dépeintes par Spykman, à l'occasion de ce qui nous apparaît avoir été un faux débat avec les néomahanistes, tant il est vrai que ces derniers n'envisageaient aucunement de mettre fin à l'interventionnisme américain dans le monde. Simplement, ils souhaitaient un redéploiement de l'armement stratégique américain en faveur de la force navale pour redonner plus de souplesse aux capacités glo-bales des États-Unis. Aujourd'hui d'ailleurs, la

⁵³⁵ François Géré, « Pour la stratégie ou les restaurateurs de la pensée stratégique américaine », dans l'ouvrage dirigé par lui-même, *Les Lauriers incertains. Stratégie et politique militaire des États-Unis*, 1980/2000, Paris, FEDN, 1991.

conciliation des points de vue est chose acquise. La synergie des systèmes d'armes est devenue un fait, car tous les stratèges « ont des raisons de croire dans les progrès des armes spatiales accomplis depuis l'Initiative de Défense stratégique. Au point que l'on fait miroiter l'idée d'un “*Global Power from Space Power*” » ⁵³⁶. Cette emprise de la technologie ne fait qu'accuser le caractère instrumental de la géopolitique américaine qui demeure strictement « un outil approprié pour considérer dans leur simultanéité spatio-temporelle à l'échelle mondiale, l'ensemble des rapports de force entre deux ou plusieurs puissances » ⁵³⁷. L'absence de toute polémique territoriale est à noter. Elle s'explique par celle de tout grave problème frontalier pour les États-Unis. Il n'en va pas de même, en revanche, des autres transferts et itinéraires de la géopolitique. De ceux qui ont lieu pendant la guerre vers les puissances alliées à l'Allemagne, et que l'on recensera, pour mémoire. Mais aussi de ceux qui concernent l'Amérique latine, prise sous une double influence. En premier lieu, celle de la géopolitique allemande dont toute la thématique sur les frontières trouve dans ce continent un terrain propice, tellement les conflits territoriaux sont multiples et aigus. En second lieu, celle de la géostratégie nord-américaine car l'antagonisme dominant dans lequel a vécu le monde pendant plus de quarante ans n'a pas été sans interférer sur les hommes politiques et les militaires sud-américains. La menace globale a fait devoir aux États concernés de se mettre en défense, de penser leur sécurité nationale, [184] de l'organiser sur tous les fronts, et, d'abord, sur le front intérieur. Cette manière de voir a fait l'originalité de la géopolitique brésilienne, telle qu'elle a été développée, entre 1960 et 1980, dans la sphère étatique du plus grand pays de l'Amérique du Sud.

Tous ceux qui, en Amérique ou ailleurs, ont voulu rompre avec la géopolitique classique ou l'ont purement et simplement renié, ont recherché des voies qui sont autant de bifurcations qui, au final, signifient l'éclatement de la recherche, sans conséquence positive réelle pour la représentation de l'espace international. Jusqu'au début des années cinquante, les géographes politiques américains sont restés, quoiqu'ils en pensent, dans la lignée de Ratzel, soit pour faire dans un environnementalisme qui se relativise progressivement, soit pour élaborer une méthode fonctionnelle plus moderne et plus souple (Richard Hartshorne).

Il faut rappeler ici que le déterminisme des premiers temps de la géographie européenne avait eu son héraut en Amérique en la personne d'Ellsworth

⁵³⁶ Serge Grouard, « Politique spatiale militaire des États-Unis », *ibid.*, p. 158.

⁵³⁷ F. Géré, *ibid.*, p. 48.

Huntington ⁵³⁸. Au déterminisme climatique de celui-ci, les environnementalistes substituent un déterminisme pluricausal ⁵³⁹. Ils posent qu'il existe un lien spécial entre plusieurs éléments du milieu international et l'action de l'État qui s'y trouve englobé. Les facteurs environnementaux exercent une contrainte plus ou moins forte selon l'appartenance des auteurs à l'une des trois tendances qui divisent ce courant. Si les environnementalistes américains se sont démarqués d'Ellsworth Huntington, celui-ci serait bien surpris de voir comment, de manière récurrente, la théorie des climats est remise à l'honneur. Il est arrivé encore ces dernières années que l'on impute au climat tropical le sous-développement économique et politique des États du « tiers-monde » ⁵⁴⁰.

⁵³⁸ Ellsworth Huntington, *The Pulse of Asia 1907. Palestine and its Transformations 1911. Mainsprings of Civilization 1945*. Celui-ci expliquait la décadence des brillantes civilisations de l'Asie centrale et sud-orientale par un dessèchement du climat qui entame la ruine de leur puissance. Il soutenait une théorie paléoclimatologie selon laquelle une alternance de périodes sèches et humides aurait provoqué un dessèchement d'Est en Ouest. D'où les migrations nomades, l'Europe subissant de la sorte, le contrecoup des pulsions de l'Asie. Le déplacement des climats n'engendrerait pas seulement le nomadisme, mais en outre, une translation de la puissance politique dans le même sens : Babylone... Grèce, Rome, France, Angleterre.

⁵³⁹ Harold et Margaret Sprout, *Environmental Factors in the Study of International Politics*, 1957. Eux-mêmes protagonistes de la méthode décèlent trois variantes :

- L'environnementalisme déterministe, selon lequel l'homme ou l'État ne peuvent échapper dans leurs choix aux facteurs environnementaux qui exercent sur la vie politique une action directe et indéfectible. Outre Huntington, appartiennent aussi à cette catégorie d'auteurs Ellen Church Semple, une disciple américaine de Ratzel (1), Reischauer, qui voyait dans les montagnes japonaises la cause première de l'expansionnisme nippon (2), Zimmermann, qui croyait en l'hégémonie inévitable de l'Allemagne sur l'Europe par la seule supériorité de ses mines de charbon et de sa sidérurgie (3), et enfin S. F. Markham qui, dans la lignée de Huntington, avançait que des *optima* de température favorisèrent dans l'histoire les performances de certaines civilisations (4) ;
- L'environnementalisme simple laisse, lui, un libre choix entre quelques alternatives, mais il reste vigoureux et fait toujours une grande place aux éléments naturels ;
- L'environnementalisme possibiliste vient en réaction aux conclusions extrêmes des deux premières tendances.

(a) E. Church Semple, *Influences of Geographic Environment*, New York, 1946.

(b) E. O. Reischauer, *Japan : Past and Present*, New York, 1946.

(c) E. W. Zimmermann, *World Resources and Industries*, New York, 1951.

(d) S. F. Markham, *Climates and the energy of Nations*, New York, 1947.

⁵⁴⁰ Tropicalité et sous-développement. La coïncidence entre la zone tempérée de l'hémisphère nord et la disposition géographique des États industrialisés et l'inclusion dans la zone intertropicale de tous les États du tiers-monde, sauf la Chine et les pays méditerranéens, sont toutes deux occasionnellement mises au compte des différences climatiques selon un déterminisme qui a mal vieilli. Réunissant les résultats partiels et approximatifs de travaux relatifs aux effets du climat tropical sur la production d'énergie humaine et sur les activités humaines, un universitaire de Calcutta affirme que « le facteur climatique est une constante ou quasi-constante qui exerce une influence capitale, si ce n'est déterminante, sur la nature de cette dichotomie » Nord-Sud (1). La forte température altérerait la productivité en raison d'une baisse du métabolisme, et serait la cause d'une certaine léthargie. C'était là la thèse

À partir de 1960, les méthodes de la géographie politique empruntent à la sociologie mais aucune n'aboutit vraiment. Tantôt l'adaptation est artificielle ou inachevée, tantôt l'approche choisie ne permet qu'une analyse trop sélective, trop latérale des faits incriminés. Certains apports nouveaux vont s'avérer néanmoins décisifs comme celui de Kenneth Boulding, qui souligne la place de la perception de l'espace, de la représentation mentale du monde dans la prise de décision politique.

Dès l'origine, on l'a vu, les géographes français se sont inscrits en faux contre la géopolitique, en tant que géopolitique allemande, [185] et en tant que telle perçue comme un instrument de propagande. Malheureusement, cette attitude de

du médecin britannique W. Burridge (2). Si le climat tropical, et avant tout le régime des pluies, constitue un handicap indiscutable au développement des productions végétales et animales nutritives, par contre les effets directs sur l'industrialisation restent encore à démontrer. La sous-industrialisation résulte d'une conjoncture économique fondamentalement agricole et technique très basse. Utilisé par des économistes du sous-développement, tel Gunnar Myrdal, l'argument climatique ne fait pourtant pas l'unanimité (3). Pour certains des nouveaux partisans du déterminisme climatique, la solution aux maux du monde équatorial et tropical passerait, dès lors, par la modification du macroclimat planétaire. Par la suppression de son organisation zonale et sa transformation en un climat uniformément tempéré. En se basant sur l'existence du lien fondamental entre les océans et le macroclimat planétaire, le géographe soviétique P. Borisov a cru la chose possible (4). Il a proposé dans ce but, que l'on assure la libre circulation des eaux chaudes de l'Atlantique à travers l'océan Arctique, tout en empêchant les eaux froides de cet océan de s'écouler dans l'Atlantique. Cela lui paraissait réalisable au moyen du transfert des eaux de surface de l'océan Arctique vers le Pacifique, à l'aide de pompes puissantes installées dans le détroit de Behring. Supposant cette entreprise de climatologie appliquée accomplie, il est probable que l'océan Arctique connaîtrait un réchauffement, lequel rendrait plus acceptables les conditions de vie sur les côtes de la Sibérie et de l'Amérique du Nord. C'était la priorité de Borisov qui se gardait de prédire toutes les implications sur le système climatique mondial. Évidemment, la science météorologique compte trop d'inconnus pour encourager ce type d'opération. Néanmoins, la publication officielle d'un tel projet et les incongruités du déterminisme climatique avec toutes les revendications qu'il peut suggérer augurent peut-être de ce qui sera l'un des grands problèmes géopolitiques de l'avenir, à savoir les manipulations climatiques.

1) Y. Bandyopadhyaya, « Le climat : obstacle au développement sous les tropiques », *Revue internationale des Sciences sociales*, volume xxx, no 2, 1978, *Perceptions de l'interdépendance mondiale*.

2) W. Burridge, *Climate and Labour : An inquiry into the influence of climate on mental and physical work*, p. 146, Allahabad, 1944.

3) Dans le monde intertropical s'épanouissent des puissances économiques et politiques appelées à tenir des rôles importants dans les quatre zones continentales traversées par l'Équateur. D'ores et déjà, les stratégies régionales les tiennent pour des agents aux capacités décisives. En Amérique, le Brésil dispose d'un potentiel supérieur aux autres États. En Afrique, l'Union sud-africaine est une puissance politico-militaire unique. L'Asie porte également la contradiction aux théoriciens du surdéterminant climatique, avec les cas indien et vietnamien. Bien sûr, l'Union indienne et la République du Vietnam appartiennent toujours à la kyrielle des pays en mal de développement, mais leur rôle politique en Asie du Sud n'est pas négligeable.

4) P. Borisov, *Can man change the climate ?*, Moscou, Progress Publishers, 1973.

circonstances a conduit au rejet des grandes synthèses. Elle a conforté l'inclination nationale pour une méthode proche de l'environnementalisme possibiliste. Aujourd'hui, bien qu'elle revendique la filiation des grands Anciens, la nouvelle école géopolitique française se cherche un nouveau registre. La revue *Hérodote* a relancé le débat mais dans des dimensions idéologiques qui n'ont pas rendu toujours convaincante la tentative, sachant qu'Yves Lacoste avait intériorisé, dès le départ, qu'une démarche géopolitique était négativement connotée ⁵⁴¹. Par manque de critique épistémologique conséquente, l'école d'*Hérodote* a fait le jeu des politologues internationalistes, lesquels entendent faire des « relations internationales » leur chasse gardée, contre la géopolitique scientifique. Tandis que les « nouveaux géographes », ceux qui pensent inventer (une fois de plus !) la géographie, posent la question du bien fondé de ce « retour » de la géopolitique ⁵⁴². Comme toujours, la critique porte alors sur la méthode, et elle n'est pas en la circonstance infondée. Mais comme souvent aussi, les arrière-pensées sont d'ordre idéologique. Nous éviterons, pour notre part, de nous enfermer dans les raffinements d'une discussion qui a tous les aspects d'une querelle franco-française (sur le statut passé et présent de la géographie parmi les sciences humaines), avec d'autant plus d'aisance que notre propre approche épistémologique de la géopolitique et de la géostratégie, déjà exposée ⁵⁴³, nous tient autant éloigné de « l'école lacostienne » que de ses contempteurs.

1. La géopolitique nord-américaine, de la guerre froide à nos jours

[Retour au sommaire](#)

La configuration mondiale de 1945, en faisant des États-Unis – île-continent thalassocratique – et de l'URSS – remarquable par sa massivité continentale au cœur de l'Eurasie – les deux grandes puissances du moment, amenait immanquablement à redonner du crédit à la théorie du *Heartland*, même si celle-là devait subir quelques distorsions en fonction de trois conditionnements : le

⁵⁴¹ Y. Lacoste, « Les vingt ans d'*Hérodote* », dans *Vingt ans de géopolitique, 1976-1996*, *Hérodote*, mai 1996, p. 6 et p. 13-14.

⁵⁴² *Le Débat*, n° 92, novembre-décembre 1996, dossier consacré à la géographie. Avec, sur la nouvelle géographie, Jacques Lévy, « Une géographie vient au monde », p. 43-57, et sur la pertinence du raisonnement géopolitique « lacostien », cf. Denis Retaillé, « La vérité des cartes », p. 87-88.

⁵⁴³ Gérard Dussouy, *Quelle Géopolitique au XXI^e siècle ? op. cit.*

premier, celui des idéologies des observateurs (wilsonisme contre réalisme) ; le deuxième, celui des fluctuations de l'antagonisme [186] dominant ; le troisième, celui du « cycle de la dissuasion » et des innovations technologiques ⁵⁴⁴. En effet, le degré de sensibilité des Nord-Américains aux menaces du monde extérieur, le niveau d'adéquation de leurs capacités de parade dans l'éventualité d'un conflit et la conviction plus ou moins élevée que le monde était en train de s'orienter vers plus de coopération, sont les trois facteurs qui expliquent les variations sur l'opportunité de l'engagement américain, de sa répartition et de sa profondeur sur l'Île mondiale, l'Eurasie. Car il ne s'agit le plus souvent que de nuances. Suffisantes pour que l'on puisse évoquer un balancement de la géostratégie américaine entre Mahan et Spykman, dans la mesure où peuvent passer pour néomahanistes ceux qui ont préconisé un désengagement assez drastique des États-Unis, appuyé sur un renforcement de la puissance navale ⁵⁴⁵.

D'autres, optant pour une position que l'on peut qualifier d'intermédiaire, ont imaginé réduire l'engagement outre-mer des États-Unis grâce à l'organisation d'une chaîne d'équilibres régionaux. Mais Zbigniew Brzezinski, qui fut l'un des promoteurs de cette stratégie lorsqu'il était proche du président Carter, est le premier maintenant à écrire que « la Russie reste l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale » ⁵⁴⁶. Ce qui renvoie, à la fois, à la question de son rapprochement avec l'Europe que l'Amérique doit éviter à tout prix, et à la problématique du *Heartland*. Car il faut aux États-Unis « prévenir l'émergence d'une puissance eurasiennne dominante qui viendrait s'opposer à eux » ⁵⁴⁷. Or, dans cette perspective, se maintenir sur l'Île mondiale, à l'occasion des différents conflits qui s'y déroulent, reste pour les États-Unis la priorité stratégique. Surtout que depuis l'attentat du 11 septembre 2001 et la destruction des *Twin Towers*, qui ont marqué la fin de l'immunité géostratégique dont ils avaient toujours joui, se pose la question de savoir si le terrorisme international est devenu, ce qui n'est pas certain, une donnée permanente de l'environnement mondial ? L'Administration républicaine au pouvoir a déjà répondu positivement à cette question, et

⁵⁴⁴ Cet examen a déjà été amplement réalisé par Alain Joxe, dans un ouvrage corrosif (*Le Cycle de la dissuasion, 1945-1990. Essai de stratégie critique*, Paris, La Découverte/FEDN, 1990), mais dans lequel il retient la géopolitique dans son acception de la plus déterministe, et même la plus péjorative (un populisme !), sans aucune analyse sérieuse de cette approche des relations internationales, certes trop marquée à ses débuts par le contexte historique et trop instrumentalisée par les pouvoirs, mais qui partait aussi de la volonté de saisir synoptiquement les affaires internationales dans un monde devenu clos.

⁵⁴⁵ R.T. Ackley, « National Defence at Sea ; the United States Navy », in *The Yankee mariner and sea power*, Bartell Joyce E., Los Angeles University of South California, 1982

⁵⁴⁶ Z. Brzezinski, *Le Grand Échiquier*, op. cit., p. 24.

⁵⁴⁷ *Ibid.*, p. 26.

elle en a tiré argument pour confirmer son programme de défense antimissile (NMD) qui permet de concilier les thèses de Mahan (supériorité absolue des États-Unis dans tous les domaines de la défense, mais en particulier dans les [187] domaines maritime et balistique, dans le but de restaurer la sanctuarisation du territoire américain) et de Spykman (contrôle stratégique exercé à la périphérie de l'Île mondiale sur tous les États jugés dangereux – *Rogue States* – ou contradicteurs potentiels).

La réinterprétation de Mackinder par Spykman : la priorité au Rimland

[Retour au sommaire](#)

Dans *America's Strategy in World Politics*, Spykman s'était fixé d'abord pour but de traiter du comportement extérieur dualiste des États-Unis (isolationnisme/interventionnisme) et de l'analyser du point de vue géopolitique en reliant la puissance à la géographie. Il s'attacha donc à examiner les relations des États-Unis avec les autres centres de puissance, en faisant reposer sa réflexion sur quatre principes : le milieu international est anarchique et les États sont responsables de leur propre sécurité ; la politique étrangère la plus efficace est celle qui s'enracine dans la géographie du pays ; le monde est un système clos dans lequel chaque événement en un point du globe a des répercussions à travers le monde ; l'Amérique doit prévenir l'unification par la conquête des espaces d'Outre-Atlantique et d'Outre-Pacifique, au risque de subir l'encerclement et la défaite ⁵⁴⁸.

Pour Nicolas Spykman, comme pour la majorité des stratèges de la guerre froide, le cadre de référence de la géopolitique reste donc l'espace physique. La dominante est toujours la géographie militaire. Et c'est bien parce qu'il fondait son approche sur cette géographie des rapports de force (*Geopower-politics*), que Spykman fut critiqué. Certains le surnommèrent le « Haushöfer américain ». Lui qui était né aux Pays-Bas, était trop proche des conceptions européennes de la politique étrangère pour ne pas choquer le conformisme wilsonien. Et comme chaque fois que l'analyse des relations internationales aborde la problématique de la paix et de la guerre, ceux qui privilégient les analyses sur le maintien de la paix jouissent d'un préjugé plus favorable que ceux qui étudient la guerre ou les

⁵⁴⁸ N. J. Spykman, *America's strategy in World Politics. The United States and the balance of power*, New-York, Harcourt, Brace and Co. 1942, et *The geography of the peace*. New-York, Harcourt, Brace and Co, 1944, ouvrage posthume.

risques de guerre ⁵⁴⁹. Pourtant, il ne s'agissait pour le libéral qu'était Spykman que d'admettre la réalité politique. Il n'en tirait aucune conclusion philosophique, [188] cantonnant la géopolitique à une fonction instrumentale. Spykman s'avérait bien sûr un adversaire déclaré du courant isolationniste. Son ouvrage posthume reprend ses thèmes majeurs et insiste sur le danger pour les États-Unis, que représenterait une Eurasie politiquement organisée ⁵⁵⁰. Dans ses explications et ses illustrations, Spykman se réfère régulièrement à Mackinder et Haushöfer dont il adopte la méthode cartographique, utilisant force de flèches et de lignes de pression ⁵⁵¹. Mais il est aussi tenté de croire, comme Mahan, que les empires terrestres finissent toujours par céder le pas aux empires maritimes, parce que ceux-ci sont doués d'une mobilité supérieure. Surtout, il en vient à réfuter le duel terre-océan car pour lui, le principal péril pour les États-Unis est du côté des *Rimlands*, du côté des puissances maritimes eurasiennes susceptibles de prendre le contrôle du centre du continent.

Spykman faisait néanmoins la critique de Mackinder sans tenir compte de l'évolution de ce dernier et de son *aggiornamento* de 1943. Il se référait à ses écrits de 1904 et 1919. Le *Heartland*, qui forme le cœur de l'Union soviétique, ne deviendra pas, affirmait-il, le centre de communication, le foyer de peuplement annoncé, pour des raisons climatiques, techniques et économiques. L'industrialisation progressera, mais restera très en deçà du niveau que les réserves en énergie et en matières premières laisseraient espérer ⁵⁵². Donc, les régions vitales de l'Union soviétique demeurent à l'Ouest de l'échine ouralienne, et le vaste *Heartland* souffre du vide et de la comparaison avec nombre de régions du « croissant intérieur ».

Spykman stigmatise d'autres erreurs ou imprécisions qu'il croit percevoir chez Mackinder et qui modifient les configurations géopolitiques. Le *Rimland* asiatique ne constitue pas une seule et même région, parce que la topographie le divise en deux casiers bien distincts. La chaîne himalayenne et ses branches sibériennes forment la barrière qui le sépare du *Heartland*, mais en même temps, les montagnes de Birmanie et d'Indochine qui les prolongent vers le Sud-est, le

⁵⁴⁹ Il fut notamment reproché à Spykman d'avoir écrit que la recherche de la puissance n'a pas pour objectif l'accomplissement des valeurs morales, mais qu'au contraire, ce sont celles-ci qui sont mises au service de la puissance (*America's Strategy*, *ibid.*, p. 18).

⁵⁵⁰ Ce qui l'amène à dénoncer comme aussi dangereuse que l'alliance germano-nipponne, l'alliance russo-chinoise en gestation.

⁵⁵¹ Il est évident que Spykman était peu favorable aux puissances de l'Axe. Il avait dénoncé la mystique de l'espace de la géopolitique allemande.

⁵⁵² G. B. Cressey confirmait dans son étude de la puissance soviétique l'opinion de Spykman. (G.B. Cressey, *The Basis of Soviet Strength*, New York, Mac Graw Hill, 1945).

coupent en deux. L'absence de contact entre les deux grandes nations de l'Asie, tient à la haute barrière qui sépare la Chine et l'Inde.

[189]

Spykman conteste aussi la notion de *World Island*, car selon lui, l'Afrique et les îles périphériques d'Australasie n'ont qu'une fonction très limitée dans la politique mondiale. Les raisons de cet effacement sont d'ordre climatique (climats extrêmes du monde tropical africain et du désert australien). Elles expliquent l'inexistence de centres politiques, laquelle suffit à elle seule à rejeter toute idée de *Heartland* méridional. L'Empire des terres peut-il alors, malgré ses faiblesses, mais faute d'opposition, imposer sa volonté au monde ? Certainement pas, parce qu'il existe au-delà des océans, une puissance maritime qui lui fait contrepoids. Le Nouveau Monde, par la mobilité de sa force, est largement apte à contrarier l'action du *Heartland* sur les continents et les îles périphériques.

Toutes les supputations faites autour de la notion de *Heartland*, qui consistent chaque fois à mettre en exergue un espace de décision de la vie internationale, sont à l'évidence contingentes des événements, et surtout de l'histoire militaire. Elles dépendent du développement des technologies mais elles sont redevables aussi à la spécialité, à la profession de l'observateur. On s'aperçoit qu'en définitive, la vision du monde de l'aviateur, n'est pas la même que celle du marin, qui n'est pas la même que celle du soldat ou du civil, géographe ou diplomate. Or, ces divergences d'ordre corporatiste vont se poursuivre dans la controverse contemporaine entre « spykmaniens » et « mahanistes » aux États-Unis, qui reflète aussi la lutte d'influence entre l'*Army* et la *Navy*.

B. La controverse entre « spykmaniens » et « mahanistes »

[Retour au sommaire](#)

Elle se présente d'abord comme une alternative géostratégique, entre une attitude d'engagement délibéré et une attitude de repli relatif. Une alternative à laquelle quelques-uns, tel S.B. Cohen, ont pensé échapper en échafaudant un équilibre régional mondial. Mais cette controverse est également imputable au « penchant technologique » très marqué chez les militaires américains mais aussi chez ceux que Bernard Brodie a appelés les stratèges scientifiques civils ⁵⁵³. Il

⁵⁵³ F. Géré, *op. cit.*, p. 44.

s'agit d'une tendance qui a [190] fini par envahir toute la culture stratégique américaine. Ils sont en effet nombreux ceux qui font de la stratégie une question d'armements et qui s'en remettent à la technologie, véritable déterminant des moyens et des objectifs du système géostratégique chargé d'assurer la sécurité des États-Unis. Et il y a, en face, ceux qui, plus perplexes quant aux effets de la technologie, continuent d'accorder une grande importance au contexte géopolitique.

En 1973, rééditant son livre de 1963, Saül B. Cohen préconisait comme alternative à la bipolarisation mackindérienne un équilibre mondial fondé sur de grandes régions géopolitiques, qu'il devait reconsidérer en 1982 principalement en raison de la rupture soviéto-chinoise ⁵⁵⁴. Cohen tenait pour injustifiée la frayeur causée par l'éventuel accès des Soviétiques à une mer libre. Selon lui, les responsables de la politique étrangère des États-Unis ont dans le passé accordé trop de crédit au binôme *Heartland-Rimland*. Ils se sont trop déterminés en fonction des idées contradictoires, en apparence seulement, de Mackinder et Spykman, redoutant par manque de discernement l'hypothétique unification du *World Island*. Ceci les a entraînés à engager les États-Unis partout et n'importe où. Cohen voyait aussi dans cette influence la racine de la « théorie des dominos » qui, appliquée au *Rimland*, consistait à s'assurer un maximum de positions, étant entendu que la perte d'une place provoquerait la chute de la voisine, par ricochet. Or, dans le monde nouveau où les dimensions changent d'échelle à la mesure des innovations technologiques et des moyens mobilisables, les stratégies de substitution sont multiples, pensait Cohen. Dans la ligne de Mahan, il estime que le monde maritime occidental a seulement à maintenir la sécurité de ses voies maritimes sans se tenir pour obligé de contrôler le *Rimland* dans sa totalité. Il était convaincu que le meilleur moyen de sortir de l'antagonisme était d'obtenir un équilibre entre quelques grandes régions géopolitiques. Dans cette optique, Cohen divisait le monde en deux grandes régions géostratégiques, deux régions qui ont leurs propres caractéristiques et qui se livrent une lutte d'influence en fonction des nouveaux critères idéologiques. Ce sont : 1) le monde maritime marchand et interdépendant ; 2) le monde continental eurasiatique ⁵⁵⁵, tous les deux figurés ci-après.

⁵⁵⁴ Saul B. Cohen, *Geography and Politics in a world divided*, op. cit., et S. B. Cohen, « A new map of global geopolitical equilibrium : a developmental approach », *Political Geography Quarterly*, no 1, 1982.

⁵⁵⁵ Le monde maritime commercial et interdépendant existe par :
 – son orientation vers les bassins Atlantique et Pacifique ;
 – la primauté des communications maritimes dans l'interconnexion des régions ;

[191]

Le monde maritime est axé sur les États-Unis dont le pourtour maritime forme le noyau central de cet Empire des mers. Quant à sa périphérie, elle est constituée par l'Europe occidentale et l'Afrique, à l'Est, l'Australie et la guirlande des archipels asiatiques, à l'Ouest. Il n'est rien de moins que l'aire du système libéral étasunien. Quant au monde continental eurasiatique, pour asseoir son unité, Cohen fait référence à l'idéologie communiste, tout simplement. Encore en 1973, il ne croyait guère à la profondeur de la crise qui avait éclaté entre les deux capitales du communisme mondial. Il l'estimait superficielle, et la voyait évoluer en compromis. Mieux, Cohen notait que le contexte géopolitique rapprocherait l'URSS et la Chine, complémentaires en Eurasie et marchant l'une vers l'autre dans la mise en valeur des terres de la haute Asie centrale. En 1982, il lui fallut convenir qu'il avait commis une erreur de jugement. La dissidence chinoise le conforta alors dans l'intuition d'une possible émergence de l'Asie, qu'il nourrissait déjà à propos du sous-continent Indien. Au total, sa rupture avec le schéma antérieur qu'il dénonçait est moins radicale que Cohen ne l'affirme.

- la répartition des matières premières et de la population qui fait que s'établissent une spécialisation régionale et une interdépendance ;
- une bande de peuplement blanc à travers les terres tempérées de l'hémisphère sud ;
- la dépendance commerciale de celui-ci par rapport au bassin de l'Atlantique nord ;
- les hauts niveaux technologiques atteints.

L'originalité de sa thèse tient plus aux régions géopolitiques qu'il voit se dessiner à l'intérieur même des deux grandes régions géostratégiques sur lesquelles il imagine faire reposer un équilibre mondial.

[192]

Il reste cependant que ces régions géopolitiques souffrent de fortes critiques et l'on a du mal à les concevoir comme les bases d'un équilibre géostratégique global. Selon Cohen, la région géopolitique ne se limite pas comme la région géostratégique à un système de relations. Elle se distingue par une contiguïté territoriale et une complémentarité des ressources. À partir de là, le monde maritime se divise en quatre zones qui sont : l'Amérique anglo-saxonne et les Caraïbes, l'Europe maritime et le Maghreb, l'Asie périphérique et l'Océanie, l'Amérique du Sud ⁵⁵⁶. Le monde continental eurasiatique compte, lui, deux pôles : le *Heartland* russe et l'Europe de l'Est d'un côté, l'Asie de l'Est, c'est-à-dire la Chine, de l'autre.

Il a été reproché à cette double subdivision d'être peu originale car elle entérine le récent partage politique du monde, ou de forcer la réalité, par exemple en associant l'Europe maritime et le Maghreb dans une vision qui reposait sur des analogies strictement géographiques et qui négligeait les faits politiques et culturels. Dans sa dernière production de 2003, bien qu'il prenne acte de la disparition de l'Union soviétique et de la montée en puissance de la Chine, Saül B. Cohen a plutôt ten-dance à repasser sur les tracés géopolitiques qu'il a lui-même dessinés ⁵⁵⁷. Néanmoins, il y amorce une géopolitique régionale mondiale qui pourrait faire école. Mais, au final, on comprend pourquoi sa représentation du monde n'a pas fait changer d'avis ceux qui, tel C. S. Gray, persistent à croire à la validité du schéma de Mackinder même à l'âge nucléaire.

L'apparition des armes nucléaires et des fusées intercontinentales délivrant leurs charges atomiques à des milliers de kilomètres sans le besoin de supports et de bases, a créé l'impression d'une désuétude complète des concepts géopolitiques traditionnels. Pourtant, le phénomène paradoxal est que les nouvelles armes avec, en parallèle, la sanctuarisation des espaces américain et

⁵⁵⁶ Le golfe du Mexique et la mer des Caraïbes, qui forment, selon le mot de Ratzel et Semple, la « Méditerranée du Nouveau Monde », entrent intégralement dans l'espace géopolitique nord-américain. Cohen insiste sur les liens économiques en fonction desquels il peut agréger le Venezuela à l'unité de Caraïbes. Il fait aussi ressortir l'importance stratégique de ces mers intérieures pour la sécurité des États-Unis, lesquelles doivent rester fermées aux sous-marins nucléaires soviétiques. Les îles Bahamas, en avant, les Grandes Antilles, en arrière, forment les deux murs de défense.

⁵⁵⁷ Saul Bernard Cohen, *Geopolitics of the World System*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, USA et Oxford, 2003.

soviétique, n'ont pas immédiatement abrogé la dualité *Heartland-Rimland*. Des raisons différentes ont été avancées pour l'expliquer. D'après Alain Joxe, la cause réside dans « la dominance des représentations sur le calcul stratégique », c'est-à-dire dans l'absence de véritable réflexion stratégique ou, tout au moins, dans la soumission de celle-ci aux « représentations géopolitiques et philosophiques du monde en vigueur aux États-Unis... et en URSS » ⁵⁵⁸. Pour Colin S. Gray, à l'inverse, c'est l'artificialité des [193] thèmes de la stratégie nucléaire construits par des théoriciens tels Schelling et Halperin autour de l'*Arms'Control*, qui explique la pérennité du raisonnement géopolitique ⁵⁵⁹.

Dans son livre publié en 1977, C.S. Gray écrit que « les formes terrestres de l'Eurasie et le caractère insulaire de l'Amérique vis-à-vis de l'Eurasie, ont posé et continuent de poser des problèmes à la stratégie nucléaire, qui sont encore irrésolus par les responsables occidentaux. Les concepts obtenus dans la littérature classique de la géopolitique n'ont jamais aussi bien approché la réalité politique qu'ils ne le font aujourd'hui » ⁵⁶⁰. Il considère que la position centrale du *Heartland* l'autorisait toujours à exercer une multiplicité de pressions sur sa périphérie et à y projeter de la sorte sa puissance. Cette invariance géopolitique avait été, une courte période, mise en cause par la supériorité nucléaire des États-Unis, mais le succès des Soviétiques dans la construction d'une force de contre-dissuasion a ramené à la position *ante*. Leur stratégie a consisté à figer le système balistico-nucléaire américain dans leur rivalité frontale, à dévaluer aux yeux des alliés et des protégés des États-Unis, la théorie de la dissuasion élargie. Leur but étant soit d'obtenir une dénucléarisation implicite des *Rimlands*, soit de circonscrire l'usage des armes nucléaires, de façon à retrouver la liberté d'action correspondant à leur puissance classique ⁵⁶¹.

Avec cette explication de Gray nous sommes en présence d'une autre disjonction des espaces stratégiques. Au centre se retrouvent le *Heartland* et l'île-forteresse, tous deux sanctuarisés, et à la périphérie se situe l'espace de guerre formé par le *Rimland* eurasiatique et l'Afrique du Nord, où se joue le sort du monde. D'où une double dichotomie spatiale dont l'Union soviétique tire profit, pense Gray. Sa politique prudente, compte tenu du danger nucléaire, consiste à obtenir des gains maximums pour des risques minimums, et à cette fin elle mise

⁵⁵⁸ Alain Joxe, *Le Cycle de la dissuasion*, op. cit., p. 73.

⁵⁵⁹ Colin S. Gray, « Theatre Nuclear Weapon : doctrines and postures », *World Politics*, vol. 29, no 2, janvier 1976.

⁵⁶⁰ *Ibid.*

⁵⁶¹ *Ibid.* Ici les changements de régime et de structure politiques ne modifieraient rien !

sur le temps ⁵⁶². Elle peut se le permettre puisqu'elle est russe et eurasiatique, comme le veut la géographie. Elle relâchera éventuellement son emprise, reculera provisoirement, tandis que la puissance maritime doit faire preuve d'une volonté indéfectible pour se maintenir sur les franges de l'Île mondiale. Or, les circonstances physiques qui font de l'Amérique du Nord une île-continent, conjuguées avec la conviction que les États-Unis étaient désormais en mesure de projeter leur force en tout point du monde depuis leur territoire ont [194] entraîné un dangereux affaiblissement des positions de la puissance maritime sur les *Rimlands*. Une évolution jugée risquée par Gray, aux yeux de qui l'ambition de l'URSS était sans limites. Lui attribuant la volonté de s'étendre hors du *Heartland* et de dominer toute l'Eurasie-Afrique, il soutenait que :

- 1) le conflit entre l'Est et l'Ouest était une constante de la pensée politique soviétique et le resterait jusqu'à l'effondrement de la société capitaliste en Occident. Il s'opposait tout à fait à la théorie de la convergence et à une alternative au conflit. Les périodes d'assouplissement n'avaient qu'une signification tactique à court terme ;
- 2) l'*Arms'Control* formait pour les Soviétiques, une simple tactique dans la lutte politique qu'ils conduisaient ;
- 3) le temps ne travaillait pas pour l'Occident. L'URSS n'évoluait pas vers une société pluraliste et libérale, et le mouvement de dissidence ne constituait pas un péril sérieux pour le pouvoir communiste ;
- 4) la question de savoir si la guerre servirait ou non les intérêts de l'Union soviétique dépendrait de l'équilibre militaire et de la manière dont l'URSS percevrait la volonté de résistance des États occidentaux. Depuis peu, l'histoire a brutalement démenti la plupart des assertions de Gray en révélant la profondeur de la crise de la puissance soviétique et par conséquent son incapacité à mener à bien les projets stratégiques qu'il lui prêtait, avec d'autres, en vertu d'une configuration géopolitique qui montrait des potentialités mais n'indiquait rien, et, au contraire, entretenait des préjugés quant à la réalité économique et sociale soviétique. Cependant, elle n'a pas tranché dans le débat qui opposait Gray aux stratégies de la dissuasion, puisqu'il y a eu victoire sans combat et sans guerre.

⁵⁶² C. S. Gray, « L'espace n'est pas un sanctuaire », *Survival*, sept.-oct. 1983. Cf. en collaboration avec Keith B. Payne, « La politique nucléaire et la transition vers la défensive », *Foreign Affairs*, 1984.

Durant la période de suprématie des États-Unis, de 1945 à 1958, les dichotomies terrestres ou géostratégiques avaient pratiquement disparu en raison d'une dissuasion presque parfaite, d'une capacité de projection de la puissance américaine inégalée. Mais il était de l'intérêt de ces derniers de conserver l'ancienne représentation parce qu'elle justifiait leur contrôle de l'Europe occidentale, principal enjeu mondial. Ensuite, le développement des fusées intercontinentales (ICBM et SLBM) fait que certains [195] seuils sont irrémédiablement franchis. La dynamique de la technologie a épuisé des paramètres essentiels tels que la distance et commande la répartition des espaces de guerre ou de paix. Quelle meilleure illustration de cette subordination de l'espace physique à la technologie que le feuilleton du « découplage », du « recouplage » et du « re-découplage » des espaces ouest-européen et nord-américain, au cours des années quatre-vingt ? Ceux qui affirmaient que le déploiement des *Pershing 2* et des *Cruise* en Europe occidentale accroîtrait sa sécurité, voyaient moins en ces fusées une parade que le lien qui unissait l'espace européen au sanctuaire américain et donc (re)plaçait celui-ci sous la dissuasion américaine. Gray restait, quant à lui, persuadé que les nouveaux moyens militaires n'autorisent pas les États-Unis à abandonner les *Rimlands* et à se contenter d'un effort naval qui leur redonnerait la maîtrise des mers. Car il faut rappeler qu'à l'issue de l'échec vietnamien, certains, qui interprétaient dans un sens strict les thèses de Mahan, avaient souhaité un désengagement plus grand en Eurasie. C'eût été à ses yeux, une grave erreur. Les alliés des États-Unis auraient pu se sentir abandonnés car il faut tenir compte de l'effet psychologique très fort qu'induisent la distance géographique et la séparation maritime. Et puis il était inconcevable de protéger le monde océanique et ses lignes intérieures au nœud desquelles se placent les États-Unis, sans tenir ses rivages, surtout à une époque où l'Union soviétique atteignait ceux-ci. Les Américains ne devaient plus, en aucun cas, balancer entre leurs deux penchants traditionnels et comprendre qu'une éventuelle victoire navale totale ne servirait à rien si les *Rimlands* et surtout la tête de pont européenne étaient perdus.

C. Les États-Unis triomphants face à l'Eurasie

[Retour au sommaire](#)

Avec l'effondrement du *Heartland* soviétique la question ne se pose plus ! De surcroît, avec la division persistante du *Rimland* et la déterritorialisation de la

stratégie par la technologie, c'est toute l'ancienne représentation géopolitique du monde qui est mise à mal et que l'on est tenté de remplacer par une nouvelle, centrée sur l'Amérique du Nord. Conscients de la suprématie militaire des [196] États-Unis, complétée par une non moins réelle prépondérance dans les domaines de l'économie, des finances, de la communication, des experts américains comme Zbigniew Brzezinski évitent, cependant, de tomber dans l'autosatisfaction ou le triomphalisme. Car ils redoutent en permanence l'hypothèse, fort improbable malgré l'esquisse bien éphémère d'un axe Paris-Berlin-Moscou (à l'occasion de la guerre des États-Unis contre l'Irak), d'une coalition des États eurasiatiques. Il existe en effet, selon le professeur Brzezinski, américain d'origine polonaise, un tel écart de potentiels humains et géographiques en faveur de l'Eurasie que la primauté des États-Unis ne saurait être considérée autrement que fragile et précaire. Ces derniers sont, de toute éternité, en position d'infériorité virtuelle. D'où aussi les réactions disproportionnées à ce qui leur apparaissait comme un front du refus européen. Il est donc impératif qu'ils gardent le contrôle des événements sur l'Île mondiale en respectant deux règles :

« En premier lieu, identifier les États possédant une réelle dynamique géostratégique et capables de susciter un bouleversement important dans la distribution internationale du pouvoir... En second lieu, formuler des politiques spécifiques pour contrebalancer les effets néfastes des politiques initiées par ces États... ⁵⁶³. »

Certes, l'approche de Brzezinski est plus diplomatique que militaire (c'est la conséquence de la suprématie des États-Unis dans ce champ) mais la toile de fond géostratégique demeure toujours essentielle. Elle souligne la permanence des relations de proximité qui ne sont jamais indifférentes. Elle suggère les équilibres régionaux. Elle désigne des points d'ancrage à la superpuissance extérieure à l'Eurasie. De sorte que l'analyse précise de la géopolitique eurasiatique et des opportunités qu'elle lui offre est la condition première de la longévité de la domination américaine sur le monde. Dans cette direction, Z. Brzezinski pense qu'il y a lieu de reconnaître les acteurs essentiels de l'Eurasie et, en priorité, ce qu'il appelle, en paraphrasant Mackinder, ses pivots géopolitiques :

« Les acteurs géopolitiques – l'auteur parle plus volontiers des acteurs géostratégiques – de premier plan sont les États dotés d'une capacité et

⁵⁶³ Z. Brzezinski, *Le Grand Échiquier*, op. cit.

d'une volonté nationale suffisantes pour exercer leur puissance et leur influence au-delà de leurs frontières ⁵⁶⁴. »

[197]

Ils sont les plus susceptibles de contrarier les intérêts américains, surtout s'ils se regroupent. On en dénombre cinq : à l'Ouest, France et Allemagne, au Centre, la Russie, à l'Est, la Chine, au Sud, l'Inde. Les deux premiers sont les plus sûrs alliés des États-Unis. C'est pourquoi, dans *Le Vrai Choix*, Brzezinski critique la méthode unilatérale du président Bush et défend que le meilleur moyen d'assurer la suprématie mondiale des États-Unis réside dans la coopération étroite avec l'Union européenne. La Russie et la Chine sont les deux acteurs les moins prévisibles. Ils sont ceux qui ont encore des aspirations impériales. L'Inde paraît se contenter du statut de puissance régionale. Quant au Japon, il n'est pas un acteur géostratégique, bien qu'il possède le potentiel nécessaire pour le devenir rapidement. Ensuite, précise le politologue, « la notion de pivots géopolitiques désigne les États dont l'importance tient moins à leur puissance réelle et à leur motivation qu'à leur situation géographique sensible et à leur vulnérabilité potentielle, laquelle influe sur le comportement des acteurs géostratégiques » ⁵⁶⁵.

La notion est, chez Brzezinski, moins emphatique qu'elle ne l'était chez Mackinder car le pivot géopolitique n'est pas la clef de la domination mondiale. Elle s'applique à des États tampon, à des zones névralgiques ou balkanisées, à des positions stratégiques convoitées. Il distingue de la sorte cinq pivots géopolitiques en Eurasie : l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Corée, la Turquie et l'Iran. Mais la liste n'est pas définitivement arrêtée. Parmi les États cités, il met en relief le cas de l'Ukraine qui l'intéresse à un double titre. D'une part, la préservation de son indépendance ferme la porte aux ambitions impériales supposées de la Russie en empêchant la formation de l'Union slave. D'autre part, l'enjeu ukrainien pourrait devenir une pomme de discorde entre l'Europe, à laquelle l'Ukraine souhaiterait adhérer, et la Russie. Ce qui retarderait d'autant, ou interdirait, leur association.

Un autre type de situation géopolitique retient l'attention de Z. Brzezinski. Il s'agit de ce qu'il appelle les Balkans eurasiens, c'est-à-dire l'ex-Asie centrale soviétique qui devrait être à l'origine de multiples désaccords entre la Russie et ses voisins du Sud. Turquie et Iran principalement, et éventuellement la Chine, qui a des prétentions jusqu'au cœur de l'Eurasie. Si l'Île mondiale est la scène centrale de la planète, elle est très divisée, et « à court [198] terme, il y va de

⁵⁶⁴ *Ibid.*, p. 67.

⁵⁶⁵ *Ibid.*, p.68.

l'intérêt des États-Unis de consolider et de préserver le pluralisme géopolitique qui prévaut sur la carte d'Eurasie [...] à moyen terme [...] il serait possible de s'entendre pour façonner un système de sécurité transeurasien favorisant plus de coopération... » ⁵⁶⁶. L'expression « pluralisme géopolitique » est intéressante car elle signifie la division, voire l'hostilité. Le raisonnement qui précède vient bien dans la continuité de celui que tenait Nicolas Spykman méfiant à l'égard de toutes les formes d'union susceptibles d'être nouées sur l'Île mondiale. À cette différence près que ce dernier se référait ouvertement à la balance des forces tandis que Brzezinski tente de justifier la diplomatie qu'il souhaite voir suivre par les États-Unis par un objectif de concorde mondiale que rendrait possible un processus de démocratisation généralisée. Cependant, il ne s'étend guère sur la nature de ce dernier et, surtout, il s'abstient d'examiner en quoi celui-ci, avec toutes les revendications dont il serait porteur, pourrait mettre en cause les intérêts américains dans le monde ! Sans doute parce qu'il n'adhère guère lui-même à la rhétorique démocratique. D'ailleurs, il préfère s'en tenir au strict plan diplomatico-militaire, sans entrer dans le détail des autres champs, pour prospecter, comme Spykman l'aurait fait, les meilleurs points d'ancrage des États-Unis sur le continent eurasiatique.

À l'Ouest, Brzezinski mise sur la fidélité sans faille de l'Europe qui doit continuer à se construire avec la bienveillance des États-Unis. Sachant que leur patronage est une condition nécessaire à la réussite du projet qui doit être tempéré. Le politologue compte d'abord sur la France et l'Allemagne, aux zones d'influence respectives les plus larges et sur ce qu'il appelle le *Triangle de Weimar*, qui associe la Pologne au couple franco-allemand. Mais il voudrait bien voir ce triangle se transformer en incluant l'Ukraine, car, sans le cacher, il s'inquiète des intentions réelles de la Russie. Il ne croit pas beaucoup à la conversion de cette dernière, aux chances d'un rapprochement avec *l'Europe atlantiste* et redoute ses velléités impériales. La crainte majeure de Brzezinski vient de ce que « plusieurs géopoliticiens russes ont commencé à caresser la perspective d'une alliance dirigée contre la position hégémonique des États-Unis en Eurasie » ⁵⁶⁷. D'où, évidemment, son souhait de voir l'OTAN, hors de laquelle aucune organisation militaire n'est, pour les États-Unis, concevable en [199] Eurasie, s'étendre le plus possible vers l'Est, c'est-à-dire l'Ukraine, mais aussi les républiques caucasiennes (Georgie, Arménie...). D'où, également, son activité militante en faveur du placement de la Tchétchénie sous un mandat international

⁵⁶⁶ *Ibid.*, p. 254.

⁵⁶⁷ Z. Brzezinski, *Le Vrai Choix*, op. cit., p. 141.

et son plaidoyer pour une mise en valeur « transnationale » de la Sibérie ⁵⁶⁸. Des initiatives qui confinent à un plan de démantèlement de la Russie... À l'Est, la tête de pont américaine est plus étroite. Elle se limite au Japon insulaire, et à la Corée du Sud péninsulaire. Brzezinski en a conscience et il craint de plus qu'elle ne se fissure en cas de tension élevée entre les États-Unis et la Chine. C'est la raison pour laquelle il appelle ses concitoyens à plus de sérénité face à la montée en puissance de l'Empire du Milieu et qu'il préconise, en Asie, un compromis géostratégique fondé sur le calcul suivant : « canaliser l'énergie du Japon vers l'international et faire accepter au pouvoir chinois de se satisfaire des affaires régionales » ⁵⁶⁹. Tout au moins tant que la Chine n'est pas trop riche et trop puissante, ce qui devrait laisser du temps.

Au Sud enfin, faute de véritable partenaire, Brzezinski considère que les États-Unis doivent éviter de se faire trop d'ennemis. Il conseille plus de modération et de conciliation dans leurs rapports avec l'Iran. Au pire, pour contrer ce dernier, resterait la possibilité d'inciter les Azéris, qui, peuplent la région Nord-Ouest, à la sécession et au ralliement à un Azerbaïdjan désormais démocratique... puisque devenu l'allié des États-Unis ⁵⁷⁰ !

Finalement, sauf en Europe, aucune position américaine sur le continent eurasiatique n'est fermement assurée. Mais si rien n'est définitivement acquis, aucune menace ne s'est encore levée sur la prééminence des États-Unis en tant que superpuissance unique. La division qui règne en Eurasie en est la meilleure garantie. Il leur faut néanmoins être vigilant et construire une géostratégie globale conforme, selon les mots du journaliste américain William Pfaff, à « la doctrine de la prépondérance du Pentagone » ⁵⁷¹. D'après un document publié par cette institution en 1992, la stratégie américaine consiste à dissiper toute velléité d'autonomie militaire chez les Européens (« Nous devons empêcher l'émergence d'un système de sécurité exclusivement européen qui pourrait déstabiliser l'OTAN ») et à refouler la Russie vers le Nord, à la tenir à distance de l'Europe occidentale (au plan [200] diplomatique et politique) et de la Méditerranée (au plan militaire) ⁵⁷². Ces dispositions comme les déclarations de personnalités telles qu'Henri Kissinger, d'après qui « la prépondérance d'une seule superpuissance sur l'une des deux grandes sphères eurasiennes – Europe ou

⁵⁶⁸ Z. Brzezinski, *Le Grand Échiquier*, op. cit., p. 153-154.

⁵⁶⁹ *Ibid.*, p. 238.

⁵⁷⁰ Z. Brzezinski, *Le Vrai Choix*, op. cit., p. 135.

⁵⁷¹ William Pfaff, *Barbarians Sentiments. America in the New Century*, New York, Hill and Wang Ed., 2000, p. 22.

⁵⁷² Alexandre Del Valle, *Guerres contre l'Europe*, Paris, Éditions des Syrtes, 2000, p. 162.

Asie – continue d’offrir une bonne définition du danger stratégique couru par l’Amérique avec ou sans guerre froide », ont fait le miel des observateurs convaincus de la volonté hégémonique évidente des États-Unis ⁵⁷³. C’est ainsi qu’Alexandre del Valle et d’autres que lui considèrent que leur utilisation habile des crises récentes dans les Balkans leur a permis de s’installer sur un carrefour stratégique essentiel du Vieux Monde d’où ils peuvent exercer un contrôle dans trois directions : l’Europe occidentale, le Moyen-Orient, et l’Asie centrale ⁵⁷⁴.

Du côté Ouest, ils s’immiscent naturellement dans les affaires européennes et surveillent l’évolution des rapports entre l’Union européenne et les États d’Europe orientale, dont la Russie. Du côté Est, avec la Turquie alliée qui sert de trait d’union, les États-Unis s’assurent une ouverture vers le bassin de la Caspienne lequel, si l’on en croit certaines estimations, serait ni plus ni moins que l’extension septentrionale du *Oil-Heartland* (la zone pétrolifère et gazière du golfe Persique), déjà sous leur « protection ». Disposant, en outre, des nouveaux amis et clients qu’ils se sont faits parmi les États indépendants de l’ex-Asie centrale soviétique, les États-Unis s’assurent de la sorte une forte présence diplomatique et militaire, *via* l’OTAN, sur l’axe qui va de la mer d’Aral à la mer Adriatique. Le déploiement de la puissance américaine dans l’intérieur de l’Île Mondiale (le *Heartland*) s’adapte parfaitement à la nouvelle configuration du système international. C’est-à-dire à ses contraintes (la montée en puissance de la Chine, à laquelle il sera possible de créer quelques difficultés en Asie centrale, du côté de sa province turcophone) et à ses opportunités (indigence politique de l’Europe et faiblesse de la Russie), tout en obéissant, à la fois, aux principes enseignés par Mahan et Spykman parce que réconciliés dans une démarche géostratégique s’appuyant sur une force militaire sans égale.

[201]

D. La géostratégie américaine au XXI^e siècle : « néomahanisme cosmique » et nouvel unilatéralisme

[Retour au sommaire](#)

Leur victoire dans la guerre froide et la désintégration du système soviétique n’avaient pu que conforter les Américains dans leur optimisme (l’idée que l’Amérique dispose d’un don magique qui lui permet de surmonter toutes les

⁵⁷³ *Ibid.*, p. 172 et chapitre v.

⁵⁷⁴ *Ibid.*, p. 176.

difficultés, et de vaincre ses adversaires quels qu'ils soient) ainsi que dans leur conviction quant à la valeur de leurs vertus. Et que, par conséquent, l'Histoire donnait à leur pays un nouveau mandat pour organiser et amender le monde. L'espoir d'un nouvel ordre mondial, qui tenait dans un programme d'institutionnalisation de la démocratie mondiale (par l'assimilation générale des règles fondamentales de la démocratie américaine et de l'économie de marché) lui-même soutenu par le nouveau multilatéralisme des États-Unis, a cependant été de courte durée.

William Pfaff considère qu'il a été abandonné dès le second mandat du président Clinton au profit de ce qu'il appelle lui-même « le nouvel unilatéralisme »⁵⁷⁵. Une expression choisie pour désigner une politique extérieure axée sur la sécurité d'un ordre marchand favorable aux intérêts américains dans un monde toujours plus compliqué, plus petit, mais aussi plus hostile. La destruction du *World Trade Center* à New York n'a pu que renforcer ce sentiment, surtout qu'elle marque, peut-être (mais seulement peut-être car il faudrait des conditions à cela) l'installation pérenne du terrorisme international dans l'environnement géopolitique pertinent des États-Unis et d'autres États. Elle donne aussi du crédit à l'hypothèse des conflits asymétriques sur lesquels travaillent les experts du Pentagone depuis plusieurs années, qui se caractérisent par l'utilisation par l'adversaire, qu'il soit État ou organisation terroriste, de moyens non conventionnels selon des méthodes imprévisibles.

Tout ce qui suggère la menace d'agressions de type chimique, bactériologique, ou même nucléaire ne pouvait être que favorable à la relance d'un programme d'armes nouvelles visant à la resanctuarisation du territoire américain. Déjà, en effet, en 1983, leur avance technologique laissait entrevoir une volonté de rupture stratégique des États-Unis. L'Initiative de Défense stratégique (IDS) révélait les efforts engagés par l'Administration Reagan pour « sortir de la parité » avec l'URSS, au moyen d'une [202] mise en place d'une défense spatiale. Or, bien que l'ambition du programme et l'ampleur des budgets afférents aient été fortement réduites du fait même que l'ennemi désigné avait disparu, des progrès considérables ont été accomplis en matière de miniaturisation et de diversification des projectiles, de précision du guidage, de communication, et éventuellement de militarisation de l'espace cosmique avec l'étape à venir des stations orbitales habitées⁵⁷⁶. Ces progrès sont tels que les experts américains y

⁵⁷⁵ W. Pfaff, *op. cit.*, p. 21.

⁵⁷⁶ « Conflit nucléaire limité à l'extérieur des sanctuaires, guerre sélective nucléaire à l'intérieur des sanctuaires, escalade nucléaire contrôlée, dissuasion nucléaire à l'intérieur d'un conflit, enjeu d'une guerre nucléaire limitées, etc.. tels sont les nouveaux concepts

ont vu une « révolution dans les affaires militaires » (RMA) au contenu et aux conséquences de laquelle Laurent Murawiec a consacré un livre ⁵⁷⁷ qui confirme l'annonce faite par Alain Joxe d'un « cycle militaire hégémonique des États-Unis » ⁵⁷⁸. Dans la mouvance de toutes ces transformations, le risque terroriste nucléaire et la prolifération des armes de destruction massive parmi les « États voyous » viennent opportunément justifier le nouveau programme de défense antimissile (*National Missile Defense*). Au cours de toutes ces dernières années, avec la RMA, et singulièrement avec le continuum IDS-NMD, la stratégie américaine a pris nettement la tournure d'un « néomahanisme cosmique » qui n'implique ni l'isolationnisme, ni l'abandon des points de soudure du *Rimland*, et qui, par conséquent, ne renie pas les objectifs principaux de Spykman.

La touche mahaniste marque la volonté de renforcer l'insularité des États-Unis, de les sanctuariser à nouveau, *a fortiori* depuis septembre 2001. Grâce à leur défense spatiale, mais grâce aussi à leur force navale, sachant que nombreux parmi les nouveaux systèmes seront ceux basés en mer. Laurent Murawiec évoque les projets de vaisseau arsenal, doté « de cinq cents systèmes de lancement vertical, un arsenal d'un demi-millier de missiles Tomahawk », etc., et de base *offshore* mobile (MOB), véritable « île artificielle et forteresse navale mobile » ⁵⁷⁹. Or, parce que coordonnée et guidée par les satellites et en étroite relation avec les armes placées en orbite, cette force navale fait partie d'un combinat espace-air-mer cybernétiquement géré qui ne fait pas mystère de sa capacité offensive. Ni de sa capacité à frapper, préventivement ou préemptivement des forces jugées menaçantes et sises loin du territoire américain. Si la maîtrise de l'espace maritime et cosmique est le premier but affiché de la révolution militaire annoncée, la diversification des nouveaux armements qui va dans le sens de la disjonction des théâtres d'opération par une [203] adaptation aux circonstances locales et à la gravité des enjeux, laisse à comprendre que tout

avec lesquels, du fait de l'évolution des armements, il va être nécessaire de se familiariser au cours des prochaines années », écrivait avec pessi-misme le colonel Michel Manel, en 1982 (L'Europe sans défense ? Paris, Berger-Levrault). À la lumière des derniers changements géopolitiques et stratégiques, on s'acheminerait plutôt vers des « conflits de basse intensité » (low intensity conflicts) comme le soutient Alain Joxe (op. cit., p. 215-220) qui s'appuie sur un rapport officiel américain, celui d'Ikle-Wohlstetter, dont le titre Discriminate Deterrence est significatif de la sélection des espaces politiques, de leur disjonction, en fonction d'abord du type d'arme disponible (Fred Ikle, Albert Wohlstetter, Discriminate Deterrence, Report of the Commission on Integrated Long Terme Strategy, janvier 1988).

⁵⁷⁷ Laurent Murawiec, *La Guerre au XXI^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2000.

⁵⁷⁸ Alain Joxe, *op. cit.*, p. 288.

⁵⁷⁹ L. Murawiec, *op. cit.*, p. 135-138.

ce redéploiement stratégique ne relève pas d'une stricte volonté d'isolement ⁵⁸⁰. Bien au contraire. Il est convenu « qu'un grand nombre des guerres et conflits probables dans les décennies à venir aura lieu dans les zones littorales à très forte densité démographique » ⁵⁸¹. Or, nous précise Murawiec, le « vaisseau arsenal » qui servira à la dissuasion est « largement hors d'atteinte des ennemis potentiels : il n'a pas besoin de s'approcher d'un théâtre de guerre pour tirer des missiles qui peuvent atteindre des cibles situées à quinze cents kilomètres et plus... Il joue un rôle d'appui crucial d'artilleur stratégique et tactique » ⁵⁸².

Cette forme de « néomahanisme cosmique » va faire des États-Unis le véritable pivot de la géopolitique mondiale, en leur permettant d'intervenir de façon alternative ou simultanée en Europe, au Moyen-Orient, en Asie centrale, et en Asie orientale. Selon différents experts, elle devrait entraîner dans le tiers-monde le retour à la « tradition des guerres indiennes », celles dans lesquelles « ce qui compte, c'est le petit nombre de pertes américaines, le caractère politiquement décisif de l'entreprise, le minimum de pertes civiles, la brièveté de la campagne et un coût qui "en vaut la chandelle" » ⁵⁸³ (c'est une bonne définition de ce qu'a été la guerre en Afghanistan !). Ce qui semble déjà moins vrai pour l'Irak. Les scénarios restent imprévisibles car ils seront construits en fonction de l'ennemi principal désigné (l'Islam radical aujourd'hui, demain... l'Iran, la Corée du Nord ou la Chine ?). Ils utiliseront des alliés interchangeables, ce qui permettra de moduler l'engagement direct des États-Unis. Une telle posture stratégique, adaptée à la configuration géopolitique du XXI^e siècle, explique, à elle seule, l'augmentation considérable des dépenses militaires américaines décidée récemment par le président G. W Bush : de 328 milliards de dollars en 2001-2002 à 379 milliards en 2002-2003, et certainement plus de 400 milliards au-delà.

La géostratégie des États-Unis au XXI^e siècle peut se résumer à deux objectifs majeurs. D'une part, à prolonger le plus longtemps possible « l'instant

⁵⁸⁰ Ce que la guerre contre l'Irak a bien démontré. D'autant que « comme le montre la série des innovations majeures intervenues depuis 1945 aux États-Unis et en URSS en matière de technologie militaire, il n'y a jamais eu de véritable équilibre au sens d'une similitude dans l'état des potentiels, mais une des deux parties a au contraire toujours été en avance sur l'autre dans le développement et l'introduction des technologies nouvelles », précisait Dieter S. Lutz, *La Guerre mondiale malgré nous. La controverse des Euromissiles*, Paris, Maspéro-La Découverte, 1981.

⁵⁸¹ L. Murawiec, *op. cit.*, p. 136.

⁵⁸² *Ibid.*

⁵⁸³ Bruno Colson, *Le Tiers-Monde dans la pensée stratégique américaine*, Paris, ISC/Économica, 1994, p. 75, qui cite Walter B. La Berge, « Traditions Die Hard : The Relevance of the Indian Wars to the US Army of the Year 2000 », dans *Defense Analysis*, vol. 9, 1993-1, p. 73-87.

unipolaire », selon le mot de Charles Krauthammer ⁵⁸⁴, et ils y parviendront en entretenant un équilibre eurasiatique (le pluralisme géopolitique de Brzezinski) ou en contenant, s'ils ne peuvent l'éviter, la montée de tout concurrent [204] potentiel, c'est-à-dire d'égale puissance à eux-mêmes. D'autre part, à prévenir et à éradiquer les menaces terroristes, selon l'acception de Washington. Cette entreprise passe par la mise hors d'état de nuire des États réputés susceptibles de servir de bases de repli, de sanctuaires ou de soutiens logistiques et financiers aux réseaux terroristes, ceux-ci ne pouvant pas exister sans le concours au moins tacite de sphères, au demeurant réduites mais puissantes, appartenant à certains appareils étatiques. Cela a été démontré pour le réseau *Al-Qaïda* dont l'action stupéfiante de septembre 2001 n'aurait pas été possible sans les moyens fournis par des membres des clans dirigeants wahhabites saoudiens ⁵⁸⁵. Ces derniers, pour contrecarrer le nationalisme arabe, puis le chiisme iranien, ont mis leur puissance financière au service du nouveau fondamentalisme islamiste d'origine sunnite. Forts d'une supériorité militaire sans précédent, financée à moindre coût par leur dynamisme économique et leur mainmise sur l'économie mondiale, les États-Unis peuvent s'offrir, enfin, face aux dangers réels ou imaginaires d'un terrorisme polymorphe, comme les protecteurs de l'Occident menacé, et plus généralement de la sécurité internationale. Les ralliements n'ont pas été longs à se faire attendre.

2. Les transferts de la géopolitique allemande

Pendant que s'opérait l'assimilation par la géostratégie américaine du schéma mackindérien, le plus à même de représenter la problématique internationale des États-Unis, au Japon et en Italie, ce sont les composantes de la géopolitique classique allemande qui ont été transposées sans qu'il y eût toujours plagiat.

A. La géopolitique au Japon

[Retour au sommaire](#)

⁵⁸⁴ Bruno Colson, *La Stratégie américaine et l'Europe*, Paris, ISC/Économica, 1997, p. 16.

⁵⁸⁵ Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié, *Ben Laden. La vérité interdite*, Paris, Denoël, 2001.

Il est notoire que la géopolitique allemande avait fait des adeptes au Japon dans les années trente. Les visites effectuées par Haushöfer dans ce pays furent déterminantes. Néanmoins, l'obscurité enveloppait en Occident le contenu et l'impact de la [205] géopolitique dans sa variante japonaise, jusqu'à l'article du Professeur Keiichi Takeuchi, publié en anglais ⁵⁸⁶. Sous les noms de *geopolitiku* ou de *chiseigaku*, trois écoles de pensée distinctes se sont concurrencées ⁵⁸⁷.

1) La première tendance fut la réplique japonaise de la géopolitique allemande. Elle constatait une analogie entre la position internationale de l'Empire nippon et celle de l'Allemagne. Naturellement, elle reprit à son compte des concepts tels que celui d'espace vital. Au final, si les émules de Haushöfer restèrent minoritaires au sein de la géographie universitaire japonaise, en revanche leurs arguments connurent du succès auprès des journalistes de Tokyo chargés d'expliquer la politique extérieure du gouvernement militaire.

2) Parallèlement et de façon autonome, l'université de Kyoto, à l'initiative du géographe S. Komaki, a été le berceau d'un mouvement culturel fondé sur la géopolitique qui publia en 1940, son manifeste de la géopolitique japonaise. L'originalité de cette seconde tendance était sa volonté d'enraciner la géopolitique dans la culture japonaise, celle de la période *Tokugawa* particulièrement, et de revitaliser, en l'exaltant, la tradition spirituelle du Japon. Ses promoteurs se défièrent de la *Geopolitik* munichoise qu'ils avaient bien étudiée car ils recevaient mal, en tant qu'Asiatiques, les options raciales du Troisième Reich. D'une manière générale, ils dénonçaient l'impérialisme européen, britannique au premier chef, et concevaient une idéologie alternative à destination des peuples d'Asie – l'Asianisme – qui devraient se réunir dans une même communauté. Ainsi entendaient-ils, au nom également d'une idéologie communaliste d'origine féodale et indigène, légitimer un leadership japonais qui ne serait plus le plagiat du colonialisme européen ⁵⁸⁸.

⁵⁸⁶ K. Takeuchi, « Geopolitics and Geography in Japan re-examined », *Hitotsubashi Journal of Social Studies*, vol. 12, no 1, novembre 1980, p. 14-24.

⁵⁸⁷ Nous ne retenons ici de l'article du Pr. Takeuchi que les révélations indispensables à notre connaissance de la géopolitique japonaise.

⁵⁸⁸ Il n'est pas sans intérêt de rapprocher cette tendance de la géopolitique japonaise du *Nihon-Jinron* (théorie sur la japonité) qui attribue aux Japonais une culture unique, extérieure aux canons universalistes occidentaux, et qui, selon certains de ses théoriciens tels Watsuji Tetsuro (1889-1960), s'explique par l'insularité et le climat de mousson du Japon. Karel Van Wolferen (*L'Énigme de la puissance japonaise*, Paris, Robert Laffont, 1990, p. 288-292), qui cite cet auteur-philosophe japonais, pense qu'« on peut considérer les écrits du Nihon-Jinron comme autant d'essais défendant l'idéologie de la japonité contre l'avancée des idées occidentales sur la valeur individuelle, contre le modèle, politique occidental, et contre la menace que la logique occidentale fait peser sur la culture politique japonaise ».

3) La troisième école fut tout à fait officielle. Elle apparut avec la fondation, en novembre 1941, de la Société japonaise de Géopolitique. Sa fonction fut de mobiliser tous les scientifiques susceptibles d'aider à la réussite de la politique nationaliste du Japon, sur la base des concepts élaborés par les écoles de Tokyo et de Kyoto et malgré la réticence de cette dernière. La réalisation de la sphère autarcique Est-asiatique étant la finalité première. Des géographes réputés et fort critiques à l'égard des théories géopolitiques, comme A. Watanabe, eurent à rejoindre cette géopolitique d'État qui ne parvint à trouver ni unité scientifique, [206] ni unité idéologique. Au lendemain de la défaite, les protagonistes de la géopolitique au Japon, ceux de l'école de Kyoto, comme ceux qui avaient contribué à la marche de la Société japonaise de Géopolitique furent démis de toute fonction officielle. Et avec eux, toute démarche peu ou prou géopolitique tomba aux oubliettes pour les mêmes motifs qu'en Europe continentale.

B. La géopolitique en Italie

[Retour au sommaire](#)

Mentionnée par Robert Strausz-Hupé comme la pâle imitation de la *Zeitschrift für Geopolitik*, la revue italienne *Geopolitica*, fondée tardivement, en 1939, a été l'objet d'une analyse attentive de Claude Raffestin et de ses deux collaborateurs ⁵⁸⁹, ainsi que d'un article très instructif de Marco Antonsich publié par l'Institut de Stratégie comparée ⁵⁹⁰. Tandis que les trois Genevois s'escriment avant tout à souligner son essence et sa finalisation fascistes puisque l'objectif de leur livre est de montrer que la géopolitique n'a été et ne peut-être autre chose que l'instrument, le média d'un État totalitaire, nationaliste et impérialiste, le dernier cité s'intéresse aux ressorts historiques et politiques et aux protagonistes du projet méditerranéen qui était au cœur de la géopolitique italienne. Ce faisant, il met surtout en relief les limites et les contradictions de cette ambition.

Notons tout d'abord que les trois universitaires helvètes relèvent l'existence de liens plutôt ténus entre la *Zeitschrift für Geopolitik* et la revue *Geopolitica* qui récupéra néanmoins les thèmes principaux de la géopolitique classique allemande ⁵⁹¹. Le complexe d'infériorité qui caractérisait, dans presque tous les

⁵⁸⁹ R. Strausz-Hupé, *op. cit.*, p. 126-127, et C. Raffestin, D. Lopreno et Y. Pasteur, *op. cit.*, « La Géopolitique italienne : l'utopie d'une renaissance », p. 159-212.

⁵⁹⁰ Marco Antonsich, « La géopolitique méditerranéenne de l'Italie fasciste », in *La Pensée géopolitique navale*, *op. cit.*, p. 163-190.

⁵⁹¹ C. Raffestin, D. Lopreno, et Y. Pasteur, *op. cit.*, p. 185.

domaines, la relation de l'Italie à la puissance germanique, ainsi que la quête de l'authenticité, par fierté nationale, expliquent certainement cette distanciation recherchée par *Geopolitica*. D'autant plus que, de son côté, Karl Haushöfer, rappelle Robert Strausz-Hupé, ne se faisait guère d'illusions sur les capacités militaires italiennes, eu égard à sa situation géographique ⁵⁹². La préoccupation centrale des géographes italiens, originaires de Trieste, Giorgio Roletto et Ernesto Massi, fondateurs de la revue *Geopolitica*, était, précise Marco Antonsich, de faire reconnaître l'espace méditerranéen comme la zone d'influence prédestinée [207] de l'Italie, au titre de l'héritage romain et du rôle qui lui serait dévolu dans l'organisation de la sphère eurafricaine ⁵⁹³. Cette aspiration à un espace hégémonique italien en Méditerranée rallia certains milieux commerciaux, ceux qui suivaient les mêmes voies maritimes que les anciennes flottes vénitiennes et rejoignit celle de Benito Mussolini, aux yeux duquel la mer représentait le nouveau champ d'expansion de l'Italie depuis qu'elle avait renoncé, au profit de l'Allemagne, à ses prétentions en Europe danubienne et balkanique ⁵⁹⁴. Mais l'Italie était bien en peine de boucler toute seule la Méditerranée dans laquelle l'Angleterre dictait sa loi grâce à ses trois bases stratégiques de Gibraltar, Malte et Chypre. La contribution très puissante de l'Allemagne, tournée elle vers l'Atlantique et le continent, aurait été nécessaire pour expulser l'Anglais. Mais seule une minorité de géopoliticiens allemands, tels Hans Hummel et Wulf Siewert, considéraient le contrôle de la Méditerranée comme essentiel, comme plus décisif que celui du *Heartland* lui-même ⁵⁹⁵. Pour appuyer leur thèse, ils se référaient à la maîtrise navale dont s'étaient emparés la Rome antique puis l'empire austro-espagnol des Habsbourg au XVI^e siècle, après Lépante. À la différence des échecs de la France de Napoléon et de l'Allemagne de Guillaume II. Il n'est donc pas étonnant que les stratèges italiens les plus réalistes, tels Guiseppe Fioravanzo, aient avancé l'hypothèse d'une entente avec l'Angleterre dont la présence en Méditerranée ne pénalisait pas l'Italie ⁵⁹⁶. Et, moins encore, que le projet méditerranéen italien soit seulement demeuré une idée qui a surtout donné lieu à une abondante littérature.

⁵⁹² R. Strausz-Hupé, *op. cit.*, p. 127, citait cette appréciation de K. Haushöfer : « *un espace étroit exposé aux attaques, et son manque de matières premières sont les simples faits qui font que l'Italie ne dispose que d'une faible liberté d'action* ».

⁵⁹³ Marco Antonsich attribue l'invention du terme géopolitique *Eurafrica* à Agostino Orsini (*op. cit.*, cf. note 38, p. 172).

⁵⁹⁴ R. Strausz-Hupé, *op. cit.*, p. 157.

⁵⁹⁵ M. Antonsich, *op. cit.*, p. 179-181.

⁵⁹⁶ *Ibid.*, p. 169 et p. 188-190.

L'absence de tout début de réalisation de l'espace méditerranéen italien s'explique, nous semble-t-il, par la contradiction géopolitique qui oppose, ici, l'idée spatiale aux réalités de la construction politique italienne. Et principalement, à la structure géoéconomique de l'Italie moderne. À savoir qu'en raison du processus de l'unification italienne, à partir du Piémont appuyé par la France, et de son processus d'industrialisation, grâce en particulier aux capitaux allemands, puis à cause du développement de ses relations commerciales ultérieures orientées vers le Nord, l'Italie est devenue, d'un point de vue économique, un État de l'Europe centrale, c'est-à-dire continentale. La vocation maritime [208] de l'Italie y a d'autant perdu que le sentiment d'appartenance au monde méditerranéen a été amoindri par son propre clivage Nord-Sud. En effet, la faiblesse économique de ses régions et de ses ports authentiquement méditerranéens, tels que Naples (car Gênes et Mestre le nouveau port de Venise ont des arrière-pays continentaux), n'est pas de nature à stimuler une politique qui privilégierait les rapports avec les nations du bassin méditerranéen. Cet exemple italien montre, en vérité, que l'analyse spatiale objective met en échec bien des présupposés géopolitiques.

3. Mimétisme et activisme géopolitiques en Amérique latine

[Retour au sommaire](#)

En Amérique latine, les problèmes territoriaux ne sont pas nés avec son émancipation, dans le premier quart du XIX^e siècle, mais celle-ci ne les a pas simplifiés. Pensée dans l'unité par Simon Bolivar, l'indépendance s'est réalisée au gré des circonstances et en fonction des cadres administratifs coloniaux qui ont eux-mêmes cédé sous les tensions localistes. Le morcellement politique engendré est à l'origine des interminables conflits frontaliers qui ont opposé les nouveaux États pendant un siècle et des contentieux qui persistent entre eux. La communauté culturelle, religieuse et linguistique (malgré la présence des deux idiomes espagnol et portugais) des populations latino-américaines, qui font assez peu cas des différences ethniques, réduit la base des litiges à une argumentation strictement géohistorique, sachant que le compartimentage géographique de l'Amérique du Sud (grands plateaux enfermés par les cordillères, barrière des Andes, bassins fluviaux, etc.) a largement favorisé la consolidation des localismes. Ainsi, la géopolitique, au sens le plus général du terme, a été souvent invoquée sur ce continent sans le discernement suffisant. Jorge E. Atencio, qui, à

notre connaissance, est l'unique historien de la géopolitique en Amérique latine et le seul Sud-américain qui ait essayé d'en fixer les limites scientifiques, a retracé le cheminement de cette démarche intellectuelle dans son hémisphère ⁵⁹⁷. S'il voit en José de San Martín (1778-1850), Simon Bolívar [209] (1783-1830) et Juan Bautista Alberdi (1810-1884) trois indigènes têt curieux de l'organisation de l'espace, il situe la familiarisation de l'Amérique latine avec la géopolitique au moment de la grande controverse entre l'école allemande et ses détracteurs Nord-américains ⁵⁹⁸. Trois États furent alors concernés. Au premier chef : le Brésil, avec Travassos et Backheuser, le Chili avec Canas-Pontalva et Medina Parker, la Colombie avec Londono. C'est ainsi que le premier propagandiste de la géopolitique en Amérique latine fut le Brésilien Everardo Backheuser, dont l'ascendance culturelle fit de lui le disciple de Ratzel et de Kjellen. Il publia pendant 25 ans, entre 1926 et 1951, de nombreux livres et articles consacrés aux questions frontalières ⁵⁹⁹. Il plaida pour un renforcement du pouvoir fédéral, seul moyen de surmonter les déséquilibres spatiaux du pays ⁶⁰⁰. Avec lui, le Maréchal Mario Travassos travailla dès l'avant-guerre à la mise sur pied d'une doctrine géopolitique brésilienne. Ce dernier étudia les différends américains, analysa l'influence nord-américaine et européenne dans les parties centrale et australe du continent sud-américain, et mit en valeur la double vocation maritime et continentale du Brésil. Il revint ainsi à plusieurs reprises sur les thèmes de son premier ouvrage publié dès 1930 ⁶⁰¹.

⁵⁹⁷ Jorge Atencio envisageait l'existence de différentes géosciences, parmi lesquelles : la géosociologie (relations entre l'espace et les institutions sociales), la géoéconomie (relations entre l'espace et les institutions économiques), et la géopolitique (relations entre l'espace, les institutions et la vie politiques), *op. cit.*, p. 41-52. Sa définition de la géopolitique était classique, banale : étude de l'influence des facteurs géographiques sur la vie et l'évolution des États, afin d'en extraire des conclusions à caractère politique. Sa finalité étant de guider des responsables politiques en matière de politique étrangère et d'éclairer les militaires en matière de défense nationale (*op. cit.*, p. 47).

⁵⁹⁸ C'est-à-dire au moment où furent traduits en espagnol les premiers textes allemands, ceux d'Arthur Dix (*Geografia Política*, 1929), de R. Henning et L. Korhols (*Introduccion a la Geopolitica*, 1935) d'un côté, et les textes en anglais de H. W. Weigert (*Generales y Geografos*, 1943) et Strausz-Hupé (*Geopolitica, la lucha por el espacio y el poder*, 1945), de l'autre. Suivirent un certain nombre de traités de géopolitique de J. E. Jasson et L. Perliguer (1948), J. V. Vives (1950), A. Escalona Ramos (1959), etc. Ces références valent pour les pays hispaniques. Le Brésil, comme on l'examine ici, ayant ses sources propres.

⁵⁹⁹ Everardo Backheuser publia plusieurs articles dans la revue du Général Haushofer.

⁶⁰⁰ E. Backheuser, *A geopolitica geral e do Brasil*, Rio de Janeiro, Biblioteca do Exército, 1952.

⁶⁰¹ M. Travassos, *Projecção Continental do Brasil*, Rio de Janeiro 1930. Une traduction a été publiée chez Économica en 1998.

Depuis lors, les publications se réclamant de la géopolitique ont proliféré en Amérique latine ⁶⁰². De façon assez systématique, elles vont s'évertuer à argumenter sur l'un des multiples contentieux qui divisent les États latino-américains, à comparer les mérites des pays qui aspirent à la puissance régionale, ou encore à spéculer sur les zones d'influence respectives. Néanmoins, il faut distinguer de cette microgéopolitique obsessionnelle, la pensée stratégique qui, sous l'emprise de la « conception guerre froide » de la géopolitique, a inspiré pendant près de deux décennies la politique extérieure mais aussi intérieure du Brésil. C'est l'époque où les militaires brésiliens au pouvoir, au nom de leur « conscience géopolitique », s'étaient fixé trois objectifs prioritaires : l'intégration territoriale, la reconnaissance par les États-Unis du rôle premier du Brésil dans la zone australe de l'Occident, la sécurité nationale, c'est-à-dire la lutte intérieure contre les mouvements révolutionnaires ⁶⁰³.

[210]

A. Les limites de la géopolitique obsessionnelle latino-américaine

[Retour au sommaire](#)

Qu'il s'agisse des disputes argentino-chiliennes au sujet de l'Antarctique, des querelles bilatérales en Amazonie, ou de la question de l'ouverture maritime pour la Bolivie, la référence à la géopolitique est comprise et utilisée comme justificatrice d'une procédure d'appropriation. Et par rapport à cette conception localiste et fractionniste les démarches unitaires ont été exceptionnelles ⁶⁰⁴. On peut considérer qu'il en fut ainsi de Simon Bolivar, l'un des deux grands libérateurs de l'Amérique espagnole, avec San Martin, qui a laissé quelques notes de géographie politique relatives aux conditions de l'indépendance. En effet, Bolivar, qui connaissait mal la géographie des pays qu'il libérait, s'est vite rendu compte combien il lui serait difficile de faire l'unité des anciennes colonies espagnoles ⁶⁰⁵. C'est pourquoi il n'a rédigé aucun manifeste décrivant les

⁶⁰² Cf. le compte-rendu fait par Michel Foucher, *L'Invention des frontières*, Paris, FEDN, 1986.

⁶⁰³ C. De Meira Mattos, *Consciencia geopolitica brasileira*. Rio de Janeiro, Cadernos Brasileiros, juillet 1961. Cette analyse ne concerne plus évidemment les gouvernements issus de la démocratisation du régime brésilien à partir de 1983.

⁶⁰⁴ Michel Foucher signale une seule et unique revue de géopolitique véhiculant une pensée intégrationniste. Il s'agit de la revue *Geosur*, éditée à Montevideo, en Uruguay. Petit pays « coincé », comme on le sait, entre les deux grands, Brésil et Argentine...

⁶⁰⁵ M. A. Vila, *Bolivar y la geografia*, Corporacion Venezolana de Fomento, Caracas, 1973.

conditions d'existence ou les institutions d'une fédération hispano-américaine, bien qu'elle fût son idéal ⁶⁰⁶. Il a seulement espéré un moment pouvoir réunir le Venezuela, sa patrie, et la Nouvelle Grenade (Colombie, Panama, Équateur d'aujourd'hui). Il entreprit dans cette perspective de rechercher l'emplacement de la nouvelle capitale ⁶⁰⁷. Mais son projet échoua très vite et il ne fut pas plus heureux dans ses autres tentatives que fut le Congrès de l'Amérique du Sud, à Panama en 1826, pour mettre sur pied une confédération des pays hispaniques, puis son idée de constituer une « Fédération des Andes », qui aurait regroupé Venezuela, Colombie, Équateur, Panama, Pérou et Bolivie ⁶⁰⁸.

Avocat, diplomate et publiciste, Juan Batista Alberdi a, quant à lui, eu le mérite d'avoir prévu avec vingt ans d'avance la transformation de l'Empire du Brésil en une fédération d'États ⁶⁰⁹. Ses travaux prémonitoires reposaient sur une analyse des facteurs sociaux, économiques et culturels en relation avec leur contexte géographique ⁶¹⁰. Entre la « guerre des Trois Pays » (1865-1870), qui vit le Paraguay se faire écraser par la coalition du Brésil et de l'Argentine, et la « guerre du Pacifique » (1879-1883), qui coûta à la Bolivie son accès à l'océan, Alberdi se pencha sur les graves problèmes posés par les délimitations des États sud-américains et proposa plusieurs solutions ⁶¹¹.

[211]

Essentiellement pratiquée par ceux qui ont en charge la défense nationale, la géopolitique latino-américaine offre dès lors un caractère ethnocentrique très marqué. En toute hypothèse, la finalité des études est de légitimer ou d'expliquer la conduite diplomatique et stratégique adoptée par les autorités, ou de dénoncer celle de l'État voisin, mais certainement pas de mener une réflexion objective et scientifique sur le système régional. Cette géopolitique émane d'un nationalisme sourcilieux, prêt à considérer toute initiative de la puissance rivale comme, sinon un acte d'agression, tout au moins une mesure malveillante ou une capture d'influence. Jusqu'à une époque récente, que l'on peut dater de 1986 avec le traité

⁶⁰⁶ H. Angell, *Simon Bolivar, South American Libertador*, New York, 1930, indiqué par Atencio, *op. cit.*

⁶⁰⁷ La Grande Colombie, comprenait outre la Colombie et le Venezuela actuels, l'Équateur et Panama.

⁶⁰⁸ M. Barraud, *L'Intégration des Pays Andin*, Paris, Économica, 1981.

⁶⁰⁹ J. B. Alberdi, *El Imperio del Brasil ante la democracia de America*, 1860. Cité par Atencio, *op. cit.*

⁶¹⁰ Jorge Atencio, *op. cit.*

⁶¹¹ J.-B. Alberdi, *Reconstruccion geographica de America del Sur*, 1879, cité par Atencio.

sur l'*Hidrovia*⁶¹², les livraisons peu amènes au sujet des projets et des réalisations hydrauliques sur les grands fleuves de l'Amérique du Sud en furent une illustration⁶¹³.

Exceptionnellement, on l'a annoncé, la recherche d'une doctrine à l'échelon d'un pays a pu aboutir à une vision d'ensemble. Ainsi, à partir des écrits de Backheuser et de Travassos, puis autour de la revue *A Defesa Nacional*, est né au Brésil un projet national d'intégration territoriale, dont la décision d'aménager l'Amazonie fût le point d'orgue⁶¹⁴. Cet aménagement révélait, en réalité, une volonté géopolitique à double finalité.

Une finalité interne : permettre le rééquilibrage régional et trouver une solution au problème du *Nordeste*. Une finalité extérieure : rompre avec la vocation atlantique du Brésil pour l'ouvrir à tout le continent en invitant les voisins amazoniens à œuvrer en commun, et en particulier ceux qui ont une façade sur le Pacifique, sans ne rien céder de la souveraineté brésilienne sur l'Amazonie⁶¹⁵.

La géopolitique était devenue au Brésil la science des militaires par excellence. Et nulle autre part en Amérique latine, elle n'a atteint un tel degré de rationalisation. Les ouvrages publiés dans d'autres pays où les forces armées ont joué un rôle politique aussi important qu'au Brésil, n'ont jamais offert la même cohérence intellectuelle, ni eu la même portée⁶¹⁶. Cela a été particulièrement net chez le grand rival argentin qui, de toujours, a été handicapé par sa situation géographique. N'est-ce pas Atencio lui-même qui comparait son pays à une île

⁶¹² Gérard Dussouy, « Politique des voies navigables et intégration territoriale du *Mercosur* et de l'Union européenne », *Annuaire français des Relations internationales*, volume V, Bruylant, Bruxelles, 2004, p. 51-70. Le but du traité sur l'*Hidrovia* est de rendre libre, dans le cadre d'une convention commune, la navigation dans tout le bassin du Parana et de son principal affluent, le Paraguay. Malgré la mise en place en 1967 d'un Comité international du Bassin de la Plata, c'est une première car dans le passé ce bassin a été longtemps disputé et par conséquent divisé par des frontières discutées.

⁶¹³ Cf. la réaction de l'Argentin Juan Guglielmelli, *Geopolítica del Cono Sur*, 1979, à la construction des barrages de Corpus et d'Itaipu dans Michel Foucher, *op. cit.*, p. 276.

⁶¹⁴ Travassos, notamment, caractérisant les deux axes d'opposition Nord-Sud et Est-Ouest de l'Amérique du Sud, en tirait les conséquences pour le Brésil.

⁶¹⁵ Un motif très important, non déclaré, était de prévenir l'internationalisation de l'immense et vide Amazonie. Cf. sur ce point, H. Théry : « Les conquêtes de l'Amazonie. quatre siècles de lutte pour le contrôle d'un espace », *Cahiers des Amériques latines*, no 18, Paris, 1979. Le 3 juillet 1978, fut conclu à Brasilia le pacte amazonien qui regroupait le Brésil, le Pérou, la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, la Guyane et le Venezuela. Les objectifs étaient techniques, aménagements du bassin de l'Amazonie, mais celui de l'intégration régionale n'échappa à personne.

⁶¹⁶ J. Londono, *Geopolítica de Colombia*, Ministerio de la Guerra, Bogota, 1949, cité par Atencio.

lointaine, perdue entre l'Atlantique et le Pacifique dont l'influence dans le système latino-américain s'en trouvait fortement obérée ⁶¹⁷.

[212]

B. Une géopolitique opérationnelle : le cas du Brésil contemporain

[Retour au sommaire](#)

La révolution brésilienne de 1964 ne fut pas le résultat d'une improvisation, a bien fait remarquer Michel Schooyans ⁶¹⁸. Les militaires qui prirent le pouvoir cette année-là s'étaient préparés de longue date aux tâches gouvernementales en suivant les cours et les discussions de l'École supérieure de Guerre. Déjà, l'Armée était intervenue dans la vie politique brésilienne en soutenant le Président Getulio Vargas, en 1938, puis en le poussant au suicide, en 1954 ⁶¹⁹. Pendant les dix années d'instabilité de la période post-gétuliste, elle ne bougea pas, mais elle concocta son idéologie, aiguisa ses intelligences et conforta ses cadres. La Sorbonne brésilienne, nom donné alors à l'École supérieure de Guerre, était prête à relever une classe politique déconsidérée. Sa doctrine bien trempée, d'essence géopolitique, faisait des emprunts au positivisme et à l'intégralisme, précise Schooyans ⁶²⁰. En outre, cette doctrine avait un maître d'œuvre incontesté en la personne du Général Golbéry do Couto e Silva, inspirateur de la révolution et éminence grise du nouveau régime ⁶²¹. Les problèmes stratégiques, politiques et économiques abordés par ce dernier (ses textes publiés dans les années cinquante

⁶¹⁷ Atencio s'inspirait des réflexions de l'amiral argentin Secundo R. Storni, exposées dans un livre publié en 1916 (*Intereses argentinos en el mar*), dont H. Coutau-Bégarie a présenté les conceptions (in « Géopolitique théorique et géopolitique appliquée en Amérique latine », *Hérodote*, no 57, 2^e trimestre 1990, *De Gibraltar à Panama*, p. 160-179).

⁶¹⁸ Michel Schooyans, *Destin du Brésil*, Bruxelles, Duculot, 1973. Très critique du Brésil des militaires, cet ouvrage est, en langue française, la meilleure contribution à la connaissance de ce régime sous influence géopoliticienne.

⁶¹⁹ Avant sa fin dramatique, Vargas avait été déposé par les militaires, une première fois, en 1945. En fait, l'armée était intervenue beaucoup plus tôt, en 1888, quand elle renversa l'Empire.

⁶²⁰ L'intégralisme était une doctrine fondée par Plinio Salgado et développée dans les années trente, qui s'inspirant du fascisme, se réclamait de la pensée d'auteurs brésiliens.

⁶²¹ Cf. Michel Schooyans et les témoignages qu'il rapporte.

et soixante ont été réunis dans un livre imprimé en 1967 ⁶²²) s'articulent autour des trois axes énoncés plus haut et qui vont maintenant retenir notre attention.

Conçues durant la période de la guerre froide, les thèses géopolitiques de Golbéry plongeaient leurs racines dans la bipolarisation du monde, caractérisée par l'antagonisme irréductible entre le bloc occidental de tradition chrétienne et démocratique et le bloc oriental communiste et matérialiste. C'est l'époque où l'URSS défie explicitement les pays capitalistes, où elle veut ouvertement leur perte et pose son système comme l'alternative inévitable du capitalisme.

Dans ce contexte, la neutralité est inconcevable et le Brésil doit contribuer à la défense de l'Occident. Sa mission s'organise selon trois cercles géopolitiques : « la géopolitique et la géostratégie brésiliennes s'insèrent nécessairement dans les cadres successivement plus larges d'une géopolitique et géostratégie pour le bloc [213] latino-américain, d'une géopolitique et géostratégie continentales, d'une géopolitique et géostratégie de tout le monde occidental » ⁶²³. Dans le grand cercle de la configuration occidentale, l'Amérique du Sud occupe une place privilégiée parce qu'à l'abri d'une attaque directe de l'Union soviétique. Golbéry pense à l'époque que l'Afrique atlantique partage le même avantage et qu'elle forme avec la première l'arrière-garde vitale de l'Occident. En 1960, on est loin d'imaginer l'URSS susceptible d'organiser un pont aérien avec l'Angola révolutionnaire (cette vision géopolitique est illustrée par la carte de la page suivante).

Ensuite, les bouleversements intervenus sur le continent noir n'ont pu que renforcer la conviction des militaires brésiliens dans leur idée de l'Amérique du Sud, dernier rempart occidental ⁶²⁴. La situation du Brésil et de ses voisins est plus enviable également que celle de l'Amérique du Nord directement « au contact » de l'Union soviétique, *via* l'océan Arctique, et *a fortiori* de toutes les régions situées en « première ligne » dont certaines sont instables et vulnérables (Proche-Orient, Asie du Sud-Est). Le Brésil et l'Amérique du Sud ont donc pour devoir de se préserver de toute atteinte, d'organiser leur défense, dans leur propre intérêt, et dans celui du monde occidental tout entier. Le raisonnement du général brésilien était bien sûr un peu simple, parce qu'il se limitait à prendre en compte

⁶²² Général Golbery do Couto e Silva, *Geopolítica do Brasil*, Rio de Janeiro, Livaria José Olympio, 1967. L'ouvrage a été réédité, avec une nouvelle préface en 1981. Le général, après avoir été l'instigateur de la politique d'ouverture sous les présidences Geisel et Figueiredo avait abandonné, en 1982, toute fonction au sein du pouvoir brésilien, au moment où ce dernier semblait se radicaliser à nouveau.

⁶²³ Général Golbéry, *ibid.*

⁶²⁴ Le développement de la flotte soviétique, le rôle prépondérant des sous-marins nucléaires dans la guerre moderne, mettaient toutefois à mal la conception d'un bastion sud-américain.

la seule profondeur du champ stratégique mondial. Et s'il préconisait la mise en défense de l'Amérique du Sud, rien n'était dit sur ce que les États de ce continent seraient en mesure d'entreprendre en cas de conflit généralisé. Sur ce que l'on connaît des capacités militaires de ces États, on peut craindre qu'ils n'auraient pas été réellement en situation de tirer parti ni des délais que leur conféraient les distances par rapport aux principaux champs de bataille, ni de la relative immunité spatiale dont ils étaient gratifiés. En réalité, au plan stratégique global leur avantage géographique avait toutes les chances de demeurer sans effet. Cette inquiétude hantait l'esprit du général Golbéry qui ne se faisait pas trop d'illusions sur les moyens des États latino-américains. Il affirmait clairement que les États-Unis étaient bien la clef de voûte du système de défense occidental et les premiers défenseurs du continent américain. Eu égard bien entendu à leur supériorité militaire sans bornes. À ce titre, ils devaient veiller à la [215] sécurité de leurs voisins du Sud. D'autant plus qu'il s'agissait aussi pour eux d'écarter le spectre d'un contournement méridional selon deux cheminements possibles. Soit qu'une fois réalisé leur contournement de l'Europe par l'Afrique, les Soviétiques utiliseraient la tête de pont du Brésil Nord-Atlantique pour investir l'Amérique du Sud et prendre à revers les États-Unis ; soit que gagnée la première à la cause communiste, l'Amérique latine servirait de base pour la conquête de l'Afrique et pour la jonction avec l'Eurasie soviétique, afin que fût entrepris le siège de l'Amérique du Nord ⁶²⁵. Ces deux versions catastrophistes amenaient tout naturellement Golbéry à recommander l'ancrage du Brésil dans l'orbite des États-Unis.

⁶²⁵ L'inquiétude de Golbéry, qui pourrait passer pour fantasmagorique, de voir les Soviétiques débarquer au Natal depuis l'Afrique s'explique en partie par le rôle stratégique qu'a joué la base du Natal, pendant la seconde guerre mondiale dans les liaisons entre les États-Unis et l'Afrique.

[214]

[215 suite]

Golbéry croyait pouvoir distinguer en Amérique du Sud cinq grandes zones géopolitiques ⁶²⁶, à la fois assez banales et assez arbitraires, mais qui avaient à ses yeux le mérite de mettre en relief deux « supériorités » du Brésil :

- 1) l'importance du pays, qui comprend lui-même la zone économique la plus développée (« la plate-forme centrale de manœuvre ») et la zone stratégique prioritaire (le Nord-Est) ;
- 2) la présence du Brésil dans chacune des trois autres aires géopolitiques sud américaines, ce qui tend à démontrer sa vocation continentale. Cette perspective autorisait alors le général à appréhender avec une grande sérénité les rapports du Brésil avec les États-Unis et à moduler sa subordination. Dans un premier temps, elle permet au Brésil de sauvegarder l'essentiel de ses intérêts nationaux, de préserver sa souveraineté. Dans le long terme, le nationalisme prévalant, le Brésil peut rêver d'une grande aventure : « nous aussi, nous pouvons invoquer un destin manifeste... Et si la vieille Angleterre a su tôt reconnaître le destin nord-américain en lui facilitant une politique de mains libres dans le continent occidental, à l'ombre protectrice de l'escadre britannique – la doctrine de Monroe, ainsi qu'on le sait, fut inspirée par Canning –, il ne nous paraît pas excessif que les USA reconnaissent aussi ce que nous devons défendre, à tout prix, comme un droit inaliénable, tracé par la nature même sur la carte de l'Atlantique sud » ⁶²⁷. L'adresse à la tutelle étasunienne n'était donc pas innocente ni dénuée d'arrière-pensées. La guerre est partout. L'antagonisme est total. La nature profonde de la bipolarité, [216] jointe aux progrès de la technologie, a entraîné la nécessité de reconsidérer radicalement la conception même de la violence et de la totalité de la guerre. Parce que l'antagonisme dominant est

⁶²⁶ 1) La zone nord-ouest qui comprend le Pérou, l'Équateur, la Colombie, le Venezuela, les Guyanes et l'ensemble de l'Amazonie brésilienne.

2) La zone Sud qui englobe le Chili, l'Argentine, l'Uruguay et les trois États du Brésil méridional.

3) L'aire géopolitique de soudure, entre les bassins de la Plata et de l'Amazone regroupe la Bolivie, le Paraguay et le Matto Grosso brésilien.

4) La « plate-forme centrale de manœuvre » qui est la zone la plus importante, comprend le triangle Rio-Sao Paulo-Belo Horizonte auquel il faut rattacher l'État des Minas Geraes et le Sud de l'État de Goiás.

5) La porte atlantique, c'est-à-dire le Nord-Est brésilien, région stratégiquement la plus vitale quant aux rapports extra-américains.

⁶²⁷ Golbéry, *op. cit.*

essentiellement idéologique, la guerre est devenue en un sens nouveau, globale, indivisible et permanente ⁶²⁸.

La totalisation du conflit implique donc une nouvelle définition des rapports entre la politique et la stratégie, entre la politique intérieure et la politique étrangère. L'idéologie transcendant les frontières, il n'y a pas de distinction à faire, sinon quant aux modalités de la guerre, entre les luttes internes et les affrontements interétatiques. Au contraire, en Amérique latine, la sécurité intérieure compte beaucoup plus que la défense extérieure en raison de sa relative invulnérabilité géostratégique. Si le Brésil et ses voisins sont mis en danger, c'est principalement dans leurs propres murs. Pour accomplir la tâche qui s'impose, qui donc est mieux placé que les forces armées ? Le général Golbéry justifiait d'avance par la sauvegarde des « objectifs nationaux » la prise du pouvoir par les militaires, eux seuls ayant mesuré la réalité stratégique et ayant la volonté comme les moyens de prévenir la subjugation du Brésil par Moscou et le communisme. Le souci de la sécurité intérieure l'emporte sur les grandes ambitions extérieures. La mission fondamentale du nouveau pouvoir stratégique étant de souder entre eux tous les facteurs de la puissance, la politique du développement et de mise en valeur du territoire, lancée à grande échelle par les militaires en 1970, dépassait le prosaïsme des mesures économiques. Elle visait haut et loin. Elle s'inscrivait dans la démarche géopolitique du nouveau Brésil qui voulait l'intégration nationale et souhaitait l'intégration continentale par le développement. Le Brésil était donc disposé à aider autant qu'il le pouvait ses voisins. À l'appui, le financement par lui-même de la construction du barrage d'Itaipu, à l'époque le plus grand du monde, ouvrage mitoyen dont une partie de la production d'énergie électrique allait au Paraguay. Néanmoins, ce fut là, en même temps, le point d'orgue et le point final de sa stratégie continentale, car la banqueroute monétaire et la crise financière devaient, à la fin des années soixante-dix, faire capoter cette stratégie pharaonique.

⁶²⁸ M. Schooyans, *op. cit.*

[217]

C. Le Mercosur, un nouveau départ ?

[Retour au sommaire](#)

Menée à son terme, la géostratégie de Golbéry aurait peut-être fait du Brésil le brillant second des États-Unis en Amérique du Sud. Conscient de la faiblesse militaire de son pays, le général brésilien était demandeur de la protection nord-américaine. Mais, il entendait ne pas en rester là. Il pensait qu'un jour, après cette période d'autolimitation de sa souveraineté, le Brésil deviendrait un partenaire à part entière de la superpuissance. Depuis, les objectifs ont été nettement révisés à la baisse, pas seulement parce que les militaires ont rendu le pouvoir aux civils. Face aux difficultés économiques, ils avaient déjà largement réduit leur champ d'action. Le Brésil est revenu à la banalité d'une puissance moyenne qui a dû reconsidérer ses capacités ⁶²⁹, et qui est, désormais, surtout préoccupée par sa douloureuse intégration au marché mondial.

Pour le Brésil, comme pour les autres pays d'Amérique latine, la réponse à ce dernier défi passe par la relance des processus d'intégration régionale sur des bases plus concrètes qu'elles ne le furent dans le passé. En effet, il s'agit avec les traités les plus récents, d'accords sous-régionaux motivés par une stratégie commerciale communautaire, à vocation néanmoins continentale, et associés à la réalisation d'infrastructures solidaires. Ainsi, le Marché commun du Cône Sud (*Mercosur/Mercosul*), signé le 26 mars 1991 par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, entré en vigueur en 1995, forme l'organisation régionale qui traduit le plus remarquablement ce changement. Il compte maintenant avec un adhérent de plus, le Venezuela. La Bolivie et le Chili lui sont associés. D'autres capitales andines pourraient suivre la même voie que Caracas.

Malgré un décollage réel du commerce intrarégional (lequel est passé de 4 000 à 20 000 millions de dollars entre 1990 et 1997 ⁶³⁰) du *Mercosur*, sa réussite est demeurée incertaine en raison notamment de la pression qu'exerce sur les pays d'Amérique latine la politique commerciale des États-Unis ⁶³¹. On sait que ceux-

⁶²⁹ Alfredo G. Valladao, « Le Brésil : l'adieu à la *geopolitica* », *Hérodote*, 2^e trimestre 1990, n° 57, p. 180-196.

⁶³⁰ Maria Cristina Rosas, *La Economía internacional en el siglo XXI. OMC, Estados Unidos y America Latina*, Mexico, Universidad Nacional Autonoma de Mexico, 2001, p. 331.

⁶³¹ Christian Deblock et Gérard Cadet, « La politique commerciale des États-Unis et les nouvelles dynamiques régionales », in *Suivre les États-Unis ou prendre une autre voie ?*

ci ont créé avec le Canada et le Mexique l'Association de libre-échange nord-américaine (ALENA) et qu'ils comptaient bien voir démarrer dès le 1^{er} janvier 2006 leur [218] « projet des Amériques », soit l'extension du libre-échange à tout le continent américain dans le cadre de la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques). Ce qui ne s'est pas fait.

Or, il faut voir que l'initiative de Washington sonnerait le glas du *Mercosur* dans la mesure où il est devenu le principal levier de l'intégration et de l'autonomisation de l'Amérique du Sud. Car depuis le spectaculaire rapprochement du Brésil et de l'Argentine, au début des années 2000, le renouveau de l'organisation repose sur leur volonté commune d'en faire l'instrument d'un régionalisme stratégique. À savoir, une intégration régionale organisée de façon à améliorer la sécurité économique des partenaires et à acquérir collectivement une position plus confortable dans l'économie mondiale, à la fois dans les négociations avec les grandes puissances, dans la tradition des relations bilatérales, et avec les grandes firmes bancaires et industrielles, dans le cadre de la globalisation ⁶³². Pour l'instant, le principe a été assez bien respecté puisque les représentants du *Mercosur* ont obtenu, à l'occasion d'un accord intérimaire signé le 22 novembre 2003 à Miami par les trente-quatre pays de la ZLEA, la possibilité pour chacun d'entre eux de définir jusqu'où il veut ouvrir son économie aux multinationales ⁶³³. Mais si pour Brasilia, « la création du Marché commun du Cône sud vient renforcer cette recherche d'autonomie économie et politique par le biais du développement de rapports internationaux particuliers » ⁶³⁴, il n'est pas sûr que tous ses partenaires sud-américains partagent cette opinion. Et surtout qu'ils aient les moyens de s'y rallier, de résister aux sirènes nord-américaines, sachant que le marché des États-Unis représente les trois-quarts du marché de la ZLEA, estimé à treize milliards de dollars ⁶³⁵.

Sachant que les présidents des deux principaux États du *Mercosur* sont allés jusqu'à envisager une monnaie unique et un parlement commun, il est clair que son devenir dépend largement de la structuration de son espace, et

Diplomatie commerciale et dynamiques régionales au temps de la mondialisation, sous la direction de Christian Deblock et Sylvain F. Turcotte, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 56.

⁶³² Christian Deblock et Dorval Brunelle, « Une intégration régionale stratégique : le cas nord-américain », *Études internationales*, volume XXIV, no 3, septembre 1993, *Mondialisation et mutations politiques*.

⁶³³ Michael Reid, « La ZLEA, une idée ambitieuse vouée à l'échec ? », *Courrier international*, n° 688, 8 au 14 janvier 2004, p. 49.

⁶³⁴ Sylvain F. Turcotte, « Le multilatéralisme brésilien et le libre-échange dans les Amériques », in *Suivre les États-Unis ou prendre une autre voie ?*, op. cit., p. 83.

⁶³⁵ Rosa Townsend, « La Zone de libre-échange avance à petit pas », *Courrier international*, no 676, du 16 au 22 décembre 2003, p. 26.

particulièrement du bassin de La Plata qui en est le noyau central. En effet, parce qu'il contient le *Sudeste* brésilien et la Pampa argentine, celui-ci réunit 80 % du PIB global des cinq pays concernés (en intégrant la Bolivie) et quelque cent millions d'habitants.

La cohérence du pôle *mercasureño*, avec sa pleine capacité d'impulsion, n'atteindra sa plénitude que lorsque les infra-structures [219] indispensables à son intégration territoriale telles que l'autoroute Buenos-Aires-Sao-Paulo ou l'*Hidrovia del Mercosur* seront achevées. Le système navigable, dans un premier temps grâce à sa branche Parana-Tiété plutôt que grâce à l'axe Parana-Paraguay, formera l'épine dorsale du marché sud-américain ⁶³⁶. Sur elle pourrait un jour s'articuler, si l'on en croit certains experts brésiliens, et comme l'a souhaité le président vénézuélien Hugo Chavez, une liaison Paraguay-Amazone-Rio Negro-Orénoque, dénommée IFLA (interconnexion fluviale latino-américaine). Elle constituerait, en plein dans l'axe médian de l'Amérique du Sud, de la *Mar del Plata* au delta de l'Orénoque, une voie navigable moderne de dix mille kilomètres de long ! Elle surmonterait enfin les deux antagonismes spatiaux (versant Atlantique/versant Pacifique et surtout l'opposition entre les deux grands bassins fluviaux nord et sud) que déplorait Mario Travassos ⁶³⁷. De tels projets supposent que les deux grands États sud-américains maîtrisent leurs propres difficultés. Or, la gestion de l'économie, avec la rationalisation des systèmes fiscaux et la politique de redistribution des richesses, n'a pas été, ces dernières années leur point fort. Mais la rudesse des crises récentes devrait inciter les États du *Mercosur* à entreprendre les réformes nécessaires et à acquérir les disciplines monétaires, conditions indispensables pour que leur association tienne toutes ses promesses.

⁶³⁶ Pour une analyse détaillée du système navigable sud-américain, cf. G. Dussouy, article cité et contribution du même auteur sur le site internet du Festival international de Géographie de Saint Dié (*Annales* 2003).

⁶³⁷ Mario Travassos, *op. cit.*

4. la nouvelle géographie politique américaine : une science sociale plus qu'une doctrine

[Retour au sommaire](#)

Par rapport à la géopolitique américaine des années trente à cinquante, présentée plus haut, marquée par une forte doctrinarisation, si l'on peut dire, en théorie des relations internationales et en pensée stratégique, il faut faire une place à part à la nouvelle géographie politique développée depuis les années soixante. Sans être dénuée d'engagement en faveur de la politique étrangère des États-Unis, sans non plus se désintéresser de la dimension scientifique des théories géopolitiques antérieures issues de traditions différentes (allemandes comprises), celle-ci s'est plutôt ancrée [220] dans les sciences sociales et a subi, en retour, l'influence interdisciplinaire de ces dernières, particulièrement la sociologie.

Cela est sensible quand on reconnaît les différentes manières dont elle a été abordée. Comme en Europe, la méthode historique fut la première utilisée. Ensuite la géographie politique s'en détacha pour adopter deux démarches plus autonomes, à savoir l'approche fonctionnelle et surtout l'approche environnementaliste, très en vogue à l'époque. Puis des méthodologies nouvelles d'inspiration sociologique sont apparues, privilégiant les modèles et fondant l'écologie politique.

Si au sein de cette géographie politique américaine qui est la seule à avoir produit des travaux pendant trente ans il est admis que l'espace international ne se réduit pas à l'espace physique, qu'il est aussi un espace de relations, et au bout du compte une superposition dissymétrique d'espaces, et que pour ces raisons il appelle une analyse globale, elle s'est avérée incapable d'en donner une représentation synthétique. C'est que, face à cet enjeu, un grand nombre des auteurs concernés ont jugé préférable de se cantonner aux études positivistes de l'espace national, de l'État et des populations. Ce mode de recherche n'est d'ailleurs pas exclusivement nord-américain. Il se répète dans toutes les écoles géographiques qui relèvent de la pensée anglo-saxonne, au-delà même des pays de culture européenne. S'il donne lieu à des analyses sectorielles extrêmement riches de renseignements, telles que la géographie politique des océans de l'Australien J. R. V. Prescott, il est tout de même l'antithèse de l'approche macrogéopolitique. Examinons quelques travaux en la matière.

A. L'approche géohistorique de Derwent Whittlesey

[Retour au sommaire](#)

La géographie politique fut à ses débuts une géographie politique historique qui cherchait à mieux connaître le passé, à travers l'étude de la genèse des principales unités politiques. Et ceci de manière à mieux cerner les courants, les tensions qui mobilisent en permanence, en partie ou en totalité, la vie d'un pays. Avec cette méthode historique, Derwent Whittlesey a inauguré vraiment la géographie politique américaine ⁶³⁸. Ce dernier [221] tenait l'espace pour l'objet central de la géographie politique. Il pensait que la persistance des différentes unités mises en compétition ne pouvait se comprendre sans étudier leur formation. Aussi, dans *The Earth and the State*, il examine en se basant notamment sur l'exemple de la France, les éléments géographiques susceptibles sinon d'engendrer, du moins de faciliter l'éclosion d'une unité politique. Il propose un catalogue de sept situations particulièrement privilégiées. Son étude de la croissance spatiale de la France, jusqu'à la forme actuelle du pays, est menée en étroite relation avec la description de l'environnement physique et culturel. Il accorde ainsi un rôle fort important aux *cuestras* du Bassin parisien, lignes de défense de la capitale. La position-carrefour de Paris prend ici une valeur d'exemple.

B. L'approche fonctionnelle

C'est Richard Hartshorne qui a introduit l'analyse fonctionnelle dans les études de géographie politique américaine ⁶³⁹. Selon lui, il faut partir de l'examen des fonctions qui s'attachent à toute aire politiquement structurée. Si un espace s'organise, c'est parce qu'il a des fonctions à remplir. La chose est notamment vraie pour l'État sur lequel Hartshorne concentre sa réflexion et dont la fonction vitale consiste à assumer l'unité d'un pays et la sécurité de la population. Cette double exigence s'exprime au niveau des deux séries de fonctions – internes et externes – de l'espace organisé étatique :

⁶³⁸ Derwent Whittlesey, *The Earth and the State : a study of Political Geography*, New York, Henry Holt, 1939.

⁶³⁹ Richard Hartshorne, « The functional approach in Political Geography », *Annals of the Association of American Geographers*, New York, 1950.

« Le but fondamental de chaque État, en tant qu'organisation d'un segment territorial et d'un groupe de population, comme Ratzel le premier l'a montré, est de réunir toutes les parties variées du territoire, les diverses régions de l'espace, dans une seule unité organisée ».

Hartshorne, reprenant l'idée du géographe allemand sur la liaison étroite entre la croissance de l'État et le développement culturel, fait de l'homogénéisation la fonction interne première de l'État. Le pouvoir central, afin de donner la meilleure cohérence à l'espace contrôlé, réduit les différences, atténue les contrastes pouvant exister entre les parties du territoire, consolide les liens entre une région excentrique et l'ensemble national. [222] Les mesures à prendre sont d'ordre technique, matériel ou humain, selon que les obstacles à l'intégration nationale sont physiques – discontinuité territoriale, hautes montagnes, systèmes de transport déficient – ou humains – diversité ethnique ou linguistique, inégalités économiques régionales.

Hartshorne remarque que des forces de direction opposée facilitent ou entravent le processus d'homogénéisation, et que celui-ci évolue selon le contexte spatio-idéal. Il note que le système des relations entre le centre et la périphérie d'une aire politiquement organisée se mesure comme la résultante de forces centripètes et centrifuges. Si la théorie des lieux centraux n'est pas nouvelle en géographie, Hartshorne introduit cette notion fondamentale dans l'étude des espaces politiques. Toute l'action d'un gouvernement qui tient à réaliser ou à préserver l'unité du pays se résume finalement à faire en sorte que les forces centripètes dominent largement les forces centrifuges. La dissymétrie recherchée est le fruit du temps et d'une volonté politique.

Hartshorne cite l'exemple de l'Australie. Pendant longtemps, le *Commonwealth* australien fut loin de constituer une nation car les forces centrifuges dominaient. En effet, chaque État de la future fédération entretenait des relations privilégiées avec la Grande-Bretagne, reléguant ainsi les rapports établis avec les partenaires continentaux. À partir du moment où l'influence britannique s'est affaiblie, estompée, moment où Canberra resserrait les liens fédéraux, les forces centripètes prirent le dessus sur les forces centrifuges. L'Australie s'émancipait pour former un État-nation à part entière. La force centripète magistrale est l'idée qui justifie l'existence de l'État. Chaque État pour survivre, doit avoir sa « raison d'être » ⁶⁴⁰. L'auteur le souligne avec insistance.

⁶⁴⁰ En français dans le texte.

Un État qui perd sa raison d'être ou qui s'en voit opposer d'autres plus dynamiques disparaît au profit d'une ou de plusieurs nouvelles unités politiques. Hartshorne reprend le raisonnement des géopoliticiens allemands ⁶⁴¹ qui expliquaient la disparition de l'Autriche-Hongrie en 1919 par son incapacité à maintenir sa raison d'être, ou à la renouveler, face à la montée des nationalismes en Europe centrale, autres raisons d'être plus opérationnelles. À l'inverse, on pourrait écrire que l'Empire russe s'était trouvé dans l'idéologie communiste et la fondation de l'Union soviétique une nouvelle raison d'être – le bonheur des peuples de l'Empire dans le socialisme – qui a permis de maintenir uni, soixante-quatorze ans de plus, un ensemble géopolitique qui demeurait identique à ce qu'il [223] était avant la Révolution de 1917. Alors que la décolonisation allait emporter tous les Empires qui furent ses contemporains ⁶⁴². La raison d'être n'est donc pas prédéterminée. Elle est principalement d'ordre idéal. Son intérêt incommensurable est le dépassement des clivages et des conflits internes parce qu'elle s'identifie à une communauté de destin. Cependant, la raison d'être d'un État n'est pas toujours autonome. Le jeu des relations internationales contribue aussi à son apparition. Hartshorne, dirigeant des travaux relatifs à l'Irak, pensait que cet État devait sa naissance à deux causes : en premier lieu, la reconnaissance par les grandes puissances de l'importance stratégique et économique de la Mésopotamie ; en second lieu, la nécessité d'accorder un « pied-à-terre » au nationalisme arabe. La création d'un État indépendant irakien, mais sous surveillance britannique, satisfaisait aux deux exigences.

L'analyse géohistorique des États a montré le rôle essentiel joué, dans beaucoup d'anciennes nations, par la « place centrale » (*core-area*). Whittlesey s'est attaché, on l'a vu, à cette démonstration pour la France. L'idée est toujours développée dans la majorité des ouvrages américains de géographie politique. À quelques exceptions près, les États européens se sont agglomérés autour d'un centre historique maintenu (Angleterre, Suède, France) ou qui a périclité au profit d'un autre (Pologne, Espagne).

Hartshorne reprend le concept mais il en trace les limites et le complète. D'abord, le noyau central ne préexisterait pas à la nation. L'exemple choisi est celui des États-Unis, où aucun espace n'a jamais fonctionné isolément comme tel. Toutefois, d'autres géographes américains veulent voir en la Nouvelle Angleterre, et plus largement dans la région du Nord-Est, le « noyau central » de l'Union. Ensuite, le noyau central n'est pas déterminant :

⁶⁴¹ Il fait référence à Hugo Hassinger et Otto Maul.

⁶⁴² Les événements de 1989-1992 ont marqué l'épuisement de cette dernière raison d'être.

« Un noyau central n'est jamais suffisant ni essentiel à l'évolution d'une nation ou d'un État. Ce qui est essentiel, c'est l'idée commune qui convainc les populations de toutes les régions qu'elles sont solidaires ».

Hartshorne a certainement raison, mais on pourrait lui rétorquer que le sens de la communauté fut le plus souvent imposé par le centre. Une idée qui n'est pas reprise par un centre politique reste en l'état de concept intellectuel. L'analyse géopolitique contemporaine trouve toujours avantage à manier cette notion de noyau central parce qu'elle explique en partie les [224] problèmes de la construction européenne ainsi que les déboires internes de certaines nations nouvellement constituées, où justement le noyau central fait défaut.

La sécurité du pays et de sa population recouvre différents aspects et ne se réduit pas à sa face militaire. Elle s'accompagne de la reconnaissance de la souveraineté et d'une limitation des dépendances de toutes natures. Hartshorne classe ces fonctions externes en trois rubriques :

- 1) Les relations territoriales. Il entend par là les relations entretenues avec les voisins immédiats qui se traduisent inévitablement en termes de territorialité, qu'il y ait antagonisme à propos d'une région ou d'une frontière ou coopération par-dessus celle-ci. De toute évidence, c'est, en matière de relations internationales, le domaine familier des géographes politiques.
- 2) Les relations économiques. Pour Hartshorne le cœur du problème est ici l'analyse des dépendances économiques des États, compte tenu de leur localisation géographique et de leurs associations politico-économiques. Au stade des relations commerciales, afin d'éviter une trop forte dépendance extérieure, il convient de trouver les substituts aux produits de première nécessité et de gagner des marchés pour les produits fabriqués pour l'exportation.
- 3) Les relations politiques et stratégiques. Même les États les plus puissants s'ingénient à passer des alliances. La fonction externe d'un État consiste à obtenir des garanties diplomatiques, à éviter un trop fort isolement stratégique, à assurer sa survie. La sécrétion d'organisations internationales est une des manifestations de cette fonction.

C. L'apport du béhaviorisme à la géopolitique : la reconnaissance du rôle primordial des représentations

[Retour au sommaire](#)

« *Les gens dont les décisions déterminent les politiques et les actions des nations ne répondent pas aux faits “objectifs” de la situation... mais à leur “image” de la situation. C’est la façon dont ils pensent le monde, non pas ce qu’il est en réalité, qui détermine leur attitude* », énonce K. E. Boulding ⁶⁴³. Chaque peuple a sa propre image de lui-même, de son pays et de sa puissance, [225] et des autres peuples. Or, l’école du *Cognitive Behaviorism*, comme la désignent les Sprout ⁶⁴⁴, à laquelle Boulding adhère, assure que ces images ont plus d’importance que les réalités, cela même au plus haut niveau. Elle laisse entendre aussi que les États comme les individus réagissent à un environnement qu’ils interprètent à la lumière de l’expérience du passé et qu’il convient donc de distinguer l’environnement psychologique (en fonction duquel l’individu définit ses choix et prend ses décisions) de l’environnement opérationnel (qui établit les limites de ce qui peut arriver quand la décision est exécutée). L’incapacité de l’homme à saisir dans sa totalité et dans sa complexité l’univers dans lequel il vit l’amène inexorablement à utiliser des modes de représentation des divers aspects du monde qui l’entoure, qui déforment la réalité. L’appréciation des forces d’un partenaire ou d’un adversaire, à plus forte raison de ses intentions ou de ses motivations, des obstacles ou des facilités que présente une situation internationale, conserve un caractère aléatoire que ne peut faire entièrement disparaître l’analyse la plus rigoureuse. Il en est de même quand il faut compter avec la paresse intellectuelle, l’ignorance ou l’indifférence, l’essai d’analyse cédant le pas aux clichés, aux jugements sommaires ou à la simple innocence. De sorte que des « images du monde » tiennent lieu de connaissance.

Ceci est particulièrement vrai en politique internationale, domaine fort éloigné des préoccupations d’une écrasante majorité de citoyens et de beaucoup d’hommes politiques, chez lesquels un niveau de culture géographique généralement faible et négligé – bel anachronisme dans une société qui se

⁶⁴³ Kenneth E. Boulding, « National images and International Systems » in R. Kasperson and J. V. Minghi, *The Structure of Political Geography*, Chicago, Aldine Publishing, 1971.

⁶⁴⁴ Henry and Margaret Sprout, « Environmental Factors in the Study of International Politics », in D. Jackson *Politics and Geography Relationships*, New Jersey, Englewood Cliffs, 1964.

planétarise sans cesse – encourage les confusions, inexactitudes et symbolisations excessives. L'image qui prime est celle qu'un peuple a de lui-même et de son État, puis viennent celles des autres unités qui constituent son environnement international. L'image nationale est avant tout un héritage, une image historique qui rassemble des jugements longuement établis, des appréciations traditionnellement répétées et qui survivent aux transformations économiques ou politiques. Les mythes qui enveloppent le passé national et qui se projettent dans le présent jusqu'à justifier un destin national même discutable, créent ainsi une inertie culturelle. Cette image est transmise par la famille et par l'école, dont l'enseignement tend à surévaluer l'histoire et la géographie nationales aux dépens du reste du monde. Se posant les questions de savoir de quoi et [226] comment se forment les représentations, Kenneth Boulding admettait une incidence de l'espace physique. Il notait la tendance des États à mieux se satisfaire d'une configuration spatiale arrondie ou quadrangulaire. Les protubérances et les angles rentrants créent certainement une impression de vulnérabilité, particulièrement forte dans le cas des pays enclavés. Le territoire demeurant l'enjeu central des relations internationales, en raison de l'exclusivité de son occupation, il importe que sa délimitation donne une image acceptable du pays. Le sociologue et géographe américain insistait également sur ce que l'environnement psychologique ou représenté s'analyse avant tout en termes d'hostilité et d'amitié d'une part, de forces et de faiblesses d'autre part. Bien entendu, le comportement d'un État et les décisions de ses gouvernants, ne sont jamais purement autodéterminés par l'image nationale, mais s'adaptent au milieu international, en tout cas tel qu'il est perçu. À ce sujet, il existe un *distinguo* entre le réel imaginé qui attache plus d'importance à certains aspects du monde qu'à d'autres en modifiant l'architecture des rapports, et le réel pur, difficile à appréhender sinon à admettre. Le décalage entre les deux environnements peut être très grand. Ainsi, selon les Sprout, au moment de Pearl Harbour, la force militaire aérienne japonaise était absente de l'environnement psychologique des Américains, qui l'ignoraient ou affectaient de l'ignorer – alors même qu'elle s'avéra des plus opérationnelles. Pour eux, le monde imaginé recouvre donc une plus grande importance que le monde réel dans les prises de décision, et il est faux de croire comme les purs environmentalistes que les seuls éléments matériels commandent les relations internationales. L'approche qu'ont de celles-ci Boulding et quelques autres géographes et politologues béhavioralistes reste une contribution essentielle ⁶⁴⁵. Elle intègre là le domaine des représentations et fait

⁶⁴⁵ La contribution de Boulding est à associer à celle de Michael Brecher, dont Jean Jacques Roche, dans *Théories des relations internationales* (Paris, Montchrestien, 1994, p. 73) rappelle qu'elle s'organise autour de deux éléments : « *Le premier... le prisme des*

ressortir que le réel, c'est à la fois la réalité et les représentations. Mais, elle ne saurait pour autant se suffire à elle-même, car s'il est vrai qu'au niveau de la décision stratégique, aucun acteur ne peut saisir tout à fait « la réalité réelle », il s'avère tout de même qu'au niveau du fonctionnement du système international, les acteurs découvrent après coup sa réalité en faisant son apprentissage. Une réalité qui ne sera sans doute plus exactement la même quand une nouvelle décision sera à prendre. Enfin, on peut parfaitement associer à la réflexion béhavioraliste concernant la perception de la réalité les travaux sur la culture stratégique des acteurs et le style national de [227] guerre qu'elle infère, de Samuel P. Huntington, Ken Booth, Robert Jervis et Jack Snyder, entre autres ⁶⁴⁶, qui cherchent à démontrer la pluralité, et par conséquent la non-coïncidence des rationalités.

D. La géographie politique systématique du territoire et de l'État

[Retour au sommaire](#)

La littérature américaine est nantie d'études détaillées sur trois thèmes qui lui sont chers, dont elle a fait sa spécialité : le territoire politique, l'espace maritime et l'État national. Les ouvrages de géographie politique systématique, selon la formule qui sert à les distinguer, ont ainsi tous un air de famille qui est celui du catalogue ⁶⁴⁷. Ils prennent une forme encyclopédique bien en peine, cependant,

attitudes, c'est-à-dire la culture spécifique à chaque acteur des relations internationales, (ce qui n'est pas sans rappeler les forces profondes de Renouvin et Duroselle). L'idéologie, le sentiment national, les mentalités collectives contribuent ainsi à définir la place spécifique que chacun des acteurs s'attribue dans son environnement. L'image globale qui en résulte est alors le second élément de cette perception et façonne l'interprétation spécifique et forcément subjective, que donne chacun des acteurs à un même événement... »

⁶⁴⁶ François Géré, « Pour la stratégie », in *Les Lauriers incertains...*, op. cit., p. 48-49, indique que selon Samuel P. Huntington, « la recherche des solutions par la technique, la croyance dans le progrès et la religiosité lui avaient permis de définir un style stratégique américain fondé sur la démonisation de l'adversaire, la guerre totale, la recherche de l'anéantissement ».

⁶⁴⁷ On peut dresser une liste non exhaustive d'ouvrages représentatifs de la géographie politique systématique américaine :

- E. Bergman, *Modern Political Geography*, Dubuque, C. Brown Cy, 1975 ;
- Bergman et Douglas, *A Geography of Politics*, Dubuque, C. Brown Cy, 1973 ;
- H. de Blij, *Systematic Political Geography*, New York, 1967 ;
- P. Buckholts, *Political Geography*, New York, The Ronald Press Cy, 1966 ;
- Ch. Colby, *Geographic Aspects of International Relations*, New York, Books for Libraries Press, 1969 ;

de donner un début d'explication de la vie internationale. Leur fonction informative est néanmoins indiscutable.

André Louis Sanguin, qui a réuni une formidable bibliographie internationale de géographie politique, a publié un condensé de ces thématiques ⁶⁴⁸. L'inspiration positiviste de la géographie politique systématique, c'est-à-dire la description des faits politiques inscrits dans l'espace ou déterminés par la géographie se retrouve dans la géopolitique française contemporaine. Elle consiste, pour l'essentiel, à insister sur des catégories de faits assimilés à des permanences géopolitiques (celles de la situation géographique, celles, plus discutables des identités et celles, variables dans le temps quant à leurs contraintes, des enjeux que sont les ressources naturelles). Très analytique, ce type d'approche demeure statique et un tant soit peu déterministe, même quand il est fait référence à l'existence d'un système international ⁶⁴⁹ ou quand sont prises en considération les révolutions techniques qui mettent en question la prééminence de l'État-nation.

Le territoire national : formes, dimensions, situation

Chaque État est unique dans sa configuration territoriale caractérisée par sa forme, sa dimension spatiale et sa localisation. Dans le fourmillement des données, certaines d'entre elles sont pertinentes en matière de politique étrangère. Par exemple, au premier coup d'œil, les énormes différences ethniques, linguistiques, [228] démographiques et économiques qui opposaient les deux parties occidentale et orientale du Pakistan, annonçaient ainsi l'inévitable

-
- Coppock et Stewell, *The Spatial Dimensions of Public Policy*, New York, Pergamon Press, 1976 ;
 - Cox, Reynolds et Rokkan, *Locational Approaches to Power and Conflict*, New York, Halsted Press, 1974 ;
 - G. R. Crone, *Background of Political Geography*, Londres, Museum Press, 1967 ;
 - D. Jackson, *op. cit.* ;
 - Kasperson et Minghi, *op. cit.* ;
 - N.J. C. Pounds, *Political Geography*, New York, Mac Graw Hill, 1972 ;
 - J.R. V. Prescott, *The Geography of State Politics*, Chicago, Aldine, 1968 ;
 - J. R. V. Prescott, *Political Geography*, Londres, Methuen and Co, 1974 ;
 - J. R. V. Prescott, *The Political Geography of the Oceans*, New York, Halsted Press, 1975.

⁶⁴⁸ André Louis Sanguin, *La Géographie politique*, Paris, PUF, 1977, et *Bibliographie internationale de géographie politique*, Université de Laval, Québec, Canada.

⁶⁴⁹ R. Muir, *Modern Political Geography*, Londres, Mac Millan Press, 1978.

sécession ⁶⁵⁰. Le seul facteur religieux, l'Islam, s'avérait déficient dans la sauvegarde de l'unité nationale, sachant que la longue séparation géographique – plus de mille sept cents kilomètres – affaiblissait l'autorité de l'ancienne capitale, Karachi, sur sa province orientale du Bengale. Dès que celle-ci manifesta sa volonté d'indépendance, le pouvoir central ne put efficacement réagir. Ses forces militaires stationnées au Bengale furent même assaillies par celles du grand voisin et ennemi indien, intervenant au côté des sécessionnistes. L'Union indienne n'ayant pas de difficulté à interrompre toutes relations, autres que maritimes, entre les deux Pakistan, la configuration géographique du pays lui posa même un grave problème de sécurité face à la puissante armée indienne.

Les géographes politiques ont toujours pris plaisir à classer les États en fonction de leur dimension spatiale. Mais de tels classements ont un usage fort limité, il faut en convenir. L'étalonnage est toujours sujet à discussion même si des seuils se détachent dans la comparaison des superficies. C'est qu'ils n'ont pas une grande signification politique : l'Iran est un grand État, et l'Argentine est un géant, or leurs rôles dans la vie mondiale ne sont cependant pas comparables. À l'autre bout, quand les dimensions sont dérisoires, le rôle de certains micro-États dépasse parfois largement les limites de leur territorialité.

Dans la sphère des rapports de voisinage, jamais la délimitation de l'espace national et sa physionomie ne sont aussi contraignantes que lorsqu'il y a enclavement. Assez nombreux sont les pays du monde qui n'ont aucun accès maritime. En Europe, les héritiers de l'ancien Empire austro-hongrois sont totalement écartés du rivage que leur ancêtre parvint à dominer. Néanmoins, Autriche, Hongrie et Slovaquie profitent du statut international du Danube, la République tchèque de celui de l'Elbe, et plus encore de l'Oder. La Suisse, par Bâle, jouit de l'exutoire européen rhénan. Les États enclavés des autres continents n'ont même pas la chance d'être traversés par un grand fleuve navigable. En Amérique du Sud, depuis la guerre de 1879, la Bolivie a perdu les ports d'Arica et d'Antofagasta, aujourd'hui chiliens. En butte à l'ostracisme de ses voisins [229] orientaux auquel s'ajoute celui du Paraguay, autre État enclavé à qui elle a dû céder sa province méridionale, elle n'a jamais pu recouvrer son ouverture sur le Pacifique. L'enclavement du Paraguay est moins accusé parce que ce pays communique par la rivière qui lui a donné son nom, affluent du Parana, avec l'Atlantique. Mais dans le passé, ses très mauvaises relations avec les deux grands voisins brésilien et argentin l'ont maintes fois – et pour de longues durées – complètement coupé de l'extérieur. L'Asie compte aussi quelques États enclavés

⁶⁵⁰ A. Tayyeb, *Pakistan : a Political Geography*, Londres, Oxford University Press, 1966.

pour lesquels l'indépendance est une notion relative. Parmi eux, les États tampons himalayens, Népal, Bhoutan, relèvent plus des zones franches frontalières que d'unités étatiques, organiquement constituées. Seize États africains sont enclavés ⁶⁵¹. Avec le Zaïre qui ne possède qu'un débouché maritime très médiocre et insuffisant, ils sont en majorité à l'intérieur du continent Noir. Un dix-septième état, l'Éthiopie, se retrouve, une nouvelle fois dans son histoire, dans la même situation. La coopération régionale est le chemin suivi en Afrique de l'Ouest et du Centre pour atténuer les conséquences de l'enclavement. Ainsi, quand s'est constituée, en mai 1975, la Communauté économique des États de l'Ouest de l'Afrique, l'horizon s'est quelque peu dégagé pour les États les plus mal lotis. Deux grands projets de construction de routes transcontinentales ont alors fleuri. Le premier est toujours en voie d'achèvement. Il s'agit de la Transsaharienne qui relie, en suivant la vieille piste caravanière, Lagos à Alger. L'autre n'a pas abouti faute de moyens de financement. Il consistait à relier Lagos, sur le Golfe de Guinée, à Mombassa, le port du Kenya sur l'océan Indien ⁶⁵². À l'origine des deux projets se trouvait le gouvernement du Nigeria, quand cet État apparaissait comme la puissance pilote de l'Ouest africain, c'est-à-dire avant que ses revenus pétroliers ne fussent dilapidés.

Pendant des siècles, les nations et les États n'ont vécu que l'unique dimension horizontale de leur espace. L'introduction de la dimension verticale donne un volume au territoire national en même temps qu'elle réduit formidablement ses proportions. L'existence de l'espace politique et stratégique aérien est une chose acquise. La communauté internationale reconnaît le droit à chaque État de contrôler et, le cas échéant, d'interdire aux avions étrangers son espace aérien. Le volume d'atmosphère ainsi approprié [230] est délimité par des verticales imaginaires élevées sur chaque point des frontières terrestres. Le plafond étant toujours repoussé vers le haut au gré des progrès de la navigation aérienne. Il est clair qu'en raison de la vitesse des avions, des moyens qu'exige leur parfaite détection, et plus encore leur interception éventuelle, de très nombreux États ne sont pas maîtres de leur espace aérien. Les frontières du ciel sont bien plus difficiles encore à garder que celles au sol. Dans toutes ses applications, la science des satellites a des incidences politiques, militaires, et stratégiques directes. Les satellites d'observation sont de toute évidence des postes de surveillance remarquables ⁶⁵³. Avec les satellites de navigation on touche à l'application

⁶⁵¹ Mali, Haute-Volta, Niger, Tchad, République centrafricaine, Ouganda, Ruanda, Burundi, Zambie, Malawi, Botswana, Bophustwana, Zimbabwe, Lesotho, Swaziland, Transkei.

⁶⁵² E. et R. Weiss, *Strategic Highways in Africa*, Londres, Methuen, 1977.

⁶⁵³ Les premiers furent les *Cosmos* soviétiques.

militaire directe puisque l'un de leurs tout premiers buts a été de permettre aux sous-marins nucléaires de fixer de façon précise leur position sous toutes les conditions météorologiques ⁶⁵⁴. Quant aux satellites géodésiques, en mesurant au plus près les distances terrestres, ils améliorent la précision des missiles balistiques. Enfin l'étude ou la réalisation de satellites intercepteurs était depuis longtemps au programme des deux superpuissances de la guerre froide. Ce type d'engin forme l'une des principales composantes de la défense spatiale américaine en cours de mise au point. Il est clair que l'espace sidéral est maintenant une partie intégrante de l'espace géostratégique mondial.

L'espace maritime

La notion d'« eaux territoriales » n'est pas nouvelle puisqu'elle fut mise à l'honneur le 9 octobre 1756 par la Suède qui fixa ce jour là à trois milles nautiques la limite de son espace maritime national. Puis les premières mesures protectionnistes furent adoptées par les grandes puissances maritimes telles la Grande-Bretagne qui, en 1811, interdisait les eaux et les gîtes de perles de Ceylan à tout pêcheur étranger. En 1945, le Président Truman décidait d'étendre la souveraineté américaine à la plate-forme continentale de l'Union. Mais c'est plus récemment que les États se sont découvert un attrait considérable pour les océans. Les années 1970 à 1990 ont connu une forte amplification des revendications maritimes. L'appropriation étatique des mers et des océans est attestée par le report de la limite de la « zone économique [231] réservée » à 200 milles marins. Au-delà des limites de la plate-forme continentale de nombreux États trouvent normal, en effet, d'exercer leurs prérogatives jusqu'à 200 milles de leurs côtes. Si l'on fait de cette disposition une règle générale, les États à longue façade maritime et ceux qui sont insulaires deviennent du coup de grands « États maritimes » ⁶⁵⁵. Les conférences internationales ont fini par admettre que le territoire national se

⁶⁵⁴ Comme le satellite américain *Transit*.

⁶⁵⁵ Les États-Unis arrivent au premier rang, précédant l'Australie, l'Indonésie, la Nouvelle Zélande, le Canada et la Russie. Dans *Les États et la Mer*, Notes et Études documentaires, n° 4451-4452, 10 janvier 1979, Paris, La Documentation française, L. Lucchini et M. Voelckel remarquaient « qu'en fait, sous le régime de la zone économique de 200 milles, la moitié de la superficie de cette zone revient à 35 États, l'autre moitié se partage entre les 85 autres États côtiers dont certains se trouvent réduits à une portion fort congrue. Parmi les États les mieux pourvus, 6 seulement se partagent 40 % du total de la zone économique, ce qui représente 14 % de l'ensemble des mers : États-Unis : 9,05 %, Australie : 8,32 %, Indonésie : 6,42 %, Nouvelle-Zélande : 5,74 %, Canada : 5,58 %, Russie (ex-URSS) : 5,39 %, soit 40,44 % du total ».

continue sous les eaux jusqu'à la ligne bathymétrique des deux cents mètres. L'excroissance bathyale des États est donc fonction de l'étendue de la plate-forme continentale qui les borde.

La géographie engendre ici des inégalités supplémentaires⁶⁵⁶, en tenant compte que dans les grands États maritimes, il convient de ne pas omettre ceux dont les souverainetés s'étendent, par leurs territoires d'outre-mer interposés, à de larges zones océaniques. Ce qui est spécialement le cas de la Grande-Bretagne et de la France. Les grands fonds marins échappent pour le moment à toute emprise nationale. Mais il est clair que les États technologiquement les plus avancés entreprendront bientôt leur prospection et leur mise en valeur. De manière à éviter l'accaparement des grands fonds, il a été proposé de faire de ceux-ci le « patrimoine commun de l'humanité » et d'en partager les richesses. Certes, une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU a déclaré solennellement l'internationalisation de l'espace abyssal, sa réservation pour l'intérêt général de l'humanité. Cependant aucun accord n'existe quant à la mise sur pied d'une autorité internationale susceptible d'exercer un contrôle des membres de la communauté mondiale. Les disputes risquent de se compliquer du fait qu'il n'y a pas superposition systématique de la limite des 200 milles, et du rebord de la plate-forme continentale. J. R. V. Prescott rappelait que l'article premier de la Convention internationale de 1958 sur la plate-forme continentale définissait celle-ci comme le sous-sol sous-marin adjacent aux côtes, mais extérieur à l'aire des eaux territoriales, jusqu'à deux cents mètres de profondeur, mais aussi jusqu'à la limite où la profondeur des eaux autorise l'exploitation des ressources naturelles⁶⁵⁷. Le second article du même texte précise que la souveraineté de l'État côtier s'applique sur la plate-forme, que les nationaux aient commencé ou non son exploitation. Forts de ces dispositions, les Britanniques prétendirent, tout au moins au début des sondages sous-marins, [232] se réserver toute la plate-forme de la Mer du Nord⁶⁵⁸. Au premier abord, tirer la ligne d'équidistance entre

⁶⁵⁶ L'Europe, la Russie, l'Amérique du Nord et l'Australie sont avantagées alors que l'Afrique et l'Amérique du Sud, exception faite de la côte argentine, ne disposent que d'un simple marchepied sous-marin.

⁶⁵⁷ J. R. V. Prescott, *The Political Geography of the Oceans*, *op. cit.*

⁶⁵⁸ Jusqu'à quelques kilomètres de la côte norvégienne, parce qu'elle était séparée de celle-là par un fossé sous-marin de 235 à 650 mètres de profondeur et de 30 à 70 milles nautiques de large, et que l'on appelle justement la tranchée norvégienne, laquelle borde à l'Est la plate-forme sous-marine sur toute sa longueur. Il fallut une vive réaction du gouvernement norvégien pour que le Royaume-Uni accepte un compromis et la signature d'un accord, le 10 Mars 1965, qui partageait la mer du Nord septentrionale entre les deux pays, mais qui avantage la Grande-Bretagne car la ligne de séparation est située à l'Est de la ligne d'équidistance des côtes.

deux façades maritimes, semble d'une simplicité extrême. Mais, encore faut-il calculer les points qui la forment. Les calculer par rapport à quoi, quand on sait que les côtes rectilignes sont exceptionnelles ? L'article quatre de la Convention sur les Eaux territoriales stipule que la ligne de base ne doit jamais trop s'éloigner de la direction générale de la côte ⁶⁵⁹. Le Tribunal international appelé à statuer sur le différend franco-britannique relatif à la mer d'Iroise et au plateau continental de la Manche (Îles Anglo-Normandes), a montré combien sont interprétatives les règles émises par la Convention. Finalement, la France a été gratifiée de 5 700 km² supplémentaires. En Asie, les deux mers de Chine, orientale et méridionale, sont plus encore l'objet de tensions entre les États riverains. Il est acquis que leur soubassement contient du pétrole et du gaz, et cela suffit à réveiller toutes les vieilles querelles. Ici, la question n'est pas de se demander par où passent exactement les lignes séparatives, mais de savoir quels sont les propriétaires légitimes de plusieurs petits archipels sis au milieu de ces mers. Le dilemme s'aggrave d'autant que beaucoup d'entre eux soulèvent des revendications non seulement bilatérales, mais trilatérales ⁶⁶⁰. Épargnés jusqu'au début du XX^e siècle, sauf à l'occasion de batailles navales presque toujours auxiliaires de combats terrestres décisifs, les océans et les mers forment un nouveau pan de l'espace politique. La nouveauté réside en ce que les océans et les mers sont voulus pour eux-mêmes, pour tout ce qu'ils réunissent en matière économique et en intérêt stratégique. Ils recouvrent plus des deux tiers de la surface du globe.

⁶⁵⁹ En vérité, la ligne d'équidistance pose deux problèmes :

- En premier lieu, il est nécessaire de sélectionner deux lignes à partir desquelles la largeur de la mer est calculée. Généralement, c'est la ligne des basses mers qui est retenue, sur chaque côte. L'affaire se complique ordinairement, parce que beaucoup de côtes sont profondément découpées, et bordées d'îles ou de bancs rocheux. La ligne de base sera-t-elle alors une ligne insulaire ou une ligne continentale ?
- En second lieu, il est souvent délicat de délimiter les mers territoriales de deux États contigus, car la frontière maritime ne se réduit pas à chaque coup au prolongement de la frontière terrestre. L'existence de baies profondes, d'estuaires partagés, d'îlots enclavés, complique sérieusement la situation.

⁶⁶⁰ En mer de Chine orientale, le groupe des *Senkaku Gento* occupé par les Japonais est revendiqué par Taïwan, et par voie de conséquence par Pékin. En mer de Chine méridionale, la Chine populaire revendique au nom de ses « droits historiques », tout l'espace maritime jusqu'à l'archipel des Luconie du Nord, à savoir jusqu'au Nord de Bornéo. En même temps, le Vietnam de son côté, et les Philippines du leur, entendent bien faire respecter leurs prérogatives sur une bonne moitié de l'étendue de cette mer, ce qui fait que les prétendants se rencontrent au niveau des îles Spratly et Thitu.

*Nations et ethnies : la question récurrente
de l'identité culturelle*

La conscience nationale ne se quantifie pas. C'est à l'occasion des guerres, des crises économiques et politiques, de la montée des périls extérieurs, qu'elle révèle sa force ou accuse ses faiblesses. L'Histoire a montré aussi qu'elle était souvent liée à l'homogénéité ethnique et culturelle de la population. Quand la majorité des individus a la même origine, partage le même héritage, une population s'accorde *grosso modo* sur les [233] institutions et la place de la communauté dans le monde. Elle a nécessairement plus de cohésion et dégage une volonté plus nette qu'un conglomerat de groupes humains différents par leurs croyances, leurs langues, leurs mentalités. L'Autriche-Hongrie n'a pas pu surmonter sa défaite de 1918, ni l'Union soviétique son sinistre bilan économique qui l'a conduite à une division irrémédiable. De même, nombre d'États de fraîche date ne parviennent pas à se créer une force morale. Il n'est pas de règle qui veuille qu'une minorité fasse systématiquement obstacle à la cohésion nationale. Néanmoins, pour prendre un exemple probant, la sécession slovaque, les dernières guerres yougoslaves (Bosnie et Kosovo) ont, *a posteriori*, justifié les recherches de Kosinski sur l'Europe centrale. Celui-ci avançait, en 1969, une formule qui permettait d'évaluer et de comparer les degrés de différenciation des populations des États de l'Est européen ⁶⁶¹. Elle confortait l'opinion établie d'une immense majorité de géographes politiques quant à la fragilité des États concernés. Plus tard, Pounds a appliqué la formule de Kosinski à d'autres régions du monde. Sauf dans le cas yougoslave, l'indice de chaque État européen avait été notablement amélioré grâce aux transferts de populations qui ont accompagné ou suivi la seconde guerre mondiale, et qui ne furent rien d'autre que des opérations de « purification ethnique » effectuées dans des conditions aussi dramatiques, moins délibérées peut-être parce que dans le mouvement de l'histoire militaire que celles que l'on a connues dans l'ex-Yougoslavie.

Les événements épouvantables de ces dernières années en Europe balkanique, dans le Caucase, en Afrique, et un peu partout sur le globe – au point que celui-ci a paru sombrer dans le chaos – ont conduit les observateurs à se replonger dans les études oubliées – quand elles n'avaient pas été vouées au pilon – de l'ethnographie et à s'interroger sur la résistance des faits ethniques que bien

⁶⁶¹ Leszek A. Kosinski, « Changes in the Ethnic Structure in East Central Europe 1930-1960 », *Geographical Review*, vol. 59, 1969, p. 398-402.

des chercheurs en sciences humaines ne voulaient plus considérer que comme des survivances archaïques, cela au nom d'une conception trop rationaliste du monde et de la politique. Car l'identité ethnoculturelle n'est pas une illusion, à l'encontre de ce qui est régulièrement soutenu en France ⁶⁶². Cet État, il est vrai, a été bâti sur les ruines des identités régionales depuis la destruction du Languedoc, pour cause [234] de Catharisme, jusqu'à la politique de déculturation systématique des écoles de la Troisième République. Cependant, sa tradition d'assimilation forcée et d'intégration des « pays » comme des classes populaires, voire des anciens immigrés dans un système identitaire vertical est aujourd'hui mise en échec par l'importance numérique de groupes humains nouvellement concernés, qui sont des diasporas aux identités récalcitrantes parce que solidaires d'espaces culturels plus vastes. Dans l'analyse sociale et politique, la négation de l'identité est légitime quand elle concerne sa version primordialiste, celle à laquelle s'attaque Jean François Bayard qui reproche alors trois erreurs au culturalisme : « il croit qu'une culture est un corpus de représentations stables dans le temps ; il considère que ce corpus est clos sur lui-même ; il postule que ce corpus détermine une orientation politique précise » ⁶⁶³.

Cependant, cette position est un peu trop confortable, en raison de la radicalité conférée à l'opinion critiquée. Elle donne l'impression de vouloir ignorer les travaux des anthropologues et historiens britanniques qui, rejetant eux aussi le primordialisme, concluent néanmoins à l'existence et à la pérennité des ethnies, au prix du paradoxe suivant : la mutabilité de l'ethnie dans la persistance et sa persistance dans le changement ⁶⁶⁴. Contrairement à ceux qui pensent que les nations, les identités et le nationalisme sont des données naturelles, primitives et élémentaires, mais contrairement aussi aux modernistes, tels Ernest Gellner, qui voient dans ces notions des produits de l'ère industrielle et de la société bourgeoise, Anthony D. Smith, à la suite de quelques-uns de ses éminents collègues comme Hugh Seton-Watson ou John Armstrong, soutient que les ethnies, mais pas toutes, traversent l'Histoire et sont à l'origine des nations modernes. Selon ce sociologue anglais, une ethnie (terme qu'il a délibérément emprunté à la langue française) se reconnaît à six éléments : le nom collectif, le mythe commun d'une descendance, la mémoire collective d'une histoire partagée, la culture distinctive, l'association avec un territoire spécifique, même quand celui-ci a été perdu ou reste éloigné, le sens de la solidarité. L'interaction de ces dimensions forme ce que A. D. Smith appelle le mythomoteur, complexe de

⁶⁶² Jean François Bayard, *L'Illusion identitaire*, Fayard, Paris, 1996.

⁶⁶³ *Ibid.* p. 74.

⁶⁶⁴ Anthony D. Smith, *The Ethnic Origins of Nations*, Londres, Blackwell Publishers, 1999.

symboles et de valeurs [235] partagés, de styles et de genres de vie, à l'origine de chaque ethnie fondatrice de la nation moderne. Il s'appuie sur de très nombreux exemples historiques pris principalement en Europe, au Moyen-Orient et en Asie du Sud, pour démontrer sa thèse. D'une manière récurrente, la sédentarisation, les religions organisées, les guerres expliquent la formation des ethnies. Le passage de la solidarité ethnique à la citoyenneté politique est plus confus. Le processus dépend du type d'ethnie inventorié par A. D. Smith. Dans le cas de l'ethnie latérale ou aristocratique, dans laquelle l'élite a faiblement diffusé sa culture, la nation s'est constituée lentement autour d'un mythomoteur dynastique, conforté ensuite ou suppléé par une intégration bureaucratique graduelle des autres composantes et des régions périphériques à la culture de l'ethnie dominante ⁶⁶⁵. La France, l'Angleterre, l'Espagne, les premières de toutes les nations, sont exemplaires de cette évolution. Dans celui de l'ethnie verticale ou démotique, où une seule culture pénètre à différents degrés la plupart des couches de la population, l'existence d'un mythomoteur commun n'a pas facilité, contrairement à ce qui serait attendu, l'émergence de l'identité nationale conçue comme celle d'« une population désignée partageant un territoire historique, des mythes et une mémoire communs, une culture publique, de masse, une économie commune, et des droits et des devoirs légaux communs à tous les membres » ⁶⁶⁶.

L'explication de la chose tient au caractère presque toujours religieux de la culture démotique, et par conséquent insuffisamment coercitif, en l'absence d'une structure étatique pour assurer le passage de la communauté à la nation. La survivance de l'ethnie et de sa culture a un rapport étroit avec sa démographie, plus qu'avec son territoire qui peut être, et pour longtemps, perdu, souligne A. D. Smith. Dans son histoire des ethnies, il montre que si l'une d'entre elles disparaît, c'est qu'elle a subi un ethnocide soit une déculturation définitive, à la suite d'une conquête, ou qu'elle s'est, en quelque sorte, infligé un auto-ethnocide consécutif à une immigration massive. Il cite, à l'appui, la dissolution des Assyriens et des Phéniciens dans les populations qu'à l'origine ils dominaient ⁶⁶⁷. Malgré ce risque, il est clair, selon lui, que les identités ethniques prémodernes [236] forment le substrat des nations, au moins en Europe ⁶⁶⁸. Certes, leurs contenus culturels ont changé en fonction des contextes historiques, des contacts et des groupes d'acteurs qui définissent, à un moment ou à un autre, les contours de ces identités. Mais l'ethnie, comme la nation, n'est pas plus « inventée » ou

⁶⁶⁵ *Ibid.*, p. 73.

⁶⁶⁶ *Ibid.*, p. 77.

⁶⁶⁷ *Ibid.*, p. 82.

⁶⁶⁸ *Ibid.*, p. 101.

« fabriquée » que n'importe qu'elle autre sorte de culture, d'organisation sociale, ou d'idéologie, insiste Smith.

Bien que stratégique, par essence, elle n'en existe pas moins que tout autre « forme » ou « structure » de la vie politique. Jean-François Bayard lui-même en convient : « Il ne s'agit pas de nier la terrible efficacité des identités qui sont ressenties comme primordiales. Autant nous devons être convaincus de "l'origine artificielle de la croyance en une appartenance ethnique commune", autant nous devons admettre que cette croyance est opératoire... » ⁶⁶⁹.

Le renouveau des ethnonationalismes dans les sociétés industrielles n'a donc rien de neuf. Il doit être considéré comme une nouvelle phase de mobilisation d'identités démotiques qui remontent au XVIII^e siècle et peut-être au delà ⁶⁷⁰. Sachant que dans le monde moderne les identités, les images et les cultures demeurent obstinément plurielles, soit ethniques ou nationales, il est risqué de nier l'hétérogénéité des peuples quand il s'agit de la paix. Car alors, les stratégies identitaires de résistance se mobilisent contre les entreprises d'acculturation par homogénéisation forcée. Avec l'Accord de Dayton, qui entérinait l'ancien découpage yougoslave tout en reconnaissant la souveraineté d'un État peu viable (la Bosnie-Herzégovine), les Nations unies ont été réduites à avaliser les rapports de force. Quant au traité de paix signé à Paris le 14 décembre 1995 à la suite de cet accord, il repose sur une solution des plus fragiles. Il a créé un État à la structure complexe, le nouvel État de Bosnie, dont la pérennisation relève du pari. En effet, il comprend deux entités ethniques (croate et serbe) qui se sont vues, très naturellement, reconnaître le droit d'entretenir des relations spéciales avec leurs républiques sœurs respectives et contiguës à chacune d'elles. D'ailleurs, la Bosnie qui associe une république, celle de sa composante serbe, à une fédération, celle des Croates et des Slaves musulmans (les Bosniaques *stricto sensu*), est tellement mal en point que ses protecteurs américains penseraient à son démantèlement dans le cadre d'un réajustement [237] des frontières balkaniques rendu également des plus souhaitables par l'impasse politique dans laquelle se trouve le Kosovo et par la partition de fait de la Macédoine ⁶⁷¹. Il semblerait plus rationnel de reconstruire des États homogènes en permettant la réunion de la Yougoslavie actuelle (Serbie et Monténégro) avec la République serbe de Bosnie, celle de la Croatie et de l'Herzégovine (région croate de la Bosnie), celle de l'Albanie, du Kosovo (moins sa partie nord qui reviendrait à la Serbie), et du Nord-Ouest de la

⁶⁶⁹ J.-F. Bayard, *op. cit.*, p. 101.

⁶⁷⁰ A. D. Smith, *op. cit.*

⁶⁷¹ *Courrier international*, n° 545, du 12 au 18 avril 2001, citant le quotidien *Korrieri* de Tirana (Albanie) du 28 mars 2001.

Macédoine, tandis que celle-ci pourrait se fédérer ou non avec la Bulgarie, linguistiquement très proche, et que les Grecs du Sud de l'Albanie seraient autorisés à se rattacher à leur patrie hellénique. Sans doute ce remaniement devrait-il s'accompagner de quelques déplacements de populations et aurait plus de chances de bien se dérouler s'il était placé sous les auspices de l'Union européenne. C'est-à-dire si cette dernière se décidait à prouver sa capacité à faire la paix en Europe du Sud grâce à sa sollicitude financière mais aussi en associant des États hier ennemis, ayant enfin réglé leurs principaux différends territoriaux, tout en les préparant, dans une même structure régionale, à vivre ensemble l'intégration européenne. Tous les malheurs et toutes les péripéties connus pour parvenir à ce résultat éventuel ont, jusqu'à maintenant, donné raison à Pascal Boniface quand il expliquait comment dans la question yougoslave l'absence de réalisme des Occidentaux s'est retournée contre la morale au nom de laquelle ils entendaient agir. Ou, comment le manichéisme de ceux qui portent un intérêt aux relations internationales se retourne contre la cause qu'ils entendent défendre (c'est ce qu'il appelle la « disneylisation des relations internationales ») ⁶⁷².

La carte politique de l'Afrique est fréquemment présentée comme le construit arbitraire par excellence en tant que création des ex-pouvoirs coloniaux. Pourtant, les frontières tracées en 1885, qui répondaient aux intérêts des puissances coloniales, restent en vigueur bien que leur désajustement avec les régions naturelles, les aires de peuplement homogène, les solidarités créées par le nomadisme soit complet. C'est que, les historiens africains et les Africanistes ayant beau évoquer des empires ou des royaumes mythiques, mais aucun n'ayant laissé les traces qui témoignent des grandes constructions politiques du passé, leur [238] souvenir n'était pas assez fort pour permettre une reconstruction politique de l'Afrique au lendemain de la décolonisation. Ce qui avait été vrai pour la Pologne en 1919 aurait pu sinon se répéter dans ce continent. Dès lors, il était dans ces conditions trop dangereux de mettre en cause les frontières héritées de la colonisation, décrétées intangibles par l'Organisation de l'unité africaine.

De facto, la pertinence du fait ethnique dans la déstabilisation de plusieurs États africains a ensuite été mise en relief par les graves troubles connus par eux dans les années qui ont suivi l'indépendance, les ont menacés jusque dans leur existence (Zaïre, Nigeria, Angola, Kenya, Cameroun), et les mettent encore en péril (Côte d'Ivoire, Tchad, Centre-Afrique...). Quels que soient les désaccords entre ethnologues quant au décompte des ethnies que contient le continent africain, et quant à la notion même d'ethnie en Afrique, dans l'une des recherches

⁶⁷² Pascal Boniface, *La Volonté d'impuissance. La fin des ambitions internationales et stratégiques ?*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, p. 17-21.

les plus fouillées, celle de G. P. Murdock, la carte des ethnies dressée par lui témoigne du morcellement inouï du continent ⁶⁷³ (qui compte par ailleurs plus de 1000 langues existantes). Le report sur cette même carte des frontières des États modernes donne une idée des immenses difficultés rencontrées dans les processus d'intégration nationale. Or, comme le faisait remarquer récemment une personnalité africaine, le préalable à tout progrès dans cette direction est que la communauté internationale admette enfin l'existence du tribalisme en Afrique, afin de circonscrire et mieux combattre ce fléau politique ⁶⁷⁴ au lieu de se replier sur le concept ethnocentrique d'État-Nation importé artificiellement et non dénué de contradictions historiques en Europe même.

E. Modélisation et analyse quantitative en relations internationales (QIR)

[Retour au sommaire](#)

Une autre bifurcation de la géographie politique vers la sociologie est apparue au début des années soixante-dix avec l'écologie politique américaine. La justification de la greffe, selon Edward Soja, est que « le centre d'intérêt de la géographie en tant que science sociale est dans l'organisation spatiale de la société humaine. La géographie se distingue des autres sciences sociales [239] par sa perspective spatiale caractéristique et par le réseau de thèmes et de concepts que cette perspective génère. Cependant, dans le même temps, elle est étroitement associée avec les autres sciences sociales partageant avec elles un intérêt commun pour l'homme et la société » ⁶⁷⁵. L'écologie politique, qui doit beaucoup aux analyses sur l'environnement et sur le comportement, repose donc sur la notion fondamentale de système spatial conçu comme un ensemble de lieux (positions), ou de places (centres), possédant leurs attributs (capacités) propres, et caractérisé par l'interaction de ces places (centres) mais aussi de leurs attributs (capacités) ⁶⁷⁶. L'accent nouveau mis sur le phénomène de la relation dans l'espace est essentiel. Pourtant, à ce jour, les modèles conçus sur ce principe et utilisant l'analyse quantitative n'ont produit que des résultats très partiels. La

⁶⁷³ G.P. Murdock, *Africa : Its Peoples and their Culture History*, New York, Mac Graw Hill Book Cy, 1959.

⁶⁷⁴ Marie Nzigamye, *La Voix d'une femme*, Bruxelles, Éditions européennes, 2005.

⁶⁷⁵ Edward Soja, « The Political Organization of Space : a Paradigm for the Locational Analysis of Political Systems », dans Cox, Reynolds et Rokkan, *Locational Approaches to power and conflict*, New York, Halsted Press, 1974.

⁶⁷⁶ Les termes entre parenthèses sont de nous.

notion d'espace social inférant celle de distance sociale, Bruce Russett s'est livré à une évaluation de cette distance sociale entre les nations et il en déduit la conformation à la surface du globe, de groupes de pays, de régions socioculturelles relativement homogènes, mais qui ont bien évolué depuis la publication de ses travaux ⁶⁷⁷. Les déterminants en étaient les écarts de standard de vie, les similitudes ou les différences entre les systèmes économiques et sociaux, les divergences ou les convergences dans les comportements diplomatiques (votes à l'ONU). Les conclusions étaient des écotypes socioculturels qui ne nous informaient guère sur la dynamique des zones d'influence et les relais idéologiques.

Rudolf Rummel ⁶⁷⁸, de son côté, partait de la théorie selon laquelle les nations sont des unités sociales en interaction. Chaque nation dispose de son propre espace social qui définit sa position dans le monde. Cet espace social englobe tous les attributs et comportements de la nation, qui sont une infinité et qui sont autant de paramètres. Ramenant la nation à une matrice, Rummel proposait en fin de compte une typologie mathématique complexe dont les points forts étaient ses mesures absolues ou relatives des distances sociopolitiques entre les États, d'une part, et l'évaluation pondérée dans les sociétés pluralistes des poids respectifs des formations sociales sur la politique étrangère, d'autre part. D'autres analyses quantitatives ont été orientées vers les études polémologiques ⁶⁷⁹.

[240]

5. La nouvelle géopolitique française

[Retour au sommaire](#)

Militaires et géographes sont largement majoritaires parmi tous ceux qui ont pensé la géopolitique en Europe et en Amérique. Cela semble dans la nature des choses. Au moment où, en France, cette discipline est engagée dans une phase de clarification, de délimitation de ses champs de recherche et de quête méthodologique, on retrouve inévitablement ce partage. Le renouveau a été

⁶⁷⁷ B. M. Russett, *International Regions and the International System : a Study in Political Ecology*, 1967.

⁶⁷⁸ Rudolf Rummel, *The Dimensions of Nations*, New York, Sage, 1979.

⁶⁷⁹ J. D. Singer, *Explaining War : selected papers from the correlates of war project*, Beverley Hills, Co Sage, 1979 et *Quantitative International Politics*, New York, Free Press, 1968.

d'abord l'œuvre de géographes avec, en pointe, la revue *Hérodote*. Quant aux militaires qui avaient montré une relative désaffection pour l'analyse géopolitique, ils l'ont redécouverte aujourd'hui en raison du changement de configuration du système international qui les a amenés à s'interroger, et sur la défense de la France, et sur l'adaptation de la stratégie de la dissuasion au monde nouveau. Les suggestions notamment du général Lucien Poirier quant au renouvellement théorique de la géopolitique sont là pour le démontrer. Intéressons-nous donc de plus près aux nouvelles approches des militaires et des géographes français.

A. La géopolitique et les militaires : de la « géostratégie insulaire » à la « géopolitique-géostratégie complexe » du général Lucien Poirier

[Retour au sommaire](#)

Dans le passé, les militaires français ont, à quelques exceptions près comme l'amiral Castex, peu prêté attention à la géopolitique ou même à la géostratégie. Il est possible toutefois, qu'en ce qui concerne cette dernière, la négligence soit une fausse apparence, parce que, tout simplement, comme l'a écrit le général Poirier, « l'espace est l'une des catégories usuelles de la pensée stratégique, laquelle s'inscrit dans la dimension "géo". Dire géostratégie est tautologique »⁶⁸⁰. La remarque vise juste si l'on réduit la géostratégie à la géographie militaire. Néanmoins, depuis les années soixante, il nous semble exact d'écrire que le délaissement de la géopolitique doit beaucoup à l'option française pour la politique de défense « isolationniste », axée sur le « tout nucléaire »⁶⁸¹. En outre, le repliement des responsabilités internationales [241] de la France, sensible en Afrique maintenant, a sans doute encouragé la tendance au quant à soi stratégique. Mais voilà que les bouleversements de la scène inter-nationale obligent militaires et stratèges civils à s'interroger sur l'horizon géopolitique de la défense nationale.

Au cours des quarante dernières années le discours militaire dominant a créé l'impression que le triomphe de la dissuasion avait rendu caduques les

⁶⁸⁰ Général Lucien Poirier, postface au livre du général Jean Colin, *Les Transformations de la guerre*, Paris, Économica, 1989, p. 268.

⁶⁸¹ L'expression « géostratégie insulaire », appliquée à la stratégie balistico-nucléaire, est de Lucien Poirier, *Les Stratégies nucléaires*, Paris, Hachette, 1977. Elle reflète l'état d'esprit des stratèges français qui, depuis la mise en œuvre de la théorie de la dissuasion du « faible au fort » étaient convaincus que la force de frappe mettait la France à l'abri de tout risque géopolitique.

considérations traditionnelles de la géostratégie ayant trait à la superficie et à la distance. Mieux encore, qu'elle avait surpassé les facteurs de la puissance en raison du « pouvoir égalisateur de l'atome » que le général Poirier, plus prudent, préférait cependant tenir pour un pouvoir réducteur ou compensateur ⁶⁸². Selon la théorie française de la dissuasion, la possession d'un système adapté d'armes nucléaires (disposant notamment de sous-marins nucléaires) assoit la conviction qu'une défense nationale tous azimuts et indifférente au contexte géopolitique est possible. Cette conception explique sans doute qu'on ne se soit pas trop préoccupé, parmi les stratèges français, de l'évolution des rapports de forces mondiaux, autres que militaires et qu'on se soit dispensé de toute représentation synoptique et dynamique du système international, les puissances nucléaires jouissant en quelque sorte d'une immunité. L'espace mondial est alors organisé, partagé, entre, d'une part, les territoires sanctuarisés des puissances nucléaires, et d'autre part, les théâtres extérieurs, le reste de la planète : une géographie stratégique toute limpide. L'interdiction par la dissuasion du conflit direct (destruction mutuelle) ou de toute autre forme indirecte d'action mettant en péril l'intérêt vital ramènerait la stratégie à un jeu de virtualités suffisant pour détourner un adversaire d'une initiative dangereuse en lui faisant comprendre que l'entreprise qu'il projette est irrationnelle ⁶⁸³.

La cohérence du concept français de défense nucléaire n'est pas discutable : arsenal limité et adapté aux besoins nationaux, fonction précise, localisée, qui ajoute à sa crédibilité. Néanmoins, on est dans le domaine de l'absolu. L'abstraction engendre aussi l'excès de confiance, et ici, la sous-estimation des autres facteurs de la puissance ⁶⁸⁴. L'absence de considération pour l'environnement géopolitique avait d'ailleurs inquiété, au début des années quatre-vingts, au moment où la tension Est-Ouest était particulièrement [242] forte, nombre de responsables politiques et de spécialistes des questions militaires (débat notamment sur la question de savoir s'il fallait porter la défense de la France sur l'Elbe ⁶⁸⁵). La belle assurance de l'insularité militaire pouvait s'afficher tant que la configuration géopolitique, simple et extrême à la fois, accordait un certain crédit au rôle de « détonateur » de la force de frappe

⁶⁸² *Ibid.*, p. 37.

⁶⁸³ *Ibid.*, p. 138.

⁶⁸⁴ À moins qu'il ne s'agisse d'une occultation volontaire de ces facteurs, comme le pensait Marisol Touraine, in « Les principes stratégiques français ou le refoulement du politique », dans *Liberté de l'esprit. Que reste-t-il du politique ?*, no 13, automne 1986, Paris, Hachette. Car dès lors on entrerait dans un processus d'évaluation de la puissance, propre à souligner les inégalités que la dissuasion est censée gommer.

⁶⁸⁵ Pierre Lellouche, *L'Avenir de la guerre*, Paris, Éditions Mazarine, 1985.

française, et par conséquent à sa force d'interdiction de la guerre. D'une certaine façon, c'est la radicalité de la configuration géopolitique qui a permis aux stratèges français de se dispenser d'une réflexion globale sur l'environnement géopolitique de la puissance nucléaire strictement défensive, laquelle trouvait sa raison d'être dans la menace venue de l'Est.

Mais, maintenant que la configuration a bien changé, que les menaces ne sont plus les mêmes, les effets d'interaction stratégique plus du tout aussi prévisibles, il en va tout autrement. L'indifférence n'est plus de mise comme l'indiquent les nouvelles considérations géopolitiques qui figurent dans le *Livre blanc sur la Défense*, publié en 1994 ⁶⁸⁶, et surtout, comme le relève le général Lucien Poirier, auteur d'une mise au point percutante sur les tribulations de la pensée stratégique dans un système international devenu subitement chaotique, qu'il analyse avec acuité ⁶⁸⁷.

Dégagé à l'Est, l'horizon de la défense de la France s'est obscurci au Sud, sans qu'il soit apparu dans cette dernière direction d'ennemi tout désigné et se substituant, purement et simplement, à l'ancienne puissance soviétique. L'imprécision de la menace, pressentie plus qu'elle n'est réellement jaugée à travers le spectre de la prolifération et l'impossible appréciation du gabarit de l'agresseur ou du perturbateur potentiel contribuent sans doute, comme le pense le général Poirier, à une certaine exagération des risques, des dangers ⁶⁸⁸. Quoi qu'il en soit, le nouveau contexte géopolitique, libéré de la hantise du conflit mortel, de la menace militaire directe, entretient le doute et l'ambiguïté quant à la contamination possible des crises locales, surtout si elles éclatent en Europe et quant aux effets collatéraux des poussées de fièvre sur la sécurité des approvisionnements par exemple. Dans ces conditions, les nouveaux concepteurs de la défense de la France n'ont pas d'autres choix que de la penser globale ⁶⁸⁹. Et plus que jamais tous azimuts, bien qu'ils ne puissent la situer que dans une position d'expectative dont il serait du meilleur aloi [243] qu'elle se confonde avec une posture d'attente stratégique ⁶⁹⁰. Les objectifs fixés portent la marque de la continuité. Il serait difficile qu'il en soit autrement tant que la France n'aura pas concédé sa souveraineté en matière de défense tandis que les priorités diplomatiques et militaires qui les cautionnent élargissent le champ géographique de sa sécurité.

⁶⁸⁶ *Le Livre blanc sur la Défense*, Paris, UGE 10/18, 1994.

⁶⁸⁷ Général Lucien Poirier, *La Crise des fondements*, Paris, ISC/Économica, 1994.

⁶⁸⁸ *Ibid.*, p. 46-49.

⁶⁸⁹ *Livre blanc*, *op. cit.*, p. 47-63.

⁶⁹⁰ *La Crise des fondements*, *op. cit.*, p. 41.

En effet, s'il s'agit toujours de « préserver les intérêts vitaux de la France contre toute agression » ⁶⁹¹, il convient aussi de « contribuer à la sécurité et à la défense de l'espace européen et méditerranéen dans la perspective, à terme, d'une politique de défense européenne commune, en : prévenant l'émergence de toute menace, par la participation au développement de la stabilité en l'Europe, en Méditerranée et au Moyen-Orient ; contribuant à la prévention ou à la résolution des crises, notamment en prenant part à des actions militaires de nature, d'intensité et de durée variables ; favorisant le développement d'une identité européenne de défense, en renforçant la coopération et les échanges dans tous les domaines, avec nos partenaires de l'Union de l'Europe occidentale ; en cas d'agression, en participant à la défense de l'Europe, au sein de l'Alliance atlantique » ⁶⁹².

L'espace de sécurité dont la France est solidaire est étendu à toute l'Europe, Russie incluse parce qu'« indispensable à l'équilibre et à la stabilité de l'Europe. Sa participation à la sécurité européenne rend nécessaire un cadre juridique et politique commun, pour ouvrir un dialogue où elle s'exprime dans sa pleine capacité européenne et dans lequel ses intérêts stratégiques propres soient pris en compte » ⁶⁹³. Il couvre aussi le monde méditerranéen et le Moyen-Orient pour des raisons évidentes de garantie en matière d'approvisionnement énergétique et de possibles débordements d'origines diverses (révolutions, tensions israélo-arabes) de la rive méridionale. Dans le nouveau contexte, l'analyse stratégique française conserve à la dissuasion tout son rôle ⁶⁹⁴. En revanche, c'est la nouveauté qui a fait grand bruit, elle conçoit un tout autre emploi que par le passé des moyens conventionnels. Concevable dans une hypothèse non nucléaire, cet emploi suppose désormais une forte capacité de projection dans le cadre d'une intervention internationale ayant pour but de prévenir ou d'arrêter des conflits régionaux. Au nom du seul principe du maintien de la paix ou parce qu'ils mettraient en péril des intérêts vitaux français. Or, c'est bien ce choix prioritaire en faveur de la [244] périphérie, où se situent les nouveaux risques et qui peut être fort éloignée (*Le Livre blanc* envisage des projections à longue distance, jusqu'à 7 000 km) par rapport au territoire métropolitain, désormais moins exposé, qui permet de parler de l'élargissement de l'espace de défense de la France. Les cercles extérieurs de son dispositif militaire prenant le pas sur le premier cercle, pour utiliser la terminologie géostratégique du général Poirier, la réforme

⁶⁹¹ *Livre blanc*, p. 121.

⁶⁹² *Ibid.*, p. 122.

⁶⁹³ *Ibid.*, p. 69.

⁶⁹⁴ *Ibid.*, p. 100.

complète de l'armée française (sa modernisation et surtout sa professionnalisation) ne pouvait que suivre ⁶⁹⁵.

Membre éminent du groupe fondateur de la stratégie nucléaire française, le général Poirier s'est préoccupé dans ses derniers écrits de la place qui incombait, depuis le bouleversement de 1989, à la stratégie militaire dans la stratégie globale qu'il appelle « intégrale ». Et par là même, il lui a été nécessaire, d'une part, de considérer ce qui avait bien pu changer dans le rapport du militaire au politique, et, d'autre part, d'approfondir l'examen de la liaison, par trop naturelle à ses yeux (voir *supra*, une tautologie !), de la stratégie avec l'espace et avec son environnement global ; autrement dit son conditionnement par la géopolitique du système international. Cette reconnaissance mûrie nous vaut quelques réflexions générales de principe sur la géopolitique de la complexité, des plus sujettes à contribuer à une reconstruction. Elles rejoignent notre propre démarche, celle que nous avons exposée dans un ouvrage précédent. Le général insiste, avant toutes choses, sur l'insécabilité de la géopolitique et de la géostratégie car il n'y a que dans l'association qu'elles peuvent toutes deux fournir « l'un des outils de la pensée praxéologique "susceptible d'attaquer" l'hypercomplexité et la dynamique chaotique du système global des acteurs » et de dresser par conséquent la carte du monde ⁶⁹⁶. La raison en est que « si la géographie détermine la politique des acteurs, les résultats de la dialectique Même-Autre modifient, en retour, le poids de certains facteurs géographiques qu'ils avaient initialement introduits dans leurs évaluations et décisions » ⁶⁹⁷. Ou, si comme nous l'avons écrit, la géostratégie est l'action stratégique dans l'espace, il est clair que seule la réunion des deux « géosciences » permet de comprendre la médiation ou la rétroaction de la première sur la structure, et de saisir aussi la « dynamique non linéaire » du système mondial. Au demeurant, de l'avis du général, c'est le glissement de la géopolitique vers le [245] pragmatisme et la praxéologie qui lui aurait permis de survivre à ses premières dérives réductrices ⁶⁹⁸. Il retient donc principalement sa valeur instrumentale, sa capacité supposée à représenter le système global des acteurs :

« La géopolitique-géostratégie se donne pour objet de décrire et d'expliquer les relations interactives de chacun des acteurs avec chacun et avec tous, par les corrélations entre deux critères d'évaluation : leurs sites

⁶⁹⁵ *La Crise des fondements, op. cit.*, p. 49.

⁶⁹⁶ *Ibid.*, p. 164-175.

⁶⁹⁷ *Ibid.*, p. 166.

⁶⁹⁸ *Ibid.*, p. 170.

et attributs géographiques, leurs facteurs de puissance et de vulnérabilité. Corréler ces deux catégories usuelles de la pensée politico-stratégique, c'est poser en principe que les interactions entre le Même et l'Autre sont conditionnées par leurs localisations ou positions relatives dans l'espace géographique ; et cela dans la mesure où ces données objectives affectent les valeurs brutes ou nominales de leurs capacités d'action et de réaction, et où cette collection détermine les postures (projets politiques et actions stratégiques) qu'ils adoptent dans leurs rapports de coexistence. Évaluer ces affects et leurs implications, pour tous les acteurs, et suivre leur évolution temporelle devrait donc permettre de décrire et d'expliquer les configurations changeantes de leur système ; de se représenter les états successifs de la carte du monde par les variations conjuguées, dans l'espace planétaire, des positions et postures relatives des acteurs pris deux à deux » ⁶⁹⁹.

Mais, la fixation de la configuration systémique ne saurait se limiter au sous-système des États, « elle doit également et simultanément intégrer l'espace abstrait ou symbolique dans lequel s'inscrivent et opèrent ceux des acteurs exotiques-économiques, financiers, idéologiques, etc. – dont l'organisation est acentrée, éclatée ou diffuse » ⁷⁰⁰.

L'objectif est, on en convient, des plus ambitieux et inaccessible dans la perfection. Cependant, l'essentiel n'est-il pas dans le renouvellement conceptuel que cette démarche suppose ? Sans effacer « la classique topo-énergétique des positions et postures relatives des acteurs fondée sur l'espace géographique et sur la distribution de leurs activités dans cet espace » ⁷⁰¹, il faut bien intégrer à l'analyse géopolitique traditionnelle tout ce qui lui manque au moyen de ce que le général Poirier appelle « la triade systémique » (c'est-à-dire « l'organisation, l'information, et l'énergétique qui déterminent le jeu des tensions négatives et positives au sein du système monde »), afin de comprendre comment [246] les acteurs et les processus de la modernité ont pu influencer la représentation du monde. L'épuisement de ces derniers explique d'ailleurs que le stratège français analyse la dynamique du système international comme chaotique. En tout premier lieu, parce que ce phénomène d'usure affecte ce qu'il tient pour « le fondement des fondements », l'invariant sur lequel pouvait se fonder la compréhension du faire et de l'agir d'un acteur, parce que le sentiment d'appartenance demeurerait primordial, à savoir l'identité nationale. Or, l'affadissement ou la contestation de celle-ci, que l'on observe un peu partout, forme effectivement, à ce compte-là, le

⁶⁹⁹ *Ibid.*, p. 172.

⁷⁰⁰ *Ibid.*, p. 174.

⁷⁰¹ *Ibid.*, p. 174.

nœud gordien de la méthode, mais aussi de la décision stratégique. La question de l'identité nationale est, c'est assez remarquable, la principale convergence entre la pensée stratégique complexe du général Lucien Poirier et les géographes positivistes qui suivent Yves Lacoste.

B. La géopolitique de la Nation d'Yves Lacoste

[Retour au sommaire](#)

Le principal mérite de ce dernier, fondateur de la revue de géographie et de géopolitique *Hérodote*, est d'avoir permis la réhabilitation de la géopolitique en tant que savoir stratégique. Comme géographe engagé dans les débats autour de la décolonisation et au côté du Vietnam d'Ho Chi Minh, il eut l'occasion d'apprécier tout ce que la géographie véhiculait comme langage stratégique et comme connaissance source de pouvoir. Ses écrits montraient, après ceux de Mackinder et des géopoliticiens allemands, comment la géographie approvisionne en savoir l'appareil de contrôle de l'État sur les territoires et sur l'espace ⁷⁰². La carte, en particulier. Le temps et les événements ayant fait passer la teinture marxiste, la préoccupation principale de la revue, comme l'indique clairement son directeur, va désormais à la géopolitique de la nation ⁷⁰³. En laquelle Yves Lacoste voit toujours, et à contre-courant de la tendance dominante parmi les politologues, l'acteur principal de la vie internationale. Ensuite, son souci et celui de ses amis étant de fonder leur jugement sur l'analyse contradictoire des comportements nationaux, cela les a conduits à donner la priorité aux faits sur les idées, au particulier sur le général, et aux représentations des citoyens sur les concepts.

[247]

Partageant l'opinion du philosophe Jacques Bouveresse qui, passablement excédé par les divagations de certains discours philosophiques contemporains affirme que « si nous voulons avoir une vision du monde, nous devons commencer par voir le monde, c'est-à-dire regarder les faits » ⁷⁰⁴, Yves Lacoste défend une géopolitique positiviste et cartésienne. Une option qui l'entretient, critique O'Tuathail, dans la double illusion de découvrir la vérité et de rendre le monde transparent ⁷⁰⁵. Les artisans de la revue *Hérodote* entendent inclure dans la géopolitique « tout ce qui relève de rivalités entre différents types de pouvoirs sur des territoires qui peuvent être de très diverses dimensions. Il ne s'agit pas seulement de conflits entre les États, mais aussi dans le cadre de chacun d'eux, de rivalités territoriales entre des partis, des personnages politiques qui se disputent

⁷⁰² Cf. les tables récapitulatives des articles publiés entre 1976 et 1996 dans *Vingt ans de géopolitique*, *op. cit.*

⁷⁰³ Yves Lacoste, *op. cit.*, p. 20.

⁷⁰⁴ Jacques Bouveresse, *La Demande philosophique*, Paris, Édition de l'Éclat, 1996, p. 3-8.

⁷⁰⁵ Geraoid O'Tuathail, *op. cit.*, chap. V.

des zones d'influence, ou entre des groupes plus ou moins officiels et clandestins, ces différentes sortes d'antagonismes pouvant d'ailleurs s'enchevêtrer les unes aux autres. De surcroît, qu'il s'agisse de politique intérieure ou de relations internationales, ces rivalités de pouvoirs, du moins dans les sociétés démocratiques, font l'objet de débats plus ou moins vifs entre citoyens quant aux véritables intérêts de la nation ou même quant à son honneur. Il importe de tenir compte de ces débats où s'opposent différentes valeurs et représentations géopolitiques car ils ne sont pas sans incidence dans l'évolution des rapports de force » ⁷⁰⁶.

Cette conception très vaste, presque boulimique, de la géopolitique, qui ne veut rien devoir à celle des devanciers, se concentre néanmoins sur les échelles étatique et infra-étatique parce que, d'une part, elle se défie des représentations à grande échelle à l'origine de trop de mésintelligences et de « géographismes », et parce que, d'autre part, « aujourd'hui, la nation est redevenue l'idée-force de la géopolitique » ⁷⁰⁷. À cette nuance près, qu'emportée elle-même dans le tourbillon de la crise de la modernité, les critères qui sont maintenant les siens ne sont pas forcément ceux que le géographe français est prêt à agréer. Sachant, en effet, que « l'idée nationale ne survit aujourd'hui qu'en s'alliant à des forces qui la dépassent : la religion, la race, l'idéologie, la tribu. De plus en plus rares sont les pays dont la généalogie historique ou le contrat social sont tels que le territoire suffise à définir la nation, comme une évidence » ⁷⁰⁸.

[248]

L'acception extensive de la géopolitique que défend *Hérodote*, en même temps que sa focalisation sur un sujet dont la pertinence politique se discute, ont généré des critiques. Selon l'idée, déjà présente chez Carl Schmitt (*cf. supra* la conclusion du premier chapitre) et que se fait Yves Lacoste de la géopolitique, relèverait de celle-ci tout acte politique localisable (*ortung*), tout ce qui concerne un ordre ou un arrangement spatial (*ordnung*), et quelle qu'en soit la détermination. Cette façon de voir permet aux géographes d'*Hérodote* de considérer l'existence, à côté de la géopolitique *stricto sensu*, celle qui s'intéresse aux relations internationales, d'une géopolitique interne curieuse aussi bien de géographie électorale, que d'aménagement du territoire, ou que de toute autre

⁷⁰⁶ Yves Lacoste, *Périls géopolitiques en France, Hérodote*, n° 80, 1^{er} trimestre 1996, p. 3-8.

⁷⁰⁷ Yves Lacoste, article « Nation », *Dictionnaire de Géopolitique*, *op. cit.*, p. 1081.

⁷⁰⁸ Jean Marie Guehenno, *La Fin de la démocratie*, Paris, Flammarion, col. « Champs », 1993, p. 23.

question sociale ou politique, du moment que des groupes humains se démarquent, et rivalisent, territorialement.

Ce qui se défend, en particulier, quand entrent en ligne de compte des phénomènes qui assurent la connexion entre l'interne et l'externe, entre le micro et le macro, tels que l'immigration qui pose, effectivement, les problèmes de la nation ⁷⁰⁹, mais avec laquelle il s'agit aussi d'équilibres mondiaux, et de rapports interétatiques. Toutefois, le problème posé est moins une affaire d'étendue que de substance. Car, en toutes circonstances, il convient que la mention géopolitique soit justifiée par le fait que la distribution spatiale des éléments en présence, ou que les formes spatiales élaborées par les acteurs soient des sources d'explication des phénomènes étudiés. Autrement dit, comme le précisait Schmitt, il est nécessaire qu'il y ait une « prise » d'espace, c'est-à-dire une réelle appropriation, un contrôle avéré. Faute de quoi la spécificité « géo » n'est pas prouvée. Ce qui risque d'arriver assez souvent en « géopolitique interne » quand les liens sociaux et les relations sociétales sont intenses au point de rendre l'espace complètement transparent. Il faut en être conscient pour ne pas faire dans le positivisme. Désireuse d'écarter ce travers, l'équipe éditoriale d'*Hérodote* montre depuis quelque temps déjà un intérêt certain pour les représentations géopolitiques ⁷¹⁰.

Dans son *Dictionnaire de Géopolitique*, Yves Lacoste affirme la nécessaire intégration de celles-ci à l'analyse géopolitique ⁷¹¹. Il soutient même que la confrontation des représentations des différents acteurs d'une situation géopolitique constitue le progrès méthodologique essentiel de la géopolitique moderne parce qu'elle est le seul moyen de cerner objectivement, sinon scientifiquement, [249] une matière – les rivalités de pouvoirs s'exerçant sur des territoires – qui échappe, d'après lui, aux méthodes des sciences de la nature et des sciences sociales calquées sur les premières. Au milieu de la crise épistémologique marquée par l'anarchie méthodologique qui agite les sciences politiques et sociales, la mise en regard des vues particulières serait une des moins mauvaises façons d'aborder le réel. Ce qui est recevable, à la condition que l'on reste ouvert à la contre argumentation et que l'on admette que toute représentation géopolitique est une image du monde et une mise en scène de celui qui fixe l'image.

⁷⁰⁹ Yves Lacoste, article « La nation et les étrangers », *Dictionnaire...*, *op. cit.*, p. 1083.

⁷¹⁰ *Hérodote*, « Le temps des géographes », no 20, 1981.

⁷¹¹ Yves Lacoste, article « Représentations géopolitiques », *Dictionnaire...*, *op. cit.*, p. 1278-1280.

À ce sujet, la carte et le chorème, dont l'école de Haushöfer a fait la découverte en géométrisant les rapports de force, sont les deux instruments de la mise en scène, qu'il convient de ne pas opposer tant ils sont complémentaires. Pour Yves Lacoste cependant, « si la méthode des chorèmes a pu apparaître, il y a une ou deux décennies, comme une contribution nouvelle et intéressante à l'analyse des situations régionales, l'inflation chorématique a fait place ces dernières années à une dérive véritablement pernicieuses du raisonnement géographique » ⁷¹², dans la mesure où maintenant, « la démarche chorématique apparaît, au mieux, comme une sorte de recherche formelle à la remorque des diverses sciences sociales et qui porte sur un espace social conçu tout à la fois de façon fort étriquée et fort abstraite » ⁷¹³.

Pourtant, cette évolution est inévitable pour qu'enfin l'explication prenne le pas sur la description en géopolitique et en géographie en général. Le chorème et l'imagination cartographique qui démultiplient les horizons (ceux de Gadamer) et font varier les projections sont indispensables si l'on veut respecter la consigne de Gaston Bachelard qui stipule que le mouvement de l'explication va de la pensée au réel, au réel supposé, et non l'inverse. Tandis que la carte met en valeur les localisations, avec toutes les incidences qu'elles suggèrent et les arrangements spatiaux, même quand ils sont enchevêtrés, le chorème permet une lecture des phénomènes et des logiques qui ne s'inscrivent pas dans l'espace mais qui commandent son organisation. Pour ce motif, il est plus susceptible que la carte de contribuer à la théorie. Par ailleurs, le chorème, en raison des choix prioritaires qu'il nécessite entre les phénomènes à représenter est porteur des valeurs qui président à sa construction. Il est donc plus révélateur que la carte des dimensions psychologique et idéologique de la représentation géopolitique qui ne saurait transcender les faits.

[250]

Enfin, il y a une fausse querelle faite à la géopolitique qui consiste à faire croire qu'elle considère la carte comme une fin en soi. Sachant que toute cartographie suppose une réduction et une déformation de la réalité, il va de soi que la carte ou le chorème ne sont jamais utilisés que comme les auxiliaires du concept et de la théorie qui la précèdent. La compréhension du système mondial a besoin de cartes, mais le meilleur moyen de prévenir les abus et les

⁷¹² Yves Lacoste, « Les géographes, la science et l'illusion », *Hérodote*, n° 76, 1^{er} trimestre 1995, p. 13.

⁷¹³ *Ibid.*, p. 19.

manipulations, quand l'objet d'analyse est réellement cartographiable, consiste à confronter les représentations spatiales induites par les différents paradigmes.

Une illustration du problème de la représentation réside dans les questions non résolues que pose la définition de la nation, dans les diverses interprétations qui sont données d'elle et dans le fait de savoir s'il est pertinent ou non d'en faire l'objet central de la géopolitique. Yves Lacoste, sensible à toute cette incertitude, s'interroge ⁷¹⁴. Il sait que la représentation républicaine qu'il fait sienne, qui lui vient de la tradition française du siècle des Lumières, régresse. Il est clair que le réveil des nations, comme on a pu le décrire un peu partout, à l'occasion des événements de l'Europe post-1989, s'est manifesté au nom de la représentation herderienne ou allemande de la nation, c'est-à-dire de sa conception culturelle et ethnique. Et qu'il en va ainsi à travers le monde. D'aucuns préfèrent voir d'ailleurs dans cette résurgence de la nation ethnique un strict mouvement identitaire, fractionniste et source d'un grave paradoxe territorial qui va à l'encontre de l'acception positive, parce qu'agréative et constructive, qui fut celle du mouvement national en Europe il y a cent cinquante ans ⁷¹⁵. Quoi qu'il en soit, la défaillance de la conception ouverte et assimilatrice de la nation atteint le modèle français lui-même, comme le constate Yves Lacoste. À l'unisson avec les autres observateurs, il admet qu'en France aussi le renouveau de l'idée nationale est principalement le résultat de l'action d'un mouvement qui se réfère à la mémoire et à la culture des vieilles ethnies séculairement installées et qui ont fusionné sous l'autorité de l'État ⁷¹⁶.

À l'instar des États-Unis où la citoyenneté ne doit tout qu'au *jus soli*, et où la question de l'existence de la nation est, selon Michael Lind, plus réelle que jamais ⁷¹⁷, le communautarisme tente de s'installer en France, brisant en apparence l'uniformité républicaine. Il a des chances de devenir définitif consécutivement au phénomène d'hétérogénéisation de la population (avec d'un [251] côté le vieillissement des autochtones et de l'autre l'arrivée massive d'immigrants plus ou moins rapidement assimilés), ce que Jean-Paul Gourévitch décrit comme « une africanisation partielle » de la France ⁷¹⁸. Le moins que l'on

⁷¹⁴ Cf. Rubriques « Nation » et « Représentations géopolitiques », *op. cit.*

⁷¹⁵ Bertrand Badie, *La Fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Fayard, Paris, 1995.

⁷¹⁶ Yves Lacoste, *Périls géopolitiques en France*, *op. cit.*

⁷¹⁷ Michael Lind, *The Next American Nation*, *op. cit.*

⁷¹⁸ Jean Paul Gourévitch, *La France africaine*, Paris, Le Pré aux Clercs, 2000. Selon cet auteur, la France africaine est « une nébuleuse de 5,5 millions, dont environ 2,8 millions de Maghrébins et 2,7 millions d'Africains de l'Afrique subsaharienne francophone », mais « si l'on retient une définition élargie de la France africaine en incluant les Haïtiens, les

puisse remarquer est que le retour de la nation met paradoxalement à mal le modèle national sur lequel repose l'ordre international. Dans ces conditions, il paraît hautement risqué de maintenir cette catégorie en tant que concept central de la réflexion théorique sur les relations internationales.

La place accordée à la Nation dans la revue *Hérodote* se prête à une analyse thématique sans fin. Les différentes nations ou groupes de nations constituent autant d'études de cas. Ce choix méthodologique atomistique a permis, certes, l'accumulation d'une masse de matériaux, à différentes échelles, et selon des ensembles variés ⁷¹⁹. Mais ses critiques la jugent démesurément factuelle. Yves Lacoste s'en accommode, et à contretemps de toutes les autres écoles, il admet « le décalage de la géopolitique et de l'étude des relations internationales » qui caractérise son approche personnelle ⁷²⁰. Il laisse à penser que cette dernière appartient plutôt au domaine des historiens ⁷²¹, tandis que dans le *Dictionnaire de Géopolitique*, Robert Fossaert, défendait, quant à lui, « la nécessité d'une théorie des systèmes mondiaux ⁷²² ». La réticence assez unanime des principaux animateurs d'*Hérodote* aux approches globales vient, peut-être, de ce qu'ils ont conscience d'avoir eux-mêmes, dans le passé, trop longtemps « chaussé des lunettes » idéologiques. Au final, la géopolitique lacostienne reste dans les rails de la géographie politique systématique du territoire, de l'État... et de la Nation.

Conclusion

[Retour au sommaire](#)

La persistance et la critique actualisée des idées de Mackinder – car il y a cinquante ans d'écart entre les travaux de Spykman et ceux de Brzezinski – témoignent de la remarquable adéquation des conceptions du géographe anglais à

Comoriens, les Africains anglophones et les Antillais qui pour une large part se réclament de cette mouvance, on arrive à un chiffre situé entre 8 et 9 millions (soit actuellement 15 % de la population française) en France dont 6 à 7 millions dans l'Hexagone » (p. 141).

⁷¹⁹ Parmi les intitulés des quatre-vingts premiers numéros d'*Hérodote*, vingt-cinq relèvent explicitement de la thématique nationale. Mais nombre des autres numéros comptent des articles de la même veine.

⁷²⁰ Selon Yves Lacoste, dans *Les Géographes, la Science et l'Illusion*, *op. cit.*, p. 18, « le raisonnement géographique consiste donc à articuler ces différents niveaux d'analyse en fonction de l'action entreprise, et de tenir compte nécessairement des intersections d'ensembles spatiaux qui la concernent ».

⁷²¹ Yves Lacoste, article « Relations internationales », *Dictionnaire...*, *op. cit.*, p. 1275-1276.

⁷²² Robert Fossaert, article « Sciences sociales et géopolitique », *Dictionnaire...*, *op. cit.*, p. 1375-1381.

la réalité stratégique à laquelle se trouvent confrontés les États-Unis, mieux qu'à celle qu'eut à ménager la Grande-Bretagne. Qu'il s'agissait pour eux, il y a seulement vingt ans, de s'opposer à la volonté d'hégémonie, [252] supposée, de la puissance continentale soviétique sur le *World Island*, ou qu'il s'agisse, dorénavant, de pénétrer impérativement dans l'« espace noyau » eurasiatique afin d'en contrôler la destinée, le schéma mackindérien a bien vieilli. Bien mieux que les politologues modernistes ne veulent l'admettre quand ils évoquent l'heure de la mondialisation. En effet, comme nous aurons l'occasion de l'analyser ultérieurement, la compréhension de son processus est inséparable de l'entendement de la stratégie américaine. Cette stratégie, à fondement économique, avec pour objectif final l'ouverture de tous les marchés aux entreprises américaines, nécessite une omniprésence spatiale de la thalassocratie, garante, à la fois, du décloisonnement géographique et de la prévention des unions ou des coalitions contraires aux intérêts étasuniens. Certes, avec la fin de l'URSS et la désintégration du *Heartland*, avec la disparition de l'antagonisme dominant, les États-Unis se trouvent libérés d'une contrainte lourde. Surtout que la disparition de l'ennemi principal et le passage à un monde émietté correspondent à une époque où la technologie militaire ouvre de nouvelles perspectives. Les stratèges américains ont donc à se remettre « en situation » d'autant plus que les contestataires de l'ordre américano-occidental ont donné une dimension transnationale à l'arme du terrorisme. Il est probable que la mutation va durer quelque temps. Mais il y a tout lieu de penser qu'elle finira par concilier les points de vue mahanien et spykmanien, parce que susceptible de satisfaire aux deux exigences suivantes : la mise au point d'une réelle capacité défensive face à la menace globale, entendue comme la menace diffuse d'un monde incertain où les armes prolifèrent, et en même temps une capacité à neutraliser n'importe quel agresseur ; une présence militaire mondiale souple, en particulier aux endroits stratégiques du *Rimland*, permettant de surveiller les recompositions de la puissance dans l'Île mondiale.

En Amérique latine, le stress de l'antagonisme dominant ayant surtout pris la forme des mouvements révolutionnaires, il avait engendré par réaction, au Brésil, une ligne géopolitique d'État. Aujourd'hui, comme sur tous les autres continents, les préoccupations et les priorités sont autres. Elles vont à l'économie et la libéralisation des marchés est à l'ordre du jour. Ce dernier impératif [253] reste à l'origine d'une relance de l'intégration régionale que les militaires brésiliens avaient perçue en termes géopolitiques. Malgré l'abandon de cette démarche, on peut légitimement continuer à s'interroger sur le conditionnement géopolitique des succès des différentes ententes régionales. En particulier sur les chances du *Mercosur*, revitalisé par l'alliance du Brésil et de l'Argentine, de sortir, enfin,

l'Amérique du Sud de la dépendance. En fin de compte, si la valeur démonstrative du modèle de Mackinder a largement dépassé ses espérances, au point de devenir le référentiel de la politique internationale, et si la géopolitique a émigré sur différents continents, c'est en raison de l'obligation faite à tous les acteurs étatiques de développer une représentation panoptique du monde. Ce besoin éclate aux yeux de tous avec l'exemple flagrant et tout à fait actuel d'une Russie qui « se cherche », comme nous allons l'examiner dans le chapitre suivant.

À maints égards, l'accusation de déterminisme a été, nous l'avons vu, exagérée ou non fondée. À notre connaissance, les géopolitologues français contemporains n'entendent pas revenir là-dessus, même quand leurs travaux privilégient le local qui, c'est une évidence, ressurgit en compagnie de la communauté et d'autres formes de relations proxémiques (claniques, ethniques, corporatistes, caritatives, etc.) dans une synergie, qui, comme l'explique Michel Maffesoli depuis plusieurs années, tend à déborder la conception individualiste et strictement contractuelle de la société ⁷²³. Cette démarche qui privilégie le local n'est pas percevable, néanmoins comme la réhabilitation d'une ancienne géographie naturaliste mais simplement comme la volonté de saisir chaque événement dans son espace singulier, marqué par l'histoire mais avec sa propre temporalité, sa tradition et sa mémoire, et bien entendu aussi par les flux modernes, mais qui ne transforment pas tout de fond en comble. Avec cette recherche de l'espace originaire, ouvert aux influences du phénomène politique, on n'est pas très éloigné de « l'avoir-lieu » que s'efforçaient de cerner Gilles Deleuze et Félix Guattari dans leur géophilosophie ⁷²⁴. Quoiqu'on en pense, il s'agit là d'une façon de « reconstruire » la géopolitique qui n'est pas incompatible avec une approche globale car « on peut d'une manière holistique rassembler les divers éléments qui font société, montrer leurs interactions, et repérer le fil rouge qui les unit » ⁷²⁵.

⁷²³ Cf. Michel Maffesoli, *La Contemplation du monde. Figures du style communautaire*, Paris, Grasset, 1993, p. 128-141, et la troisième partie, « L'idéal communautaire ».

⁷²⁴ Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Qu'est-ce que la philosophie ?* op. cit.

⁷²⁵ M. Maffesoli, op. cit., p. 24.

[255]

Traité de relations internationales.
Tome I. Les théories géopolitiques.

Chapitre 3

Les géopolitiques implicites

[Retour au sommaire](#)

Tout récemment, par un de ces changements de cap dont l'Histoire a le secret, la géopolitique est à l'honneur en Russie. Après avoir été exécrée dans l'ancienne URSS et condamnée sans appel⁷²⁶ en tant qu'instrument de propagande du nazisme, la géopolitique est au cœur des discours dans la Russie post-communiste. En 1994 encore, l'*Encyclopédie militaire* d'inspiration soviétique la définissait comme une politique militaire à vocation agressive⁷²⁷. Un tel engouement s'explique facilement par la nécessité de réévaluer la position de la Russie dans un système mondial qui met en relief ses vulnérabilités. Tout à la fois, on assiste, d'un côté à la réhabilitation des grands noms, Mahan, Mackinder, et même Haushöfer et Kjellen⁷²⁸, et d'un autre à la revitalisation d'une géopolitique informelle d'essence culturelle qui remonte au XIX^e siècle et qui a fait sienne la problématique des relations entre la Russie et l'Occident.

⁷²⁶ Jean Christophe Romer, *Géopolitique de la Russie*, Paris, Économica, 1999, p. 24-29.

⁷²⁷ John Erickson, « Russia Will Not be Trifled With : Geopolitical Facts and Fantasies », in Colin S. Gray and Geoffrey Sloan, *Geopolitics*, op. cit., p. 242.

⁷²⁸ *Ibid.*, p. 243.

Il faut dire que la rencontre de la thèse du *Heartland* et de l'eurasisme était en quelque sorte prédestinée. C'est l'opportunité que n'a pas manqué de saisir le chantre contemporain du courant apparu dans l'entre deux guerres, Alexandre Douguine ⁷²⁹. En mêlant la question de la sécurité, d'autant plus sensible que les frontières russes ont nettement reculé par rapport aux Soviétiques et sont moins assurées, et la géoculture, définissable comme la projection spatiale d'une problématique culturelle, le débat géopolitique a pris une dimension officielle dans une Russie frustrée de sa position de grande puissance. Ce qui ne veut pas [256] dire qu'il n'existe pas une pensée russe de l'espace. Bien au contraire, et nous allons le voir. Mais elle fut encore plus culturellement déterminée qu'à l'Ouest. C'est pourquoi nous parlerons à son égard de géopolitique implicite, ou comme cela l'a été proposé de géosophie. La remarque vaut d'ailleurs aussi pour la Chine et l'Inde qui s'affirment comme deux grands acteurs de la vie internationale. Dans un cas comme dans l'autre, notre attention se porte sur une géopolitique informelle, implicite, dont on découvre les ressorts et la continuité depuis les visions traditionnelles chinoise et hindoue du monde.

1. La géosophie russe : une géopolitique implicite d'essence culturelle

[Retour au sommaire](#)

Les historiens de la Russie admettent volontiers que c'est au tout début du XVIII^e siècle, avec le règne de Pierre le Grand (1689-1725) que cette dernière commença à s'insérer dans le Concert européen. À partir de la fondation de Saint-Pétersbourg, en 1703, sous la férule de Pierre puis de la Grande Catherine, la Russie reçoit la lumière de l'Ouest ⁷³⁰. En 1730, le géographe russe Vassili Tatishtchev (1686-1750), dans le but de signifier l'euroanéité de la Russie, développe pour la première fois l'idée que l'Europe s'arrête aux monts Oural et

⁷²⁹ Jean Christophe Romer, *Géopolitique de la Russie*, op. cit., p. 30, qui cite le livre d'Alexandre Douguine de 1997, *Principes de Géopolitique*.

⁷³⁰ « Une muraille chinoise se dresse entre la Russie et l'Europe qui n'a laissé pénétrer chez nous l'air de l'Occident civilisé que par quelques fentes ; cette muraille dans laquelle le grand Pierre... a ouvert une large brèche, que Catherine a longtemps essayé de détruire... reste encore debout. Quand tombera-t-elle ? Quand notre civilisation atteindra-t-elle le degré de développement des États civilisés de l'Europe », Kireevsky, cité par Alexandre Koyré in *La Philosophie et le problème national en Russie au début du XIX^e siècle*, Paris, Librairie ancienne Honoré Champion, 1929.

que l'Asie commence après ⁷³¹. Pourtant, l'influence de Pierre le Grand a été surestimée, soutient Iver B. Neumann ⁷³². Et le règne de Catherine II (1762-1796) a été plus décisif, pense Marie-Pierre Rey, en ce sens « qu'à la fin du XVIII^e siècle, à la greffe "technique" revendiquée par Pierre I^{er} se substitue donc une greffe beaucoup plus large qui fait du "modèle" européen un modèle véritablement existentiel pour les élites nobiliaires de l'Empire russe et tend à faire des Russes des Européens civilisés... » ⁷³³. Il s'en suit que la philosophie rationaliste qui inspirait la révolution pétroviennienne n'allait pas provoquer aussitôt un grand débat en Russie. Selon ces deux historiens, c'est la révolution française et la guerre contre Napoléon, avec leur principale conséquence pour ce pays, à savoir la tentative de coup d'État des décembristes, qui ouvrent la discussion russe sur l'Europe. C'est-à-dire sur la place de la [257] Russie par rapport à elle. En effet, bien qu'il ait échoué, le soulèvement constitutionnaliste du 14 décembre 1825, conduit par des jeunes officiers qui avaient fait campagne en Europe occidentale et qui rêvaient d'une monarchie parlementaire à l'anglaise, devait provoquer la réaction des nationalistes romantiques et de tous ceux que stimulait la pensée de Schelling, ou celle de Herder. Ainsi, dès le début du XIX^e siècle le courant rationaliste, minoritaire, est contesté par un puissant mouvement slavophile dont les animateurs sont bien souvent des transfuges du précédent, désigné sous le nom d'occidentalisme. Si la situation de la Russie entre l'Europe et l'Asie est toujours présente à l'esprit des philosophes et penseurs politiques russes, la question des rapports avec l'Occident est posée de façon prépondérante en termes culturels et très rarement en termes stratégiques et spatiaux.

Au fond, c'est tout le débat entre les philosophes des Lumières, puis les modernes, d'une part, et les romantiques, d'autre part, que l'on connaît alors en Russie. Tandis que les premiers pensent que l'humanité est unique et que les êtres sont interchangeable, une fois qu'ils ont été arrachés à la naturalisation, les seconds défendent que c'est la singularité culturelle par la tradition (les romantiques) ou par l'appartenance au monde qui fait l'homme ⁷³⁴. Cette vaste question, qui a repris de la vigueur, un peu partout, en ce début de XXI^e siècle, oppose le courant universaliste, composé de ceux qui postulent à l'unité du genre humain et s'attachent à édicter des valeurs pour l'humanité tout entière, au

⁷³¹ Iver B. Neumann, *Russia and the idea of Europe*, Londres, Routledge, 1996, p. 12.

⁷³² *Ibid.*, p. 11.

⁷³³ Marie-Pierre Rey, *Le Dilemme russe. La Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*, Paris, Flammarion, 2002, p. 119.

⁷³⁴ Sur cette discussion, on peut lire la mise au point de Robert Legros, *L'Idée d'Humanité. Introduction à la phénoménologie*, Paris, Grasset, 1990.

courant communautariste convaincu de la vitalité des particularismes nationaux ou ethniques et de leur impossible éradication ⁷³⁵.

Toutefois, le contexte historique et géopolitique ne saurait être sous-estimé. Il y a plus d'un siècle, la guerre de Crimée puis la crainte inspirée par l'unification allemande suscitèrent la récupération du mouvement romantique et panslave par la Russie. La compétition avec l'Angleterre et la confrontation prévisible avec les puissances germaniques amenèrent plusieurs auteurs slavophiles à distinguer une Russie eurasiatique, véritable entre-deux mondes, qui tendrait à l'autarcie. De sorte que si la problématique demeurerait fondamentalement culturelle, la référence à l'espace devenait plus explicite. La première expression du mouvement eurasiste (*evraziistvo*) procédait, dès lors, d'une inversion [258] spatiale : l'Europe asiatique remplaçait l'Asie européenne ⁷³⁶. C'était une nouveauté dans la succession d'images que la Russie a d'elle-même depuis sa naissance, qui sont consécutives au déroulement des conquêtes russes ⁷³⁷. Particulièrement actif dans les années vingt parmi les émigrés, l'eurasianisme ou eurasisme montre quelques fois beaucoup de dépit et d'agressivité envers l'Europe ⁷³⁸. Mais il s'interprète aussi dans l'histoire de la pensée politique russe comme une manière de surmonter un complexe d'infériorité qu'entretenaient certains Russes. C'est ce qui ressort de l'étude de Marlène Laruelle.

Aujourd'hui, dans l'état où se trouve la Russie, l'évaluation géopolitique de la situation internationale du pays est une nécessité ressentie par tous. Parfois, la polarisation des interprétations fait que l'Histoire semble se répéter avec d'un côté les occidentalistes, héritiers de la « nouvelle pensée » de Gorbatchev et décidés à intégrer la Russie au marché mondial, et de l'autre côté, les partisans de la spécificité de la civilisation russe, communauté de peuples cimentée par

⁷³⁵ L'évolution du monde et les effets contradictoires de la mondialisation font que cette discussion ne peut être ignorée. Elle est d'ores et déjà au cœur du débat théorique anglo-américain le plus actuel comme l'a montré Klaus-Gerd Giesen, « Relations internationales et concepts philosophiques : la dialectique du constructivisme et du communautarisme », in *Le Trimestre du Monde*, 3^e trimestre 1991, p. 109-132.

⁷³⁶ Sur les « écoles » russes contemporains en matière de politique étrangère on peut se référer à Marie Mendras, « Russie : le débat de l'intérêt national », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 694, 25 décembre 1992, Paris, La Documentation française. Et plus particulièrement les extraits d'une « Table Ronde » de spécialistes russes : « Y a-t-il une spécificité russe ? », p. 8-14. Cf. aussi Françoise Thom, « Une armée sans État », dans *Stratégique*, no 56, 4^e trimestre 1992.

⁷³⁷ Ladis K. D. Kristof, « The Russian Image of Russia : an applied study in geopolitical methodology », dans Fischer, *Essays in Political Geography*, Londres, 1968.

⁷³⁸ Blok, *Les Scythes*, Paris, 1918.

l'eurasisme ⁷³⁹. Mais, comme il se doit, la réalité est plus compliquée et l'alternative n'est pas aussi évidente.

A. L'interaction entre la pensée et l'espace politique russes au XIX^e siècle

[Retour au sommaire](#)

Outre l'intérêt « archéologique » inhérent à l'objet géopolitique, le cas russe est exemplaire du rapport qui s'établit entre la pensée ou l'image politiques et l'espace contrôlé, et de ses variations dans le temps. En simplifiant, on pourrait dire qu'elles ont été, tour à tour, différencialiste, impérialiste, isolationniste. La Russie n'est pas l'Europe et ne saurait être transformée en Occident, telle est la conviction des auteurs slavophiles qui réagirent à l'insurrection moderniste de Speranski et de ses amis en décembre 1825.

Dans leur vie, en effet, les slavophiles sont passés par plusieurs moments culturels et les plus représentatifs parmi eux, tels Khomiakov ⁷⁴⁰, Tioutchev ⁷⁴¹, ou Kireevsky ⁷⁴², ont affirmé leur européanité, au moins dans leurs premières publications. Il [259] n'est pas insignifiant que le troisième ait intitulé son journal, *L'Européen*. C'est Pierre Tchaadaïev qui donna le signal du retournement.

Converti au catholicisme, il se désespère du retard russe qu'il attribue à l'isolement de la Russie, au régime autocratique et à la religion orthodoxe ⁷⁴³. Il fit cette terrible constatation :

« La Russie n'a ni passé, ni présent, ni futur » ⁷⁴⁴.

⁷³⁹ Comme le fait remarquer Marie Mendras, la notion de nation ethnique est difficilement applicable à l'État russe sachant que la Fédération de Russie contient cent-dix-sept ethnies et que vingt républiques autonomes ou régions autonomes sont non-russes. Un « État russe ethnique serait un monstre géographique, un gruyère centré sur Moscou et la Russie centrale, puis s'étirant le long du transsibérien jusqu'à Vladivostok » (*Russie. Le débat*, op. cit., p. 7).

⁷⁴⁰ U. Sanctam A., *S. Khomiakov et le mouvement slavophile*, Paris, Éditions du Cerf, 1939.

⁷⁴¹ D. Stremoukhoff, *La Poésie et l'idéologie de Tioutchev*, Paris, Les Belles-lettres, 1937.

⁷⁴² Alexandre Koyré, op. cit.

⁷⁴³ Marie-Pierre Rey, op. cit., p. 163.

⁷⁴⁴ A. Koyré, op. cit.

Fervent partisan de l'Occident, et convaincu de ce que la Russie appartenait à l'Europe, mais parce qu'il fut déçu par l'évolution politique et sociale des États européens, Herzen finit lui aussi par s'abandonner aux certitudes slavophiles.

La géographie n'est pour rien dans la partition de l'Europe. Celle-ci est un fait de civilisation et de culture. Selon Kireevsky le malheur de la Russie vient de l'absence de l'héritage classique ⁷⁴⁵. Or, la culture classique a donné à l'Occident la base commune de son évolution. Rien de tel en Russie. Malgré une existence historique millénaire, la Russie n'est pas arrivée à produire une civilisation digne de ce nom. Tout ce qu'elle possède lui vient de l'étranger : toute sa civilisation est empruntée et tout ce qui est autochtone porte le cachet d'une culture inférieure qui n'a jamais eu et ne pouvait avoir de valeur universelle, justement parce qu'elle était isolée, sans rapport avec le reste du monde, sans interaction avec sa civilisation ⁷⁴⁶. Ceci renvoie au débat sur l'héritage byzantin supposé, mais si peu assumé. Car en dépit du fait, qu'en 1472, Ivan III ait épousé Sophie Paléologue, la nièce de Constantin, dernier empereur de Byzance, il faut rappeler que le Grand-duché de Moscou ne fit rien pour empêcher celle-ci de tomber aux mains des Turcs, en 1453, au titre de la doctrine de la Troisième Rome, en gestation, qui voulait que la Moscovie fût en termes religieux l'égale de Rome et de Byzance ⁷⁴⁷.

Le point de vue de Kireevsky n'est pas unanimement partagé dans sa raideur par tous les Slavophiles, ni même par les occidentalistes, mais il exprime un sentiment général d'infériorité. Dès lors, le meilleur chemin pour surmonter cet état réside dans l'authentification et l'affirmation des valeurs slaves qui se confondent avec les enseignements et la pratique de la religion orthodoxe. Selon Uvarov, les trois piliers de l'authenticité russe sont l'autocratie, l'orthodoxie et la nationalité ou la conscience nationale ⁷⁴⁸. Or l'urgence du renouveau slave, de la préservation de l'intégrité du monde orthodoxe, au début du XIX^e siècle, [260] est d'autant plus forte qu'à l'Ouest, la spiritualité est menacée de désintégration par l'individualisme bourgeois. La décomposition du monde occidental est en bonne

⁷⁴⁵ *Ibid.*

⁷⁴⁶ Khomiakov : « Nous plaçons réellement le monde occidental au-dessus de nous et reconnaissons son incontestable supériorité. Il y a une involontaire et presque irrésistible fascination de ce grand et riche monde de l'Ouest éclairé ». Cité par V. V. Zenkovski, *Russian Thinkers and Europe*, Ann Arbor, J. W. Edmards Publishers, Michigan, 1962,

⁷⁴⁷ Iver B. Neumann, *op. cit.*, p. 6-9.

⁷⁴⁸ Iver B. Neumann, *ibid.*, p. 25.

voie. D'ailleurs, et c'est l'opinion de Herzen entre autres ⁷⁴⁹, l'Europe a fait son temps. C'est dans les années 1840 que la discussion entre occidentalistes et slavophiles atteint ses sommets. Selon ces derniers si le rôle de l'Europe occidentale est à peu près achevé, alors celui de la Russie commence. Sa mission est de reprendre le flambeau de la civilisation, de réinsuffler la vie à l'Europe, voir même de faire son unité ⁷⁵⁰. La destinée rédemptrice de la Russie s'explique par le sentiment mélangé d'admiration et de sollicitude pour l'Europe, que Kireevsky exprime parfaitement ⁷⁵¹. Au fond, le slavophilisme est moins une rupture et un repli, qu'une protestation contre l'évolution de l'Europe, le renversement de l'Ancien Régime, et qu'un refus de suivre les nouveaux modèles parlementaire et libéral. En tant que réaction culturelle, il est lui-même importé de l'Ouest puisque d'essence romantique. Mais après l'expédition franco-britannique en Crimée, et au lendemain de l'unification allemande (deux faits qui engendrent en Russie beaucoup de scepticisme et de méfiance envers l'Europe), le slavophilisme devient le ferment du nationalisme.

Les événements évoqués à l'instant furent ressentis comme une grave menace par la Russie contre qui l'Europe s'est toujours instinctivement unie. Cette opinion est celle de Nikolaï Danilevski (1822-1885) ⁷⁵² qui appela de tous ses vœux l'union panslave afin de faire pièce, selon une trajectoire identique, au triomphe du germanisme. Les intentions du porte-parole du nationalisme russe étaient sans doute moins agressives que ne laissèrent supposer les objectifs qu'il proposait au monde slave. Car, tout compte fait, le contenu du panslavisme était certainement plus isolationniste qu'expansionniste, à l'égard de l'Europe tout au

⁷⁴⁹ Herzen : « *Le rôle de l'Europe contemporaine est terminé : commençant en 1826, son déclin est allé s'accusant à chaque étape... Il est tout à fait possible que toute la capacité créatrice des peuples de l'Ouest ait été dépensée et épuisée* ». Cité par Zenkovski.

⁷⁵⁰ Kireevsky : « *Mais pour que l'unité de l'Europe se forme en un corps organique et harmonieux, il lui faut un centre particulier, il lui faut un peuple qui dominerait les autres par sa supériorité politique et intellectuelle. Toute l'histoire de la civilisation moderne nous montre la nécessité d'une telle hégémonie toujours un État a été, pour ainsi dire, la capitale de tous les autres, a été le cœur dont part et où revient tout le sang, toutes les forces des peuples civilisés* ». Cité par Koyré, p. 171.

⁷⁵¹ « *L'action commune des États les plus importants de l'Europe a déterminé la formation des principes du nom civilisation, lui a donné le caractère de l'eupéanisme, et, en même temps lui a assuré la possibilité d'agir à son tour sur l'Europe. C'est à ce même fait que nous destinent le caractère souple et réceptif de notre peuple, ses intérêts politiques et jusqu'à la position géographique de notre pays. La destinée de chaque peuple européen dépend de l'ensemble de tous les autres : le destin de la Russie ne dépend plus que d'elle-même* », *ibid.*, p. 172.

⁷⁵² N. Danilevski, *La Russie et l'Europe*, Saint Pétersbourg, 1889. Il n'existe pas de traduction française. Sur cet auteur, on pourra lire *Panslavism, Its History and Ideology* de Hans Kohn, Paris, Notre Dame, 1953.

moins. Le rejet de toute servilité spirituelle envers l'Occident et la régénération de la slavité inspirent toujours le mouvement de pensée. La volonté de rupture est claire et le balancement vers l'Asie, les territoires illimités de l'Est, rend le projet tout à fait réalisable. Dostoïevski partage largement les idées de Danilevski, même s'il se sent plus proche de l'Europe et veut la sauver de la dégradation morale⁷⁵³. C'est que plus ardemment que lui, il croit à la mission universelle de la Russie. Sa foi religieuse l'emporte, tandis que la pensée de Danilevski est plus politique et plus systématique, celui-ci concevant le panslavisme avant tout comme un autarcisme culturel et [261] politique. Dès les premières pages de son gros livre, qui en compte plus de cinq cents, il se défend de nourrir des idées de conquête. D'ailleurs, insiste-t-il, bien qu'elle n'en attendît aucune gratitude, la Russie a fait la guerre pour libérer les pays européens de la domination française, et ceci le plus souvent contre ses intérêts⁷⁵⁴. La conquête n'est pas une tradition slave, et encore moins la violence. La violence est, en revanche, un trait du type romano-germanique. Et Danilevski d'essayer de le démontrer tout au long d'un chapitre⁷⁵⁵. Cette façon de raisonner a pour but d'écarter les préventions que pourrait susciter la réalisation de l'Union panslave. Une union dont Danilevski prévoyait qu'elle s'articulerait en huit sous-ensembles⁷⁵⁶, ce qui soulevait des problèmes. Outre qu'il assujettissait la Hongrie et qu'il confondait consciemment les espaces slaves et orthodoxes, le plan de Danilevski mettait directement en cause l'existence de la double monarchie austro-hongroise. Ce qui était contraire à l'esprit du Congrès de Prague (mai-juin 1848) des fondateurs tchèques du panslavisme, Dobrovsky et Palacky entre autres, lesquels reconnaissaient l'autorité de Vienne. Mais, récupéré à partir de 1860, le panslavisme devint

⁷⁵³ H. Kohn, « Dostoyevsky and Danilevski. Nationalist Messianism », in E.J. Simmons, *Continuity change in Russian and soviet thought*, et *Prophets and Peoples*, New-York, 1946.

⁷⁵⁴ Cette idée est très répandue chez les écrivains russes du XIX^e siècle. Cf. Toyeyeb, *Lettre à M. le Docteur Gustave Kolb rédacteur de la gazette Universelle d'Augsbourg (1844)*, Paris, YMCA-Press.

⁷⁵⁵ *La Russie et l'Europe*, chap. VIII, p. 188-210, *op. cit.*

⁷⁵⁶ « L'Empire russe dans ses frontières de 1869, incluant la Pologne mais aussi la Galicie autrichienne, la Bucovine du Nord et la Hongrie carpatho-ukrainienne (I). Le royaume de Bohême, Moravie et Slovaquie (II). Le royaume des Serbes, Croates, et Slovènes, qui inclurait aussi le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, et le Nord de l'Albanie, repris à la Turquie, la Voïvodine, et le Banat à la Hongrie, la Dalmatie, l'Istrie de Carnolie, les deux tiers de la Carinthie et un cinquième de la Styrie à l'Autriche (III). Le royaume de Bulgarie avec la majeure partie de la Macédoine (IV). Le royaume de Roumanie avec la moitié de la Bucovine autrichienne et de la Transylvanie hongroise (V). Le royaume de Hongrie augmenté des territoires cédés à la Russie, à la Bohême, à la Serbie et à la Roumanie (VI). Le royaume de Grèce avec la Thessalie, l'Épire, la Macédoine du Sud-Ouest, la Crète, Rhodes, Chypre et la côte anatolienne de la mer Egée (VII). Constantinople et ses environs (VIII) », in *Russie et Europe*, chap. XIV, *ibid.*

l'instrument de la politique russe. Laquelle ne visait pas à l'annexion de Constantinople, assure Danilevski, la ville-reine étant destinée à devenir la capitale du monde slave et orthodoxe sans appartenir à la Russie.

La ligne de partage entre ce monde et l'Occident européen ne doit toujours rien à la géographie. Aucun obstacle naturel ne sépare l'Europe de la Russie, ni même de la Sibérie. L'Oural n'est pas une barrière et la division de l'Eurasie est purement artificielle⁷⁵⁷. Et si, en dépit de cette continuité continentale remarquable, la Russie n'appartient pas à l'Europe c'est parce que toutes deux sont deux « types historico-culturels » très différents⁷⁵⁸. Elles n'ont rien en commun et c'est une erreur tragique des Slaves que de vouloir copier la civilisation européenne. Danilevski s'explique avec peine l'animosité des États européens à l'égard de sa patrie et la crainte qu'elle leur inspire. S'il y a pression sur la carte, ce n'est pas sur l'Europe qu'elle s'exerce⁷⁵⁹. Mais plutôt à rebours sur la Russie invitée à se tourner vers l'Est et contre qui on encourage le Turc. L'auteur ne s'enquiert pas outre mesure d'éclairer ses dispositifs géopolitiques. Néanmoins, sur un point, il a raison contre nombre de ses contemporains quand il montre que la lutte entre l'Europe et l'Asie n'existe pas, qu'il s'agit d'un mythe historique sorti tout [262] droit de la rivalité entre l'Europe et la Russie ou de l'assimilation par trop forcée des continents aux grands conquérants. Enfin, il est illégitime à ses yeux, de comparer la formation de l'Empire russe aux entreprises espagnole, britannique ou française. Essentiellement parce qu'il n'est pas la conséquence d'une conquête de l'État, mais des libres mouvements du peuple russe, grâce à l'absence complète de nations historiques. Aucun « meurtre politique de nation » à verser au passif de la Russie, les tribus conquises d'Europe, d'Asie centrale et de Sibérie étant appelées à se fondre, peu à peu, dans la nationalité historique au milieu de laquelle elles sont dispersées⁷⁶⁰. Danilevski partage donc l'esprit de défense et d'isolement des slavophiles, mais il distingue nettement la dimension politique de la slavité dans son assise territoriale et sa fonction. La Russie doit faire contrepoids à l'Europe, pour elle-même et pour les autres civilisations. Afin de l'empêcher de réaliser son rêve d'unification

⁷⁵⁷ *Ibid.*, p. 54-55.

⁷⁵⁸ « Dans la question de l'appartenance ou de la non-appartenance à l'Europe, la géographie n'a pas la moindre signification. L'Europe est le champ de la civilisation germano-romane, pas plus, pas moins... Est-ce que la Russie appartient à l'Europe dans ce sens ? Malheureusement ou heureusement non, elle n'y appartient pas », *ibid.*, p. 59-60.

⁷⁵⁹ « Regardez la carte, me disait un étranger, pouvons-nous ne pas sentir que la Russie nous presse de sa masse comme une nuée prête à éclater, comme un terrible cauchemar », *ibid.*, p. 20.

⁷⁶⁰ « En effet, n'ayant pas cette indépendance dans leurs consciences, elles n'en ressentent pas le besoin et même ne peuvent pas le ressentir », *ibid.*, p. 24.

universelle qui est la négation des différents types historico-culturels dont la coexistence, selon Danilevski, fait l'humanité.

La fatalité de la lutte entre l'Europe et la Russie, même si elle ne doit pas prendre une forme guerrière, se situe au cœur de la pensée politique russe de la fin du XIX^e siècle. Ivan Aksakov, président de la Société slave de Moscou, pensait comme Danilevski que l'Europe ne voulait pas admettre la réunion des Russes et des autres Slaves et orthodoxes, et qu'elle s'y opposerait par tous les moyens ⁷⁶¹. L'incompréhension des deux mondes européens étant imputable à la césure radicale des deux spiritualités. Autre panslaviste avoué, Michael Pogodine déplore l'opposition de l'Europe, mais en prend son parti. L'amitié des peuples européens doit rester la priorité pour la Russie qui dispose à l'Est, en Asie, d'un vaste champ d'expansion ⁷⁶². Avec Pogodine, le panslavisme trouve tout naturellement sa place dans le mouvement impérialiste européen. Son chemin est tout tracé ⁷⁶³.

Entre l'autarcie étendue d'un Danilevski et l'expansionnisme d'un Pogodine, Dostoïevski est en quête de synthèse, et le problème de l'Europe et de la culture européenne occupe toute sa vie ⁷⁶⁴. Il est partisan de la marche vers la Sibérie, Amérique des Russes, et vers l'Asie ⁷⁶⁵. C'est dans son immense empire asiatique que la Russie trouvera les ressources et les hommes qui lui donneront la force de remplir sa mission universelle ⁷⁶⁶. Car la destinée de la Russie est hautement spirituelle et la domination de l'espace accessoire, encore que

⁷⁶¹ V.V. Zenkovski, *op. cit.*, p. 83-87.

⁷⁶² N.V. Riasanovski, *Russia and Asia. Two Nineteenth Century Russian Views*, in *California Slavic Studies*, 1960.

⁷⁶³ « Nous souhaitons le succès aux Anglais, nous souhaitons qu'ils établissent fermement leur position en Inde (...) Nous souhaitons que les autres nations européennes réussissent de la même manière (...) nous devons porter notre entière attention à l'Asie (...) parce que l'Asie nous est précisément prédestinée », *ibid.*, p. 178-179.

⁷⁶⁴ « Nous autres Russes avons deux patries "notre Russie et l'Europe" », in *Journal d'un écrivain*, 1880.

⁷⁶⁵ Zenkovski, *op. cit.*, cf. aussi I. Spector, *Introduction to Russian History and culture*, Van Mostrand Co., 1965.

⁷⁶⁶ « Oui. la destination de l'homme russe est sans contexte paneuropéenne et universelle. Être un vrai Russe, être pleinement russe, cela ne signifie peut-être pas autre chose (finalement, et j'insiste sur ce mot) que d'être le frère de tous les hommes, d'être citoyen du monde si vous voulez. Or, le slavophilisme et l'occidentalisme, tout cela ce n'est entre nous qu'un grand malentendu, encore qu'il ait été historiquement nécessaire. À un vrai Russe, l'Europe et les destinées de la grande race aryenne sont aussi chères que la Russie elle-même, que les destinées de sa propre patrie, parce qu'aussi bien notre destinée est l'universalité, et non pas conquise par le glaive, mais par la force de la fraternité et de notre aspiration fraternelle à la réunion des hommes », in *Journal d'un écrivain*, 1880, p. 1372-1373.

nécessaire. Sa dualité européenne [263] et asiatique l'invite à remplir un rôle mondial. Mais si les préoccupations morales et religieuses de Dostoïevski sont démesurées (régénération de l'Europe, fraternisation mondiale), leurs implications internationales ne sont jamais examinées. Finalement le filtre intellectuel du nationalisme de l'écrivain réduit tous les problèmes mondiaux au seul problème russe ⁷⁶⁷. Le rejet mental de la décadence européenne attribuée au rationalisme, à l'égalitarisme et au « bourgeoisisme » triomphants incite l'immense majorité des penseurs russes de la fin du XIX^e siècle à plaider le repli national. Qu'il s'agisse donc de s'isoler ou de se « ressourcer », la Russie en pleine croissance peut se le permettre. Une telle disposition d'esprit à l'encontre de l'Occident, conjuguée à l'expansion territoriale en Asie, a largement favorisé l'éclosion de l'image eurasiatique de la Russie ⁷⁶⁸. Cette image pouvant être interprétée comme le stade ultime de l'auto-perception de la Russie au terme de sa croissance territoriale et de ses changements de cap géohistorique ⁷⁶⁹.

Dans la continuité de Danilevski, Konstantin Leontiev (1831-1891) ⁷⁷⁰ développe les mêmes arguments culturels, tandis que l'ethnographe et géographe V. I. Lamanski (1833-1914) ⁷⁷¹ tente une démonstration d'ordre géopolitique. Comme adhérents au slavophilisme, Leontiev et Lamanski font leur les thèses sur l'épuisement spirituel et culturel de l'Europe, sur les dangers que représente pour la Russie l'unité de l'Allemagne, et comme il se doit, sur l'imprégnation malfaisante des populations slaves par les éléments occidentaux. Leur contribution personnelle consiste alors à faire part égale entre l'héritage européen et l'héritage asiatique de la Russie, à concevoir celle-ci comme un monde à lui seul, intégrant outre les Slaves, les populations turques et tatares. Le panslavisme est dépassé par une conception plus multinationale de la Russie, plus géopolitique ⁷⁷². À cette fin, Leontiev use curieusement de l'idée d'un slavotouranisme unifiant et mêlant les Slaves de l'Est, les tribus finnoises et

⁷⁶⁷ Zenkovski, *op. cit.*

⁷⁶⁸ L. K. D. Kristof, « *L'image eurasiatique de la Russie est le produit de deux facteurs, à savoir le nationalisme russe réorienté qui a été refoulé d'Europe, et une conscience grandissante de la présence et de la chance russes en Asie* », *op. cit.*

⁷⁶⁹ Kristof fait précéder cette image eurasiatique par trois autres : saint-petersbourgeoise, moscovite et kiévienne.

⁷⁷⁰ Zenkovski, *op. cit.*

⁷⁷¹ Vladimir I. Lamanski, *Trois mondes du continent asiato-européen*, Saint-Petersbourg, 1892. L'ouvrage n'a été publié qu'en langue russe.

⁷⁷² Zenkovski, *op. cit.*

populations touraniennes ⁷⁷³. Mais cela est bien brumeux et plus rationnelle est la démarche de Lamanski. En effet, quand celui-ci parle des trois mondes qui se partagent le continent eurasiatique, il fait bien sûr référence à l'Europe, à l'Asie et à la Russie, univers à elle seule compris entre les deux autres. Entre l'Ouest et l'Est, la Russie forme un monde du milieu en voie d'unification politique ayant son originalité ethnographique et culturelle. L'unité n'est pas [264] homogène, mais elle a les moyens de le devenir. Lamanski étaye son raisonnement de descriptions précises, d'exemples concrets, de données numériques qui tranchent sur les considérations philosophiques et générales de ses plus éminents devanciers. Pour cette raison, il fut considéré comme le premier, et semble-t-il le dernier, des géographes politiques russes ⁷⁷⁴. Nous ne savons pas si Lamanski a connu et s'il a correspondu avec Ratzel qui était son contemporain ⁷⁷⁵, mais il s'inquiétait beaucoup des suc-cès allemands ⁷⁷⁶, et il craignait une guerre offensive de l'Alle-magne et de l'Autriche-Hongrie ⁷⁷⁷. Il indiqua même le plan de campagne supposé des deux puissances contre la Russie, montrant ainsi une inclination pour les problèmes stratégiques. L'influence des travaux de Lamanski s'est révélée forte, moins parce que l'eurasisme a puisé dans son œuvre ses arguments les plus solides, que parce qu'elle justifiait l'autarcie économique de la Russie soviétique ⁷⁷⁸.

B. L'Eurasisme : de « l'entre deux mondes » au « nouveau monde »

[Retour au sommaire](#)

L'accentuation de l'isolement de la Russie à partir de 1917, la réactivation de la faille qui la séparait de l'Ouest, ont cristallisé un sentiment latent d'enfermement du pays sur lui-même et un besoin de rechercher de nouvelles alliances en Asie. Le déroulement de la première guerre mondiale et la réaction inspirée par la révolution bolchevique ont jeté la Russie hors du Concert

⁷⁷³ Originellement le touranisme est conçu comme l'alliance de tous les peuples ouralo-altaïques, à l'initiative de la Hongrie, contre les Russes et dans le but de prendre ceux-ci à revers.

⁷⁷⁴ V. P. Semenov, Lamanski, V. I., *Anthropogéographe et politico-géographe*, Saint-Petersbourg, 1911. En langue russe. Ouvrage publié un an après la mort de Lamanski.

⁷⁷⁵ Sa vaste culture et sa connaissance excellente des langues occidentales le laissent croire.

⁷⁷⁶ Discours à la Société impériale de Géographie, 1865.

⁷⁷⁷ Étude historique du monde gréco-slave en Europe, 1871.

⁷⁷⁸ L. K. D. Kristof, *op. cit.*

européen. Désormais il s'agit de rassembler dans un même nationalisme tous les peuples du monde eurasién au milieu desquels le peuple Russe occupe une position centrale. De se couper complètement de l'Europe et d'inviter les peuples du monde à s'émanciper de l'influence germano-latine. Le rapprochement avec le manifeste de la révolution communiste n'a pas manqué d'être fait, et les eurasistes s'en sont offusqué ⁷⁷⁹. Leur attachement à l'orthodoxie n'autorisait aucune confusion. L'eurasisme est avant tout l'affaire de l'émigration russe qui « espère un retour rapide au pays et se donne une place primordiale dans le redressement de la nouvelle Russie » ⁷⁸⁰. Ce mouvement de pensée a de la sorte connu trois moments : « une époque fondatrice glorieuse, la plus scientifiquement solide (1921-1925, principalement à Prague), [265] une phase de haute productivité et d'approfondissement mais aussi de politisation (1926-1929, principalement à Paris et Berlin) et un affaiblissement aussi bien théorique qu'organisationnel (dès 1930) » ⁷⁸¹. Néanmoins, c'est bien la Russie socialiste qui a précisément ajusté sa politique aux intentions eurasistes quand bien même les premiers bolcheviques étaient décidés à agir comme si la Russie était l'Europe et à faire faire la révolution aux Européens malgré eux ⁷⁸².

Héritage des slavophiles, le civilisationnisme est à l'origine de l'eurasisme. Il en est le premier ressort, réfutant, à la fois, le nivellement des cultures, le rationalisme et l'individualisme. Il énonce, en contrepartie, la place fondamentale du spirituel dans les sociétés, la différence irréductible de l'Europe et de la Russie, bien que toutes deux chrétiennes. En définitive, il conclut par la voix de Pierre Savicki (1895-1968), que Marielle Laruelle présente comme l'une des figures principales de l'eurasisme, que « la Russie-Eurasie est, par beaucoup de caractéristiques, un cercle fermé, un continent achevé, un monde en soi » ⁷⁸³. En tant que structure close, dont les frontières sont religieuses, et à laquelle il s'agit de trouver une base et des arguments géographiques, « la steppe est à la fois le centre et la frontière » ⁷⁸⁴.

Savicki, le géographe, souligne la correspondance entre l'État, le territoire et la culture. Elle ne saurait être fortuite, et il va jusqu'à envisager une « topogénèse » des sociétés humaines. En l'occurrence, elle stipule la communauté de destin des peuples qui occupent l'espace eurasién. C'est

⁷⁷⁹ Zenkovski, *op. cit.*, p. 105-113.

⁷⁸⁰ M. Laruelle, *op. cit.*, p. 55.

⁷⁸¹ *Ibid.*, p. 63.

⁷⁸² L. K. D. Kristof, citation de Boukharine, *op. cit.*

⁷⁸³ M. Laruelle, *op. cit.*, p. 51.

⁷⁸⁴ *Ibid.*, p. 155.

pourquoi, dans la « géosophie » de N. Troubetzkoy (1890-1938), celui-ci finit par devenir « un participant vivant à l'histoire, une personne, il incarne l'unité entre la vie humaine historique et celle de la nature et du cosmos, il exprime une philosophie de vie » ⁷⁸⁵. Point de déterminisme géographique, puisque c'est la culture, par le biais de l'État, qui produit le territoire. Cependant, l'État ayant pour rôle de mettre en valeur les ressources de l'espace eurasiatique, Savicki, influencé par la thèse de Mackinder, nous dit Marlène Laruelle, préconise qu'il fasse de l'Eurasie un « continent-océan » ⁷⁸⁶. De sorte que « le pendant de l'aventure océanique occidentale se réalise donc en Eurasie par la conquête du désert, seule la steppe étant à même de faire la jonction entre les différentes aires de civilisations » ⁷⁸⁷. En retour, la dimension continentale de l'entité territoriale construite [266] autorise la mise en œuvre du principe d'autarcie culturelle et garantit l'identité russe. La symbiose entre la spécificité culturelle orthodoxe et l'immense steppe continentale aux limites mal définies implique un rapport Russie-Eurasie quelque peu ambigu. Tantôt la première assimile la seconde, parce que la Russie était appelée à prendre la tête de l'Eurasie, parce que celle-ci ne peut être qu'orthodoxe. Tantôt, parce qu'ils ne peuvent pas nier la diversité culturelle de l'Eurasie, les eurasistes pensent « qu'il leur faut alors fonder un nationalisme paneurasien supranational » ⁷⁸⁸ dépassant les nationalismes traditionnels « rejetés en tant qu'expression ethnique et particulariste », le russe y compris ⁷⁸⁹. Mais, dans chaque cas, la pérennité de l'Empire est justifiée, puisqu'il assure l'unité de l'Eurasie. Or, cette justification est, d'après Marlène Laruelle, la préoccupation finale des eurasistes. Et c'est ce qui les conduira à porter un regard globalement positif sur l'Union soviétique, dont beaucoup apprécieront, en outre, l'expérience sociale ⁷⁹⁰.

La révolution allemande de 1919, et les interventions alliées contre la Russie bolchevique, sanctionnées par l'établissement de la ligne Curzon, obligèrent les dirigeants moscovites à changer leur ligne géopolitique. Après le Congrès de Bakou, présidé par Lénine, qui fut celui des peuples de l'Est et de l'Orient, la nouvelle voie vers la révolution mondiale passait par l'Asie ⁷⁹¹. Aux dires de Lénine lui-même, l'importance de ce continent s'inscrivait dans le poids de ses

⁷⁸⁵ *Ibid.*, p. 161.

⁷⁸⁶ *Ibid.*, p. 165.

⁷⁸⁷ *Ibid.*, p. 166.

⁷⁸⁸ *Ibid.*, p. 197.

⁷⁸⁹ *Ibid.*, p. 198.

⁷⁹⁰ *Ibid.*, p. 145.

⁷⁹¹ A. T. Bouscaren, *Soviet Foreign Policy*, *op. cit.*

masses ⁷⁹². C'est en ce sens que l'appel à l'insurrection des peuples colonisés d'Asie, et plus tard d'Afrique, a été compris parfois comme une stratégie de contournement de l'Europe. En tout cas cette stratégie eut de quoi satisfaire certains eurasistes, tel V. Ivanov qui considérait qu'il n'existait que deux mondes culturels sur le Vieux continent, l'Europe et l'Asie précisément, entre lesquels la Russie devait choisir. Or, séjournant en Mandchourie, sa « religion » était faite ⁷⁹³. Par ailleurs, à la fin des années vingt, était publiée, en France, la revue *Evrazija* dont l'objectif affiché consistait à « lier les perspectives historiques eurasistes de la Russie à l'éveil d'une conscience politique marxiste » ⁷⁹⁴. Mais, le renversement de 1945 et, en l'occurrence, la position de force acquise par l'URSS en Europe créèrent une situation tout à fait nouvelle. D'exclue, la Russie devenait maîtresse de tout l'espace [267] slave et son autorité débordait même son extrême limite occidentale, la ligne Stettin-Trieste. Elle allait exercer sa pression sur les États occidentaux. Cependant, l'Europe ne représentait plus le sujet unique d'une attirance ou d'un ressentiment quand l'État soviétique s'élevait à la puissance planétaire, et obtenait des capacités plus en rapport avec sa mission universelle. Le caractère eurasiatique de l'URSS s'analysait désormais en fonction du rôle qu'elle occupait dans le système international, et désormais d'un point de vue stratégique et idéologique. Il est clair que l'invention du modèle soviétique gommait le dilemme héritage européen/héritage asiatique. D'une manière imprévisible pour Lamanski, la Russie-URSS allait dépasser ses espérances. D'entre-deux mondes, elle s'était faite « nouveau monde ».

C. Une problématique de nouveau actuelle : la Russie définitivement européenne ?

[Retour au sommaire](#)

Cependant, la disparition de l'Union soviétique, en 1991, et du même coup de celle de l'Empire, repose le problème russe. Soit le débat, qui se dédouble aujourd'hui, sur le rapport de la Russie à l'Europe et à l'Occident, si l'on considère que celui-ci est incarné par les États-Unis. Car pour les néo-eurasistes « en l'état actuel des choses, la Russie peut trouver en Europe des partenaires

⁷⁹² « En dernière analyse, la conclusion de la lutte sera déterminée par le fait que la Russie, l'Inde, et la Chine, constituent l'écrasante majorité de la population du globe ».

⁷⁹³ Marielle Laruelle, *op. cit.*, p. 214.

⁷⁹⁴ *Ibid.*, p. 69.

stratégiques intéressés à la renaissance de sa force politique d'autrefois » ⁷⁹⁵. La question préalable est, cependant, de savoir ce que la nation slave est devenue et de quelles options elle dispose concrètement. Sachant que, si comme le pensaient les eurasistes et sans doute bien des Soviétiques, c'était la légitimité de l'Empire qui donnait à la Russie une identité irréductible face à l'Europe, les données ont été bouleversées. À l'heure actuelle, avec sa démographie moribonde, son économie décomposée, réduite à se contenter d'exporter ses matières premières (les biens primaires représentent les deux tiers des exportations russes, ce qui indique une fragilité de l'économie nationale ⁷⁹⁶) comme n'importe quel pays en voie de développement, et son territoire menacé de fragmentation, la Russie millénaire n'est plus qu'une puissance européenne, c'est-à-dire une puissance secondaire, parmi les autres. Dès lors, dans la nouvelle configuration mondiale, sa marge de manœuvre est limitée. Les alternatives [268] sont moins évidentes qu'elles n'apparaissent dans les discours des uns et des autres. Ce qui semble le moins douteux est qu'en raison du caractère de moins en moins eurocentrique de la configuration, les rapports que Moscou entretiendra avec l'Europe de l'Ouest vont déterminer plus que jamais le devenir du continent tout entier.

La politique étrangère de la Russie est incertaine parce qu'elle est tributaire, d'abord, de son évolution intérieure, surtout économique. La contrainte est telle qu'elle subit une « économicisation », c'est-à-dire qu'elle est prioritairement mise au service des intérêts économiques du pays ⁷⁹⁷. Ensuite, elle est réactive à l'attitude conciliante ou non de ses partenaires. Notamment européens, comme en témoignent les variations des représentations stratégiques russes, entre 1992 et 1999, rapportées par Iouri Fiodorov ⁷⁹⁸.

En toute hypothèse, il ne faut pas perdre de vue que la crise économique que n'a pas fini de traverser la Russie est par bien des aspects une crise de subsistance. Si l'on constate ces derniers temps une relative amélioration du niveau de vie, on a pu, avec Jacques Sapir, craindre le pire ⁷⁹⁹. C'est-à-dire qu'en cas d'une

⁷⁹⁵ Marie Jégo, « L'eurasisme, nouvelle géopolitique russe », *Le Monde* du vendredi 8 juin 2001, p. 19, qui cite Alexandre Douguine.

⁷⁹⁶ Ivan Samson et Xavier Greffe, « Un livre blanc sur la perspective d'un espace économique européen commun entre l'Union européenne et la Russie », *Annuaire français des Relations internationales*, n° 4, Paris, 2003, p. 725.

⁷⁹⁷ Isabelle Facon, « La politique extérieure de la Russie de Poutine. Acquis, difficultés et contraintes », *Annuaire français des Relations internationales*, no 4, Paris, 2003.

⁷⁹⁸ Iouri Fiodorov, « La pensée stratégique russe », in *La Politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture*, sous la direction d'Yves Boyer et Isabelle Facon, Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique et Ellipses, 2000, p. 73-112.

⁷⁹⁹ Jacques Sapir, *Feu le système soviétique ? Permanences politiques, mirages économiques, enjeux stratégiques*, Paris, La Découverte, 1992. J. Sapir insiste sur « la conjonction de trois

aggravation continue, ou d'une rechute profonde, l'instabilité corrélative des autorités activerait les logiques de confrontation. La situation est toujours fragile. Peut-être moins alarmante que ne la jugeait un groupe d'économistes russes au lendemain du krach de 1998 ⁸⁰⁰. Elle reste fluctuante. Ainsi, la dépendance de l'économie globale par rapport aux recettes pétrolières et gazières, jugée pénalisante il y a peu, s'est retourné en sa faveur en raison de la forte hausse des cours internationaux du pétrole. Du coup l'endettement extérieur de la Russie a fondu (les remboursements russes ont atteint en 2003 la somme de 19 milliards de dollars). Restent préoccupants deux éléments : d'abord la faiblesse des investissements consécutive à la faillite de l'État et à la sortie des capitaux des nouveaux capitalistes russes, puis l'extrême faiblesse du nombre de petites et moyennes entreprises (elles occupent en Russie moins de 30 % des salariés).

C'est pourquoi, comme préalable à tout redressement solide de l'économie russe, les experts insistent sur ce que « l'essentiel dans la construction d'un ordre économique normal doit devenir le principe du respect réciproque des engagements entre l'État et les [269] citoyens, entre les entreprises elles-mêmes, entre les entreprises et les citoyens, entre les entreprises et l'État, entre les citoyens eux-mêmes. » ⁸⁰¹. L'établissement d'un climat de confiance est la première condition d'un véritable redécollage économique. Il éviterait que les réformes les plus nécessaires soient, à l'instar de la défunte *perestroïka* (conçue comme le moyen de régénérer le communisme), assimilées purement et simplement à « une politique d'occidentalisation forcée du pays », selon les termes qu'utilisait Alexandre Zinoviev ⁸⁰². Il faut dire que trop d'illusions ont été entretenues quant aux délais et aux conditions du passage à l'économie de marché eu égard aux pesanteurs et aux déviances de l'ancien système en matière monétaire, financière, ou dans l'attitude face au travail ⁸⁰³. La confiance conditionne aussi, c'est une évidence, l'investissement étranger en Russie quelque peu désappointé par les contre-performances économiques et les dérives maffieuses.

facteurs : l'économie, les partages territoriaux et les contraintes géostratégiques ». La ruine du premier activerait « le désir d'homogénéité » et « ogique de la fragmentation », c'est-à-dire la question des minorités et des frontières. Elle encouragerait le séparatisme des régions les plus riches (en termes de PNB ou de ressources naturelles). Cf. p. 142-146.

⁸⁰⁰ Ia. Kouzminov, S. Smirnov, O. Chkaratan, I. Iakobson, A. Iakovlev, « L'économie russe : conditions de survie, prémisses de développement », in *Revue française de géoéconomie*, no 13, printemps 2000, p. 47 à 79.

⁸⁰¹ *Ibid.*, p. 52.

⁸⁰² A. Zinoviev, *Perestroïka et contre-perestroïka*, Paris, Olivier Orban, 1991, p. 95.

⁸⁰³ À propos des nombreux obstacles à la reconversion de l'économie russe, nous renvoyons ici à l'ouvrage cité de J. Sapir.

Bien qu'humiliée quand il lui a fallu renoncer à toute forme d'arbitrage dans le conflit entre son vieil allié serbe et la coalition occidentale, lors de la crise du Kosovo, la Russie avait-elle un autre choix qu'« un rapprochement maximal avec l'Occident » pour résoudre ses problèmes intérieurs et faire face aux défis extérieurs qui viennent maintenant du Sud ⁸⁰⁴ ? Face à ce questionnement, ce que certains – peut-être un peu vite – ont appelé le « tournant occidental » de Vladimir Poutine a eu toute l'apparence d'un acquiescement. Mais qu'en est-il aujourd'hui ? L'empressement du chef d'État russe à faire part de sa sollicitude et de sa solidarité envers Washington après l'attentat du 11 septembre 2001, a révélé d'abord son habileté à tirer parti d'un événement généralement interprété comme la preuve de l'incrustation du terrorisme dans l'environnement international. Il ne fallait pas compromettre l'opportunité inespérée d'essayer de régler le problème tchéchène, à l'occasion d'une crise qui devrait mettre fin au soutien islamiste, et de certains milieux américains, aux indépendantistes. C'est qu'à force de durer, le conflit caucasien pourrait s'étendre à d'autres régions de la Russie qui compte entre 15 et 20 millions de musulmans, lesquels représenteront le tiers de la population du pays vers 2030...

La convergence dans la dénonciation et dans la lutte contre le nouveau terrorisme international venait à point nommé accompagner [270] une relance de la coopération commerciale russo-américaine, couronnée par des contrats pétroliers assez fabuleux. Mais lesquels ne sont pas étrangers aux remous qui ont agité ensuite l'économie pétrolière russe quand le Kremlin a compris que les États-Unis cherchaient, indirectement, à prendre le contrôle des réserves russes. Puis d'autres événements sont venus faire douter de la durée de la « lune de miel » des deux anciens ennemis. Tel le fait que les forces américaines sont de plus en plus présentes dans ce qui était, hier, le *Heartland* russe. Dans cette Asie centrale, débarrassée au moins pour quelques temps des Talibans, qui suscite tous les appétits en raison de l'enjeu pétrolier et gazier du bassin de la Caspienne. Il n'est vraiment pas étonnant que l'intrusion des États-Unis dans l'« étranger proche » de Moscou ait réconcilié la thèse mackindérienne et l'eurasisme. Il se pourrait bien que ce courant trouve un écho chez le président Vladimir Poutine, quand on observe sa tentative, comme le souhaitent les eurasistes, de relancer la CEI (Communauté des États indépendants) afin de contrer la diplomatie américaine au cœur du continent ⁸⁰⁵. Il l'a fait en 2001 et vient de récidiver en 2004. Mais avec des États-Unis qui ne considèrent plus la Russie que comme une puissance résiduelle, tout en se méfiant d'elle, le courant ne passe plus comme

⁸⁰⁴ C'est en tout cas l'impression que laisse le dossier réuni par Marie Mendras, *op. cit.*

⁸⁰⁵ Marie Jégo, *op. cit.*

l'ont montré les dernières rencontres des présidents américain et russe. Dès lors, en raison de la faiblesse économique des partenaires de la CEI qu'elle n'est pas en mesure d'aider, c'est avec l'Union européenne que la Russie pourrait construire le plus durablement. La condition serait que les Européens aient une démarche diplomatique qui soit « le contrepoint positif de la stratégie américaine » ⁸⁰⁶, et que l'UE donne un réel contenu à la « stratégie commune » à l'égard de la Russie dont elle a arrêté les principes les 3 et 4 juin 1999, lors du sommet de Cologne. Les deux points les plus fondamentaux évoqués étaient l'aide à l'intégration européenne de la Russie et l'intensification de la coopération afin de répondre aux défis communs.

De son côté, le Kremlin, avant même le 11 septembre 2001, avait fait connaître son désir d'ancrage à l'Europe, lors d'un déplacement du président Poutine en Allemagne. Il est remarquable aussi que l'immense majorité des experts russes en politique extérieure et en stratégie apprécient la propension à édifier une [271] « identité européenne de sécurité et de défense » (IESD), bien qu'ils sachent que « la participation de la Russie dans le système de sécurité internationale ne saurait se construire sur une alternative dans le choix des partenaires ou sur une opposition États-Unis/OTAN-Union européenne/UEO. La politique de coopération de la Russie en Europe suppose donc une coopération incontournable avec les États-Unis et l'OTAN, tout en s'accompagnant d'accents européens marqués » ⁸⁰⁷.

Dans son balancement entre l'Europe et l'Asie, c'est l'évolution de la configuration du système mondial qui pourrait bien décider du prochain choix de la Russie. Il se pourrait que la montée des périls, au Sud, donne raison à l'amiral Castex qui, en 1935, voyait en elle le « rempart » de l'Europe, une thèse qu'il reprit en pleine guerre froide, en 1955 ⁸⁰⁸. Mais, en même temps, il faudrait que les Européens tranchent entre leurs deux tentations, que discernaient chez eux les experts soviétiques dans les années soixante-dix : celle de l'atlantisme, majoritaire, et celle de l'euro-péisme ⁸⁰⁹. Si leur choix en faveur de la seconde

⁸⁰⁶ Christophe Cordonnier, « La Russie et l'Europe : de la frustration à l'espoir ? », *Revue française de Géoeconomie*, *op. cit.*, p. 109.

⁸⁰⁷ Ivan G. Tiouline, « La Russie et "l'identité européenne de sécurité et de défense" », in *La Politique de sécurité de la Russie*, *op. cit.*, p. 158.

⁸⁰⁸ Jean Christophe Romer, *op. cit.*, p. 22-23 et 83-84.

⁸⁰⁹ Groupe d'études et de recherches sur la stratégie soviétique (GERSS), sous la direction d'Henri Paris, *L'Europe occidentale vue de Moscou*, Les Sept Épées, Cahier n° 33, *Stratégie*, 1984, p. 27. Actualisées, on dira de ces deux tendances que la première continue de privilégier les relations transatlantiques tandis que la seconde donne la priorité aux rapports continentaux.

politique se conjugait alors avec l'eurasisme, la Russie deviendrait définitivement européenne.

Cependant, divers événements, de 2003 à 2006, révèlent une orientation « grand-russe » de la politique extérieure de Vladimir Poutine, en apparence plus tactique que stratégique. On peut lui trouver quelques indices : le renforcement de l'influence de la CEI en matière internationale, l'axe provisoire « Paris, Berlin, Moscou, Pékin » lors de la guerre contre l'Irak, les incidents politiques calculés avec l'Ukraine (qui ont montré à l'occasion la dépendance de l'Europe par rapport à « l'arme énergétique russe »), la démultiplication de rapports bilatéraux nouveaux avec des pays « européens » traités isolément (surtout l'Allemagne), une relance à l'égard de l'Inde et de la Chine, une négociation avec le Hamas palestinien, le contrôle de la politique nucléaire iranienne... Que dire encore de la bénédiction donnée par le Kremlin au X^e Concile de l'Église orthodoxe russe tenu à Moscou en avril 2006, où fut ouvertement critiqué le libéralisme occidental, ennemi du respect « de la foi, de la moralité, du sacré et de la patrie » ? Un peu comme si la nouvelle doctrine officielle tournait le dos aux valeurs démocratiques européennes et américaines, légitimant ainsi un renforcement de l'idéologie nationaliste...

[272]

2. L'emblématique géopolitique pluriséculaire de la chine

[Retour au sommaire](#)

Les Chinois les premiers, sans doute, ont imaginé la géopolitique si l'on voit en elle d'abord une représentation spatiale du monde. À moins que ce ne soit l'hindou Kautilya avec son modèle des « cercles des rois » (*rajmandala*), premier schéma à rendre compte des « relations internationales », dont il sera question plus loin. Leur disposition mentale pour les emblèmes et les figures explique qu'ils aient tôt conçu de représenter concrètement et synthétiquement les activités humaines dans leur totalité ⁸¹⁰. Dans la pensée chinoise, qui tient le temps pour « un ensemble d'ères » et l'espace pour « un complexe de domaines », les deux catégories ne sont pas séparables ⁸¹¹. Elles forment un « ensemble de

⁸¹⁰ Marcel Granet, *La Pensée chinoise*, Paris, Albin Michel, 1968, p. 23-26.

⁸¹¹ *Ibid.*, p. 77.

groupements, concrets et divers, de sites et d'occasions » hiérarchiquement organisés, dans les deux dimensions, autour du Centre ⁸¹².

L'idée de Centre emporte celle d'Ordre. Ce qui a deux conséquences pour la représentation chinoise du monde. D'une part, « si le monde a un centre, c'est la Chine. Comme le monde a bien un centre, c'est bien la Chine qui est en son milieu. La Chine est le centre du monde, l'empire du Milieu », fait remarquer Laurent Murawiec ⁸¹³. Celui-ci rappelle qu'en chinois, la Chine se dit *zhong guo*, soit l'association de deux idéogrammes, l'un *zhong* signifiant le milieu, et l'autre *guo* désignant à la fois le pays, la nation et l'État ⁸¹⁴. D'autre part, l'idée de Centre fixe les positions et par conséquent, les attributs et les rites inhérents à celles-ci. Au niveau schématique, la représentation traditionnelle chinoise du monde prend la figure de cinq carrés emboîtés (le carré étant l'emblème de l'étendue, tandis que le rond est celui de la durée, du temps). Le carré central représente le domaine royal ou l'Empire chinois, les trois carrés médians, les différents vassaux, et le cinquième, les marches barbares, les empires étrangers pas même capables de reconnaître la supériorité de la civilisation chinoise. Or, cette « théorie géopolitique chinoise classique », comme l'appelle François Joyaux, n'a jamais vraiment disparu ⁸¹⁵. Bien au contraire, elle a traversé les siècles, et d'après ce dernier, « la réflexion théorique de la Chine populaire sur les rapports extérieurs, [273] la rattache directement à la Chine traditionnelle dans ce qu'elle a de plus confucéen » ⁸¹⁶. Une telle continuité, que la figure ci-dessous illustre aisément, s'explique sans doute par l'ininteruption depuis la Haute Antiquité de la civilisation chinoise et par l'antériorité universelle de l'Empire chinois dont depuis plus de deux millénaires les élites ont eu à penser son positionnement terrestre et sa sécurité.

Il est clair qu'une telle résistance au temps et l'ampleur des épreuves endurées expliquent également la coexistence d'un fort ethnocentrisme chinois et d'un complexe d'encerclement. L'enracinement pluriséculaire de ces mêmes sentiments permet de comprendre l'entêtement contemporain de la Chine à vouloir faire reconnaître et respecter ce qu'elle considère être ses droits territoriaux sur des espaces terrestres ou maritimes qui peuvent apparaître très marginaux de l'étranger et au risque de compromettre ses relations extérieures. Il

⁸¹² *Ibid.*, p. 89-93.

⁸¹³ Laurent Murawiec, *L'Esprit des Nations, op. cit.*, p. 35.

⁸¹⁴ *Ibid.*, p. 34.

⁸¹⁵ François Joyaux, *Géopolitique de l'Extrême-Orient*, Tome I. *Espaces et politiques*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 136.

⁸¹⁶ *Ibid.*, p. 166.

éclaire aussi son obstination à retrouver sa place au centre du monde qu'elle a perdue entre le milieu du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle, consécutivement aux ingérences étrangères et à ses propres errements. Or son dessein de recentrement apparaît d'autant moins utopique que l'Asie orientale est en plein développement et qu'elle s'affirme comme le futur pivot de la domination mondiale.

[274]

A. Les linéaments géopolitiques de la vision maoïste du monde

[Retour au sommaire](#)

Bien que présentée comme une « puissante arme idéologique », comme « une thèse scientifique marxiste sur la situation mondiale actuelle » ⁸¹⁷, la théorie des Trois Mondes, dernière mouture des thèses maoïstes officielles sur les relations internationales (mais elle-même mise en sommeil depuis la politique d'ouverture économique) découlait d'une approche typiquement géopolitique de l'état du monde. Elle prenait acte de la configuration du système international, et des risques qu'elle faisait courir à la Chine comme des opportunités qu'elle lui offrait. Ce n'était pas nouveau. Au contraire, « toute l'histoire de la pensée communiste chinoise depuis la seconde guerre mondiale, montre en effet que le Parti, puis à partir de 1949, la RPC ont, en permanence, tenté d'appuyer leur action internationale sur les considérations politiques étroitement liées à la

⁸¹⁷ « La théorie du Président Mao sur la division en Trois Mondes, importante contribution au marxisme-léninisme », *Pékin Informations*, no 45, 7 novembre 1977.

géographie » ⁸¹⁸. Malgré le discours révolutionnaire et internationaliste, la référence implicite, mais continue, à la géopolitique, relève du souci constant d'atteindre à la plus grande autonomie possible pour la Chine.

Au temps de la double bipolarisation, Est-Ouest et Nord-Sud, Mao Zedong pouvait affirmer :

« À mon avis, les États-Unis et l'Union soviétique constituent le Premier Monde. Les forces intermédiaires, telles que le Japon, l'Europe et le Canada, forment le Second Monde. Quant à nous, nous sommes du tiers-monde » ⁸¹⁹.

Cette formule allégorique résumait assez bien la situation internationale de la Chine, de son double point de vue idéologique et géopolitique. Puisqu'elle distinguait tout à la fois ses deux ennemis principaux (les deux impérialismes), ses alliés potentiels, et son rôle sous-entendu de leader du tiers-monde. Il s'en suivait alors une géométrisation de l'espace mondial divisé en zones définies de façon hétéronome puisque leurs existences objectives respectives dépendaient moins de la reconnaissance de critères communs d'homogénéité que de l'intérêt qu'elles représentaient pour la stratégie chinoise. Il faut remarquer l'absence de tout déterminisme et l'utilisation des termes à connotation géographique (« camps », « zones » ou « mondes ») dont l'articulation [275] varie au gré du contexte politique, ne sert qu'à faire image. Elle réduit l'espace à un terrain de jeux stratégiques. Aussi convient-il de parler des linéaments plutôt que des fondements géopolitiques de la vision chinoise du monde. Les délimitations géographiques recoupent dans ce cas précis les frontières des principales puissances, ou les bornes des différents potentiels de puissance, sans autre forme de procès, entre lesquels la Chine communiste a eu à manœuvrer pour assurer sa survie d'abord, son autonomie ensuite. Cette pseudo-géopolitique chinoise est opportuniste, ne sacrifiant que rarement, toujours elliptiquement à l'idéologie marxiste, comme le montre le tableau de variation des figures géopolitiques qu'en dresse François Joyaux ⁸²⁰.

⁸¹⁸ F. Joyaux, « Les conceptions géopolitiques de la Chine Populaire », in *Géopolitique de l'Extrême-Orient* Tome I, *op. cit.*, p. 115-116.

⁸¹⁹ *Pékin information*, no 45, *op. cit.*

⁸²⁰ F. Joyaux, *op. cit.*, p. 118.

Entre 1949 et 1952, la Chine ne peut faire autrement que s'aligner sur l'URSS. Le soutien soviétique est indispensable à la consolidation du nouveau régime de Pékin. Il n'existe dans le monde que deux « camps géopolitiques ». Mais, dès que le différend [276] idéologique et stratégique avec Moscou éclate, la Chine renoue avec une explication du monde que Mao Zedong avait seulement esquissée en 1946. Elle remet à l'honneur la notion de « zone intermédiaire » (tout ce qui s'étendait entre les États-Unis et l'URSS), expression géopolitique suffisamment imprécise pour que la Chine s'y glisse elle-même et puisse ainsi prendre un peu plus ses distances avec l'Union soviétique. En 1964, le discours chinois précise les contours de la « zone intermédiaire » en la divisant en deux, entre la partie formée par les pays en voie de développement et celle qui regroupe les pays capitalistes. On peut y voir une touche idéologique mais ce sont surtout les potentiels de puissance, et par conséquent d'autonomisation par rapport aux deux

superpuissances qui sont à considérer. Avec l'influence qu'exerce Lin Piao, de 1965 au début des années 1970, l'image géopolitique chinoise du monde réemprunte à la théorie révolutionnaire avec l'allégorie de « l'encerclement des villes par les campagnes ». Celle-ci, qui remonte à la guerre civile chinoise des années vingt à quarante, qui a été reprise à leur compte par les communistes indonésiens dans les années soixante, change simplement d'échelle. L'encerclement politique et géographique des villes par les campagnes se cartographiait désormais, au niveau planétaire, par celui des États développés (les États-Unis et l'Europe de l'Ouest sans aucun doute, l'URSS peut-être) par les foules du monde en développement guidées par la Chine. Or, selon Lin Piao l'issue de cette lutte ne faisait aucun doute. Elle était dictée par les rapports des forces démographiques, par « l'immensité géographique » de la « nouvelle campagne » ⁸²¹. La disparition de Lin Piao dans la lutte de succession à Mao Zedong entraîna celle de sa vision du monde au profit du retour du thème de la « zone intermédiaire » réactualisée et réajustée par Deng Xiao Ping, dès 1974, avec la théorie des Trois Mondes ⁸²². C'est-à-dire que l'argumentation développée prend alors une facture géostratégique très marquée sans plus aucune trace de dogmatisme. L'enjeu ne concerne plus que la position de la Chine sur l'échiquier international. Puis dans les années quatre-vingt, le pragmatisme l'emporte au point que le discours officiel va perdre, provisoirement, toute connotation géopolitique et géostratégique ⁸²³. La priorité absolue est donnée au développement et, sur le plan politique, aux affaires asiatiques.

L'avenir du monde n'est plus à l'ordre du jour. Ce qui n'implique pas que la Chine soit résolue à accepter le nouvel ordonnancement [277] mondial venu d'ailleurs... Car les Chinois conservent une vision historique et géopolitique du monde qui ne cesse d'influencer les dirigeants de la Chine communiste, maoïstes ou post-maoïstes. C'est qu'ils ont pour la plupart été éduqués, sauf la toute dernière génération, selon les critères intellectuels et historiques de la société chinoise traditionnelle ⁸²⁴. On a une autre preuve de cette continuité dans les ouvrages scolaires publiés dans la Chine contemporaine qui insistent sur la

⁸²¹ *Ibid.*, p. 129.

⁸²² *Ibid.*, p. 131-132.

⁸²³ François Joyaux souligne ce paradoxe : « Lorsque la Chine penche vers le gauchisme, elle condamne sans appel la géopolitique qu'elle qualifie d'impérialiste, mais ne peut s'empêcher d'échafauder des théories qui sont très souvent de nature géopolitique ; à l'inverse, lorsqu'elle réagit contre ce gauchisme au profit d'une ligne plus modérée, elle cesse de condamner systématiquement l'approche géopolitique, mais ne semble plus en percevoir l'intérêt », *op. cit.*, p. 141.

⁸²⁴ Norton Ginsburg, *On the Chinese Perception of a World Order*, dans Kasperson et Minghi, *op. cit.*

prospérité de la Chine quand elle était un empire parmi les empires, et sur les agressions qu'elle a subies quand elle était faible et divisée ⁸²⁵. Selon Norton Ginsburg, l'ancien modèle spatial chi-nois, résumé par la carte ci-dessous, trace une zonation qui est loin d'être obsolète ⁸²⁶.

⁸²⁵ F. Joyaux souligne lui aussi l'existence de cet héritage, *op. cit.*, p. 136-140.

⁸²⁶ Il faut distinguer, selon N. Ginsburg :

- la zone interne qui englobe la Chine proprement dite et sa périphérie immédiate composée par les territoires non Han, à savoir la Mandchourie, la Mongolie, le Turkestan chinois et le Tibet. Les deux sous-zones sont aujourd'hui parties intégrantes de l'État chinois (I). Taiwan et Hong Kong s'inscrivent à l'intérieur de cette première zone. C'est à tort que les Occidentaux les voient périphériques.
- la zone asiatique intérieure qui forme la périphérie de la Chine contemporaine et qui se compose de territoires qui ont relevé dans le passé de la suzeraineté chinoise ou qui se situent traditionnellement dans la mouvance chinoise : Grand Turkestan, Mongolie extérieure. Transamour, Péninsule indochinoise et océan Méridional (II).
- la zone asiatique extérieure, où l'on trouve les grands voisins de la Chine : Japon, Inde, Pakistan (III). Et dans laquelle se dispersent les Chinois d'outre-mer.
- le monde extérieur (IV). Il est intéressant de comparer cette carte avec celle de François Joyaux (*op. cit.*, p. 94), qui fixe les revendications chinoises récentes.

[278]

Ses limites circonscrivent les intérêts vitaux de la Chine et l'espace sur lequel elle est en droit, pensent sans doute ses dirigeants, impériaux hier, communistes ou post-communistes aujourd'hui, d'exercer son hégémonie. Le retour de Taïwan, le droit de regard sur l'Asie du Sud-Est et la revendication de la Mongolie extérieure sont les soucis irréductibles de la géostratégie chinoise. L'intransigeance de Pékin dans les affaires afghane et cambodgienne, aiguisée par les impératifs stratégiques du contre-encerclement, se nourrissait sans doute aussi du souvenir de l'appartenance des deux contrées à la sphère d'influence Grand Han.

La priorité, au moins implicite, donnée à l'Asie par les dirigeants de la RPC a été ainsi à l'origine d'un phénomène majeur dans les relations internationales qui avait déjà abouti au début des années quatre-vingt : la cooptation régionale de la Chine par les deux superpuissances et l'ébauche d'un système ternaire international. La cooptation de la Chine ne signifiait pas que celle-ci fût devenue l'*alter ego* des deux supergrands. Mais elle a réussi à s'imposer comme leur seul interlocuteur possible, s'immisçant de plus en plus dans leur duo planétaire et surtout asiatique. Reconnue comme tel par les États-Unis des présidents Nixon et Carter, elle l'était aussi par l'Union soviétique depuis la reprise des conversations bilatérales entre les deux géants communistes.

Ce changement fondamental fut l'aboutissement de la volonté de puissance d'une Chine réunifiée par la révolution maoïste et qui profitait au mieux de ses intérêts de l'étroite marge de manœuvre que lui octroyaient, en Asie, les contradictions soviéto-américaines. Consciente d'être l'élément le plus faible de la triade qui s'esquissait, la Chine a recherché contre celui qu'elle désignait comme son ennemi principal l'appui de l'autre grand. Au point qu'après s'être arrachée aux bras étouffants de l'Union soviétique, elle a proposé à deux reprises, en 1971-1972 et surtout sous la présidence de Deng Xiaoping, en 1978-1979, aux États-Unis, un projet stratégique sino-américain ouvertement antirusse⁸²⁷. À vrai dire, l'ambition de grande puissance de la Chine transparaisait. Si les États-Unis n'ont pas donné suite à la proposition chinoise, c'est parce qu'ils ont continué de privilégier leurs rapports avec l'Union soviétique et qu'ils ont jugé certainement trop aventureux de se lier avec un partenaire [279] à la fois trop faible et trop compromettant. Claude Cadart, qui a étudié de près la stratégie chinoise, pensait d'ailleurs impossible une véritable alliance sino-américaine et ne croyait pas que

⁸²⁷ Claude Cadart, « Du projet stratégique sino-soviétique au projet stratégique sino-américain. La Nouvelle Chine en quête d'une stratégie d'accès à l'influence planétaire », *Études internationales*, volume X, n° 4, décembre 1979, université Laval, Québec.

les Américains puissent traiter la Chine en partenaire à part entière ⁸²⁸. Quoiqu'il en fût, un fait était acquis, et d'une grande portée géopolitique : la Nouvelle Chine avait bien gagné sa place d'interlocuteur privilégié des deux vainqueurs de la seconde guerre mondiale. Aucune autre puissance du monde n'avait été en mesure de faire subir à la configuration du système planétaire une transformation aussi nette.

***B. La mise en sommeil des objectifs géopolitiques
et des revendications territoriales
en raison de la priorité donnée au développement***

[Retour au sommaire](#)

Depuis 1979, les autorités chinoises ont subordonné leur politique étrangère au développement économique et à leur stratégie d'ouverture au monde extérieur, en excipant du fait que les relations avec celui-ci ne se résumaient plus à un jeu à somme nulle ⁸²⁹. Elles ont élaboré alors une diplomatie fondée en priorité sur de bonnes relations avec les États-Unis. Le profil bas adopté par cette nouvelle diplomatie pragmatique (on connaît la prédilection qu'affichait Deng Xiaoping pour ce proverbe : « qu'importe qu'un chat soit gris ou blanc pourvu qu'il attrape les souris ») a permis à la Chine d'obtenir un accroissement considérable des investissements étrangers (IDE) et de ses exportations, qui est à l'origine de la montée en flèche de son produit national brut (croissance annuelle de 8 à 10 % sur la dernière décennie). La légitimation du concept de l'intérêt national, plus que sa substitution à l'approche idéologique des relations internationales (car il n'avait jamais été perdu de vue), a facilité l'intégration de la Chine aux institutions internationales. En particulier, à l'Organisation mondiale du Commerce à laquelle elle a adhéré en décembre 2001. Ayant beaucoup à gagner à s'insérer dans le marché mondial, la Chine a cherché à montrer qu'elle était désormais une « puissance responsable ». En ce sens, elle a, depuis les années quatre-vingt-dix, traité avec prudence et souplesse les problèmes territoriaux toujours susceptibles de l'opposer à [280] plusieurs de ses voisins. En vérité, le terme de « territoire

⁸²⁸ Car selon Claude Cadart, « le dispositif géopolitique central du projet stratégique sino-américain est le suivant La Chine et l'Amérique co-dominent ou, à tout le moins, co-dirigent l'univers des deux rives de l'océan Pacifique », *ibid.*, p. 795.

⁸²⁹ Quingguo Jia, *From Self-imposed Isolation to Global Cooperation. The Evolution of Chinese Foreign Policy since the 1980 s*, Politik und Gesellschaft Online, International Politics and Society, 2/1999.

chinois » n'a guère de sens souligne François Joyaux ⁸³⁰. Celui d'« espace civilisé » caractériserait, dit-il, mieux la situation. Pourtant, et sans faire référence systématiquement à tous les « territoires perdus », les dirigeants récents de la Chine ont montré beaucoup de détermination sur au moins deux points : la frontière terrestre nord de la Chine et son territoire maritime ⁸³¹.

L'histoire trois fois millénaire de la Chine – la naissance de l'Empire se situe entre 1500 et 1000 *a. c.* – connaît un ennemi permanent en la personne du coureur des steppes ou de la puissance qui occupe le cœur de l'Asie. Jusqu'à l'ère industrielle, le danger est toujours venu de l'intérieur des terres. L'œil du guetteur Han restait rivé sur la Mongolie, tremplin dominant la plaine chinoise et d'où bondirent les Huns, les Turcs, les Mongols eux-mêmes et enfin les Russes. Pour protéger ses paysans des cavaliers nomades, la dynastie Ts'in fit élever dès le troisième siècle *a.c.* la Grande Muraille, restaurée dix-huit siècles plus tard et toujours dans le même but. Entre-temps, elle n'épargna pas à l'État chinois une domination mongole qui dura plus de cent ans (1264-1368). Le seul moyen efficace pour mettre un terme aux invasions des peuples des steppes fut pour les Chinois de s'assurer la domination de leurs terres de parcours à partir du contrôle initial du couloir du Gansu. Ce qui fut entrepris avec plus ou moins de bonheur pendant notre Moyen Âge, mais surtout réussi et achevé par la dynastie mandchoue aux XVII^e et XVIII^e siècles. À la fin de celui-ci l'Empire chinois atteignit son extension maximale, englobant toute la Mongolie enfin soumise, comprenant jusqu'à la rive orientale du lac Balkhach, et gravissant l'escalier qui mène au Tibet. La marche chinoise vers l'Ouest allait évidemment se heurter à celle des Russes vers l'Est, elle aussi vive à mater les cavaliers de la steppe grâce à l'installation successive de glacis militaires. La convergence des deux entreprises coloniales finit par étouffer définitivement le dynamisme des tribus turco-mongoles assignées à résidence dans les dépendances des deux empires, désormais face à face. Après un temps de recul, daté par le traité de Nerchinsk, la puissance russe s'impose, pendant les décennies qui suivent, à la soudaine apathie chinoise : confiscation de la partie occidentale du Turkestan chinois, puis de la vallée de l'Illi, du bassin de l'Amour et de la province maritime (Sikhote-Alin) ; [281] indépendance de la Mongolie transformée en protectorat russe et enfin occupation de la Mandchourie disputée aux Japonais ⁸³². Malgré la supériorité

⁸³⁰ F. Joyaux, *op. cit.*, p. 93.

⁸³¹ Les « territoires perdus », tels que Sun Yat Sen les énumérait au début du XX^e siècle, étaient les suivants : la Corée, Formose, les îles Pescadores, la Birmanie, l'Annam, les îles Ryūkyū, le Siam, Bornéo, les îles Soulou, Java, Ceylan, le Népal, le Bhoutan.

⁸³² Les traités d'Aigoun (1858) et de Pékin (1860) qualifiés par Pékin de « traités inégaux » sont symétriques au traité de Nerchinsk (1689).

des armées tsaristes, le contact direct avec la Chine ne rassurait pas tous les Russes, en particulier Bakounine⁸³³ et l'Empereur Alexandre II lui-même, qui s'imposa comme tâche de créer trois États tampons entre son Empire et le Chinois, en Mongolie, au Sin-Kiang et en Mandchourie⁸³⁴. Seul le premier des trois a pu être maintenu, jusqu'à nos jours. La méfiance était donc réciproque et ne s'atténua que devant la fulgurante poussée de la puissance japonaise qui régna bientôt sur le continent lui-même. Après sa défaite et la victoire du communisme en Chine s'ouvrit une période d'amitié russo-chinoise que les illusions de la métapolitique annoncèrent comme éternelle. Pourtant les ambiguïtés et les suspicions étaient nombreuses.

Plus que la question territoriale, c'est l'attitude de l'URSS de Staline, qui ne désirait pas voir venir sur son flanc asiatique une nouvelle puissance, qui créa l'équivoque. Dès le commencement de la révolution en Chine, Staline hésita à aider Mao Zedong, car il redoutait une Chine unitaire, fut-elle marxiste⁸³⁵. Longtemps il donna sa préférence à Tchang Kaï Tchek et recommanda aux communistes chinois de s'aligner sur lui, de rentrer dans les rangs du *Kuo Min Tang*. Dans le même temps, il reprit à son compte le projet tsariste de démembrement de la Chine du Nord-Ouest. Il encouragea donc une première sécession du Sin-Kiang en 1944 dans le but de l'annexer. À peine étouffée, cette tentative fut répétée entre 1949 et 1957, sous la forme de mouvements autonomistes, de sabotages antichinois, malgré la concession faite par Pékin d'une région autonome des Ouïgours, en septembre 1949⁸³⁶. Une nouvelle agitation se produisit en 1962 dans le secteur autonome (Chou) des Kazakhs, donc après le

⁸³³ Bakounine, in *L'État et l'Anarchie* (1873) écrit : « À elle seule, la Chine compte quatre cents millions d'habitants, ou selon d'autres sources six cents millions qui sont de toute évidence à l'étroit à l'intérieur des frontières du Céleste Empire et qui se transplantent en nombre croissant dans un courant irrésistible certains en Australie, d'autres au-delà du Pacifique, en Californie ; d'autres masses peuvent enfin immigrer dans les régions du Nord et du Nord-Est. Que se passera-t-il donc ? En un clin d'œil, le territoire entier qui s'étend du Turkestan aux montagnes de l'Oural et à la mer Caspienne cessera d'être russe... Comment pourra-t-on arrêter l'invasion des masses chinoises qui vont non seulement occuper la totalité de la Sibérie, y compris nos nouvelles possessions en Asie centrale, mais qui s'étendrait également au-delà de l'Oural jusqu'à la Volga ? »

⁸³⁴ Stolypine, *La Mongolie entre Moscou et Pékin*, Paris, Stock.

⁸³⁵ François Fejto précise : « On peut même supposer que si Staline se refuse si longtemps à miser sur le succès des communistes chinois, ce fût parce que consciemment ou non il ne souhaitait pas réellement cette victoire. Une Chine nationaliste, délivrée de l'influence japonaise, mais ouverte à celle de l'Union soviétique, lui eût mieux convenu qu'une Chine unie sous le sceptre communiste et capable de conquérir rapidement un statut de grande puissance », in *Chine-URSS. De l'alliance au conflit, 1950/1972*, Paris, Éditions du Seuil, 1973, p. 30.

⁸³⁶ Michael Freeberne, « Minority Unrest and Sino-Soviet Rivalry in Sinkiang », in *Essays in Political Geography*, op. cit.

décès de Staline. L'inquiétude que celui-ci éprouvait à l'égard de la Chine réunifiée par le maoïsme allait jusqu'à lui interdire toute aide conséquente à la République populaire. C'est seulement dans les jours qui suivirent sa mort que fut signé le premier grand traité économique sino-soviétique (accord du 26 mars 1953), organisant l'aide russe sur six ans pour l'industrialisation de la Chine. La volonté de la nation maoïste de s'affirmer comme puissance indépendante ne cessa dès lors de se démentir, et son fondateur de revendiquer la parité avec l'Union soviétique : « les relations amicales entre [282] l'URSS et la Chine forment la base d'une étroite collaboration entre les deux États, conformément aux principes de l'égalité des droits, des avantages réciproques, du respect mutuel, de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale » ⁸³⁷ Après un court répit, la diplomatie rapidement autonome de la Chine, spécialement dans le tiers-monde, allait porter à nouveau ombrage aux dirigeants soviétiques.

Comme le déroulement de la conférence de Bandoeng le démontra, la République populaire loin de se comporter comme le simple relais asiatique de l'URSS s'exprimait comme centre de plein exercice. L'espace communiste asiatique se fracturait, et ce d'autant plus qu'une profonde divergence russo-chinoise éclatait à propos de la thèse khrouchtchévienne de la coexistence pacifique. À partir de 1958, sur cette question, et sur une série d'autres points, se développait la confrontation idéologique des deux grands du communisme. Dans les années soixante, la Chine appartient encore au groupe des pays afro-asiatiques, donc relativement neutres, et reste somme toute isolée. Elle n'a aucun point de contact avec le monde occidental, et redoute moins ses réactions. L'euroanéité de l'Union soviétique fut du même coup l'un des arguments majeurs de la diplomatie chinoise pour essayer d'écarter cette puissance du monde non développé. Le raisonnement chinois tenait en quelques mots : bien que l'URSS ait de grands territoires en Asie, et même de nombreuses républiques asiatiques, son centre politique, les trois quarts de sa population, ainsi que les traditions, en font une puissance européenne. Alors, la hantise de Bakounine, et la suspicion stalinienne trouvèrent un écho chez Khrouchtchev qui refusa aux Chinois l'accès à l'arme atomique ⁸³⁸. L'accord sino-soviétique de 1957, prévoyant la fourniture à la Chine d'un modèle de bombe atomique et le transfert des techniques de fabrication, ne fut pas respecté et même dénoncé. Le traité de Moscou du 5 août 1963, sur la non-prolifération des armes nucléaires mit simultanément le point

⁸³⁷ F. Fejto, *op. cit.*, p. 53.

⁸³⁸ En 1964, Khrouchtchev confiait à Michel Poniatowski : « Vous devez comprendre que l'URSS est le rempart de l'Occident face à la Chine. Notre intérêt comme le vôtre est de développer la Sibérie dont la population doit devenir européenne en majorité », in Michel Poniatowski, *Cartes sur Table*, Paris, Fayard, 1972.

final à l'alliance russo-chinoise. Pour la Chine, l'accord soviéto-américain signifiait la fermeture du club atomique par l'Union soviétique, tandis que selon elle « la possession d'armes nucléaires et de missiles est nécessaire au prestige de toute grande puissance » ⁸³⁹. À partir de 1963 et surtout depuis la première explosion nucléaire chinoise de l'année suivante, la rupture fut consommée malgré quelques péripéties justifiées par le seul souci de la propagande. Avec le temps, les rapports s'envenimèrent. En août 1971, la [283] signature du traité soviéto-indien, qui permit à l'Inde d'assurer sa victoire sur le Pakistan, était manifestement dirigée contre la Chine. Dans ce contexte géopolitique global marqué par une certaine appréhension mutuelle et une soif de reconnaissance internationale de la Chine, la question des frontières n'a donc présenté qu'une importance assez minime. Malgré la gravité des incidents de l'Oussouri, en 1961. Les revendications territoriales chinoises, qui portent d'ailleurs sur des espaces limités, ceux occupés par les Russes au-delà des limites fixées par les « traités inégaux » eux-mêmes, participent avant tout à la volonté chinoise d'affirmer son autonomie et de « faire disparaître les traces jugées infamantes de son ancienne soumission, quitte le plus souvent à entériner approximativement les tracés qui en résultent » ⁸⁴⁰.

On serait donc en droit de penser que les derniers accords russo-chinois de 1991, restituant quelque 600 km² de terres à la Chine, vont dans le sens de l'apaisement et du retour de la confiance ⁸⁴¹. Impression confortée par une très forte reprise du commerce bilatéral. Reste en toile de fond, la réactivation toujours possible de la revendication chinoise sur la province maritime, comme allant de soi eu égard à l'impressionnant déséquilibre démographique existant et à l'immigration clandestine chinoise qui représenterait déjà le million d'individus ⁸⁴². Près de deux millions, selon d'autres sources, le nombre des Chinois pouvant atteindre sept à dix millions au milieu du XXI^e siècle ⁸⁴³. D'où l'accusation de colonisation des régions frontalières proférée par des dirigeants russes qui ne peuvent que s'inquiéter de la formation d'un grave problème territorial entre leur nation et sa voisine.

⁸³⁹ F. Feïto, *op. cit.*

⁸⁴⁰ F. Joyaux, « Pourquoi la Chine n'admet-elle pas ses frontières », *op. cit.*, tome II, p. 35.

⁸⁴¹ E. Kuleszla-Mietkouwski, « Chine-CEI : les amours impossibles », dans *Faut-il avoir peur de la Chine ? Relations internationales et stratégiques*, no 15, 1994, p. 128-129.

⁸⁴² *Ibid.*, p. 131.

⁸⁴³ Anne de Tinguy, « La Russie peut-elle avoir une ambition asiatique ? », in *La Politique de sécurité de la Russie*, *op. cit.*, p. 214.

L'obstination de la Chine à faire reconnaître ses droits maritimes et à réitérer ses revendications sur plusieurs îles et îlots de la mer Jaune, de la mer de Chine orientale, et surtout de la mer de Chine méridionale a pu surprendre, à plusieurs titres. En effet, l'opinion la plus courante veut qu'elle soit presque exclusivement une puissance continentale. Or, comme l'ont rappelé Hervé Coutau-Bégarie et François Joyaux, à la suite de quelques historiens spécialistes de l'Extrême-Orient, la Chine a eu ses heures de gloire maritime ⁸⁴⁴. Elle a été, dans un passé assez lointain pour être oublié, une grande puissance navale de l'Asie du Sud-est, avant d'entrer en décadence à la fin du XVII^e siècle ⁸⁴⁵. De plus, au regard, d'une part des immenses potentialités du continent chinois, et d'autre part des risques diplomatiques pour les relations [284] de voisinage, les enjeux des zones contestées, malgré les supputations pétrolifères, peuvent apparaître dérisoires aux yeux de l'étranger. Encore que l'exploitation *offshore* du pétrole, malgré sa technicité, est plus aisée pour la Chine que celle de son pétrole continental largement handicapé par la faiblesse considérable des transports terrestres chinois. Pourtant, il est évident que cette unique raison ne se suffit pas à elle-même et que l'intérêt nouveau de la Chine pour les questions maritimes et navales tient à d'autres motifs. La première impulsion est venue du champ stratégique. Dans les années cinquante, la prise de conscience des autorités communistes du besoin d'assurer la défense navale de la Chine, face à la menace américaine et aux assauts éventuels de la flotte de Taïwan, s'est produite mais sans entraîner, faute de moyens, un armement naval total. C'est avant tout la nécessité de contrecarrer « l'encerclement soviétique », explique Hervé Coutau-Bégarie, qui est à l'origine de la stratégie navale chinoise moderne ⁸⁴⁶. Les premières implications en ont été la construction d'un grand nombre de bâtiments de petit tonnage dans le but d'édifier la « grande muraille navale » de la défense côtière, puis la prise de contrôle, en 1974, des îles Paracels (stratégiquement importantes pour garder l'ouverture vers le Sud), et les premières mises au point techniques du projet de force océanique stratégique. Quant à l'aboutissement des plans de développement des flottes conventionnelle et stratégique les avis sont partagés ⁸⁴⁷. Dans un

⁸⁴⁴ On se réfère ici notamment à « La Tradition maritime chinoise ». Cf. à ce sujet Hervé Coutau-Bégarie, *Géostratégie du Pacifique*, Paris, Économica-IFRI, 1987, Appendice, « L'influence de la puissance maritime sur l'histoire de l'Extrême-Orient », p. 318-324, et le chapitre « La Chine et la Mer », in François Joyaux, *Géopolitique de l'Extrême-Orient*, *op. cit.*, p. 155-162.

⁸⁴⁵ François Joyaux (*op. cit.*, p. 164) insiste sur ce que la Chine n'a jamais été une puissance navale du Pacifique et s'est orientée préférentiellement vers l'Asie du Sud-Est et l'océan Indien.

⁸⁴⁶ H. Coutau-Bégarie, *Géostratégie du Pacifique*, *op. cit.*, p. 209-222.

⁸⁴⁷ Hervé Coutau-Bégarie est plus optimiste que François Joyaux.

second temps, le retournement de la Chine vers la mer est bien sûr la conséquence de sa décision de s'ouvrir sur le marché mondial. Comme dans tous les pays du monde qui pratiquent à grande échelle l'échange international (et plus l'insertion est forte plus le phénomène se vérifie), celui-ci favorise l'expansion de la façade maritime. L'explosion du commerce extérieur chinois entraîne, étant donné l'avantage relatif très net du coût du transport maritime sur les coûts des autres formes de transport, le développement de la flotte marchande chinoise. Certes, on peut douter, comme le fait François Joyaux, du caractère apparemment univoque de ce retournement en raison des faiblesses intrinsèques, économiques et surtout financières, de la Chine et de la masse incroyable de ses ressources continentales. Celles-ci, ainsi que son immense population, lui offrent sans aucun doute l'alternative à une extraversion aussi marquée que celle des nouvelles économies asiatiques, mais la modernisation de la Chine passe tout de même par l'expansion de son économie maritime. Aussi, quelles [285] que soient les incertitudes chinoises, les enjeux stratégique et économique océaniques sont maintenant assez clairs et assez formés pour que la Chine s'affirme de plus en plus dans son environnement marin. Faut-il croire à l'abandon par la Chine, au titre de sa conversion à l'économie de marché et au titre de l'interdépendance économique du monde, de ses impératifs géopolitiques et de toutes ses revendications territoriales ? C'est assez peu probable quand on observe les réactions de Pékin à l'installation des Américains en Asie centrale, depuis 2001.

C. Les nouvelles préoccupations géostratégiques de la Chine depuis le 11 septembre 2001

[Retour au sommaire](#)

Le déploiement des troupes américaines au cœur du *Heartland*, autour de l'Afghanistan, à l'occasion de la lutte engagée contre les bases du terrorisme islamiste, a inquiété en effet les autorités chinoises. D'autant plus qu'elles pensaient la situation géostratégique stabilisée en Asie depuis la fin de la guerre froide et qu'il leur faut maintenant se faire à l'idée d'une présence militaire américaine à long terme dans une région où la Chine entend exercer une influence et protéger ses intérêts. La crainte de celle-ci, obligée par conséquent de réajuster ses priorités stratégiques, est de voir les États-Unis contrôler durablement le continent eurasiatique, « dans son dos », en y organisant un arc diplomatique et militaire qui irait de la Russie à l'Inde. Compte tenu aussi du redéploiement de la puissance navale américaine dans l'océan Indien, où se situe désormais la plus

grande base américaine *extra-muros*, Diego Garcia, et de sa capacité de projection sur tout le flanc sud de l'Asie, c'est la menace d'un nouvel encerclement que peuvent imaginer les stratèges chinois.

Alors qu'ils avaient pensé être parvenus à un compromis avec Washington, à savoir la non-intervention des États-Unis en Asie contre la non-intervention de la Chine hors de sa zone d'intérêt, ils assistent au renforcement des positions américaines dans le Sud-Est asiatique et à la réitération de l'alliance américano-japonaise. À la demande des Américains, les Forces d'Autodéfense japonaises (Fad) pourraient être développées et, surtout, pourraient voir leur rayon d'action dans la région augmenter dans le [286] cadre des opérations engagées par les Nations unies contre le terrorisme. Or, toute cette recomposition du paysage géostratégique en Asie intervient à un moment où la Chine voit sa dépendance énergétique augmenter. Et particulièrement, par rapport au Moyen-Orient qui lui fournit 60 % du pétrole qu'elle importe et qui représente le tiers de sa consommation. Mais celle-ci va augmenter, et les importations avec elle, si son développement se poursuit. C'est pourquoi la nouvelle influence des États-Unis dans le bassin de la Caspienne, où les investissements chinois dans les gisements pétroliers, notamment au Kazakhstan, ont spectaculairement progressé, peut être assimilée par Pékin à un risque futur pour son approvisionnement énergétique.

S'il est vrai que le nouveau dispositif américain en Asie a, dans l'immédiat au moins, un autre objectif que l'isolement de la Chine, ses dirigeants ont de quoi être perplexes. Ils n'ont même pas de solution de rechange puisque, d'une part, l'alliance esquissée avant septembre 2001 avec la Russie a fait long feu, et que d'autre part, l'ambiguïté des relations avec les États-Unis, vers lesquels la stratégie d'ouverture économique a été principalement orientée et avec lesquels il leur faut être conciliants, limite drastiquement la marge de manœuvre diplomatique. Il n'est donc pas étonnant qu'en dépit des préoccupations géostratégiques actuelles, qu'une majorité d'experts chinois pense « qu'aujourd'hui nous devons nous placer aux côtés des États-Unis ; car même s'ils sont notre ennemi à long terme, il est impossible de le dire » ⁸⁴⁸. L'enracinement dans le temps de la pensée géopolitique chinoise, que l'on a pu constater et que cette dernière phrase illustre bien, se retrouve dans la tradition politique et militaire de l'Inde, voisine et rivale à la fois.

⁸⁴⁸ Cf. *South China Morning Post* du 26 septembre 2001.

3. Les « cercles des États » dans la géopolitique hindoue

[Retour au sommaire](#)

À l'instar de toutes les anciennes civilisations, celle de l'Inde était insulaire en ce sens qu'elle considérait les espaces qu'elle incluait dans ses limites politiques comme formant le monde civilisé. C'est ainsi qu'avant même que tout le sous-continent indien fut unifié par Ashoka, vers le III^e siècle a. c., l'ethnocentrisme indien allait s'exprimer à travers une tradition politique, forte et séculaire, dont le grand texte est l'*Arthashastra* (ou [287] *Arthasastra*), attribué à Kautilya, ministre brahmane du roi Chandragupta (321-297 a. c.), lui-même l'aïeul du conquérant susnommé ⁸⁴⁹. Or, selon ceux qui l'ont étudié, comme J. A. Bernard et Satish Chandra ⁸⁵⁰, l'un de ses aspects les plus originaux est sa conception géopolitique du « cercle des Rois » exposée au début du Livre VI de l'*Arthashastra*, parce qu'en tant que « cercle des États », elle est une théorie du système interétatique mondial dont l'Inde ne se serait jamais complètement départie. D'après cette représentation stratégique, les États sont divisés en cercles concentriques et leurs relations mutuelles dépendent, à la fois, de leur proximité géographique et de leurs forces ⁸⁵¹, comme le montre le schéma ci-dessous.

⁸⁴⁹ Jean Alphonse Bernard, *op. cit.*, p. 16. On dispose également des extraits du grand texte indien traduits à l'initiative de Gérard Chaliand, en particulier le Livre VI qui nous intéresse le plus, Kautilya, *Arthasastra. Traité politique et militaire de l'Inde ancienne*, Paris, Édition du Félin, 1998.

⁸⁵⁰ Satish Chandra, « The Indian Perspective », in *The New Realism. Perspectives on Multilateralism and World Order*, United Nations University Press, New York, 1997, sous la direction de Robert W. Cox, p. 127.

⁸⁵¹ « Devant le conquérant : l'allié, l'allié de l'ennemi, l'allié de l'allié, et l'allié de l'allié de l'ennemi, selon la proximité de leur territoire. Derrière : l'ennemi de l'arrière, l'allié de l'arrière, l'allié de l'ennemi de l'arrière et l'allié de l'allié de l'arrière. Ce lui qui occupe un territoire contigu est ennemi par nature. Celui qui est de naissance égale est ennemi de naissance. Celui qui s'oppose ou auquel on s'oppose est l'ennemi qu'on s'est fait pour le moment. Celui dont le territoire est séparé par un autre est un allié naturel. Celui qui a cherché protection pour sauver sa vie, ou pour le gain, est un allié acquis pour le moment. Celui qui est situé dans le territoire contigu à l'ennemi et du conquérant, capable de les aider, qu'il soit allié ou non, et de les abattre s'ils ne sont pas alliés, est le roi du milieu. Celui hors de la sphère de l'ennemi, du conquérant et du roi du milieu, et plus fort qu'eux tous, capable d'aider l'ennemi, le conquérant et le roi du milieu, qu'ils soient alliés ou non, de les abattre s'ils ne sont pas alliés, est le roi neutre. Tels sont les éléments du cercle des rois », Kautilya, *Arthasastra*, *op. cit.*, p. 16 et 17.

À partir du roi conquérant pris comme centre, le « théorème de Kautilya » appliqué aux États qui entourent l'Inde, comme s'y est essayé J. A. Bernard ⁸⁵², dessine une série de cercles révélateurs des priorités stratégiques de la puissance asiatique, bien que son environnement ait changé et que l'allié soviétique ait disparu.

⁸⁵² Jean Alphonse Bernard, *op. cit.*, p. 283 à 309.

[288]

A. Les contraintes géostratégiques du « grand cercle »

[Retour au sommaire](#)

Les contraintes qui découlent de cette vision du monde tiennent au contexte régional, lui-même influencé par la configuration du système international. La carte géostratégique indienne est alors la suivante.

Ainsi, pendant la guerre froide, période qu'analyse Bernard, le premier cercle comprend le Pakistan et la Chine, c'est-à-dire les deux principaux rivaux de l'Inde, mais aussi le Bangladesh, la Birmanie et Ceylan ; le deuxième cercle réunit l'Iran, l'Afghanistan, l'URSS, et le Vietnam ; le troisième cercle se réduit aux États-Unis en tant qu'adversaires du grand allié soviétique. Cette [289] géométrie permet à l'ancien ambassadeur français à New Delhi d'inclure dans le même « grand cercle » les États qui font partie de son périmètre de sécurité (ceux qui se trouvent sur sa frontière himalayenne et ceux qui jalonnent sa frontière maritime) et les deux superpuissances, « à moins que l'on ne considère les États-Unis comme ce roi indépendant du système, qui peut intervenir ou non dans le conflit régional » ⁸⁵³. Ce qui n'est pas invraisemblable, parce que « vue de Washington, l'Asie du Sud est une zone de faible priorité stratégique (ce qui a changé). Plus exactement on pourrait dire qu'elle est une aire de transition entre deux zones à haute priorité : l'Asie du Sud-Ouest et l'Asie orientale » ⁸⁵⁴. La position péninsulaire de l'Inde contribue aussi à l'isoler. D'où ces mots de Nehru :

« Nous sommes géographiquement situés de telle sorte que nous ne sommes pas entraînés dans des controverses avec cette fureur passionnée qu'y mettent d'autres pays. Cela ne tient pas au fait que nous sommes bons mauvais, c'est une question de géographie » ⁸⁵⁵.

Le Pakistan est depuis 1947, malgré sa séparation du Bangladesh en 1971, la menace principale ou du moins celle qui est perçue comme telle. La Chine, depuis l'humiliation qu'elle lui a fait subir en 1962 (car auparavant Nehru avait tout fait pour ménager Pékin et pour s'assurer de sa neutralité), reste un rival potentiel. Si les autres États mitoyens, du Népal, du Bhoutan, et du Sikkim ont été transformés selon des modalités différentes en *marches du Nord*, la logique kautilienne voulait que l'Inde (comme roi central) se trouvât sur les arrières de ses deux rois ennemis, un allié sûr. Ceci fut chose acquise quand elle scella son alliance avec l'Union soviétique le 9 août 1971. Un accord d'ailleurs limité, parce qu'il ne prévoyait que des consultations mutuelles en cas d'agression contre l'une des parties ⁸⁵⁶, et qui n'était pas en contradiction avec le principe du non-alignement, puisque « seul le fait de ne pas appartenir à un système d'alliance militaire dirigé par l'une ou l'autre des superpuissances permet à un pays de se prévaloir du non-

⁸⁵³ *Ibid.*, p. 286.

⁸⁵⁴ *Ibid.*, p. 287

⁸⁵⁵ Christophe Jaffrelot (sous la direction de), *L'Inde contemporaine. De 1950 à nos jours*, Paris, Fayard, 1996, p. 139.

⁸⁵⁶ *Ibid.*, p. 157.

alignement ; pour le reste, il est totalement libre de sa politique » ⁸⁵⁷. Pour aussi modeste qu'elle fût, l'assurance qu'apportait Moscou s'est évanouie, de même que son aide économique, bien inférieure à celle des États-Unis. Quels alliés de revers, dès lors, lui substituer ? Quelle confiance accorder à l'Amérique quand « l'Inde tend en effet à toujours considérer le monde d'après la guerre froide comme dominée par les [290] États-Unis » ⁸⁵⁸, lesquels se sont en permanence montrés « incapables d'assigner à l'Inde, sur la carte de la stratégie planétaire, une place qui correspondrait à son orgueil national... » ⁸⁵⁹ ? Demain, pour contrer la Chine, lui prêteront-ils plus d'intérêt ? Laisseront-ils ainsi leur rôle de « roi indépendant », pour s'impliquer davantage dans un équilibre eurasiatique ? Depuis la libéralisation de son économie, l'Inde s'est ouverte aux capitaux américains, mais les États-Unis continuent de soutenir le Pakistan et s'offusquent de la politique militaire de l'Union indienne, du développement de ses dimensions spatiale et nucléaire.

B. Durcissement ou fin de la polarisation régionale ?

[Retour au sommaire](#)

Plus isolée qu'elle ne l'était il y a quelques années, l'Inde compte plus que jamais sur ses propres forces. Puissance démographique, appelée à être la première du monde, et puissance économique en devenir, elle ne manque pas d'atouts en matière de technologie militaire. Face à son adversaire désigné qui lui apparaît comme le poste avancé d'un Islam de plus en plus entreprenant en Asie centrale, particulièrement dans les anciennes républiques soviétiques, le sentiment d'une plus grande solitude explique, en partie, une certaine radicalisation du nationalisme hindou. Fort ancien, puisqu'il remonte au début du XIX^e siècle ⁸⁶⁰, celui-ci était il y a encore peu au pouvoir à New Delhi par l'intermédiaire d'un parti, le BJP (*Bharatiya Janata Party*). Et il est capable de le reconquérir. Cependant, les principales conséquences du renouveau de l'hindouisme militant ont été d'ordre interne, sous la forme d'affrontements interconfessionnels. Depuis une dizaine d'années, ils ont fait courir le risque d'une déstabilisation (en particulier depuis la destruction de la mosquée d'Ayodhya en 1992) à une Union

⁸⁵⁷ *Ibid.*, p. 137.

⁸⁵⁸ *ibid.*, p. 168.

⁸⁵⁹ Jean Alphonse Bernard, *op. cit.*, p. 287.

⁸⁶⁰ Gérard Heuzé, *Où va l'Inde moderne ? L'aggravation des crises politiques et sociales*, Paris, L'Harmattan, col. « Conjonctures politiques », cahier no 3, novembre 1993, p. 92-102.

indienne qui compte plus d'une centaine de millions de musulmans. Outre le fait que les émeutes peuvent se comprendre « avec leur millier de morts annuels, comme les épisodes récurrents d'une guerre civile larvée » ⁸⁶¹, dont le but serait de provoquer un nouvel exode des musulmans, c'est la laïcité ou le sécularisme de l'État indien qui a été mis en cause. Au plan international, tandis que l'Inde a cherché dans le passé des partenariats du côté des États arabes progressistes, comme l'Irak ⁸⁶², certaines élites « verraient bien le pays constituer, avec Israël, un rempart contre "l'expansion musulmane" » ⁸⁶³.

[291]

Pourtant, le durcissement durable de la polarisation régionale n'est pas une chose certaine. En effet, dans le jeu à quatre, avec l'Islam, la Chine et les États-Unis, l'Inde sait que son « ennemi de l'arrière », dans le langage kautilien, n'a pas intérêt à ce que la mouvance islamiste gagne du terrain en Asie centrale au risque de s'infiltrer de plus en plus au Xinjiang, la plus occidentale des provinces chinoises. Quant aux États-Unis, ils tendent aujourd'hui à considérer l'islamisme radical comme leur ennemi principal, et du même coup, le « roi indépendant » est décidé à ne plus soutenir n'importe quel type d'État musulman. Il ne peut, par exemple, que saluer les efforts du gouvernement pakistanais quand il veut orienter son pays vers plus de laïcité. La configuration du système international fait donc que les « cercles des rois » ne sont pas fermés, bien que le renforcement de la position des États-Unis dans l'océan Indien, depuis leur installation dans les îles Chagos, ne soit pas non plus du goût de l'Inde qui croit de plus en plus à sa vocation maritime et qui cherche à étendre son horizon commercial vers l'Asie orientale ⁸⁶⁴. Elle aurait tout à craindre de la revitalisation de la stratégie d'Albuquerque ⁸⁶⁵. L'interaction entre le contexte régional et la configuration systémique en Asie du Sud, comme ailleurs, peut réserver bien des surprises.

⁸⁶¹ *Ibid.*, p. 27.

⁸⁶² Christophe Jaffrelot, *op. cit.*, p. 165-166.

⁸⁶³ Gérard Heuzé, *op. cit.*, p. 32.

⁸⁶⁴ Christophe Jaffrelot, *op. cit.*, p. 169.

⁸⁶⁵ Jean Alphonse Bernard rappelle comment l'historien indien K. M. Panikkar « a montré que la stratégie d'Albuquerque avait permis d'obtenir la maîtrise de l'Inde elle-même achevée deux siècles plus tard par l'Angleterre, en s'assurant le contrôle d'Ormuz et de Malacca, à quoi s'ajoutait la domination du Portugal sur Socotra, Aden et la côte orientale d'Afrique [...]. La stratégie d'Albuquerque trouvera sa pleine expression dans le système impérial britannique, qui a consisté à tenir les Indes par la *Royal Navy* qui bouclait les accès océaniques et par une garnison militaire en Inde même. Mais les cent quarante mille hommes de l'armée des Indes eussent été d'un faible secours si la flotte de Sa Majesté n'avait pas veillé avec un soin jaloux au Cap, à Suez et à Aden, dans le golfe Persique comme à Singapour, à Ceylan et à l'île Maurice », *op. cit.*, p. 313-314.

4. Le monde musulman : les visions géopolitiques arabe et turque

[Retour au sommaire](#)

Si, comme le souligne Laurent Murawiec, on passe de la culture de l'Un, d'une culture hantée jusqu'à l'obsession « par l'unité, par l'uniformité, l'unanimité et le collectif »⁸⁶⁶, à celle du Multiple, quand on se déplace de la Chine vers l'Inde, il est clair qu'on retrouve avec l'Islam une culture religieuse à prétention monolithique. Et si dans les trois aires culturelles concernées le concept de territoire n'a jamais été vraiment à l'honneur, il n'empêche que dans les faits, des différences notables sont à considérer. Ainsi, la Chine a plutôt fonctionné comme un empire territorial parce que commandée, à travers les âges historiques, depuis une région-centre fixe, tandis que jusqu'à l'indépendance de 1947, « la société indienne s'organise plutôt autour de sa culture qu'autour de son ordre politique »⁸⁶⁷. Quant au monde musulman, il a connu une unité territoriale à géométrie variable, [292] parce qu'elle lui fut imposée par des centres différents (Damas, Bagdad, Istanbul) dans le cadre de grands empires à dominance ethnolinguistique (Omeyyades, 660-750 ; Abbasside, 750-945 ; Ottoman 1520-1918, pour sa moitié occidentale ; ceux des grandes steppes asiatiques ayant été beaucoup plus éphémères). C'est sous les Abbassides que les géographes arabes ont modélisé l'espace musulman, la *mamlaka*, à partir de la géographie antique, rappelle Denis Retaillé. Ils l'ont fait de manière abstraite, en opérant une structuration en angles ou climats (*iqlim*), précise ce dernier. Ainsi, « un *Mas'udi*, par exemple, ordonne le monde en sept climats (comme Ptolémée), dont l'angle central (*klima* = angle) forme un cercle (360°) autour de Bagdad, et dont les six autres sont disposés en secteurs ouverts vers les périphéries, les mondes extérieurs, au-delà de la mer ou du désert »⁸⁶⁸. Il ne saurait en être autrement car la *mamlaka* est avant tout une terre de parcours, un espace de circulation. Mais André Miquel a montré que le besoin de rationaliser l'usage du territoire a pu conduire à d'au-tres découpages plus réalistes, comme celui de l'empire abbasside

⁸⁶⁶ Laurent Murawiec, *L'Esprit des nations*, op. cit., p. 175-176.

⁸⁶⁷ A. Nandy, *At the Edge of Psychology*, Delhi, OUP, 1986, p. 56, cité par Christian Jaffrelot, *La Démocratie en Inde. Religion, caste et politique*, Paris, Fayard, 1998, p. 95.

⁸⁶⁸ Denis Retaillé, « Le territoire de l'islam arabe », in Marie-Françoise Durand, Jacques Lévy, Denis Retaillé, *Le Monde. Espaces et systèmes*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, 1992, p. 352. Cf. encore André Miquel, *La Géographie humaine du monde musulman*, Paris, La Haye, Mouton, vol. 1, 1967.

en vingt provinces. Cela contredit la thèse de l'absence de territorialité politique dans le monde musulman.

Bien plus tard, face à l'émiettement de la période post-coloniale, la nostalgie de l'unité a pu donner lieu à des visions géopolitiques arabe ou turque supplantées aujourd'hui par celle du géocentrisme fondamentaliste qui domine en Islam. Néanmoins, il est utile de s'en souvenir à un moment où, d'un côté, deux ethnocentrismes universalistes, le musulman et l'occidental, s'entrechoquent, et où, d'un autre côté, la Turquie cherche à s'arrimer à une Europe qu'elle a toujours perçue comme étrangère et périphérique à elle-même.

A. La Umma al Islamiyya : géocentrisme religieux et géodémographisme

[Retour au sommaire](#)

Dans ses représentations du monde, l'ethnocentrisme musulman ne dépare pas des autres. Comme l'explique Jean Paul Charnay, il découpe l'espace mondial en anneaux concentriques, définis selon des critères juridico-religieux, dont le foyer se trouve à La Mecque ⁸⁶⁹. Autour de la *Kaaba* (la Pierre noire) et du territoire sacré du *Haram* (qui comprend les villes saintes de [293] La Mecque et de Médine), le *géocentrisme islamique* délimite des territoires successifs dont les allégeances se distendent avec l'éloignement, lui-même, en général, étant la cause d'une appartenance éphémère ou d'une extériorité historique complète à l'espace de la *Charia* ⁸⁷⁰. C'est ainsi que l'on passe du *Dar al Islam* (territoire d'Islam) au *Dar al Harb* (territoire de guerre et de conquête sous domination infidèle) en fonction d'une dégradation de l'autorité ou de la présence des musulmans. Cependant, précise Jean Paul Charnay, « en fait ce géocentrisme islamique est battu en brèche par la notion de *Umma al Islamiyya*, communauté de croyants à travers le monde, entité démographique et non géographique destinée par son expansion à recouvrir la planète. Les guerres arabes ont souvent procédé à des transferts de population et à des efforts de conversion. Les actuelles immigrations en pourraient être un vecteur » ⁸⁷¹.

Cela appelle deux remarques qui ne se contredisent pas. La première est que la guerre américano-islamiste, comme la dénomme le sociologue parisien,

⁸⁶⁹ Jean Paul Charnay, *Principes de stratégie arabe*, Paris, Édition de l'Herne, 2003, p. 12-42.

⁸⁷⁰ *Ibid.*, p. 41.

⁸⁷¹ *Ibid.*, p. 42.

déclenchée par les attentats de New York, aurait été motivée, selon ce que l'on croit avoir entendu du côté des réseaux terroristes, par la présence de troupes américaines sur les terres sacrées de l'Islam interdites aux non-musulmans. En tout état de cause, depuis son ouverture, la symbolique religieuse, plus ou moins radicalisée, a largement pris le dessus dans tout le monde musulman sur les symboliques nationales, déjà malades il est vrai des échecs politiques et économiques des États. Une aubaine pour tout le personnel religieux musulman, dans la mesure où, contrairement à ce qui a toujours été affirmé en Occident sur la non-existence d'une église islamique, « les cheiks, muftis et autres oulémas, dans le sunnisme, et les mollahs, hodjatoleslams et ayatollahs, dans le chiisme, sont bien les équivalents de nos prêtres, évêques et théologiens... » ⁸⁷². La seconde est, qu'en effet, la *Umma al Islamiyya* s'analyse plus comme une masse démographique que comme un ensemble territorial, et qu'elle est consciente que la dynamique de ses populations va changer le monde. Ce qui permet à Charnay de parler de géodémographisme. Elle représentera 30 % de la population de la planète en 2025 contre 18 % vingt ans plus tôt. Dans la vaste ellipse qu'elle forme, depuis le Nigeria jusqu'à l'Indonésie, la croissance naturelle reste la plus élevée du monde. Depuis elle partent des flux migratoires dans diverses directions mais surtout vers l'Europe et les Amériques, [294] dont les individus qui les composent sont plus prosélytes qu'ils ne sont eux-mêmes disposés à se convertir ou à adopter les règles de la laïcité ou de la neutralité civique. C'est ainsi que dans la nébuleuse que forme l'*Umma*, un Islam européen regroupant environ 15 millions de personnes, sans compter les Bosniaques et les Albanais, vient s'ajouter aux aires ethnolinguistiques que l'on y distingue traditionnellement : arabe, turco-mongole, perse, hindo-malaise, africaine subsaharienne... Le géodémographisme signifie ainsi la submersion des États européens rendus au moins bi-confessionnels par l'installation des nouveaux arrivants. Mais, en même temps, les clivages sont tels entre ces différents ensembles musulmans qu'il est inconcevable qu'il ait pu se former une vision géopolitique globale et cohérente, propre à la communauté dont le seul ciment serait la fidélité au dogme.

Ainsi, le mythe du Califat n'a pas résisté, car « les particularismes de doctrines et de races ont déchiré l'unité que l'Islam avait établie entre les peuples musulmans en leur imposant la croyance à un seul maître, à un seul Dieu, et à un seul Livre, la soumission à une seule Loi, l'étude de la religion et de la morale

⁸⁷² Jean Pierre Péroncel-Hugoz, *Le Radeau de Mahomet*, Paris, Édition Lieu Commun, 1983, p. 16.

dans une seule langue » ⁸⁷³. C'est la raison pour laquelle des perspectives n'ont été ouvertes, ou des projets géopolitiques n'ont été proposés qu'au niveau régional et ethnique, et à l'initiative d'une puissance étatique locale. La référence explicite au panislamisme n'a donné lieu qu'à des déclamations en faveur du rétablissement du Grand Califat. Avant 2001 cependant, on peut dire que la proposition la plus rationnelle dans cette direction, a été celle d'Özay Mehmet, de bâtir un « Califat moderne » reposant sur trois piliers : la Turquie, le Pakistan et la Malaisie ⁸⁷⁴. Le modernisme kémaliste et malaisien serait, selon lui, le meilleur garant contre le retour en force du fondamentalisme.

B. Les visions géopolitiques arabes

[Retour au sommaire](#)

Outre le programme d'essence laïque et supranationale du parti *Baath*, parti socialiste arabe fondé par l'arabe chrétien Michel Aflak, centré sur la construction de la nation arabe, le panarabisme a été porté, sans plus de succès, par deux chefs d'États arabes, Gamal Abdel Nasser et Mouammar Kadhafi ⁸⁷⁵. Si le parti *Baath* a accédé au pouvoir à Damas et à Bagdad, et a acquis ainsi sa notoriété, son plan d'action n'a jamais été mis en [295] œuvre. Pire que cela, les dirigeants qui en furent issus ont eu des comportements claniques et ont conduit des politiques extérieures chauvines.

Pour sa part, le colonel Nasser axa toute sa diplomatie sur l'union des Arabes, mais en focalisant toute son énergie sur la lutte contre Israël, ce qui le perdit. Dans sa vision du monde, l'Égypte était, à la fois, au centre et à l'intersection des trois espaces arabe, musulman et africain ⁸⁷⁶. Son héritier spirituel, l'autre colonel, le Libyen Kadhafi, après quelques coups de force qui ont échoué, espère désormais que l'unité arabe se fera par « la voie de la conviction et de l'interaction », sachant que le principal obstacle réside dans la présence au sein du monde arabe de « régimes contradictoires » ⁸⁷⁷. Mais pour nombre de critiques,

⁸⁷³ J. P. Charnay, *Principes de stratégie arabe*, op. cit., « Califat, panislamisme et État-nation selon Rachid Rida », p. 443.

⁸⁷⁴ Özay Mehmet, *Islamic Identity and Development. Studies of the Islamic Periphery*, Londres, Routledge, 1990.

⁸⁷⁵ J. P. Charnay, op. cit., « Les constructions géopolitiques », p. 429-469.

⁸⁷⁶ *Ibid.*, « La doctrine des trois cercles selon Gamal Abdel Nasser », p. 452-456.

⁸⁷⁷ *Ibid.*, « La guerre sacrée du nationalisme et le panarabisme selon Mouammar Kadhafi », p. 456-462.

arabes eux-mêmes, tout cela ne fut et demeure qu'illusion. Ils soulignent la fragmentation de l'espace arabe en une multitude d'États nationaux ancrés, politiquement et culturellement, alors que la « nation arabe » reste un mythe sans aucun appareil d'État stable à son service ⁸⁷⁸.

C. Les visions géopolitiques turques

[Retour au sommaire](#)

Non pas grâce à l'étude de textes de géopoliticiens turcs, dont au demeurant on ignore l'existence ou pas, mais au moyen d'une analyse serrée des cartes publiées en Turquie entre 1931 et aujourd'hui, Étienne Copeaux reconstruit les différentes perceptions turques du monde ⁸⁷⁹. Selon nous, il en ressort certaines caractéristiques spatio-culturelles particulièrement intéressantes pour éclairer les enjeux qui se dessinent actuellement autour de la Turquie. La première évidence est que « les trois passés de la nation turque » (l'Asie intérieure ou Haute Asie centrale des origines, l'Asie du Sud-Ouest où s'est produite la rencontre avec l'Islam, et le Proche-Orient, si longtemps régenté) lui dénie tout enracinement européen. Ce que corrobore une périphérisation permanente de l'Europe dans la cartographie turque, malgré la domination séculaire que les Ottomans ont exercé sur les Balkans ⁸⁸⁰. Il faut remarquer au passage, qu'elle n'aura engendré [296] un quelconque héritage européen, sachant que, malgré la prise de Constantinople, la Sublime Porte n'a jamais escompté succéder à l'Empire byzantin. Ne serait-ce que parce qu'il fallait faire oublier le passé chrétien de l'Anatolie qui, selon les régions, était demeurée dans le giron grec pendant cinq à dix siècles ⁸⁸¹.

La seconde caractéristique tient au fait que s'étant déroulées dans des espaces différents, parfois éloignés, l'histoire des Turcs, celle de la Turquie, celle de l'Anatolie et celle de la religion dominante, l'Islam, les problèmes de représentations sont fort complexes ⁸⁸². Les décalages spatio-historiques ont ainsi pu donner lieu à des interprétations arbitraires du pouvoir qui, en particulier pendant la révolution kémaliste, n'a pas hésité à réinventer l'identité turque (en faisant entre autres manipulations historiques des Hittites des ancêtres des Turcs).

⁸⁷⁸ *Ibid.*, « Critique de la notion de nation arabe selon des marxistes tunisiens », p. 465-466.

⁸⁷⁹ Étienne Copeaux, *Une Vision turque du monde, à travers les cartes de 1931 à nos jours*, Paris, CNRS Éditions, 2000.

⁸⁸⁰ *Ibid.*, chapitre VIII, « L'Europe une périphérie occidentale », p. 140-157.

⁸⁸¹ *Ibid.*, p. 69.

⁸⁸² *Ibid.*, p. 15.

De ces grands écarts entre la géographie, l'histoire et la culture, réduits seulement pendant la présence de l'Empire ottoman, résultent, en troisième lieu, des ambiguïtés, des tensions ou des conflits. Ainsi, l'idéologie panturquiste à l'honneur depuis le début du ^{xx}^e siècle, que partagent toutes les forces politiques et militaires turques, à un degré plus ou moins élevé, dénie la présence de toute autre ethnie que la Turquie sur le sol anatolien, quand bien même la population de l'Asie Mineure est plus turquisée que turque. Cela explique l'hostilité d'Ankara envers les Arméniens et les Kurdes (descendants des anciens Mèdes).

Pour Étienne Copeaux, au final, « la représentation turque du monde est bipolaire. Les Turcs peuvent se représenter une Anatolie vue de l'Asie profonde, patrie conquise et non originelle, lieu d'aboutissement d'une migration. Ils peuvent la voir aussi comme un centre qui rayonne sur une partie de la Méditerranée, sur le Proche-Orient et la mer Noire » ⁸⁸³. Dans le premier cas, ils survalorisent leur région d'origine, le bassin de l'Orkhon en Mongolie, d'où sont partis aussi les Huns, et ils privilégient leurs liens avec les Turcs de l'Est, ceux qui peuplent toute l'Asie centrale. Cette démarche, qui a donné naissance au mouvement pantouranien, et qui vise au rassemblement de tous les peuples turcs depuis la mer Égée au Sin-Kiang chinois, était au cœur du nationalisme Jeune Turc, mais elle a surtout été servie, sans succès, par le général turc Enver Pacha, d'abord [297] pendant la première guerre mondiale et dans le cadre de l'alliance germano-turque, puis, en 1920-1922, à l'occasion des troubles qui ont accompagné la révolution russe. Elle a été modestement relancée, pour des motifs surtout économiques, au lendemain de la disparition de l'URSS, quand les retrouvailles ont été rendues possibles entre les différents peuples turcs. Elle pourrait l'être de manière beaucoup plus soutenue, à titre de compensation, en cas d'échec des négociations sur l'adhésion de la République de Turquie à l'Union européenne, ou au contraire en cas de succès, mais dans une tout autre perspective, l'Anatolie devenant alors un « sas » entre l'Asie centrale et cette dernière. Dans le second cas, c'est la conversion des Turcs à l'Islam, suite à leur rencontre avec les Arabes, en Transoxiane, qui est déterminante. Car, précise Copeaux, cette dernière « a provoqué un double recentrage : d'une part, la géographie musulmane s'est étendue en même temps que le monde turc ; d'autre part, en se convertissant, les Turcs ont épousé le passé des Arabes. C'est un phénomène culturel d'une immense portée, qui agit considérablement sur le discours historique » ⁸⁸⁴.

⁸⁸³ *Ibid.*, p. 109.

⁸⁸⁴ *Ibid.*, p. 135.

En effet, dans un premier temps, les Turcs ont vaincu Byzance, là où les Arabes avaient échoué. Ils en ont retiré de la fierté et ils ont pris la tête du monde musulman. Dans un dernier temps, le recul ottoman dans les Balkans a été provoqué par le soutien systématique apporté par les grandes puissances européennes aux peuples non-musulmans de la péninsule, notamment du côté orthodoxe au nom de la solidarité religieuse. De sorte qu'au volontarisme kémaliste qui occultait une grande partie de l'héritage arabo-musulman, s'oppose aujourd'hui « l'idéologie de la synthèse turco-islamique » qui « ne reflète pas seulement un point de vue de l'historien sur le passé turc ; elle est aussi une manière de voir le présent et l'avenir, une manière de définir les grands équilibres culturels et politiques, un nationalisme enfin, qui ne conçoit pas la grandeur de la Turquie autrement que dans une défense et une promotion des valeurs religieuses et culturelles de l'Islam » ⁸⁸⁵. Autant dire que le choix de la Turquie de devenir européenne n'est pas un mince défi. Il est à contre-courant de ses options traditionnelles offertes par sa position géostratégique exceptionnelle à la charnière [298] des trois mondes asiatique, européen et musulman. Est-elle susceptible alors d'adhérer à l'Union européenne en rompant avec ses partenaires historiques et naturels ? Car il est clair que celle-ci serait bien incapable de les prendre en charge ou tout simplement de supporter une trop grande porosité de ses frontières... asiatiques ! Avec le monde arabe, qui a tendance à considérer la Turquie comme une puissance coloniale ou comme une puissance régionale ambitieuse, tout dépendra des évolutions possibles du monde musulman, selon que se produira un affaiblissement de la foi religieuse sous l'impact de la modernisation occidentale, ou selon qu'au contraire son raidissement renforcera la solidarité confessionnelle. Avec le monde touranien ou turcophone d'Asie centrale, lui-même très divisé et en proie à des rivalités mais aussi à bien des convoitises, la teneur des relations à venir de la Turquie sera en grande partie déterminée par ses alliances et ses choix stratégiques. Plus précisément, il s'agira de savoir s'ils sont toujours destinés à contrer la Russie, soit au titre de la « défense des valeurs de l'Occident », soit au nom de l'Islam, ce qui met inévitablement dans l'embarras certaines républiques, ou s'ils s'orienteront vers un pantouranisme modéré et pragmatique, comme l'aurait souhaité l'ancien président kirghiz Askar Akaïev, en mesure de s'insérer dans une coopération continentale concernant aussi la Chine ⁸⁸⁶. Ces questions et les hypothèses qu'elles suggèrent, en fonction de la position géopolitique de la Turquie et de ses visions du monde, prennent une importance particulière au moment où celle-ci

⁸⁸⁵ *Ibid.*, p. 13.

⁸⁸⁶ *Der Spiegel*, novembre 2000.

vient d'engager des négociations pour adhérer à l'Union européenne. Car, au-delà des problèmes socio-économiques dont la résolution est loin d'être démontrée, les Européens feront bien de réfléchir aux incidences géopolitiques de l'accueil d'un nouvel État, puissance régionale aux intérêts bien spécifiques, qui risque de se montrer d'autant plus rétive qu'elle sait pouvoir compter sur l'appui indéfectible des États-Unis pour essayer de les satisfaire.

[299]

Traité de relations internationales.
Tome I. Les théories géopolitiques.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

[Tome I]

[Retour au sommaire](#)

L'ethnocentrisme implique la primordialité du culturel sur le géographique. En Europe, à la fin du XIX^e siècle, la modernité anglo-américaine ou française, comprise comme un occidentalisme, est perçue comme une menace culturelle par le nihilisme allemand aussi bien que par le slavophilisme ou sa mouture plus récente de l'eurasisme. En Asie, chez les Chinois et les Hindous, il est tout autant avéré que c'est l'ethnocentrisme qui commande à la pensée de l'espace et à son organisation. Pourtant, chez les Anglo-Saxons et chez les Allemands, les faits géographiques tiennent une grande place, au point d'apparaître parfois prééminente, qui s'explique par l'interaction de leurs conceptions du monde avec le contexte spatio-temporel de l'Angleterre, des États-Unis et de l'Allemagne. Pour les deux peuples liés que sont les Anglais et les Nord-américains, la primauté allant au commerce, et la guerre n'étant, d'une certaine manière, que sa continuation par d'autres moyens, il existe bien un conditionnement géopolitique au succès de leurs ambitions et de leur vision du monde : le nécessaire contrôle des mers et des océans, l'arbitrage de l'équilibre européen, puis eurasiatique, en évitant toute unification, et *a fortiori* toute expulsion d'eux-mêmes, du monde

continental. Pour les Allemands, qui s'inscrivent dans la tradition impériale européenne, celle qu'ont honorée les Carolingiens, les Ottoniens ou les Habsbourg, la politique d'équilibre est une cause de faiblesse et elle empêche, avec l'accord de la France, l'unification de l'Europe. Or celle-ci est le seul moyen d'éviter la dissolution de la culture allemande et des autres cultures européennes dans le *One World* conçu politiquement à Londres, quand au XIX^e siècle la [300] puissance britannique était l'arbitre universel, et plus tard, idéologiquement légitimé à Washington par l'idéalisme wilsonien et le mondialisme rooseveltien. La démarche allemande est, par essence, continentale. Elle appelle à une association avec la Russie, et elle nécessite la maîtrise de certains impératifs géographiques comme l'ouverture sur les océans, en particulier sur l'océan Indien qui assure la liaison avec l'Asie maritime. Il est ainsi clair que les construits cartographiques des géopoliticiens relèvent tous d'un point de vue particulier, national. En même temps, ils sont directement en relation avec les problèmes de sécurité et de répartition de la puissance. Il est vrai encore que la géopolitique classique tend à systématiser les incompatibilités. La vie des nations est un combat dominé par la rivalité terre-océan, contingente des luttes pour l'hégémonie aux XIX^e (dès 1804) et XX^e siècles. Mais si leurs visions du monde sont ainsi agonistiques, il faut reconnaître, à la décharge des premiers géopoliticiens, que l'histoire du monde – surtout de l'Europe – peut se résumer à une série séquentielle de dominations, à une succession d'empires dont l'existence notoire, l'expression achevée, a été la domination territoriale.

Comme D. R. Sack l'a fait remarquer, le contrôle de l'espace et de tout ce qu'il porte, sans avoir à en préciser le détail, fut longtemps la forme ultime de l'exercice du pouvoir international ⁸⁸⁷. L'extension de ce contrôle était l'impératif territorial des puissances en lutte, d'autant qu'il s'agissait pour l'essentiel de sociétés à production extensive. Il en a découlé des analogies territoriales remarquables entre les États qui ont postulé à l'hégémonie sur l'Europe occidentale ⁸⁸⁸. La première révolution industrielle n'avait guère porté atteinte à ce primat du territoire, sinon qu'elle avait, d'après Mackinder, inversé les rapports de force entre la puissance maritime et la puissance continentale. En revanche, l'introduction des modes de production intensive, au tournant des années trente, dans les économies libérales (fordisme), puis le développement des nouvelles techniques d'armement, de communication allaient modifier

⁸⁸⁷ D. R. Sack, *Conceptions of space in social thought*, Londres, Mac Millan, 1986, p. 16.

⁸⁸⁸ Geoffrey Parker, *The Geopolitics of Domination*, Londres, Routledge, 1988. Geoffrey Parker distingue trente-deux caractéristiques géopolitiques communes aux cinq puissances impliquées : Empire ottoman, Espagne, Autriche, France et Allemagne. Il en déduit un modèle territorial de la domination

radicalement les données de la politique internationale. Mais pas au point, aux yeux des géostratèges américains, d'abandonner définitivement le modèle stratégique conçu par Mahan, puis ajusté en fonction des événements historiques [301] et des développements technologiques. C'est tellement vrai qu'aujourd'hui, en ce début de XXI^e siècle, les États-Unis disposent d'une puissance navale incomparable déployée dans l'Atlantique nord (2^e Flotte), en Méditerranée (6^e Flotte), et dans le Pacifique (3^e et 7^e Flottes) qui leur permet, avec les moyens offensifs emportés (la *task force*), d'intervenir sur n'importe quel continent. Et tout porte à croire que le monde est entré, pour peut-être un demi-siècle, dans une ère d'hégémonisme américain. De *pax americana*, cela est moins certain, car tout dépendra de ce que les États-Unis voudront faire de leur rôle de roi indépendant (cf. le système kautilyen).

La géopolitique classique a exercé une grande séduction. Elle a essaimé jusqu'au Japon et en Amérique latine. Ce succès, elle le doit à son double caractère panoptique et propédeutique qui n'est pas sans défauts. Son panoptisme pêche par sa superficialité et sa fixité. L'espace n'est pas suffisamment conceptualisé dans ses différentes dimensions qui en font un complexe de champs. Il est donc, trop vite, réduit à l'espace physique. Ceci entraîne une fixité dans le temps des angles de vue. Sa propédeutique apparaît convaincante, voire irrésistible, parce qu'elle s'ancre dans la géohistoire, qu'elle s'appuie sur des réalités réputées permanentes. Mais, elle n'intègre que difficilement le changement. Tout ceci n'enlève rien à son intérêt contextuel, mais empêche toute théorie. Quant à l'ethnocentrisme qui marque chaque « école », s'il semble inimaginable de penser avec Richard Ashley « qu'un travail sur les relations internationales devient possible seulement quand l'on coupe tous liens avec ses origines, quand on devient étranger au pays, à la langue, au sexe, et à toute notion d'une identité souveraine de l'Homme » ⁸⁸⁹, force est de constater qu'il n'en a guère concédé à l'échange de vues. Pour ces raisons, et parce qu'elle fut entraînée dans la chute de la *Geopolitik*, sauf aux États-Unis, la géopolitique classique a disparu et laissé la place, après la seconde guerre mondiale, à une géographie politique qui oscille entre le béhaviorisme et le positivisme. Le premier a, à juste titre, insisté sur le fondement subjectif d'explications du monde qui ne saisissaient jamais complètement la réalité ; mais, lui-même a trop facilement ignoré les structures de la puissance. Le second, indispensable parce qu'il permet de compenser l'approche précédente, [302] qu'il apporte la positivité à l'analyse et

⁸⁸⁹ Richard Ashley, « The Geopolitics of Geopolitical Space : toward a Critical Social Theory of International Politics », in *Alternative (The American Spectator)*, 1987, vol. 12, Bloomington, USA, p. 403-434.

qu'il fait ressortir les hétérogénéités du monde, a trop investi dans le local et le territoire, alors qu'il est de plus en plus évident que « c'est la lutte entre les lieux de déterritorialisation et les efforts de reterritorialisation qui constitue le cœur de la politique globale » ⁸⁹⁰.

C'est l'inaboutissement de ces révisions qui nous a conduits à reconsidérer l'objet et la méthode de la géopolitique ⁸⁹¹ car il n'était pas possible de négliger plus longtemps l'opportunité que nous offre celle-ci de disposer d'un instrument d'analyse globale, à l'ère de la mondialisation. Tout le monde en convient, ce qui explique l'énorme engouement actuel pour la géopolitique. Balayant les critiques malhonnêtes et les rancunes, il atteste, en vérité, de l'essence même de la géographie, science de la synthèse, idée trop perdue de vue par les géographes eux-mêmes, et oubliée par la plupart des autres sciences sociales.

Or, étant maintenant fixés sur les tenants et les aboutissants de la géopolitique classique dans ses différentes moutures, sur les impératifs géographiques qui conditionnent le jeu des grandes puissances, nous devons admettre que la synthèse en question n'est concevable qu'en liaison avec les autres sciences sociales et humaines inséparables (histoire, philosophie politique, économie, anthropologie, démographie), et qu'au terme d'une intégration des théories des relations internationales issues de la science politique dans une démarche interparadigmatique.

Reste à étudier, pour dépasser la seule géopolitique, les théories des relations interétatiques, puis celles concernant la mondialisation.

**Fin du texte
du tome premier de trois.**

⁸⁹⁰ *Ibid.*, p. 434.

⁸⁹¹ Gérard Dussouy, *Quelle Géopolitique au XXI^e siècle ?*, op. cit.